



le poing et la rose

10, rue de Solferino, Paris 7^e - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 125 - Octobre 1989 - 6 F

Congrès de **RENNES**

15 . 16 . 17 . 18 mars 1990

CONTRIBUTIONS AU DEBAT

1



La lettre de Pierre Mauroy	3
----------------------------------	---

CONTRIBUTIONS NATIONALES

Fermer la parenthèse libérale présentée par « Socialisme et République »	4 à 13
Débattre pour rassembler présentée par Louis Mermaz	14 à 24
Égalité présentée par Laurent Fabius	25 à 39
Pour un Parti Socialiste ouvert et renouvelé présentée par Olivier Stirn et Bernard Bioulac	40 à 43
SOCIALISME pour réussir le septennat, faire vivre une société de partage, rénover le Parti Socialiste présentée par Lionel Jospin	44 à 53
Un cours nouveau pour l'action socialiste présentée par Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray	54 à 62
Les chances du socialisme démocratique présentée par Catherine Trautmann	63 à 73
Redistribuer le pouvoir pour transformer la société présentée par Marie-Noëlle Lienemann et Patrice Finel	74 à 81
Un contrat pour le progrès social Un Parti Socialiste majoritaire et pluraliste présentée par Jean Poperen et Jean-Marc Ayrault	82 à 92

CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

Contributions adoptées par les fédérations suivantes :

Aude	93 à 94
Aveyron	94
Corse-du-Sud	94-95
Maine-et-Loire	96 à 100
Mayenne	100
Meuse	101
Sarthe	101
Vendée	101 à 103
Yvelines	103 à 107
Yonne	107
Territoire de Belfort	108 à 110
La Réunion	111
Français à l'étranger	111-112

(L'ordre de présentation des contributions nationales a été tiré au sort, au cours du Bureau exécutif)

LE POING ET LA ROSE

Directeur politique : Pierre Mauroy - Rédacteur en chef : Françoise Seligmann

Administration : Société éditrice : « Les nouvelles Éditions de l'An 2000 »
10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07 - N° C.P.P. 53 321.

Directeur de la publication : Henry Pradeaux - Imprimerie Avenir Graphique.



Chers(es) Camarades,

Vous recevez le texte des nombreuses contributions qui ont été déposées dans la perspective de notre Congrès de Rennes. Ne vous plaignez pas de ce volume de lecture. Il témoigne de la vigueur de notre démocratie interne et de notre dynamisme collectif. Le Parti Socialiste demeure le parti du débat. Je m'en réjouis avec vous.

A côté de cette procédure officielle, je vous avais lancé le 22 juin dernier, un appel à participer au large débat qui s'ouvre et durera jusqu'au 15 mars 1990. Vous m'avez pris au mot. Je vous en remercie. Les missives que vous continuez à m'adresser se recourent largement. Je sais donc qu'en répondant à tous, je réponds à chacun.

Qu'écrivez-vous en effet ? Vous supportez mal l'affairisme de certains milieux, et vous avez raison. Vous supportez mal la persistance des injustices et des inégalités sociales, et vous avez raison. Vous supportez mal que les fruits de la croissance, qui revient grâce à nos efforts de rigueur, ne soient pas mieux partagés, et vous avez raison.

Bien que fortement présentes, les interrogations concernant l'éducation et l'emploi ne viennent qu'après. Moins attendue, me semble-t-il, est votre sensibilité à des thèmes effectivement peu traités jusqu'ici sans être pour autant, comme certains d'entre vous l'affirment, tabous. Je veux parler de sujets aussi essentiels que le désarmement, le tiers monde et l'écologie. La vivacité de vos préoccupations démontre que nos débats se doivent de les aborder.

La question centrale, celle qui constitue le cœur de vos interrogations, est celle de notre identité dans un monde qui change. Vous vous interrogez sur la place que tiendront nos idées et nos convictions. La fidélité à notre combat est-elle compatible avec la gestion gouvernementale quotidienne ? Le poids de l'idéologie libérale, dominante dans la plupart des relais d'opinion, ne menace-t-il pas, à terme, nos positions et notre homogénéité ? Vous acceptez les adaptations, et vous avez raison car il faut changer, à condition de conserver les valeurs de notre socialisme.

Changer ? Sûrement, et la réponse n'appartient qu'à nous. Personne ne peut assurer l'avenir du socialisme démocratique en dehors des socialistes eux-mêmes. Tel est le premier objectif de notre débat interne.

Il y en a un second : consolider l'unité du parti. Vos lettres d'ailleurs expriment toutes une profonde aspiration à cette unité. La critique des excès des courants revient constamment comme la dénonciation de la rupture qui existerait entre un « parti du haut », celui des dirigeants, et le parti des militants. Toute démocratie authentique passe nécessairement par des formes de délégation. Encore convient-il de garantir leur représentativité et de veiller à leur bon fonctionnement. Personne n'entend remettre en cause notre règle de la proportionnelle, mais tout le monde convient que des dispositions sont à prendre pour assurer une démocratie plus ouverte. Nous devons cesser de lire notre vie interne au travers du seul prisme des courants pour retrouver notre sève militante.

Vos interrogations m'ont conforté dans l'idée qu'il nous fallait moderniser sérieusement les formes de notre travail collectif. C'est pourquoi, lors de notre dernier comité directeur et pour préparer le congrès, j'ai proposé que, dès le mois prochain, comme nous y invite notre règlement, nous mettions en route la révision de nos statuts et celle de notre déclaration de principes.

Prendre conscience des insuffisances, des difficultés, c'est déjà amorcer les solutions, engager le traitement. Vos réactions, par leur nombre comme par leur vivacité, prouvent que nous sommes dans la bonne voie. Nous, c'est-à-dire un peu plus de 200 000 citoyens. Il ne sera jamais simple de faire vivre notre collectivité sans tensions. Nous l'observons tous les jours. Nous n'y réussissons pourtant pas si mal. 200 000 camarades, c'est à la fois beaucoup et trop peu. Beaucoup, parce que nous atteignons par cet effectif un des sommets de notre histoire. Trop peu, car notre essor militant n'est pas à la hauteur de notre progression électorale, ni de nos ambitions pour notre parti.

En améliorant notre fonctionnement interne, nous devons également rendre notre parti plus attractif. Nous devons le doter d'une véritable vie collective, non en termes d'affrontements mais de solidarité, de camaraderie et, pourquoi pas, d'amitié. Quand on a pour ambition de changer la vie des peuples, ne faut-il pas savoir, au préalable, changer notre vie commune, la rendre plus fraternelle. La force même de notre rayonnement politique en découlera.

Comme vous le verrez, je n'ai pas signé de texte de contribution. J'ai lancé le débat. J'entends qu'il soit mené avec vigueur, sans mettre en cause le rassemblement dont nous aurons besoin pour les échéances qui nous attendent.

Je vous souhaite bonne lecture et vous adresse, chers(es) Camarades, l'expression de mes amitiés socialistes.

Pierre Mauroy

Pierre MAUROY

Fermer la parenthèse libérale

Faire vivre la République Agir en socialistes

Contribution présentée par

Jean-Marie ALEXANDRE, Jean-Yves AUTEXIER, Edwige AVICE, Jean-Pierre BAEUMLER, Joël BATTEUX, Jean-Claude BLANC, Jean-Marie BOCKEL, Nicole BRICQ, Isidore CANOPE, Pierre CARASSUS, Marie-Arlette CARLOTTI, Roland CARRAZ, Michel CHARZAT, Jean-Pierre CHEVENEMENT, Michel COFFINEAU, Pierre COHEN, Catherine COUTARD, André DELUCHAT, Jean-Louis DIEUX, Max GALLO, Pierre GUIDONI, Sylvain HERCBERG, Didier LESCHI, Jean-Pierre MICHEL, Didier MOTCHANE, Jean-Paul PLANCHOU, Josette ROBERT, Philippe SANMARCO, Georges SARRE, Annie SOLO, Michel SUCHOD, Martine SOUVIGNET, Michel VIGNAL, Henry VIOLS.

Mouvement de la Jeunesse Socialiste :

Brigitte BLOCH, Vincent CALLIGER, Eric CHAMBAULT, Pascal JOSEPH, François KALFON, Marcella LABARCA, Stéphane PERE (1).

(1) Attentifs à respecter les statuts du Parti dans leur lettre et dans leur esprit, les signataires de cette contribution ont tenu à se limiter aux membres du Comité Directeur, auxquels se sont joints les membres de l'Equipe Nationale du MJS.

Résumé

Les socialistes vont préparer le Congrès de Rennes, débattre dans leurs sections et leurs fédérations. Un congrès, c'est une discussion démocratique aussi sérieuse, aussi approfondie que possible, au terme de laquelle les socialistes — tous les socialistes — disent ce qu'ils pensent, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent.

Dans un premier temps — les « contributions » — il s'agit de **réfléchir** ensemble, de **comprendre** quels sont les enjeux, les défis, et de **proposer** des solutions conformes à nos principes et à nos valeurs.

Il faut rompre, dans tous les domaines, avec le conformisme libéral qui justifie et qui perpétue les inégalités et les injustices. Le moment est venu de donner **un coup d'arrêt**, qui ne peut venir que d'un parti socialiste imprégné des valeurs de la République et porteur d'un projet de transformation sociale, autour d'options de progrès : croissance, indépendance, démocratie, laïcité, solidarité.

Cela implique une **réorientation de la construction européenne**, échappant aux mirages du marché unique libéral et du fédéralisme bureaucratique. L'Europe doit organiser ses marchés et ne pas se laisser organiser par ses marchands. Ce qu'il faut à présent construire, c'est l'Europe des peuples, dans laquelle notre pays, la France, doit conserver les moyens de ses ambitions.

Cela suppose que les socialistes s'attachent, notamment, à renforcer la base productive de l'économie française, au service de la **croissance** et du **plein emploi**, dans le contexte de la guerre économique mondiale, mais aussi à organiser de **nouvelles avancées démocratiques** dans l'entreprise, la cité, l'école et à réussir l'**intégration**, à la communauté des citoyens, des générations issues de l'immigration.

Cela exige un Parti Socialiste qui sache être l'éclaireur de l'avenir. **Ni trublion, ni godillot**, le Parti doit exister par lui-même, élaborer et défendre le **projet** qui nous permettra de vaincre, en 1993 et au-delà.

Le Parti Socialiste doit-il aligner sa doctrine sur la politique gouvernementale et se reconnaître comme un parti de gestion à l'intérieur du système capitaliste libéral, ou doit-il reprendre sa marche en avant, en se fixant de nouveaux objectifs de transformation sociale ?

De la réponse à cette question dépendront le sens de la réélection de François Mitterrand, la réussite des deux septennats, l'enracinement du socialisme en France, et le rôle de la France en Europe et dans le monde.

C'est le but de cette contribution : un mode d'emploi pour rassembler et avancer, convaincre, et gagner. Un pôle de ralliement pour tous ceux qui parmi les socialistes, veulent réussir, en cette fin de siècle, la synthèse du Socialisme et de la République.

Les socialistes vont débattre, discuter, dans leurs sections et leurs fédérations, préparer le Congrès de Rennes. Ce texte est une contribution à ce grand débat. Un Congrès, ce n'est pas une joute académique où l'on échange des théories sur le socialisme du prochain siècle. Ce n'est pas l'occasion de départager, en redistribuant les cartes, les clans, les chapelles, les écuries de présidentsiables. C'est le lieu où, collectivement, après une discussion démocratique aussi sérieuse, aussi approfondie que possible, les socialistes disent ce qu'ils pensent, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent. Dix-neuf ans après Epinay, neuf ans après notre victoire de 1981, deux ans après la réélection de François Mitterrand, les socialistes — tous les socialistes, les militants, la base de notre Parti — ont la parole, et peuvent s'ils en ont la volonté, faire

entendre leur voix. C'est à eux, à ces dizaines de milliers de militants de responsables, qui sont la force et la réalité du Parti, que nous nous adressons. Et à eux tous. A ce stade, il s'agit de réfléchir ensemble, de comprendre quels sont les enjeux, les défis. Cela suppose qu'on dise franchement ce qu'on pense, ce qu'on croit. Chacun défend sa part de vérité : voici la nôtre.

Faisons le point. Où en sommes-nous ? Si nous éprouvons le besoin de débattre, de discuter à fond, ce n'est pas pour nous livrer devant l'opinion publique qui nous écoute, à un exercice d'autosatisfaction. **Nous avons la durée** — nous sommes responsables des affaires de la France, compte tenu de la parenthèse de la cohabitation, depuis presque dix ans. **Nous avons le pouvoir** — ou du moins, les Français



le croient. C'est l'heure d'un bilan sans masochisme ni complaisance. Nous sommes comptables de ce qui va bien — beaucoup a été fait, et continue à être fait — mais aussi de ce qui ne va pas. Et bien des choses ne vont pas, dans notre pays. Beaucoup reste à faire, dans tous les domaines, les militants, les électeurs socialistes le savent bien. Il n'est que temps d'y penser, de proposer des solutions, de dire où nous voulons aller, pourquoi, et comment.

Trois ans sans élections ! Le délai paraît long : il passera plus vite qu'on ne pense. Les moyens de la victoire doivent se préparer dès maintenant. Ils sont à notre portée si nous savons **rassembler une large majorité de nos concitoyens autour d'un dessein de progrès.**

A défaut, nous n'éviterons pas une deuxième « cohabitation ». Elle se terminerait peut-être moins heureusement que la première. La cote de popularité du chef de l'Etat et du Premier ministre reste haute, mais sondage n'égale pas suffrage. Le caractère massif de l'abstentionnisme, s'il devait devenir une donnée permanente de la vie publique, est lourd de menaces. Il touche plus profondément **notre** électorat (43% des électeurs de François Mitterrand se sont abstenus aux élections européennes contre 19% des électeurs de Jacques Chirac).

Il faudra donc rassembler, demain, plus et mieux qu'hier ou avant-hier. Les élections de 1986 ont été perdues à la suite du rétrécissement de notre base. Celles de 1988 ont été gagnées d'une courte tête, dans la seule foulée de l'élection présidentielle. L'« ouverture » n'a pas été — chacun peut le constater — l'occasion d'un rassemblement et son impact électoral s'est d'ailleurs révélé à peu près nul.

Et pourtant, dans le pays, existent les forces sur lesquelles pourrait se construire un vaste rassemblement majoritaire autour d'options de progrès et d'une politique qui les traduise en actes.

Responsables de syndicats ou d'associations désireux de donner une résonance plus globale à leur action, militants et sympathisants communistes que le repli sur soi du P.C.F. laisse en déshérence, électeurs écologistes qui se sont détournés de nous parce qu'ils croient que les socialistes ont renoncé à changer la vie, patriotes conscients que le sentiment de l'intérêt national a largement déserté le camp de la droite, jeunes qui cherchent une réponse aux questions que leur pose l'injustice du monde, chrétiens soucieux de mieux affirmer la dimension de solidarité sociale et internationale de l'action politique, etc, innombrables sont les Français qui peuvent se réunir autour de nous. L'électorat de gauche est au premier chef à remobiliser. Au delà, parce que nos options traduiront le souci bien compris de l'intérêt public, le rassemblement de progrès peut et doit dépasser les frontières « naturelles » de la gauche.

Il faut pour cela définir **les conditions politiques de la réussite**, les bases politiques d'un rassemblement majoritaire.

Les signataires de ce texte ont une grande ambition pour le Parti Socialiste et fondent de grands espoirs sur le Congrès de Rennes. Ils souhaitent que du feu de la discussion entre camarades, du choc des idées, de la libre pensée du plus grand nombre possible de militantes et de militants surgisse **un mode d'emploi pour gagner**, pour élargir nos bases, pour rassembler et avancer. Une clef qui, tenue par beaucoup de mains, ouvre la porte du succès.

Tel est le sens de la contribution que nous livrons au débat.

L'idée force en est simple et claire. Pour gagner en 1993 et au delà, les socialistes doivent **oublier le libéralisme et redécouvrir la République.** La même idée vaut pour la France en Europe, et pour l'Europe dans la guerre économique mondiale.

1. MENER LA BATAILLE DES IDÉES : CONTRE LE LIBÉRALISME DOMINANT, LE SOCIALISME ET LA RÉPUBLIQUE

Nous sommes des socialistes et — cela va mieux en le disant — parce que nous sommes des socialistes nous ne sommes pas des libéraux. Notre adversaire, c'est le libéralisme ou plus précisément l'individualisme libéral : confiance illimitée dans les vertus du marché et de la concurrence, culture des « gagnants » et indifférence aux perdants, exaltation de tout ce qui est privé et dévalorisation de tout ce qui est public, haine de l'Etat, mépris de la politique, dissolution de sentiment national. Cette machine de guerre contre la démocratie, contre le socialisme, a fait des ravages, dans notre pays, et pas seulement à droite. Mais que peut-on lui opposer ? Les valeurs de République. Les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, élargies par la lutte, garanties par le Droit. Souvenons-nous de Jaurès : le socialisme, selon lui, c'est « **la démocratie jusqu'au bout** » mais aussi « **la République accomplie** » : si nous prenons ce programme au sérieux, nous avons du pain sur la planche.

Au fond, qu'est ce que cela veut dire, être socialiste, en France, en 1989 ? **Faire entrer dans la réalité les valeurs de la République.** Nous sommes une **nation**, une collectivité de citoyens conscients de leur communauté de destin — et pas une collection d'individus jetés par le hasard sur un territoire donné. Cette nation décide elle-même de son avenir, par l'exercice quotidien des libertés publiques, par les voies et moyens de la **démocratie**, et donc, par la politique. Le lieu où des citoyens se réunissent pour prendre, pour comprendre, penser définir ce qu'est l'intérêt général et par conséquent la politique à suivre, c'est **le Parti**. L'instrument dont ils disposent pour façonner leur avenir, c'est **l'Etat Républicain**, un Etat qui leur obéit, qui obéit au gouvernement que la nation a choisi, mais, dans la continuité de l'histoire, structure la

nation et la vertèbre, qui est le garant de sa pérennité. Donc il n'y a pas, en France, la « société civile » d'un côté et l'Etat de l'autre, **mais une communauté de citoyens et un Etat indissociablement liés par la démocratie** : c'est cela qu'on appelle **la République**. Mais nous savons aussi que la République ainsi définie sera immobile, stagnante, si elle n'est pas animée, dirigée, par **une dynamique de transformation sociale**, vers toujours plus de justice, vers la disparition de tout ce qui limite, entrave, l'épanouissement des virtualités dont chacun est porteur, bref, par l'idéal des socialistes.

La passion de la **liberté de l'esprit**, ferment de la création et de la culture, nous anime. Nous sommes les tenants d'un **rationalisme critique** qui affirme l'aptitude des hommes à progresser pour comprendre le monde par leurs lumières, le construire par leur action, l'organiser selon leurs vues. Nous sommes donc des laïcs au sens premier du mot, défenseurs de l'usage libre et public de la raison contre tous les dogmes, les intégrismes, les tabous et les orthodoxies, quels qu'en soient les origines et les déguisements. **La laïcité, culture de la République** ne peut faire bon ménage avec le conformisme libéral, prêt-à-penser de la classe médiatique, respectueux des puissances établies, grand consommateur de spectaculaire mais hostile aux vraies prises de conscience.

Parce que nous sommes des socialistes, nous sommes des patriotes. Nous aimons la France, notre pays, non pas par chauvinisme et exclusion de l'autre, mais lorsqu'elle ressemble à son idéal : terre natale des droits de l'homme et du citoyen, ce petit cap d'Europe est devenu un morceau d'universel. L'esprit de haine du nationalisme xénophobe qui usurpe ses valeurs et détourne ses emblèmes trahit son



message, sa mission de liberté et de solidarité. Une voix de liberté que le libéralisme voudrait étouffer au nom d'une prétendue fatalité de la « mort des nations », qui laisserait bien entendu indemne la nation dominante aux mœurs de laquelle il prêche sans relâche que l'on se soumette.

Le patriotisme républicain est une valeur de gauche. Une des grandes valeurs de la gauche. C'est le rôle des socialistes — ni les chefs d'entreprise ni les médias ne le feront à leur place — de convaincre les Français, et d'abord les travailleurs, les producteurs, qu'ils ont à prendre en charge l'histoire vivante de leur pays.

Parce que la politique est pour nous un moyen au service d'une démocratie toujours à élargir, notre attachement à ce que signifie un Etat républicain est indissociable de la conception d'un citoyen actif, doté d'une conscience civique, sociale, de droits et de devoirs qui le situent dans une collectivité sur l'organisation et l'avenir de laquelle chacun devrait avoir son mot à dire, sa part à prendre. L'anti-étatisme doctrinal, l'éloge de l'« Etat modeste », le dénigrement des partis (c'est-à-dire de la gauche), des syndicats et des solidarités collectives va toujours de pair avec l'arrogance de l'argent et la soumission aux pouvoirs dominants.

Mais nous, **nous croyons à la démocratie**, à la capacité des citoyens, des travailleurs, à maîtriser collectivement leur destin. Nous, nous croyons que la politique, l'exercice du pouvoir, c'est d'abord l'expression d'une **volonté**, et la traduction de nos principes en actes. Ne nous payons pas de mots :

Il ne suffit pas de dire que nous voulons atteindre le niveau des 40 %

des électeurs qui est celui des grands partis de gouvernement des pays voisins. Il faut prendre les moyens de convaincre, et créer les conditions du rassemblement.

Il ne suffit pas de dire que nous voulons « la transformation de la société ». Il faut dire comment, à quel rythme, et traduire cette volonté dans l'action gouvernementale et législative.

Il ne suffit pas de dire que l'on est partisan du « partage » : la richesse nationale n'est pas un gâteau qu'on découpe, et dont on pourrait distribuer les miettes, en échange de la paix sociale.

Bref, il est temps de réaffirmer que les socialistes ont pour ce pays **un projet, à long terme**, dont l'action gouvernementale telle qu'elle se développe aujourd'hui n'est qu'une étape. Il est temps de dire que ce projet — dont nous savons, par l'expérience acquise depuis 1981, qu'il ne pourra se réaliser qu'avec beaucoup de temps, de délais et d'efforts, par un travail continu et de longue haleine — **c'est la construction d'une société plus juste, plus égalitaire, plus libre**, d'une société conforme aux valeurs et à l'idéal qui ont toujours été ceux des socialistes, et plus largement, de la gauche.

Et de dire comment nous comptons y parvenir.

Socialistes de 1989, **héritiers d'une grande tradition de progrès** où se sont illustrés Jean Jaurès, Léon Blum, Pierre Mendès-France et François Mitterrand, notre vocation est de la perpétuer, selon le conseil de Jaurès, en conservant la flamme et en écartant la cendre.

Nous vivons une époque de contradiction, dure, parfois cruelle, mais riche, dans les années qui viennent, de potentialités positives. A nous de les saisir, à nous de les exploiter !

2. RÉORIENTER LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE : VERS UNE EUROPE DES PEUPLES OUVERTE SUR L'EST ET LE SUD

Parlons d'abord de l'Europe : c'est ce qui décide de tout — ou presque tout.

Les bouleversements en cours à l'est du « rideau de fer » comme au sud de la Méditerranée font toucher du doigt chaque jour davantage les limites de la logique libérale à l'œuvre dans la petite Europe de l'Ouest depuis le début des années 50. Il est vain de vouloir, par ankylose idéologique, réaliser dans les années 90 les rêves de 1945. La réalité internationale exige plus de pragmatisme. Et d'ailleurs, chacun le sait, chacun le sent, pour l'Europe, l'heure de vérité approche.

Les socialistes doivent-ils se donner pour tâche d'adapter la France, coûte que coûte, à son environnement international, et par conséquent se soumettre entièrement, totalement — au nom d'une certaine conception de la construction européenne, au nom des contraintes du marché mondial des capitaux — au primat de la « rigueur » économique et financière, ou réhabiliter la notion d'intérêt public, de volonté politique, c'est-à-dire, en fait, **réhabiliter la démocratie** ? En France, dans un pays où c'est la puissance publique — et c'est très bien ainsi — qui porte la responsabilité de l'éducation, des transports, de la santé, du logement social, de la culture, etc., la perspective de la **paupérisation de l'Etat** est inacceptable, injustifiable. Nous savons déjà que l'objectif de « baisse des prélèvements obligatoires » ne répond à aucune loi économique, et n'est justifié par rien — sauf par l'influence de l'idéologie libérale. Nous mesurons les conséquences des « réductions d'impôts » que l'on agite ici ou là, et dont on sait d'avance à qui elles vont profiter. Nous voyons avec inquiétude se profiler les conséquences d'un « marché unique » qui privilégie le « moins-disant fiscal », et conduit à la fois à supprimer toute taxe sur les capitaux et à réduire massivement la TVA : déjà, on s'habitue à répartir la pénurie, à l'intérieur d'un budget dont on oublie qu'il n'est aussi étriqué que parce que nous le voulons bien. **Le problème du budget**

pour les années 90 ce n'est pas la répartition des dépenses : ce sont les recettes.

Et rien n'est plus absurde, même s'il faut fixer des priorités, que d'opposer, par exemple, la Défense à l'Education, ou la Culture aux transports en commun : ce qu'il faut se demander, c'est pourquoi nous acceptons, aussi facilement, que l'Etat s'appauvrisse — ce qui veut dire en même temps, à terme, moins d'écoles et moins de sécurité. Au nom de quoi ? Au nom de l'Europe ? Mais quelle est cette Europe, qui nous obligerait à renoncer à **notre conception républicaine du service public**, de l'intérêt public ? Quelle est cette Europe dont la seule réalité, la seule conséquence palpable, serait l'affaiblissement, le démantèlement des Etats — alors que ce n'est qu'au niveau des Etats qu'existe une démocratie vivante ? Quelle est cette Europe qui donnera, dans dix ans, au président de la Bundesbank, le droit de choisir, dans le budget de la France, les dépenses qui lui paraîtront utiles, et celles qui lui paraîtront superflues ? En tous cas, **ce n'est pas l'Europe que veulent les socialistes.**

La guerre économique mondiale est une réalité, elle met aux prises — avec une effrayante inégalité de moyens — non pas des entreprises, comme on le croyait autrefois, mais des systèmes sociaux, des nations, des Etats, avec comme armes la monnaie, l'investissement, les budgets d'éducation et de recherche... Dans cette guerre économique mondiale, nous ne pouvons pas choisir — seuls — le désarmement (économique, monétaire, industriel) unilatéral.

Voilà pourquoi nous devons insister sur le rôle de la France dans la construction d'une Europe européenne, confédérale, respectueuse des nations qui la composent, indépendante des Blocs... Les élections européennes ont dû montrer aux plus aveugles que le fédéralisme bureaucratique ne fait pas recette, et que la zone de libre-échange qui



se met en place (même baptisée « grand marché unique ») provoque plus d'inquiétudes que d'enthousiasme. C'est de nous — de la France, et en France, des socialistes — qu'il dépend que l'Europe soit un carcan libéral et libre-échangiste, qui nous imposera, comme une fatalité extérieure, les solutions que les Français ont rejetées en mai 1988, ou un templin pour la croissance. Encore faut-il savoir, et dire clairement, lorsqu'on parle de la construction européenne, ce que nous voulons, et ce que nous refusons, **en tant que socialistes**, à la lumière de nos valeurs et de nos convictions.

La Communauté européenne d'orientation libérale et supranationale, tournée vers l'Atlantique, était fille d'un moment historique : la fin de la seconde guerre mondiale et la nécessité d'encadrer la partie occidentale de l'Allemagne, l'affrontement des blocs Est contre Ouest, la guerre froide. Le choix — du Traité de Rome à l'Acte unique — fut celui de l'intégration économique par le « marché ».

Quarante ans ont passé. A la fin des années 80, la thèse du **dépassement des Etats nationaux** et l'affirmation du **primat de l'économique** conduisent tout droit à une zone de libre échange dérégulée, sans structuration politique, un espace dominé par des mastodontes économiques principalement allemands, un **Saint empire du capital**, totalement inadapté aux nécessités de la période.

Certes, il faut conserver l'acquis : l'amitié franco-allemande qu'après trois guerres meurtrières nous avons voulu être préservée avec d'autant plus de vigilance qu'elle est la base de la coopération européenne future. Il est important en particulier que la France et l'Allemagne trouvent entre elles les termes d'une coopération équilibrée, et que les Allemands comprennent la nécessité de penser européen avant de penser à refaire l'Allemagne.

Mais face aux deux défis majeurs qui se présentent à leurs portes, les Européens de l'Ouest n'ont à ce jour répondu que par une « solennelle absence ». L'expression ouverte des aspirations démocratiques et nationales que libère, en Europe orientale, l'onde de choc de la perestroïka soviétique appelle, plus qu'une aide alimentaire bienvenue à la Pologne, une **réponse politique globale**. De même que les déséquilibres démographiques, économiques, culturels qui se creusent entre les deux rives du lac méditerranéen et nous reliait à notre Sud le plus proche.

L'Europe libérale et atlantique, héritage d'un passé qui s'efface, ne correspond plus aux caractères et aux exigences de la nouvelle période. Affirmons le sans ambages : **l'Europe doit être réorientée économiquement, politiquement, culturellement**, ce qui au fond revient au même.

L'Europe doit être réorientée économiquement

L'Europe doit être réorientée économiquement parce que la seule loi du marché ne permet pas de relever les défis du non-développement à l'Est comme au Sud. Il y faut un transfert massif de ressources, de technologies, de financements, qui implique des politiques communes fortement volontaristes. Le marché unique tourne le dos à cette voie : à la régulation par la démocratie il substitue la régulation par le capital. A l'idée de politiques communes, il substitue celle d'une mise en concurrence des politiques nationales soumises à l'arbitrage des marchés financiers internationaux.

Plutôt que de se laisser organiser par ses marchands, l'Europe devrait organiser ses marchés. On sait ce qu'il advient de la seule politique commune : l'agricole. Le maintien du cours libéral actuel se traduirait par l'aggravation de déséquilibres régionaux et sociaux déjà massifs à l'intérieur des Douze. Les élus locaux constatent de plus en plus nettement les conséquences de l'Europe à plusieurs vitesses qui se prépare autour d'un arc de puissance, centré, de Rotterdam à Milan, sur l'Allemagne de l'Ouest.

La démarche planificatrice, même si elle hérisse les libéraux, est le seul contrepois à la **force de gravité du marché qui entraîne toujours plus la richesse vers la richesse. Il faut une vraie politique commerciale commune. L'aménagement du territoire doit être programmé à l'échelon européen.** La protection de l'environnement, des aires écologiques des grands fleuves, des mers et des forêts, doit être une des tâches essentielles de l'Europe.

Le délabrement des économies de l'Est est tel qu'il faut, au-delà d'une réduction de la dette de ces pays, mettre en place un cadre institutionnalisé de transfert de ressources, de crédits. A défaut, un **équilibre du développement** aura beaucoup de mal à s'installer en Europe. Voilà une première « nouvelle frontière ». Il faut saisir la chance que constitue pour la démocratie européenne la politique nouvelle mise en œuvre par M. Gorbatchev, en évitant autant que possible les dérapages et les destabilisations qui conduiraient à un brutal retour en arrière voire à des crises majeures, mais en appuyant à fond les pays qui s'engagent dans la voie de la démocratie.

La seconde nouvelle frontière nous attire vers le sud. Vers le Tiers-monde dans son ensemble, et vers les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), déjà liés à la Communauté. Mais le même souvenir du plan Marshall vient à l'esprit, à l'idée d'une **grande initiative méditerranéenne**.

Les rapports privilégiés de la France avec le Maghreb et l'Egypte, de l'Espagne avec le Maroc, de l'Italie avec la Lybie n'ont pas été mis à profit pour définir une politique méditerranéenne commune. Or cette zone, celle du plus grand déséquilibre démographique mondial (rapport des naissances du Nord au Sud de 1 à 4), secouée par l'ébranlement islamique, appelle une politique de co-développement. Imagine-t-on les conséquences du basculement dans l'intégrisme d'un de ces grands Etats voisins ?

Il s'agirait pour l'Europe de financer quelques actions fortes d'intérêt commun. De grands programmes à forte signification politique permettant à la fois de mobiliser les opinions publiques et de renforcer la cohésion des pays participants (équipements de communication et télécommunication, dépollution de la Méditerranée, réhabilitation de la forêt méditerranéenne, jumelages industriels Nord-Sud).

Enfin comment ne pas souligner l'irréelle situation des Départements Français d'Amérique (Guadeloupe et Martinique) et de la Réunion intégrés à l'Europe au même titre que les départements de l'Hexagone ; c'est François Mitterrand lui-même qui, dans sa « lettre à tous les Français » nous le rappelait : « Si le Marché Commun peut-être un atout supplémentaire pour les D.O.M., c'est aussi « un vrai risque que devra assumer le Gouvernement en négociant le statut de ces régions en voie de développement... ».

L'Europe doit être réorientée politiquement

L'Europe doit être réorientée politiquement parce que les mécanismes du traité de Rome sont inaptes à faire naître un concept stratégique et politique fort. Tant que la commission de Bruxelles restera ce qu'elle est — et elle ne peut être autre chose —, c'est-à-dire une administration sans gouvernement, étendre parallèlement à l'extension de ses compétences celles de l'Assemblée européenne, au détriment des parlements nationaux, ne permettra pas de faire mieux entendre la voix des citoyens. Quant à l'élection d'un président européen au suffrage universel, on sait que c'est pure gesticulation médiatique, dès lors qu'il n'existe pas aujourd'hui de vouloir-vivre européen assez fort pour fonder sa légitimité.

Le fédéralisme supranational qui berce les rêves de certains eurocrates fait de l'Europe le substitut des nations qui la composent. Ce n'est pas demain qu'il y aura un Etat européen, pour la bonne raison qu'il n'y a pas de « Nation » ni de « Peuple » européen, mais **des nations et des**



peuples, et que les petites nations, on le voit par ailleurs, ont d'autant plus besoin de reconnaissance que leur taille est réduite : la souveraineté est un moyen de rendre égales les choses inégales. L'Europe, en fait, ne peut être que l'accomplissement de ses nations. La conjugaison, à l'Est, des aspirations démocratiques et des revendications nationales devrait en rappeler l'évidence.

La formule politique la mieux adaptée à ces réalités, à l'**Europe des peuples** est celle d'une coopération des nations, d'une **confédération d'Etats démocratiques**. Sa géométrie n'épouserait pas forcément, par une sorte d'harmonie préétablie, les frontières de l'actuel marché commun. Les réunions régulières des chefs d'Etats et de gouvernement d'une part, l'articulation de l'Assemblée européenne et des parlements nationaux d'autre part constitueraient l'architecture institutionnelle de ce nouvel ensemble de coopération politique.

La « question allemande », au cœur de la question européenne et des deux guerres mondiales qui ont ravagé l'Europe au XX^e siècle, ne peut être résolue que dans un cadre paneuropéen. Elle se pose aujourd'hui crûment à travers le rapprochement des deux Allemagnes et le dessèchement sur pied du régime de la RDA. On ne préparera pas l'avenir en niant la force du sentiment national allemand et pas davantage en laissant chaque partenaire occidental gérer, en cavalier seul, ses rapports à l'Est. La RFA en tête, qui bénéficie de son potentiel technologique, financier et des liens anciens forgés par une histoire complexe. Si une « Ostpolitik » commune doit voir le jour, ce ne peut être qu'au moyen d'un mécanisme de coopération politique confédéral. A défaut, le risque est grand de voir l'onde de choc de la pérestroïka, après avoir successivement déstabilisé l'URSS, puis l'Europe orientale, saper les bases de la cohésion de l'Europe occidentale.

On trouverait également dans une structure confédérale, le lieu qui manque aujourd'hui pour donner corps à l'idée d'un **môle européen de défense** fondé sur le concept de **dissuasion** afin d'aboutir à un **équilibre stable de sécurité**, à un niveau d'armement réduit en Europe. C'est là la question-test d'une capacité à envisager un avenir commun fondé sur la conscience d'intérêts communs, différents à la fois de ceux de l'Union Soviétique, grande puissance surarmée, tels qu'ils s'expriment dans l'idée habilement floue de « maison commune », et de ceux des Etats-Unis d'Amérique, situés sur un autre continent et qui entendent reporter sur leurs alliés le fardeau d'une défense rapprochée et privilégier les systèmes centraux spatiaux et nucléaires ainsi que les forces de déploiement rapide. Même si cette question d'un môle européen de défense est encore loin d'être mûre, elle l'est plus qu'il y a quelques années. La détente lui donne une nouvelle actualité parce qu'elle renforce aux Etats-Unis les tendances prônant un découplage accru, au sein de l'Alliance atlantique, entre les Etats-Unis et l'Europe, dont les troupes américaines se retirent progressivement mais inéluctablement. La France a un rôle particulier à jouer dans l'organisation d'un équilibre européen pacifique à l'orée du XXI^e siècle.

3. PRENDRE LES MOYENS ÉCONOMIQUES DE NOS OBJECTIFS SOCIAUX

Ceux qui ne croient pas que l'on puisse réorienter la construction européenne nous disent : « Il n'y a qu'une seule politique possible ». Et pourtant, le modèle libéral dominant au cours des années 80 s'avèrera incapable de gérer nos rapports économiques, dans les années 90, aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec l'Est, le Sud ou le Japon.

Le discours sur l'échéance du 31 décembre 1992, même s'il a créé une certaine dynamique des affaires et s'il permet d'utiles prises de conscience à propos de la nécessité du mouvement dans une guerre économique toute de mouvement, paraît bien pâle lorsqu'on est à l'écoute des rumeurs de l'Histoire, à nos portes, ou sur les rives du Pacifique.

L'Europe doit être réorientée culturellement

La logique libérale, qu'elle imprègne la politique économique des Etats ou l'attitude des individus à l'égard de la vie, traduit la prédominance du vent d'Ouest sur le plan culturel.

Le rapprochement souhaitable entre les deux moitiés de l'Europe peut contribuer à faire renaître une grande culture européenne. Prague, Budapest et Varsovie sont des capitales européennes de la culture au même titre que Paris, Londres ou Rome, dotées d'un grand potentiel créatif. Notre objectif est que ces potentiels se conjuguent. **Le dialogue des cultures** est constitutif de l'identité de l'Europe face à l'uniformisation nivelleuse de l'impérialisme culturel américain. L'Eureka audiovisuel, à condition qu'il prenne toute son ampleur, peut tracer les voies de l'avenir. La « Sept », chaîne de télévision à vocation européenne lancée à l'initiative de la France, devrait devenir une sorte de passerelle qui relierait à terme, les Europes d'Est et d'Ouest.

L'ouverture vers le Sud est aussi un enjeu culturel. La faillite, en terre d'Islam, des systèmes économiques inspirés tant du marxisme soviétique que du libéralisme occidental a produit l'islamisme, ce rejeton moderne et paradoxale des noces de la tradition religieuse et du sentiment national. L'enracinement — difficile — de la laïcité dans la zone méditerranéenne serait un facteur de paix. Le dialogue des cultures fait aussi partie d'une grande initiative méditerranéenne (échanges universitaires sur une vaste échelle, actions de diffusion de la culture arabe en Europe). Il ne s'envisage que sur une base égalitaire et demande un retour de mémoire historique, de la part cachée de notre héritage culturel, la part arabe qui joua un rôle immense pour constituer la civilisation de notre Moyen Age.

La France peut prétendre être un levier pour réorienter l'Europe. Nous ne manquerions pas d'alliés, à cette fin, dans d'autres nations européennes, dans les mouvances social-démocrates, y compris parmi les forces que l'échec du communisme léniniste amène à se redéfinir, ainsi en Italie. Peut-être est-ce là le terrain d'une réintégration, plus de soixante dix ans après Octobre, des restes de l'ancien mouvement communiste dans le courant socialiste et social-démocrate ?

Résumons-nous : nous voulons l'Europe. Elle est nécessaire. Elle est « notre avenir ». Mais mener une véritable politique européenne, c'est prendre congé des alibis « européistes ». L'intérêt de la France va dans le sens du développement d'une véritable communauté, donc des mécanismes qui feront prévaloir la démocratie — la discussion et la décision politique — sur les arbitrages du marché, quand ceux-ci engagent l'avenir. Et la réorientation de l'Europe dépend de nous, dépend de la France et, en France, des socialistes. « L'Europe est notre avenir ». Mais « la France est notre patrie ». Construire une Europe qui soit conforme à nos aspirations de socialistes, c'est d'abord rappeler que ces deux affirmations de François Mitterrand ne sont pas dissociables.

L'intérêt de la France est en cause de plusieurs manières : aujourd'hui la croissance française est plafonnée par des conditions d'intérêt supérieures à celles de nos voisins allemands alors que notre démographie, contrairement à la leur, exigerait une croissance additionnelle. Cette orientation consacre l'hégémonie économique et monétaire de la RFA. Les principales décisions de politique économique (déficit budgétaire), fiscale (fiscalité du capital) ou monétaire (taux d'intérêt, taux de changes), se prennent en fait à Bonn et à Francfort. Surtout elle risque de conduire après 1993 à une restructuration du capital ouest européen autour des groupes allemands, les plus puissants par leur chiffre d'affaires et leur rentabilité.



Au demeurant, la « désinflation compétitive », si elle a bien enrayer l'inflation n'a pas restauré la compétitivité de l'industrie française.

Les parts de marché ont continué de s'effriter. Les échanges industriels extérieurs n'arrivent pas à sortir du rouge. Le chômage en supporte le contrecoup. L'environnement économique mondial soutient aujourd'hui notre activité. Mais un peu moins que chez nos concurrents immédiats. Freinée à la hausse quand la situation s'améliore ailleurs, tirée à la baisse quand elle s'y détériore, l'économie française a du mal à trouver son chemin. Pendant ce temps, on constate que la croissance des revenus du capital a été quatre fois plus rapide depuis cinq ans que celle des revenus du travail et que le salaire net moyen a stagné tandis que les plus values boursières s'envolaient, les profits des entreprises étant rétablis. L'Acte unique européen risque de nous entraîner plus loin encore dans une sorte d'**engrenage libéral** : faible pression sur les revenus du capital, plus forte ponction sur ceux du travail, alignement sur le « moins-disant » social.

Les naïfs seul s'en étonneront. La logique libérale est un tout, foncièrement inégalitaire. **Rien ne sert de réclamer un « nouveau partage social » sans la remettre en cause.** Pour prendre les moyens économiques de nos objectifs sociaux il faudra savoir oublier le libéralisme et s'affranchir de l'arbitrage, en dernier ressort, des marchés financiers internationaux, mobiliser tous les acteurs de la production pour relever le défi de la compétitivité économique mondiale. Economique-social, même combat !

Que voulons-nous ?

Une croissance plus forte et plus autonome pour la mettre au service de l'emploi, de la lutte contre le chômage, alors qu'arrivent chaque année sur le marché du travail 250 000 nouveaux demandeurs d'emploi.

Une capacité de négociations d'égal à égal avec les autres grandes puissances industrielles, qui sont plus des concurrentes que des partenaires.

Une répartition plus équitable des fruits de la croissance entre le capital et le travail afin que l'effort consenti soit, en fin de compte, justement rétribué et que toutes les énergies, toutes les capacités, puissent être mobilisées.

Une maîtrise des concentrations économiques permettant d'éviter l'avènement d'un capitalisme de monopoles sur l'Europe.

Un développement économique plus respectueux de l'environnement naturel et humain et qui redonne vie au concept aujourd'hui moribond d'aménagement du territoire.

Autant d'objectifs incompatibles avec une voie libérale, contradictoire par ses effets sociaux avec tout projet socialiste et par ses effets économiques à long terme avec l'intérêt de la France, qui continuera d'exister après 1993.

La situation n'est plus ce qu'elle était dans les années 82-83. La roue a tourné. Il n'y a pas d'exercice plus vain que la politique-fiction rétrospective. Nous voulons aujourd'hui éclairer des choix qui soient porteurs d'avenir dans le contexte des années 90.

Des réponses pourraient être données dans le cadre européen à condition que l'Europe avance dans le sens de politiques communes. Mais le démantèlement des politiques nationales sans fixation de nouvelles règles européennes serait un jeu de dupes. L'incapacité à accompagner la « libération » des mouvements de capitaux au 1^{er} juillet 1990 par la mise au point d'une fiscalité équitable de l'épargne et d'un cadre minimum de droit social européen est alarmante. Il nous faut donc maintenir la possibilité de politiques nationales alternatives. Et ce, d'autant plus que le refroidissement attendu de l'activité des Etats-Unis, sept ans après la relance keynésienne de Reagan, produira des effets destabilisateurs en France et en Europe. La seule régulation par le marché est incapable d'y faire face. Une régulation politique est nécessaire, à l'échelon européen, ou, à défaut, dans un cadre national.

Par exemple, l'idée d'une initiative européenne de croissance combinant l'emploi des outils budgétaire, monétaire, de grands programmes

technologiques, serait opérationnelle si, pour des raisons qui lui sont propres, la RFA ne choisissait obstinément de faire cavalier seul.

Dans l'immédiat, la mise en œuvre, au 1^{er} juillet 1990, de la **directive sur la libération des mouvements de capitaux doit être conditionnée à la fixation de règles précises concernant un droit social européen et une fiscalité commune du capital.** A défaut, cette directive devrait être suspendue et la réglementation des mouvements de capitaux rester une prérogative nationale.

Dans le domaine monétaire, il serait évidemment souhaitable d'aller rapidement vers une véritable monnaie commune qui équilibre les droits et les devoirs de chacun des partenaires, et se substitue au régime inégalitaire du « système monétaire européen » qui permet de confondre les intérêts nationaux du pays dominant, la RFA, avec les intérêts collectifs des Européens et exerce sur l'économie française et européenne une pression déflationniste génératrice de chômage. Chacun aura à prendre ses responsabilités avant la conférence monétaire de 1990. Les socialistes, en toute hypothèse, doivent garder présent à l'esprit que d'autres logiques sont possibles. Sans appartenir au SME et avec des prélèvements obligatoires élevés, la Suède est un modèle de compétitivité. L'autonomie des taux de change et d'intérêt y est compatible avec la bonne santé de la monnaie. Le haut niveau de protection sociale va de pair avec l'un des taux de chômage les plus bas du monde.

Notre conviction, en un mot, c'est que, dans les toutes prochaines années **il faudra fermer la parenthèse libérale**, de préférence en réorientant de l'intérieur la construction européenne, sinon en jouant « mondial » le jeu de la France.

Le modèle de la **société d'économie mixte** nous en fournit le cadre à condition que celui-ci soit revitalisé. Comment prétendre défendre l'environnement sans regain de l'aménagement du territoire ? Comment inscrire des grandes ambitions dans la durée (éducation, recherche, programmes technologiques civils et militaires, transports) en dehors d'une démarche pluriannuelle et sans l'impulsion d'un plan ? Comment permettre aux grands groupes industriels publics de mener leurs politiques de développement et d'alliances sans les doter des moyens nécessaires en leur offrant la possibilité d'ouvrir leur capital, dès l'instant que des « contrats de plan » fixeraient clairement les objectifs de leur stratégie ?

En définitive, il s'agit de procéder à une **relance de la politique industrielle**. Qui ne voit que les forces du marché ne peuvent à long terme organiser et renforcer nos structures productives, sans une stratégie publique volontaire et forte ?

L'**économie mixte**, ne se réduit pas à la juxtaposition stérile et définitivement établie d'un secteur privé à côté d'un secteur public. Il y a une logique d'économie publique, distincte de celle du secteur privé : les deux doivent parvenir à une bonne synthèse dans le cadre d'une **stratégie planifiée** définissant les objectifs et les grands projets de l'économie nationale.

Dans cette perspective, **les contours du secteur public sont par nature en mouvement**, et fonction des politiques à mettre en œuvre.

Reste la question qui, légitimement, préoccupe le plus les socialistes : **Comment répartir plus équitablement les fruits de la croissance ?**

Ce qui fait terriblement défaut à la modernisation économique, telle qu'elle est engagée, **c'est un mode de régulation sociale juste et efficace.** Si on peut s'accorder, a priori, sur un **partage** équilibré des fruits de la croissance entre l'investissement, l'emploi et le pouvoir d'achat, encore faut-il qu'il y ait de la croissance, que l'on crée de vrais emplois, et que le pouvoir d'achat soit plus justement réparti entre les revenus du capital et ceux du travail.

Le constat qui s'impose, c'est que depuis plus de cinq ans, le partage des fruits de la croissance s'opère en fonction des profits au détriment des salaires. Le salaire moyen net, depuis 1985, stagne. Il importe qu'à



l'avenir, il connaisse **une progression réelle contractuellement liée à la croissance économique**. Telle pourrait être, sur ce plan, la ligne de conduite générale, assumée par l'Etat à l'égard de ses propres salariés, et offerte comme **base de discussion** pour les partenaires sociaux.

Au surplus la répartition entre les revenus non salariaux et les revenus salariaux doit être sensiblement rééquilibrée.

Le principal défi auquel les socialistes sont confrontés, c'est l'éclatement de la société. Parallèlement à la déréglementation, à l'ouverture des marchés financiers, et à la libération des prix des services, l'écart s'est notablement élargi entre 10% des Français les plus riches et les citoyens les plus défavorisés, en voie de marginalisation, qui subissent de plein fouet les effets du chômage de longue durée et de la précarité de l'emploi.

Comment contrecarrer efficacement cette pente fatale à la cohésion nationale ? Les mesures de secours — type RMI — seront insuffisantes, ainsi que les dispositions fiscales ou para-fiscales, si en amont, au stade de la formation des revenus, l'économie de rente suscite des inégalités croissantes. C'est bien au libéralisme économique-financier qu'il faut s'en prendre, dès lors que notre politique se définit prioritairement comme une volonté de justice sociale.

Le plus urgent serait de procéder à un légitime **rééquilibrage fiscal** au détriment des revenus non salariaux, en renforçant par exemple le dispositif des **droits de succession**, et en instaurant une **fiscalité locale proportionnelle au revenu**. Mais, à l'évidence, la lutte contre les inégalités, c'est une politique tous azimuts :

- Une politique courageuse de logement social, d'évolution maîtrisée des loyers, d'action foncière contrôlée et plus largement une vraie civilisation de la ville qui reste encore à inventer.

- Une protection sociale, tant de la maladie que des retraites, qui préserve relativement mieux les familles modestes que les riches.

4. UNE POLITIQUE RÉPUBLICAINE : RENDRE UNE FORCE NEUVE À L'IDÉE DE LAICITÉ ET DE CITOYENNETÉ

La vie se charge de donner une autre jeunesse à l'idée de **laïcité** et à sa sœur jumelle la **citoyenneté**. De quoi d'autre, en effet, était-il question, à travers le mouvement des jeunes de 1986, que de la volonté d'être tenus pour moralement majeurs, collectivement responsables de construire leur avenir dans la cité en ayant accès au potentiel des connaissances accumulés à l'Université ? Et les débats de 1987 autour du code de la nationalité, qu'exprimaient-ils sinon la volonté des jeunes immigrés et enfants de harkis de la deuxième génération d'être reconnus comme citoyens à part entière, égaux en droits et en devoirs ?

L'idée est vieille mais toujours actuelle : **il n'y a de citoyens qu'éclairés par les lumières de la raison**, par la connaissance active.

La laïcité qui fût longtemps assimilée à l'anticléricalisme, est en fait, le synonyme de la liberté de l'esprit, de la capacité de critique qui accompagne la faculté de créer. La laïcité, en ce sens, est la **culture de la République**, ce qui donne force et vie au rapport des citoyens et d'un Etat démocratique.

L'approche laïque nous paraît plus actuelle encore devant la montée des irrationalismes, des intégrismes, des pensées sectaires ou du terrorisme intellectuel libéral. L'effondrement du marxisme momifié devenu dogme d'Empire qui avait fait de la raison, non plus ce qu'elle doit être une valeur et un outil, mais un mythe (l'Histoire comme développement nécessaire de la Raison) semble avoir laissé le champ libre à une offensive violemment antirationaliste et à un repli dans l'individualisme libéral sans horizon collectif.

L'approche laïque des problèmes culturels peut éclairer de grandes questions de société qui sont autant de défis pour un dessein de progrès : l'intégration de populations immigrées à la communauté des citoyens français, l'adaptation de l'école aux exigences du progrès et

- Une politique qui réponde concrètement, dans tous les domaines, à l'aspiration des femmes à plus d'égalité et de responsabilité.

- Une politique de développement économique et d'égalité sociale pour les D.O.M., avec un échéancier précis.

Rappelons le : **Il n'y a pas de progrès sans justice sociale**. La « modernisation » n'est pas un but en soi. Elle ne vaut — et le progrès scientifique et technologique ne vaut — que si elle permet plus de justice, plus d'égalité, que si elle est conduite de façon à avancer vers plus de justice et d'égalité. Car il est clair que si ce n'est pas le cas, si la « modernisation » s'effectue malgré les citoyens, les travailleurs, ou contre eux, elle trouve vite ses limites, ses blocages. On le voit chez Peugeot : on ne modernise pas — même au niveau de chaque entreprise — sans l'adhésion, la participation de tous.

Il n'y a pas de justice sociale sans progrès. Dès lors que la croissance revient, reviennent aussi les discours contre la croissance. Mais dans un pays où le niveau de vie est ce qu'il est, où il y a tant de chômeurs, la modernisation, la productivité, la compétitivité, la mobilisation de tous pour que la France ne soit pas parmi les perdants dans la guerre économique mondiale, la conquête de parts de marché dans le commerce international, la capacité à développer les secteurs de pointe, l'indépendance énergétique restent des enjeux décisifs.

Enfin, comment développer une vraie économie mixte sans qu'une juste place soit faite à l'implication collective des travailleurs, même si elle se heurte au scepticisme des salariés ou à la crainte du patronat de trouver en face de lui une force organisée ? Des expériences positives ont été faites en Suède, en Allemagne, en Italie du nord. Il s'agit d'apporter une nouvelle dimension aux lois Auroux, de prendre des initiatives audacieuses pour aller au-delà, jusqu'au « projet d'entreprise » jusqu'à la « corresponsabilité », et de redonner actualité à ce mot d'ordre républicain : « citoyen dans l'entreprise ».

de la démocratie, l'organisation des médias comme outils de culture, le fonctionnement des institutions comme support de la démocratie, l'extension des principes démocratiques aux exigences de l'écologie.

Intégration des immigrés

L'afflux des immigrés doit être jugé à l'avenir comme l'un des atouts dont aura bénéficié la France de la fin du XX^e siècle. Mais cela dépendra très exactement de la politique qui sera menée à propos de ce défi majeur.

Allons directement à l'essentiel : **l'enracinement de nouvelles générations d'immigrants est une chance pour la vitalité de la France si les moyens sont pris d'une véritable intégration**, selon un processus séculièrement répété qui passe par la maîtrise de la langue, la mixité des mariages, la promotion professionnelle et sociale. Il faut mener une vraie politique de lutte contre les inégalités, tirer vers le haut, promouvoir ces populations. Bref, il faut avoir une politique d'ensemble.

Nous en sommes loin.

Il y a complicité de fait entre la logique libérale et l'immigration clandestine. Le gonflement d'une économie souterraine — qui n'est pas due essentiellement à la présence de main d'œuvre immigrée — modèle même de la dérégulation et image de la loi de la jungle capitaliste, fait le jeu des intérêts économiques les plus rétrogrades. L'immigration clandestine doit donc être combattue franchement d'abord à travers ceux qui en sont les instigateurs.

La question primordiale est ailleurs, dans le processus qui fera de l'immigrant un Français à part entière. L'immigration, il nous faudra vivre



avec, parce que, depuis toujours, les flux migratoires sont liés à travers le monde à des écarts de peuplement et de richesse. La capacité à les absorber est un signe sûr de dynamisme social. Nous savons pertinemment que des centaines de milliers de ces immigrés resteront en France y vivre, y travailler, y feront souche. Prenons les moyens de les intégrer activement !

L'octroi aux immigrés du droit de vote aux élections locales est une idée que nous soutenons dans ce qu'elle a de généreux : à partir du moment où des devoirs sont remplis par le travail et par l'impôt il est juste que suivent les droits touchant à l'organisation locale des conditions de vie. Prise en soi, pourtant, cette idée nous paraît passer à côté de l'essentiel. Car il n'y a pas d'autre définition du Français que le fait d'appartenir à la communauté des citoyens de la République. **La citoyenneté et la nationalité** font un tout, avec l'égalité de droits et de devoirs qui vont ensemble. Dans ces conditions, la vraie réponse au problème réside, non dans l'établissement de deux catégories de citoyens, mais dans **une politique massive, systématique, rapide, de naturalisations**, alors qu'elles s'effectuent aujourd'hui au compte-goutte. Cela se décide, s'organise, se finance.

Une telle approche n'a de sens que doublée par des mesures intéressantes le tryptique de l'intégration « éducation/logement/emploi ». L'impact sera obtenu par des milliers de micro-réalisations locales mais celles-ci doivent être coordonnées par l'Etat parce qu'elles impliquent une multitude d'acteurs. Pour le logement, les collectivités territoriales, les organismes d'HLM au premier chef. Pour l'éducation, non seulement les structures de l'Education nationale, mais aussi le milieu associatif. Pour l'emploi, les entreprises, mais aussi les organisations professionnelles, les syndicats, les services publics de l'emploi. C'est là l'objet d'une grande ambition nationale qu'il rentre dans la vocation d'un Plan digne de ce nom de programmer et de chiffrer.

L'adoption de la citoyenneté française implique reconnaissance du principe de **laïcité**, constitutif de notre identité. En France, la foi est une question privée, et non un principe d'organisation collective. La pratique des Cultes doit être libre, et la loi commune respectée.

L'École de la République

L'école ne doit pas être considérée comme un marché. Celui où les consommateurs d'éducation viendront faire leurs emplettes, chacun, cela va de soi, selon sa bourse. Sans aucun doute, il faut répondre en permanence à des demandes sociales évolutives en fonction du contexte économique et technique. Mais, à la base, l'école reste une **institutrice de valeurs**, parce qu'en même temps qu'elle transmet des savoirs et des méthodes, elle doit **éduquer des citoyens**.

Cette mission ne peut s'accomplir qu'à travers une dynamique de **laïcité**. C'est-à-dire d'une approche de l'enseignement suscitant l'esprit critique et la recherche personnelle, la réflexion sur les systèmes de société et de pensée qui fixent des repères. En ce sens la réintroduction de l'éducation civique dans les programmes des écoles et des collèges en 1985 était indispensable. Mais elle ne suffit pas, car ce sont tous les programmes qui doivent s'imprégner de cet esprit typique de ce qu'il y a de meilleur dans une certaine tradition française. Il ne doit pas se perdre dans une imitation de certains pays européens où domine le « consumérisme » éducatif. En ce sens, les diatribes contre l'« encyclopédisme » — alors que ce que l'enseignement français a de plus précieux, c'est son ambition générale — nous inquiètent autant que les projets d'enseignement « optionnel ». On ne lutte pas contre l'échec scolaire en renonçant, pour l'école, à enseigner, et pour les élèves, à apprendre, à acquérir des connaissances.

L'objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac contre 50 % aujourd'hui est progressiste en ce qu'il traduit une exigence de qualification, de culture et de démocratie. Il appelle sans doute diversification des filières, des méthodes et des programmes, mais dans le respect de cette ambition laïque qui prolonge aujourd'hui, ni plus ni moins, l'esprit des lumières car la révision du contenu des programmes

ne doit pas se faire aux dépens de cette culture générale qui est le fondement de l'esprit critique. Et il est clair qu'il ne peut-être tant attendu de la responsabilité et de l'engagement des enseignants que moyennant la revalorisation matérielle et morale de leur condition dans la cité. Alors la formule **école de la République** retrouvera son sens le plus fort.

L'audiovisuel

La question centrale du service public de l'audiovisuel est celle de son contenu. L'évolution des techniques a condamné le monopole de l'Etat mais l'émergence de radios et de télé privées, loin de rimer avec liberté a signifié dans l'ensemble davantage d'uniformité et de médiocrité. Le conformisme libéral l'a, pour le moment, emporté et le public qui suit le feuilleton du PAF comprend que la « dérégulation » de ce secteur a surtout « libéré » d'interminables luttes de pouvoir entre groupes industriels et financiers autour de l'enjeu des médias.

La raison d'être d'un service public de l'audiovisuel, face à la déferlante du marché et plus précisément des intérêts économiques américains, on **ne la trouvera pas en dehors des valeurs de la République**. Car le service public, dans ce secteur n'a pas d'autre justification que de favoriser le pluralisme des idées, l'esprit de recherche et d'innovation, la liberté de création avec ses risques et ses audaces. On aura reconnu là, une nouvelle fois les **ingrédients de base de laïcité** et les éléments d'une culture de la citoyenneté.

Cela ne veut pas dire que les responsables des organismes audiovisuels privés ne cherchent pas à s'inspirer d'une telle conception. Mais outre que la plupart ne la partagent pas, la contrainte commerciale de la plus large audience freine la prise de risque et décourage l'audace. Pour autant l'imagination et la créativité pourraient avoir leurs places dans tous les types d'émission jusques et y compris les jeux. Il est juste que des cahiers des charges fixent un minimum de devoirs à des télévisions privées auxquelles la puissance publique alloue une ressource rare : la fréquence d'émission.

Beaucoup de professionnels des médias font leur, en dehors même de toute référence politique, une idée exigeante de leur métier et de sa vocation, mais c'est aux politiques à stabiliser le cadre de l'exercice de leur profession. Trop de marches et contremarches ont eu lieu. Il reste à fixer une règle du jeu financière qui soit claire. Un secteur public puissant ne s'affranchira de la dictature de l'« Audimat » que si la publicité représente une part minime de ses ressources et non les deux-tiers comme c'est le cas aujourd'hui. Les Français doivent comprendre et accepter d'en payer un prix minimum et il nous faut expliquer les raisons qui conduisent à augmenter la redevance pour compenser les pertes de rentrées financières. Mais le transfert des ressources publicitaires vers le secteur privé devrait s'accompagner d'un transfert fiscal du privé au public, et d'un prélèvement destiné à financer l'effort de création audiovisuelle.

Une vraie économie mixte ferait alors fonctionner une concurrence moins inégale que celle qui, aujourd'hui asphyxie un secteur public dépourvu d'âme et d'élan.

Les institutions

On a vu que la République trop souvent réduite à un cadre juridique, représente pour nous la dynamique vivante d'une action porteuse de valeurs de progrès susceptibles de redonner vigueur à la gauche et d'entraîner bien au-delà des socialistes. Mais elle n'est pas bien entendu sans aspects institutionnels.

S'agissant des rapports des citoyens et de l'Etat, la façon dont s'organise le suffrage universel structure l'opinion et peut dans un contexte donné, aider ou dissuader l'émergence de nouvelles majorités politiques. C'est la raison pour laquelle **le scrutin majoritaire nous**



paraît décidément être le plus propice au rassemblement de progrès que nous appelons de nos vœux.

L'émiettement du champ politique français est précisément un motif puissant d'écartier la représentation proportionnelle. A un Parti socialiste sûr de lui-même et de son projet, le scrutin majoritaire peut servir de levier pour devenir durablement l'expression progressiste de la diversité française. La question de l'écologisme politique se pose sous cet éclairage : faut-il donner des gages à un courant vert « ni droite — ni gauche » ou intégrer certaines des préoccupations écologiques dont il est le reflet ? Poser la question c'est y répondre.

La **décentralisation** a produit des effets tous azimuts. Elle a notamment permis à des énergies locales, régionales, de mieux se projeter sans passer forcément par le détour parisien. Elle n'en reste pas moins à **parachever**. Elle doit maintenant passer par une nouvelle étape assurant un véritable aménagement du territoire et une véritable péréquation entre les collectivités territoriales. Rien ne serait pire en effet que de laisser se mettre en place à la fois de nouvelles féodalités et une France à deux vitesses partagée entre régions riches et régions pauvres les unes continuant à s'enrichir, les autres à s'appauvrir.

C'est ce qui ressort en particulier des trois premières années d'expérience des régions d'Outre Mer, dans leur condition de régions monodépartementales avec deux assemblées sur le même territoire. Le projet de regroupement des régions à l'étude dans le Parti doit être mis à profit pour envisager la création d'une nouvelle collectivité (assemblée unique) ayant les attributions du Conseil général et du Conseil régional en attendant la mise en place d'une véritable région Antilles Françaises (Guadeloupe - Martinique).

Le renforcement des pouvoirs locaux doit trouver un contrepoids plus efficace dans des droits de contrôle et d'initiative reconnus localement aux citoyens (développement des commissions extra-municipales, conseils de quartiers, référendum local, etc...) et doit s'appuyer sur une politique volontaire d'aménagement du territoire.

La **renovation de l'Etat** central reste enfin un immense chantier intimement lié à la compétitivité du système social français dans la guerre économique mondiale. La logique libérale veut régler la question par la paupérisation de l'Etat, son asphyxie progressive par manque de ressources. Les débats autour du régime européen de TVA ont servi de révélateur sur ce point.

Nous pensons qu'il n'y a pas de République moderne sans services publics modernes, mais que la notion de service public, fortement dévaluée à la Bourse libérale des valeurs, se meurt si elle sert d'alibi à la sclérose et au refus de se renouveler. Républicains conséquents, il nous semble urgent que le service public diversifie ses modes d'organisation, introduise en son sein des procédures d'évaluation, aujourd'hui tragiquement insuffisantes, requalifie ses agents et améliore leur statut matériel et moral, aujourd'hui profondément entamé. Rappelons pour mémoire qu'il convient d'abandonner officiellement le principe, imposé par les ultras du libéralisme, de la réduction **systématique** du nombre des agents des services publics...

Ecologie et Politique

Partir d'une approche rationaliste, républicaine, c'est d'abord **récus**er le catastrophisme et « raison garder ». Un défi prométhéen est lancé aux hommes, mais ils ne se posent que les problèmes qu'ils peuvent résoudre. **Pour autant nous ne devons pas nier** la nécessité

de faire face à une menace réelle sur l'espèce humaine et la planète.

Comment ne pas **récus**er l'apologie d'une « nature en soi » ? Il faut « préserver », « conserver », etc..., mais la nature est désormais « **humanisée** ». Il n'y a pas de « retour » possible à un « paradis perdu ». Les solutions ne sont pas « naturelles » mais humaines. Ce que nous refusons, c'est l'**accusation contre la « technoscience »**. La dégradation de l'environnement, c'est d'abord une responsabilité **économico-politique**. C'est la logique économique et politique qui laisse la liberté aux « prédateurs » de mettre en péril l'écosystème et la biosphère. **Ce qui s'impose, c'est le contrôle du « marché »**. Là aussi, il faut rompre avec le libéralisme. Les problèmes que pose l'**écologie** ne peuvent pas être résolus sur le simple terrain de l'**environnement**. On voit en effet le « marché » récupérer le thème écologique pour faire surgir une nouvelle branche du « business » (usines propres, etc.).

En fait la question est le **contrôle des logiques à court terme** (dictées soit par le profit, soit par le communisme despotique) par un **développement planifié** qui tienne compte du « **patrimoine commun** » qui dépasse le droit de propriété individuelle.

Le **patrimoine commun** (biosphère, atmosphère, espace, forêts, etc) seules des **autorités** collectives démocratiques (Etats, organismes internationaux) incarnant l'**intérêt collectif** peuvent les prendre en compte.

Les problèmes écologiques devraient sonner le glas du **libéralisme** et poser le problème de la « **planification** » — nationale et internationale — et d'une « alternative » au capitalisme, considéré depuis deux décennies comme le seul mode de développement social. En fait, l'**approche des problèmes par le biais écologique** — c'est l'expérience faite par les « gens » des modifications de leur environnement — va se généraliser. C'est un **levier** efficace pour conduire à un **engagement** pas nécessairement politique (au sens traditionnel du terme) mais qui pose **tous les problèmes politiques**. En même temps, **une exploitation « politicienne » de l'écologie** va se développer. Elle tente de s'affirmer « **ni droite ni gauche** ». Mais à moyen terme ou bien elle se dégrade en petite politique « environnementale » — et son influence se limite — ou bien elle va alors au fond et se place nécessairement à gauche. Mais alors, pourquoi pas avec les socialistes, et dans notre parti ?

Certes, **les risques de contradiction, même dans ce cas, existent** car un « écologisme fondamentaliste » peut véhiculer une critique de la science, de la technique, etc. et se révéler profondément irrationnel, négatif, passéiste.

D'où la nécessité pour les socialistes de tenir un discours « écologique » capable de devenir « hégémonique » parce que prenant en compte **tous les aspects** du problème. L'erreur étant de réagir non de manière dialectique et compréhensive (les problèmes sont réels, c'est par l'écologie et l'environnement que certains **vont** à la politique) mais de façon « scientiste » et hautaine. **Car il y a aussi, pour les jeunes générations, dans l'écologie un rejet des attitudes hiérarchiques**, une manière de vivre « la fraternité », une aspiration à la « vie vraie », « naturelle », qui récuse la division du travail, les modes de vie urbains : cela aussi est à prendre en compte et nous ne devons pas l'oublier.

Un mouvement « vert » devrait se maintenir dans l'éventail des forces politiques françaises. Mais poser déjà avec lui le problème **en terme d'alliance électorale**, c'est l'aider à se constituer en force politique.

Notre rôle n'est pas d'encourager des rivaux, dont bien des questions fondamentales nous séparent, mais d'assumer nous-mêmes la revendication écologique, les aspirations des écologistes : lourde tâche, que notre parti a à peine entamée.

5. UN VRAI PARTI POUR LES SOCIALISTES

Un grand parti socialiste est par nature le vecteur d'un esprit de laïcité, de citoyenneté active. **Imprégné des valeurs républicaines, il est porteur d'un projet de transformation sociale et de progrès.**

Dix neuf ans après Epinay, nul ne conteste plus la nécessité d'une **renovation** en profondeur. Les leçons de l'expérience gouvernementale depuis 1981 sont mûres pour être tirées. Alors que le gouverne-



ment de Michel Rocard ne compte en son sein qu'une moitié de socialistes, une évidence s'impose : Le Parti n'est pas le gouvernement. Le gouvernement ne procède pas du Parti : Le gouvernement ne s'identifie pas au Parti, et rien n'oblige le Parti à s'identifier au gouvernement. Le Parti n'est pas un rouage de l'Etat. Il est une des formes d'expression de la réalité sociale. C'est dire qu'il doit reconquérir, et exercer sans complexes, sa pleine autonomie de pensée et d'action. **Ni godillot, ni trublion, le Parti doit être une force de proposition**, de combat idéologique, qui éclaire l'avenir et sache convaincre les Français que ses valeurs, sa « culture » ses solutions — celles du socialisme démocratique — sont les meilleures pour notre pays. Solidaire du gouvernement qu'il soutient de ses votes, le parti doit voir **plus loin que lui**. Expression des forces sociales que la gauche représente, il doit éclairer la route en avant de la politique du gouvernement, pour le moment venu, infléchir celle-ci.

La nature de notre **organisation** doit également s'adapter. Nous ne voulons ni d'une amicale d'écuries personnelles, ni d'une fédération de féodalités électorales, ni d'un parti démocrate à l'américaine, où les militants se dissoudraient dans une nébuleuse de sympathisants.

Nous proposons une formule nouvelle, audacieuse, et qui surprendra : elle consiste à **appliquer nos statuts**, loyalement, dans leur lettre et dans leur esprit. Il y faut quatre conditions :

Que les courants soient effectivement des courants de **pensée**.

Que les **courants de pensée** jouent pleinement leur rôle de proposition et de confrontation des idées.

Que les **courants de pensée** élisent et contrôlent leur représentants, à tous les niveaux. Et que ceux-ci élisent librement les responsables.

Qu'à tous les niveaux du Parti fonctionne la **collégialité** et soit recherchée, en permanence, la **synthèse**.

De là, découlent des conclusions simples et pratiques :

Le Bureau Exécutif et le Comité Directeur ne doivent pas être élargis, mais réduits et réorganisés, pour être plus efficaces.

La Convention Nationale serait réunie, une fois par trimestre, pour un débat d'orientation et de politique générale.

Des Conventions extraordinaires thématiques, peuvent être convoquées à la demande d'un tiers des membres du CD.

Mais il faut surtout créer les conditions d'un **nouvel élan** :

Élargir notre recrutement. Nous proposons deux **campagnes d'adhésion massive** (début 1990 et début 1991). Reprendre à zéro — dans un contexte social qui a changé — l'organisation des sections d'entreprise et des sections d'université. Une organisation spécifique d'**étudiants** doit être construite dans les meilleurs délais. Un « centre

d'études et de réflexion sur l'avenir du mouvement syndical » sera mis en place, pour permettre aux syndicalistes membres du Parti de confronter leurs idées et d'échanger leurs expériences.

S'agissant des D.O.M. (Guadeloupe, Martinique, Réunion) nous proposons la création d'un Secrétariat national aux Fédérations des D.O.M.

Affronter franchement la question du financement. Il est fondamental — si l'on croît aux valeurs de la République — de recréer les conditions matérielles d'une démocratie vivante, qui suppose des partis puissants et organisés. Le budget doit y pourvoir. Nous proposons que le budget 1990 prévoie, pour le fonctionnement des partis représentés par un groupe à l'Assemblée Nationale, la somme de 500 millions de francs. Associer étroitement les sympathisants : nous proposons qu'à tous les niveaux, local, fédéral, national, nous organisions la **famille socialiste**.

La formation des militants doit devenir un objectif essentiel. l'objectif est de promouvoir plus de jeunes, de femmes, de militants issus de l'immigration. Mais cela suppose au préalable un travail de clarification idéologique. Nous proposons que le congrès de Rennes désigne une commission chargée d'élaborer un **manuel de formation de base** précisant en termes simples nos valeurs, nos principes, notre doctrine.

La démocratie interne au Parti socialiste fait notre unité. **Nous proposons que prévale désormais la règle simple : « un militant-présent = un mandat, un homme = une voix ».**

Un parti c'est un projet. Respecter la démocratie, c'est présenter un vrai choix aux électeurs. C'est en précisant son projet que le parti socialiste définira son identité. C'est en menant la bataille politique dans l'opinion pour le mettre en œuvre, qu'il assumera son rôle. Nous proposons que la période qui s'ouvrira après le Congrès de Rennes soit mise à profit pour que le parti tout entier soit associé à l'élaboration du projet qui sera adopté par le congrès suivant, et que servira de base à notre campagne pour les prochaines élections législatives.

Disons-le franchement : On ne voit pas pourquoi tel texte, plutôt que tel autre — plutôt que celui-ci — aurait vocation à être, avant même d'être rédigé, la base d'un « axe majoritaire ». De quel droit ? A quel titre ? Quelle « majorité » ? Les courants du passé sont morts. La parole est aux militants, et à eux seuls.

Notre seul vœu, c'est qu'à chaque étape, et bien entendu au congrès lui-même, tous recherchent loyalement une synthèse dont personne ne soit à priori exclu, dont pour notre part nous n'excluons personne. Si nous y réussissons, Rennes sera un grand congrès d'unité des socialistes.

Depuis 1971 au Congrès d'Épinay, François Mitterrand a été reconnu comme le candidat des socialistes à la Présidence de la République.

Le Congrès d'Épinay, à travers le programme socialiste et le programme commun, a puissamment contribué à créer la dynamique d'union de la gauche qui, malgré la rupture de 1977, a conduit à la victoire de 1981.

En ce sens, c'est le Congrès de Metz, en 1979, en refusant un changement de ligne, qui a permis la victoire de François Mitterrand trois ans plus tard.

Il est vrai que le « tournant » opéré en 1983, et confirmé ensuite par le choix d'un « marché unique » a caractérisé essentiellement libéral, a relativisé a posteriori la portée de ce grand débat idéologique, le dernier qui ait eu lieu dans le parti.

La question qui se pose, dix ans après Metz, est de savoir si le Parti Socialiste doit aligner sa doctrine sur la politique gouvernementale, et se reconnaître comme un parti de gestion, à l'intérieur du système capitaliste libéral, ou si au contraire, après cette phase de consolidation, il doit reprendre sa marche en avant, en se fixant de nouveaux objectifs de transformation sociale.

De la réponse à cette question dépendra le sens de la réélection de François Mitterrand en 1988 à la Présidence de la République et la réussite des deux septennats, l'enracinement du socialisme en France, et le rôle de la France en Europe et dans le monde.



Débattre pour rassembler les socialistes

Contribution présentée par **Louis MERMAZ, Pierre JOXE, André LAIGNEL, Jacques DELORS, Véronique NEIERTZ, Claude ESTIER, Louis MEXANDEAU et,**

Pierre AIDENBAUM (75), Marie-Hélène ALBERT (85), Frédérique ALFONSI (95), Jean-Louis AMIEL (9), Yves ARNAUD (84), Marthe ARNOUX (7), Georgette ASPARRE (66), Marc BAIETTO (38), Georges BALLY (38), Alain BARDOT (63), Georges BEAUCHAMP (75), Robert BEAUCHAMP (75), Henri BEILLIER (26), Malina BENKORBA (38), Pierre BERCIS (75), Jean BERNARD (55), Nicole BERNARD (92), Roland BERNARD (69), Liliane BERTET (85), Marcel BERTHIER (38), Gérard BIDAULT (3), Nicole BIGENI (75), Véronique BINOS (33), Patricia BLAISE (94), Michel BLANC (13), Jean-Claude BLIN (36), Hervé BLONDIAUX (59), Philippe BODIN (75), Odette BOIVIN (6), Jean-François BOLTEAU (85), Pierre BON (38), Jean-Pierre BONIN-MOULINS (93), Philippe BOROUKHÖFF (77), Alain BOSC (34), Arlette BOSC (37), Jean BOURDIER (38), René BOURGET (38), Pierre BOURQUARD (78), Michel BOURREE (14), François BOUSQUET (91), Pierre BOUTIN (85), Géraud BOUVIER (77), Eric BRASSART (26), Daniel BUNA (69), Denise CACHEUX (59), Jean-Claude CARABEUFS (14), Valérie CARDINE (94), Jean-Claude CASSAING (19), Bernard CASTAGNET (30), Gilles CATOIRE (92), Hocine CHABAGA (69), Claude CHABOISSIER (42), Andrée CHAIGNEAU (85), Jean CHAISSE (84), Jean-Paul CHANTEGUET (36), René CHARETTE (3), Gilles CHARPENTIER (8), Joël CHAVANNAZ (18), Paul CHENGUELIA (38), François COLCOMBET (3), Bernard COLLONGES (38), Jean-Hugues COLONNA (6), Bernard COMONT (74), Marc COTTERLI (21), Roland COTTIN (71), Guy COUDERC (34), Pascal COURTAUD (36), Yves-Michel DAHOUI (25), Jean-Claude DAUGERON (36), Jean-Marie DAUJAS (38), Yvette DAVANT (75), Daniel DAVID (85), André DELEHEDDE (62), Thierry DES GAYETS (75), Philippe DORTHE (33), Jean-Luc DOUSSAU (20A), René DRENO (44), Georges DUPEYRON (91), Simone DUPORT (38), Claude DUPUIS (66), Guy DURBEC (83), Laurence EBERHARD-HARRIBEY (33), Gérald EUDELIN (38), Robert EYMERY (7), Dominique FAILLARD (13), Stélio FARANDJIS (75), Guy FERREZ (89), Jean FERRANT (16), Georges FERRÉ (11), Berthe FIEVET (18), Françoise FITO (75), Claude FLEUTIAUX (75), Maurice FRAYSSE (95), Roger FROMENT (26), Claude FUZIER (93), Claude GABOREAU (87), Hervé GARNIER (38), Françoise GASTBOIS (75), Jean-Yves GATEAUD (36), Bernard GAUDILLÈRE (75), Nathalie GAUTIER (69), Roland GENEVOIS (70), Jean-Paul GENIN (38), Jean GERMAIN (37), Claude GERMON (91), Lucien GINOT (83), Jean GIOVANELLI (56), Alexis GIRAUDET (85), Marie-Thérèse GOMEZ (66), Charles GOURDIN (69), Yvon GOURHAND (19), Arlette GOUTORBE (38), Philippe GRAILLOT (58), Paul GRANDJEAN (71), André GREY (64), Jean GUEGAN (Français étr.), Charles GUIBBAUD (38), Daniel GUILLOT (50), Aline HABERER (38), Gaëlle HALGAND (75), Bernard HENRY (38), Charles HERNU (69), François HINCKER (75), Jacques HOJLO (89), Jean HUGON (42), Marie-Thérèse HUMBERT (36), Gilbert HUREL (14), Frédéric JALTON (971), Bernard JAYOL (42), Christian JOIN-LAMBERT (75), Bernard JOURDAIN (61), Yves JOUVET (7), Faouzi KARDOUS (13), Jacques KATAN (75), Marie-Rose KORO (75), Vrège KRIKORIAN (69), Jean-Pierre LACHARNAY (21), Denis LACOMBE (7), Catherine LALUMIÈRE (33), René LAMBERT (69), Marie-Pierre LAPLANCHE SERVIGNE (69), Jean-Paul LASBROAS (7), Jean-Claude LE BERRE (84), Andrée LE GUEN (19), Bastien LECCIA (13), Fanny LEFLOCH-PRIGENT (75), Georges LEMOINE (28), Jean LEROY (38), André LOPEZ (84), Dominique LOSAY (75), Christiane LOTTE (71), Félix LUCCIANI (20A), Toussaint LUCCIANI (20A), Roger LUQUET (71), Joëlle MABIT (95), Anne-Marie MAHEAS (93), Jacques MAHEAS (93), Pierre MARCHAL (74), Philippe MARCHAND (17), Francis MARLOT (84), Yves MARTINEZ (45), Jean-Claude MARTY (61), Bernard MASSONNEAU (33), François MASSOT (4), Jean MATOUK (30), Mohamed-Saïd MERABTI (13), Annie MERLAN (89), Pierre METAIS (85), Jean-François MÉZIÈRES (94), Henri MICHEL (26), Didier MIGAUD (38), Georges MORIN (38), Michel MORIN (38), Gabriel MOURIER (26), Alain MOUTON (76), Jacqueline NAVAL (30), Jean-Pierre ODDOUX (38), Michel OURY (85), Pascale OZIL (26), Jean-Claude PAVIS (61), Pierre PAVIS (61), Renée PAYAN (26), Pierre PÉPIN (41), Eric PERRIER (38), Guy PERRIMOND (75), Jean-Pierre PHILIPPE (38), Hélène PICARD (91), Jean-Louis PIEDNOIR (75), Jacques PIETTE (62), Jean-Jacques PIETTE (93), Yves PILLET (38), Bruno POLGA (69), Annick PONCET (Français étr.), Maurice POURCHON (63), Jean PRADEL (42), Jean PROVEUX (37), Alain PRZYSIEK (73), Jean-Claude RAMOS (91), Irma RAPUZZI (13), Marcel RECORDIER (84), Marc REY (64), Eugène RIEDWEG (68), Roger RIGAUX (69), Gaston RIMAREIX (23), Roger RINCHET (73), Robert RIVIÈRE (69), Dominique ROBERT (14), Alain RODET (87), Lucien ROSE (35), Dominique ROULLET (36), Jean ROUSSEL (62), Claude ROUSSET (33), Edmond ROY (38), Segolène ROYAL (79), Jean-François SABOURET (Français étr.), Jean-Paul SALVAN (12), Jacques SANTROT (86), William SEEMULLER (89), Jean-Louis SEGURA (91), Françoise SELIGMANN (92), Albert SERNISSI (75), François-Xavier SERRA (13), Jean-Claude SIBUT (38), Jean-Louis SIMOULIN (36), Nadine SLYPER (93), Renée SOUM (66), Lucien STEINBERG (26), Gisèle STIEVENARD (75), Benjamin STORA (75), Georges TAILLANDIER (89), Fernand TARDY (4), Raymond TERRACHER (69), Brigitte THEVENIEAU (69), André TOURENNE (85), Jeannine TRAVADON (14), Philippe VACHER (14), René VAILLANT (50), André VALLINI (38), Valérie VAN GUCHT-BOUSSAGUES (34), Christine VERGER (Français étr.), Pierre VIGIER (Français étr.), Ernest WAN AJOUHU (972), Michel YOYO (972).



Un second souffle

Chers camarades,

Le Parti Socialiste a accompli ces dernières années de grandes choses. Mais, aujourd'hui, il est à la recherche d'un second souffle.

Tout va vite en France comme dans le monde. Le Parti Socialiste doit donc s'adapter et se transformer tout en restant fidèle à ce qui est sa raison d'être : changer la vie.

Le congrès de Rennes sera l'occasion pour l'ensemble des militants, d'apporter une réponse à ces deux questions : quels objectifs nous fixons-nous ? Comment améliorer nos modes de réflexion et de travail ?

Ou encore : comment concevons-nous le rôle du Parti pour la France de l'an 2000 ? Qu'est-ce que cela signifie militer aujourd'hui ?

L'UNITÉ DU PARTI

Tout d'abord il nous faut réfléchir, c'est à dire confirmer et approfondir les principes de notre action, notre identité socialiste.

Ainsi participerons-nous activement à la discussion qui va se développer jusqu'au Comité directeur de synthèse du 13 janvier. A ce moment-là nous prendrons ensemble nos responsabilités avec le souci de tout faire pour garder au Parti un axe majoritaire, ferme et cohérent.

Le PS a pour lui son histoire et sa force. Il doit être porteur d'un projet d'avenir, comme il l'a été avec François MITTERRAND. Il doit être fondé sur une ambition collective qu'il faut préserver par-dessus tout, car elle est le ciment de notre Parti.

C'est pourquoi il serait dangereux de laisser le Parti éclater entre équipes rivales. La compétition serait encore plus âpre s'il s'agissait d'hommes issus du même courant et le débat d'idées serait ravalé au rang d'alibi. Cela ruinerait très vite les chances du socialisme.

Quelques hommes au PS sont aujourd'hui ou seront demain en situation, parce qu'ils en auront la capacité et que les circonstances s'y prêteront, d'affronter l'élection présidentielle. Et nous savons qu'à ce moment-là le choix s'imposera à tous de façon éclatante, à condition que le Parti socialiste soit en état de marche et en prise directe avec la réalité.

C'est pourquoi il est urgent que les militants puissent se rassembler autour d'idées qui soient d'abord les leurs. De ces choix sortiront des hommes et des équipes qui feront avancer le parti. Ainsi sera-t-il assuré de demeurer organe de délibération et de décision. Sinon l'essentiel se déroulera en dehors de lui. Sinon sa vie deviendra formelle, son rôle se bornera à présider aux confrontations en tant que gardien des règles et des us et coutumes. Il faut au contraire que l'essentiel revienne au Parti qui a sa valeur et sa dimension propres.

La succession de François MITTERRAND n'est pas ouverte et nous ne la laisserons pas ouvrir prématurément. Veillons-y tous ensemble. L'échéance qui est devant nous, c'est celle des élections législatives de 1993 qu'il convient de préparer dès maintenant et qui sera déterminante.

Quelles perspectives ?

La situation de la France comme celle du monde est complexe. Nous savons qu'il faut du temps et de l'énergie pour surmonter les obstacles et pour construire un monde « autre ».

C'est cette tâche qui doit nous mobiliser. Mais aussi tous ceux qui nous font confiance et qui ont permis la victoire de François MITTERRAND en mai 1988.

Le Président de la République, socialiste de conviction, réélu le 8 mai sur des propositions de progrès, incarne aujourd'hui à l'évidence, l'unité nationale. Le Premier ministre et le gouvernement bénéficient de cotes de popularité élevées. Et cependant nous enregistrons chez les militants des interrogations et chez les nôtres comme un sentiment de frustration. La montée constante des abstentions depuis le mois de juin 1988 en est la preuve ; on note également depuis les élections municipales l'émergence des écologistes et enfin depuis l'hiver dernier la persistance de mouvements sociaux.

Comment ne pas expliquer cette morosité par le maintien, voire l'aggravation des inégalités — chômage, travail au rabais des femmes, horizon bouché pour les jeunes ? - alors qu'il est clair que la situation économique se redresse et que quelques-uns gagnent beaucoup d'argent très facilement.

Chacun sait que tout n'est pas possible immédiatement. Mais on souffre de ce que les perspectives d'avenir sont floues. La gauche doit se donner aujourd'hui un projet mobilisateur qui prendrait ces problèmes sociaux à bras-le-corps. Les revendications de salaire sont là dans la fonction publique. Les protestations sont également là dans le secteur privé. Mais la qualité des rapports sociaux dans l'entreprise publique ou privée, au bureau, à l'hôpital... sont aussi très souvent en cause. Il y a certaines brimades qu'on ne peut supporter quand il y a un gouvernement de gauche. Cette situation interpelle tous les socialistes et il serait vain de vouloir en rejeter la responsabilité sur tel ou tel. Trouvons plutôt ensemble les solutions.

Etre socialiste aujourd'hui

Le Congrès de Rennes arrive au bon moment : le Parti socialiste doit mettre de l'ordre dans ses idées, faire des choix et décider. Etre socialiste aujourd'hui c'est quoi ? C'est être résolument humaniste, c'est considérer que l'être humain est la valeur suprême devant laquelle il faut s'efforcer de faire céder les contraintes qui nous assaillent.

Dès le mois de juin dernier, nous avons placé au centre de notre réflexion la notion d'égalité et rappelé



le texte célèbre de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». L'égalité, c'est d'abord l'égalité des chances qui permettra à chaque individu d'aller au maximum de ses capacités et de ses talents. Demandons-nous précisément où nous en sommes en France et dans le monde deux siècles après. Que de bastilles restent à prendre !

Etre socialiste c'est aussi défendre passionnément la liberté en tous temps et tous lieux, c'est faire appel à la solidarité, c'est enfin vouloir la responsabilité qui fonde la dignité des hommes et des femmes. Mais l'affirmation haut et fort de ces valeurs doit s'incarner dans des conquêtes et des acquis réels.

Le socialisme démocratique

Nous construirons le **Socialisme démocratique** en transformant progressivement la société. Notre but c'est de parvenir à ce que chacun ait plus de savoir et plus de responsabilités et à ce que les revenus soient mieux répartis. Notre but c'est que l'Etat dans le même temps contribue à la régulation des marchés, qu'il protège les individus contre tous les types d'exploitation, qu'il garantisse la laïcité des institutions et de l'école en assurant la tolérance et le respect des croyances et en s'opposant à toutes les formes de fanatisme et d'intégrisme.

Etre socialiste, c'est aussi veiller au respect de l'environnement et préserver les équilibres de la planète. Le Parti socialiste a d'ailleurs vocation à couvrir tout le champ des aspirations écologistes.

Marcher devant

Mais être socialiste c'est aussi croire au progrès, c'est soutenir les forces créatrices de la science et de l'art en respectant la liberté de leur jaillissement.

Les socialistes doivent enfin élaborer ensemble une vision du monde et de son avenir. Il nous faut comprendre les aspirations de nos concitoyens, leurs espoirs, leurs doutes, leurs refus. Le Parti Socialiste doit prévoir, imaginer, proposer. Ses instances dirigeantes bien sûr agiront, mais aussi les fédérations et les sections. Les élus prendront également position et organiseront des actions. Cependant le Parti Socialiste ne devra se confondre ni avec les institutions, ni avec le gouvernement dont il est solidaire, mais qu'il précèdera ou accompagnera dans la réflexion. Il est nécessaire qu'il dialogue constamment avec le gouvernement.

C'est aussi le rôle du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au Sénat, dans le cadre d'échanges constants entre le gouvernement et sa majorité. Mais le problème posé est plus vaste. C'est aussi celui de l'indispensable rééquilibrage des pouvoirs entre l'exécutif et le Parlement qui doit disposer du temps et des moyens d'investigation nécessaires pour traduire dans la loi et le budget les aspirations du pays et assurer le contrôle de l'action gouvernementale.

Le Parti élabore le programme électoral. Il est responsable conjointement avec les élus et le gouvernement de son application. Les uns et les autres doivent en rendre compte devant le corps électoral. Telle est l'exigence démocratique.

DES PROPOSITIONS POUR LE PARTI SOCIALISTE

Démocratiser

Pour rendre notre parti plus dynamique et plus près du terrain, pour qu'il soit plus fraternel, nous proposons trois orientations :

1 — assurer dans les instances du Parti et lors des élections une juste représentation des femmes, qui corresponde aux responsabilités de plus en plus importantes qu'elles prennent dans la vie du pays. **Notre premier devoir est de faire appliquer le quota tel qu'il est inscrit dans les statuts du Parti. Sur cette base de nouveaux progrès seront réalisés.**

2 — harmoniser le taux des cotisations afin qu'elles ne soient jamais un obstacle à l'adhésion et améliorer l'équilibre financier entre le national et les fédérations ;

3 — organiser une meilleure écoute des militants par le national, les consulter et tenir des conventions départementales et nationales sur les grands sujets d'actualité ;

4 — améliorer le fonctionnement du Comité directeur et du bureau exécutif. **Le Comité directeur n'est trop souvent qu'une chambre d'enregistrement devant laquelle défilent tout un samedi plusieurs dizaines d'orateurs sans que, le plus souvent, des conclusions globales soient tirées. Il conviendrait de mieux organiser ses travaux en limitant démocratiquement le temps de parole. Le Comité directeur devrait se dérouler à partir de rapports introductifs. L'association à nos travaux des premiers secrétaires fédéraux permettrait d'améliorer les liaisons avec les fédérations. Le bureau exécutif devrait se dérouler lui aussi selon des règles plus strictes qui accroîtraient son efficacité et qui mettraient ses délibérations à l'abri des indiscretions ;**

Dynamiser

1 — renforcer nos moyens d'étude et de réflexion au niveau national et régional ;

2 — ouvrir le Parti au maximum sur l'extérieur, en incitant nos militants à se syndiquer, comme les statuts du Parti le prévoient, en les incitant à prendre part à la vie des associations, en proposant également des actions ponctuelles à des groupes ou à des personnes proches de nous ;

3 — tenir des réunions de section publiques, accueillir dans nos groupes de travail des sympathisants.



Trouvons avec eux des occasions de rencontres, associons-les à notre réflexion et à notre action, écoutons-les. C'est ainsi qu'un jour ils participeront pleinement à la vie de notre Parti ;

4 — faire de la FNESR un lieu d'information et de confrontation des expériences des élus au niveau régional et national ;

5 — faire appel à des moyens modernes de communication (vidéothèque, bibliothèque, ...) pour que les militants et les citoyens accèdent aux travaux des responsables du Parti, au contenu des grandes réunions, pour établir avec les militants un contact permanent.

Développer

1 — généraliser et décentraliser les stages de formation : c'est sur place, dans leur département, que les militants doivent pouvoir s'informer et se former. Nous pourrions tenir plusieurs fois par an des universités, préparées par les militants eux-mêmes.

2 — assurer par les sections d'entreprise une ouverture réelle et concrète sur le monde du travail ;

3 — créer une Fondation dont l'objet sera de promouvoir un Centre international de recherches, de rencontres et de formation, en vue de faciliter l'échange avec les autres partis socialistes, et de mieux faire connaître les positions du Parti Socialiste.

Le Parti Socialiste doit jouer un rôle plus important dans la vie du mouvement socialiste international.

C'est en modernisant ses méthodes, tout en restant fidèle à ses racines, que le Parti Socialiste pèsera vraiment sur les grands choix de notre époque.

NOTRE STRATÉGIE

Le Parti qui se veut un outil de la transformation sociale, doit poursuivre sa stratégie de rassemblement de toutes les forces de gauche et de progrès. C'est sur cette stratégie de rassemblement qu'il s'est construit à Epinay.

L'ancrage à gauche

Il doit s'ancrer à gauche et poursuivre dans cette voie sans jamais s'en laisser détourner. Malgré les difficultés que nous rencontrons avec la direction du Parti Communiste, il existe, nous le constatons à chaque élection, un courant unitaire. De même nous ne devons jamais oublier qu'il y a à l'Assemblée nationale une majorité de gauche. Les socialistes le savent ; pourquoi les communistes n'en tireraient-ils pas certaines conclusions ? Il suffirait qu'ils cessent d'agresser le Parti Socialiste pour que les conditions de la vie politique en France soient à nouveau différentes. Quoiqu'il en soit le Parti Socialiste n'entend pas changer de stratégie. Parti ayant vocation à représenter l'essentiel de la gauche, il doit être au coeur du rassemblement des forces de progrès et moteur de l'alliance de tous ceux qui ont pour volonté le changement social.

Et cependant la majorité relative dont nous disposons permet au gouvernement de Michel ROCARD d'agir : le retour de la paix en Nouvelle Calédonie, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, l'instauration du revenu minimum d'insertion pour parer au plus pressé, un début de plafonnement des augmentations des loyers pour enrayer la spéculation, davantage de crédits pour l'éducation nationale, pour la formation professionnelle, pour la recherche scientifique, pour le logement social, voilà des avancées incontestables. Mais nous ne devons pas nous arrêter là.

Le Parti Socialiste a accompli, de 1981 à 1986, de profondes réformes attendues depuis longtemps, non seulement des réformes sociales, mais aussi la modernisation de notre appareil de production et la décentralisation. De 1986 à 1988, la droite n'a pas réussi à les annihiler toutes. Lorsque nous sommes revenus aux responsabilités en 1988, personne ne mettait plus en doute notre capacité à gérer. Par contre affirmons aussi notre volonté d'entreprendre des réformes. Les divisions de la droite, qui ne dureront pas éternellement, la reprise de la croissance nous fournissent une opportunité. Nous devons maintenant élaborer un autre modèle de croissance qui nous permette de concilier la compétitivité et la solidarité, également le quantitatif et le qualitatif.

CINQ OBJECTIFS POUR LA FRANCE

● Faire reculer les inégalités

On les connaît : 1% de la population la plus riche possède chez nous près du quart du patrimoine total. L'OPA réalisée par Suez sur la banque Vernes a rapporté en quelques jours et à quelques personnes une plus-value de six milliards et demi de francs, c'est-à-dire beaucoup plus que ce que rapporte à l'Etat l'impôt sur la fortune. Entre 1984 et 1987, les revenus salariaux n'ont progressé en France que de 2,7% — et que de disparités déjà dans les revenus salariaux ! — contre 13,5% pour les non-salariés et plus de 31% pour les détenteurs de capitaux. Les femmes gagnent en moyenne 26% de moins que les hommes à qualification égale. Il y a aujourd'hui en France deux millions et demi de chômeurs. La précarité de l'emploi s'aggrave : deux tiers des emplois créés en 1988 l'ont été à titre précaire.



Que dire de la flambée des prix dans l'immobilier : vingt mille, vingt-cinq mille, quarante mille francs le mètre carré dans divers quartiers parisiens, quatre-vingt-dix mille francs dans le 8^e arrondissement. Les grandes villes sont à leur tour gagnées par cette fièvre, qui rend urgente la maîtrise des sols par les collectivités publiques.

Oui ! beaucoup d'argent circule en France et des millions de salariés gagnent le SMIC ou à peine plus, avec des conditions de travail et souvent un type de relations dans l'entreprise qui ne sont pas améliorées.

L'arbitrage de l'Etat

Pour changer cela l'Etat doit jouer pleinement son rôle d'impulsion et son rôle d'arbitrage tout en donnant du souffle à la politique contractuelle, en encourageant la négociation sociale entre patrons et syndicats. Mais les partenaires sociaux ont besoin aussi des règles du jeu que la loi doit établir.

C'est ainsi qu'il serait nécessaire de réactualiser les procédures d'arbitrage et de médiation — tombées en désuétude —, chaque fois qu'un conflit ne peut être résolu par la seule négociation entre ses protagonistes.

De telles règles du jeu devront également inciter les organisations syndicales, dans leur mission de défense des intérêts moraux et matériels des travailleurs, à assumer pleinement leurs responsabilités. Ce n'est qu'à cette condition que pourront être surmontées les difficultés que connaît actuellement le mouvement syndical.

La fiscalité

Quant à la redistribution elle doit s'opérer également par la fiscalité qui demeure inégalitaire même s'il y a eu des avancées ces dernières années grâce à la gauche. Mais on note une certaine tendance au recul de la progressivité des impôts, qui est pourtant l'un des moyens de corriger les inégalités. Les revenus du capital sont moins taxés que ceux du travail : les plus-values spéculatives qui ne contribuent pas au développement industriel sont moins imposées en France qu'aux Etats-Unis (16% au lieu de 20%). Ceux qui ont de très gros revenus ou de considérables patrimoines se cachent volontiers derrière les petits épargnants pour empêcher toute réforme.

Veillons aussi à ce que les entreprises qui bénéficient d'avantages fiscaux pratiquent en contrepartie une politique d'investissements productifs et d'amélioration des conditions de travail.

De fait la situation suivante tend à s'instaurer en France : les plus puissants sont sous-imposés, les plus faibles exonérés d'impôts directs, car leurs revenus sont si réduits qu'ils sont ravalés au rang d'assistés. Par contre les salariés, et principalement les cadres, techniciens et autres travailleurs qualifiés, supportent le gros des impositions, et subissent au surplus l'alourdissement de la fiscalité locale.

Le système de protection sociale doit être aussi un élément de redistribution. Le projet de créer une contribution sociale généralisée sera un élément de justice à condition que les prélèvements sur l'ensemble des revenus soient progressifs.

Dernier élément de redistribution — et non le moindre — l'amélioration quantitative et qualitative des services publics, au premier rang desquels les systèmes d'éducation et de formation.

Les jeunes

En effet, l'éducation nationale doit lutter contre les inégalités et former les jeunes aux métiers d'avenir. L'adéquation est loin d'être encore assurée entre offre et demande du travail. 25% d'une classe d'âge sort encore du système scolaire sans diplôme. Les étudiants trop souvent ne choisissent la filière universitaire qu'après avoir échoué dans leur tentative pour entrer dans les grandes écoles, les IUT ou les classes de BTS qui assurent une formation professionnelle. Et c'est ainsi que La France manque de cadres et de techniciens. Etrange malthusianisme !

Quant à ceux qui, n'ayant pas de bagage scolaire, suivent des stages d'insertion professionnelle, ils ne sont pas embauchés la plupart du temps, alors que leurs employeurs ont bénéficié d'exonération de charges et ont disposé d'une main-d'œuvre à bon marché.

Il convient d'être plus exigeant à l'avenir et aussi plus ouvert aux besoins des salariés. C'est précisément à cela que répond le crédit-formation.

Les femmes

Les femmes souffrent elles aussi de la précarité. Elles en sont victimes dès le départ, dès l'école justement. Elles sont encore dirigées vers des sections littéraires sans débouchés réels plutôt que vers des disciplines scientifiques et techniques. Ensuite les postes de responsabilité ne leur sont accordés qu'au compte-gouttes. L'égalité dans le travail entre hommes et femmes est loin d'avoir été atteinte malgré l'évolution de nos lois. Certains types d'activités dans le tertiaire et dans l'industrie, le plus souvent faiblement qualifiées, leur sont destinées. De plus elles sont frappées plus sévèrement que les hommes par le chômage (12,6% contre 8,5%). Les structures d'accueil pour les enfants sont encore insuffisantes, ce qui leur crée des difficultés supplémentaires dans l'exercice de leur métier.

● Rechercher l'efficacité économique.

La cohésion sociale

La cohésion sociale est aussi indispensable que la qualité et le coût des biens et services, pour accroître la compétitivité de notre économie. Il y a des trésors de productivité dans une participation active des travailleurs. Pourtant il règne encore trop une conception à sens unique de la compétitivité, oublieuse de cette dimension sociale. L'appareil français de production doit prendre en compte tous ces éléments pour



résister à la concurrence étrangère et conquérir de nouveaux marchés. Car restreindre la demande en limitant le pouvoir d'achat ne peut être une solution durable à nos problèmes. Nous avons besoin d'une croissance plus forte pour lutter contre le chômage.

Or, nous constatons chez nous un déficit d'organisation. Nos concurrents sont trop souvent plus performants : comparons les résultats de nos fleurons dans l'automobile avec les productions japonaises. Nous devons choisir en Europe la voie de la coopération entre les Etats, le partenariat entre les grandes sociétés publiques ou privées, la mobilité des capitaux, des biens et des compétences.

En mettant ses moyens en commun, l'Europe inventera et produira davantage. Les résultats sont déjà là, encourageants. L'Europe a connu, de 1982 à 1984, avant sa relance, un taux de croissance de 1,6% ; de 1985 à 1987 de 2,6% et elle est, pour 1988-1990, sur une lancée de 3,5%. Dans le même laps de temps, elle avait perdu dans la première période près de deux millions d'emplois. De 1985 à 1987, elle en avait créé trois millions cent mille. De 1988 à 1990, elle en aura créé cinq millions, dont sept cent mille chez nous.

La France est en effet une économie ouverte. Elle vit en relation étroite avec les autres parties du monde, ce qui la rend particulièrement sensible à l'évolution ultrarapide des technologies et à la modification des rapports de force à la surface de la planète. L'épicentre du monde est en train de se déplacer : les échanges transpacifiques ont dépassé en volume, en 1984, les échanges transatlantiques. Le nouveau monde américain connaît un déclin tout relatif, tandis que se poursuit la montée du Japon et de sa puissance économique : sept des dix premières entreprises mondiales sont japonaises. Le capitalisme asiatique — et pas seulement japonais — est en pleine expansion et s'attaque au marché européen. A la génération du textile, puis à celle de la sidérurgie et des produits lourds succède une troisième génération, celle des produits de l'intelligence. La puissance financière japonaise a pris pied sur la place de Londres où 40% des actions négociées sont achetées par des banquiers japonais. Mais ce même Japon continue à s'enfermer dans son protectionnisme. Nous devons exiger de ce pays la réciprocité des échanges et donc l'ouverture de ses marchés.

L'aménagement du territoire

Face à cette situation l'Etat doit avoir en liaison avec les collectivités territoriales une politique active d'aménagement du territoire. La France doit en effet disposer de plusieurs pôles de développement économique majeurs. L'Île de France devient à l'échelle européenne et mondiale une plaque tournante et l'évolution de ce très large bassin industriel qui concentre des millions d'hommes et de femmes doit s'effectuer de la façon la plus harmonieuse possible. Mais il faut donner aussi aux autres régions les moyens de participer à cette compétition internationale.

Notre compétitivité passe aussi par le renforcement de notre potentiel industriel grâce au développement de la recherche et des investissements productifs plutôt que spéculatifs. L'Etat est d'ailleurs intervenu à diverses reprises dans des situations difficiles. Grâce aux dotations en capital, et plus généralement à l'action de l'Etat favorisant les modernisations nécessaires, de grandes entreprises françaises, hier en déclin, sont à nouveau aujourd'hui parmi les meilleures au niveau mondial.

L'économie mixte

L'Etat est aussi un acteur économique. L'économie française est mixte. Nous avons besoin d'un secteur public puissant et compétitif ainsi que l'a démontré l'apport des nationalisations industrielles faites en 1981. Personne ne peut contester les progrès réalisés. Il existe donc chez nous de grandes entreprises nationales qui sont performantes et conquérantes sur le marché international. Il faut leur permettre l'accès sur le marché financier, si l'on veut qu'elles atteignent la taille européenne, voire mondiale.

● Vivre dans une société plus solidaire

Les domaines qui réclament de nouvelles solidarités sont nombreux :

La précarité

En premier lieu il faut poursuivre l'amélioration des prestations sociales au bénéfice des plus défavorisés (chômeurs de longue durée, travailleurs en situation précaire, femmes seules avec charge d'enfants) et ne pas s'arrêter à la création du RMI. Il faut s'attaquer à toutes les causes de marginalisation et de pauvreté, en prenant en compte tous les handicaps naturels ;

Le troisième âge

L'insertion des personnes âgées dans la société demeure insuffisante. L'espérance de vie s'accroît — en l'an 2000, 10 millions de Français auront plus de 65 ans — et il faut cesser d'y voir un handicap. L'âge avancé est aussi un enrichissement de plus. Il serait absurde de se priver de ce que le troisième âge peut apporter à la communauté sur le plan du conseil, de l'entraide, et de l'animation.

Les immigrés

Il ne faut pas non plus laisser en dehors de la cité tous ceux qui en sont encore exclus. Les immigrés constituent trop souvent à l'heure actuelle un prolétariat en quête de réelle insertion. L'école publique contribue à l'intégration de leurs enfants. Les municipalités de gauche font un effort pour le logement. Mais pour réussir pleinement cette politique il faut à la fois des moyens financiers et la volonté de lutter contre les ferments du racisme et de la xénophobie. Il faut aussi accorder aux immigrés, après un temps de résidence en France, le droit de vote aux élections locales et accélérer réellement les procédures de naturalisation pour ceux qui le souhaitent.



Les droits des salariés

● Pour des hommes et des femmes plus responsables

Des aspirations nouvelles se manifestent aujourd'hui. Les salariés, qui représentent 85 % de la population française, veulent voir reconnaître leurs droits. Ainsi, les fonctionnaires qui participent à la croissance, réclament plus de responsabilités, plus de considération et la modernisation de leur outil de travail. Dans les entreprises publiques ou privées trop de choses sont demeurées figées. Les lois Auroux ne sont pas toujours appliquées et il faudra de nouvelles impulsions politiques pour associer les salariés à la gestion de l'entreprise.

Le statut de l'élu

Les élus ont aussi la volonté d'exercer pleinement leur mandat. C'est pourquoi il est grand temps de répondre à la promesse d'un statut de l'élu qui permette en particulier aux salariés de bénéficier de congés légaux et d'être indemnisés sur un contingent d'heures. Un projet de réforme est en préparation. Il revêt une grande urgence.

... et de l'élu social

Il faudra aussi aller au-delà vers un statut de l'élu social et reconnaître la vocation des associations à accomplir un service public (associations caritatives, associations pour l'environnement, pour la défense des consommateurs, grandes associations sportives, ...)

Nombreux sont ceux qui parmi nous éprouvent le besoin de délibérer, de dialoguer, de participer. L'institution d'une Charte des citoyens favoriserait leur intervention dans les assemblées locales (conseils municipaux, conseils généraux) et leur permettrait, sous des conditions à déterminer, de demander des référendums locaux. La saisine individuelle du Conseil constitutionnel va dans le même sens.

Ainsi les citoyens deviendront-ils plus conscients de l'importance qui doit être accordée à la vie collective et de la contribution qu'ils peuvent y apporter, pour l'aménagement de nos villes, le développement rural et la préservation de l'environnement (l'air, l'eau, le sol et les autres ressources naturelles).

● Pas de démocratie sans liberté

Certes la France est un pays démocratique. Mais nous devons moderniser la justice, la rendre plus équitable, faire en sorte que dans tous les services — justice, police et toutes les administrations — les droits de l'homme et du citoyen soient pleinement respectés.

La décentralisation

La décentralisation est aussi un élément fondamental de liberté, à condition de ne pas substituer au centralisme de l'Etat la tutelle de certaines collectivités territoriales sur d'autres. Il faut concilier le rôle redistributeur et le rôle d'arbitrage de l'Etat avec la liberté de décision des collectivités dans les domaines de leur compétence.

Le regroupement des élections et le choix d'un système électoral plus équilibré pour la désignation des conseillers généraux et des sénateurs sont aussi devenus d'une absolue nécessité.

Les départements et territoires d'outre-mer

Les départements et territoires d'outre-mer doivent disposer désormais de leur autonomie de gestion dans le cadre de la République française. Il faut leur en donner les moyens en contribuant à la modernisation et à la diversification de leur économie pour faire face à la compétition qui se durcit dans des régions qui sont en dehors de l'influence européenne. C'est pourquoi le Gouvernement doit leur accorder une attention prioritaire.

UNE FRANCE ACTIVE ET SOLIDAIRE DANS LE MONDE

François MITTERRAND a fixé, lors de son accession à la Présidence de la République, les principes autour desquels devait ordonner la politique extérieure de la France : l'indépendance nationale, l'Europe, l'équilibre entre les deux blocs militaires, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le développement du Tiers-Monde.

Ces principes demeurent et constituent la référence et le critère de notre action, dans un monde en évolution rapide et où sont apparues des perspectives encourageantes pour le désarmement et pour la paix.

L'indépendance nationale et la paix

L'indépendance nationale : elle est assurée à la fois par notre dissuasion nucléaire et par nos alliances. Comme le souligne François MITTERRAND « la stratégie de la dissuasion repose ... sur l'idée que l'arme nucléaire change la nature d'un conflit. Elle a pour objet d'empêcher la guerre et non de la gagner ». Même si nous devons participer activement aux négociations sur un désarmement parallèle et dûment contrôlé, nous ne devons pas pour autant baisser notre garde.

C'est en agissant ainsi, tout en étant à la tête de la marche vers une Europe politique, que nous assurerons pour le mieux notre mission traditionnelle d'équilibre entre les blocs. Mais la paix ne dépend



pas uniquement des négociations sur le désarmement menées entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ou bien au sein de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Elle implique aussi vigilance et fermeté à l'égard de toute forme nouvelle de la violence et de la guerre, comme le terrorisme. Elle nous assigne des devoirs particuliers vis-à-vis des pays qui nous sont proches et qui sont menacés ou ravagés par des conflits meurtriers. C'est ainsi, par exemple, que la France a pris de courageuses initiatives pour mobiliser les consciences et les énergies, afin de sauver le Liban.

Pas de paix non plus sans l'émergence d'un ordre économique international plus juste et plus solidaire. C'est le combat du Président de la République, c'est le combat des socialistes, dans le droit fil du discours de Cancun. Cette solidarité active s'exprime aussi bien dans nos relations privilégiées avec les pays d'Afrique francophone et du Maghreb que dans l'action menée par la Communauté européenne sous l'égide de la Convention de Lomé qui permet une coopération active avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cette solidarité active a projeté la France, depuis 1981, à l'avant-garde de la bataille pour réduire le poids de l'endettement et permettre, ainsi aux pays concernés de retrouver les voies du développement, tout en consolidant la démocratie et la paix civile. Mais beaucoup reste à faire, non seulement pour la dette, mais pour réformer, dans la perspective de cet ordre économique plus juste et plus efficace, le système monétaire international, l'organisation des échanges commerciaux et la réorientation des flux financiers vers les pays en voie de développement. Dans ces domaines aussi, l'action conjuguée des pays membres de la Communauté européenne pèse heureusement d'un poids de plus en plus lourd.

La solidarité voit s'ouvrir de nouveaux espaces avec les formidables mutations qui secouent les pays communistes d'Europe dans la foulée de la Perestroïka et des autres initiatives de Gorbatchev. La Pologne et la Hongrie franchissent des pas vers plus de liberté et plus de démocratie. En Allemagne de l'Est, le mouvement des réfugiés constitue un choc pour notre cœur et notre raison. Ces nations sont maîtresses de leur destin, certes, mais elles réclament notre aide et notre soutien. Comment ne pas y voir les prémices d'une nouvelle Europe débarrassée des chaînes de Yalta. Les socialistes français doivent être à la pointe d'une politique qui, là aussi, s'exprime avec plus de force à travers le rôle de la Communauté européenne. D'où l'action concertée, animée et coordonnée par celle-ci en faveur de la Pologne et de la Hongrie, et demain peut-être pour d'autres ...

Le dialogue entre les deux Europes est lancé. Il se poursuivra et le Conseil de l'Europe aura son rôle à jouer.

Ainsi, on vient de le voir à propos de ces deux événements clefs, le sort des pays en voie de développement et l'avenir des pays de l'Europe de l'Est, les idéaux de la France peuvent d'autant mieux rayonner et être mis en pratique que nous proposons, puis agissons dans le cadre d'une Communauté européenne dont nous avons déjà illustré le renouveau économique, en termes de croissance, d'investissement et de créations d'emplois nouveaux.

Pourtant, la perspective de 1992 diffuse un esprit chagrin et suscite des craintes, y compris dans nos rangs. Avons-nous réfléchi un instant à ce que serait l'Europe, à ce que serait la France si François MITTERRAND n'avait, sous sa présidence en 1984, réveillé la Communauté, résolu d'interminables querelles de famille et ouvert la voie à une relance qui a déjà porté ses fruits : renouveau économique, poids de la Communauté dans le monde, attractivité de son modèle de société et de ses modes de coopération à l'égard du reste de l'Europe, du Maghreb, de l'Amérique Latine, de l'Asie du Sud-Est. ... Oui ! La grandeur de la France passe par le succès de l'Europe unie. Ou, en d'autres termes, pour des raisons tant politiques qu'économiques, si la Communauté économique européenne n'existait pas, il faudrait l'inventer. Car ce n'est qu'en unissant leurs forces que nos vieilles nations peuvent affronter, avec succès, les mutations technologiques et les changements géo-politiques en cours. La démonstration en a d'ores et déjà été faite. Ne soyons donc pas frileux, mais enthousiastes et innovateurs.

Bien entendu, la réalisation de l'Union européenne — prévue dans le Traité — ne peut se faire que sur des bases qui reflètent les idéaux de démocratie, de liberté et de justice sociale. Elle ne peut progresser que si chacun de ses membres, conscient des bienfaits à en attendre, accepte sa part de sacrifices et fait des concessions. La construction de l'Union européenne, ce doit donc être aussi pour nous un devoir de vigilance et de rigueur dans la définition et la mise en oeuvre de chaque pas en avant : pas de concession unilatérale, mais un partage des contraintes et des responsabilités.

Sans vouloir reprendre toutes les dimensions de la construction européenne, il est possible d'illustrer ce qui doit être notre comportement, en se fondant sur trois principes essentiels.

Tout d'abord, oui à une compétition accrue entre nous, rendue possible par la suppression de tous les obstacles aux échanges ; mais dans le même temps, oui à une coopération qui renforce les atouts de l'Europe : coopération en matière de recherche et de technologie, clé de la compétitivité, mais aussi coopération à faciliter entre les entreprises, entre les syndicats, entre les systèmes d'éducation et de formation, entre les créateurs culturels ...

Ensuite, pas de libéralisation des échanges sans des pas réalistes, mais substantiels, vers une harmonisation des conditions de production, dans le domaine fiscal comme dans le domaine social, où la voie a été tracée par les décisions déjà prises pour améliorer les conditions de travail et les conditions de formation des jeunes et des travailleurs en activité.

Enfin, respect de nos diversités qui font la richesse de l'Europe, mais qui illustrent, selon des traditions

Les relations Nord-Sud et la solidarité

Une nouvelle ère dans le monde communiste.

Vers l'Union européenne

Les conditions de la réussite



nationales spécifiques, un modèle européen de société fondé sur l'équilibre entre la collectivité et l'individu, la première n'étouffant pas le second, le second prenant sa part de l'œuvre collective. Au cœur de ce modèle figure l'économie mixte à l'europpéenne, avec le rôle du marché, mais aussi l'action orientatrice et régulatrice de l'Etat et des collectivités publiques décentralisées, l'importance de la politique monétaire pour assurer la stabilité des prix et le progrès du pouvoir d'achat, le rôle d'innovation et de progrès social joué par la politique contractuelle et donc en particulier par les organisations syndicales.

Il s'agit que nos partenaires ne s'y trompent pas. Il y a des principes vitaux sans le respect desquels l'Europe dériverait ou éclaterait.

Les priorités de la France

Puisque notre contribution est publiée alors que la France exerce, de nouveau, la présidence de la Communauté, il est possible d'illustrer ces principes à travers les trois dossiers dont François MITTERRAND a fait ses priorités.

La dimension sociale, et en premier lieu la lutte contre le chômage où la Communauté recueille les premiers fruits de son renouveau : 8 millions d'emplois nouveaux créés de 1985 à 1990. Le développement de toutes les régions — y compris celles affectées par les mutations industrielles —, grâce aux nouvelles politiques structurelles mises en place. L'amélioration des conditions de travail déjà mentionnée. Mais il faut aller plus loin pour démontrer que la Communauté n'entend jamais subordonner les droits fondamentaux du travail à la seule efficacité économique. Une charte des droits sociaux sera adoptée au prochain Conseil européen. Elle trouvera sa traduction dans les faits, soit au niveau national, soit lorsque cela s'avèrera utile, au niveau communautaire, dans le cadre des dispositions du Traité.

L'Union économique et monétaire se situe au carrefour de la coopération économique et du renforcement des institutions politiques et démocratiques de l'Europe. Elle se réalisera progressivement au prix d'une acceptation par tous les pays d'un partage des responsabilités et d'une démocratisation de nos institutions. En d'autres termes, il s'agit d'accroître nos potentiels de développement et de création d'emplois à l'intérieur de la Communauté et de lutter ensemble à l'extérieur contre l'instabilité monétaire et la spéculation internationale. Il ne suffit pas de confirmer l'objectif comme l'ont fait les deux derniers Conseils européens. Il faut loyalement assumer en commun les objectifs de croissance sans inflation, tout en garantissant à chaque nation de larges pouvoirs pour orienter ses politiques propres (sécurité, éducation, recherche, sécurité sociale notamment, ...). Répétons-le, l'Europe doit s'enrichir de ses diversités.

L'identité culturelle de l'Europe

L'Europe de l'audiovisuel, suppose maîtrise de la technologie et promotion de la culture européenne : les pays européens se sont ralliés à la suggestion de François MITTERRAND de créer un Eureka de l'audiovisuel. Avant même les Assises des 1er et 2 octobre qui ont vu la mobilisation de tous les acteurs de l'audiovisuel, la Communauté avait contribué à la promotion de la télévision de haute définition qui représente un formidable débouché pour nos industries. Au surplus, le 4 octobre, les Douze se sont mis d'accord sur des règles du jeu destinées à faciliter la diffusion des œuvres européennes en Europe. Une Europe qui refuse de devenir un musée de ses splendeurs anciennes et qui entend s'affirmer aussi bien par ses cultures que par la puissance retrouvée de son économie ou par le caractère exemplaire de son modèle social.

Là se situent le destin et la mission de la France. Là pourraient s'épanouir, en liaison avec les autres partis se réclamant du même idéal, les promesses sans cesse renouvelées du socialisme démocratique.

Chers camarades,

Nous avons commencé par le Parti Socialiste, instrument de notre action politique, pour terminer par les vastes perspectives d'un monde en changement rapide et brutal. Il y a plus qu'un lien entre notre univers militant et le grand Univers. Pensons aux jeunes et aux générations des trente et quarante ans. Et s'ils pouvaient vivre dans un monde allégé du poids des armes et de la menace nucléaire ? Et s'ils pouvaient élargir leur vie, leurs activités au monde entier, dans une Europe débarrassée de la guerre froide, animée par la compréhension mutuelle et l'échange ? Quelles perspectives enthousiasmantes pour tous ceux qui ont décidé de consacrer leur vie à l'action collective, pour changer la vie, à tout le moins la transformer par la voie politique !

Si notre Congrès épouse cette vision de l'avenir, avec ses espérances et ses devoirs, alors pourquoi ne pas exprimer notre confiance dans la réussite de notre combat commun, pour rassembler les socialistes, pour adapter notre projet à ces perspectives, en un mot, pour que les Français et les Françaises bâtissent eux-mêmes leur destin.

Le 7 octobre 1989.



ANNEXE à la CONTRIBUTION : DÉBATTRE POUR RASSEMBLER LES SOCIALISTES

Bâtir la société française de l'an 2000

Liberté - Solidarité - Responsabilité

DIX CHANTIERS POUR LE PROGRÈS

Pour une éthique du vivant

1. Le respect de la personne et de son intégrité

L'humanité doit maîtriser le progrès scientifique et veiller à ce que son utilisation ne mutilé pas l'être humain. Une éthique du vivant doit déboucher sur un code de conduite protégeant chacun contre les manipulations génétiques inacceptables et contre le viol des consciences. Un vaste débat est, au préalable, nécessaire.

2. La relation entre l'humanité et la nature

Celle-ci ne supporte ni d'être pillée, ni d'être ignorée. L'ignorer nous rendrait complices de mesures de dégradation du milieu de vie et de la vie elle-même. Le milieu naturel est le premier et le plus vital de nos biens collectifs. Il faut le préserver et l'entretenir par une politique de l'environnement, un aménagement équilibré du territoire, la préservation et l'entretien des ressources fondamentales. Nous ne devons plus emprunter aux générations à venir le capital écologique, mais le leur transmettre intact et même enrichi. La France et l'Europe ont à proposer une éthique et un droit international de l'environnement et, pour commencer, donner l'exemple.

Pour une organisation plus équilibrée de la vie sociale

3. Si nous voulons rendre vivables pour tous nos villes et nos ensembles urbains, il faut combattre la spéculation, l'indifférence et la dégradation des biens collectifs. Le marché est, dans ces domaines, injuste et myope, d'où la nécessité pour les collectivités publiques de disposer d'agences foncières. L'action consciente des collectivités locales est indispensable, ce qui implique une certaine maîtrise des sols, l'entretien du capital immobilier, le développement des infrastructures, la lutte contre la ségrégation par l'argent et la couleur de la peau. Il est temps de réhabiliter l'investissement public et de dégager, par la fiscalité et par l'épargne, les ressources nécessaires. Il est temps aussi d'améliorer la productivité et la qualité des services publics.

4. Le développement rural constitue une priorité de la politique d'aménagement du territoire, alors que la France, relativement peu peuplée, est menacée de déséquilibres liés à la désertification de certains espaces ou, là aussi, à la ségrégation selon la richesse ou les âges. Or, une politique de développement rural, partie d'une politique volontaire d'aménagement du territoire, ne se conçoit pas sans le maintien de nombreuses exploitations familiales dans l'agriculture.

5. La prise en considération de ces menaces, le souci de bâtir une société plus harmonieuse et plus fraternelle nous conduisent à préconiser un nouveau **modèle de développement** respectueux des rythmes de vie de l'homme et de la femme et des équilibres de la nature. Certes, il faut poursuivre nos efforts pour que notre économie soit plus compétitive et plus dynamique, mais en y ajoutant ces nouvelles dimensions : une meilleure utilisation de l'espace, une politique du temps choisi, une animation et une ouverture à tous de la vie sociale, facteur de sécurité et de paix civile. Il y a là, faut-il l'ajouter, un gisement pour la création de centaines de milliers de nouveaux emplois. Les hommes et les femmes du troisième âge participeront également à la vie sociale et joueront un rôle beaucoup plus actif que par le passé.



**Pour plus de liberté
concrète par l'égalité
des chances et
l'accès aux
responsabilités**

6. **L'égalité des chances** doit réellement devenir une priorité tangible de notre **politique de l'éducation nationale** (formation première comme formation permanente). A cet effet, il convient dans un premier temps de favoriser les innovations des enseignants, des actions renforcées en faveur des enfants les plus défavorisés, les formes d'alternance qui permettent aux adolescents de se tester dans des actions sociales ou dans des stages professionnels. L'expérimentation est essentielle, mais ne pourra porter ses fruits que dans un contexte décentralisé favorisant les initiatives locales et la mise en œuvre de nouveaux modes d'enseignement.

A terme, pourquoi ne pas envisager que chaque enfant se voie attribuer, à l'âge de six ans, un chèque éducation — en temps et en ressources financières — équivalant à quinze années d'études ? On pourrait tirer sur la banque de l'éducation nationale pour sa formation première et, si on le souhaite, garder des crédits pour des actions de formation permanente tout au long de sa vie.

7. **Vers des formes nouvelles de démocratie économique**, tenant compte des expériences passées, de leurs acquis positifs, mais aussi de leurs échecs. La finalité demeure la même : l'épanouissement de chacun comme bien entendu l'efficacité économique commandent que tous les salariés puissent non seulement s'exprimer sur les lieux de travail, mais aussi apporter leur contribution à la bonne marche de l'entreprise et à une organisation satisfaisante du travail.

A cette fin, il est nécessaire de disposer d'un bilan des lois sur les nouveaux droits des travailleurs, puis d'engager un vaste débat sur les moyens de progresser. La démocratie, selon les socialistes, ne doit pas se limiter à l'exercice du droit de vote et des droits sociaux. Elle implique que chacun puisse prendre sa part des responsabilités communes, à partir d'une prise de conscience de ses capacités et de ses devoirs.

**Pour une solidarité
active et partagée**

8. **Lutter contre la marginalité et la pauvreté.**

A cet effet ouvrir la société aux personnes seules. L'intervention des pouvoirs publics est sollicitée de diverses manières, notamment par les politiques d'aménagement urbain et rural. Mais il importe d'encourager les multiples initiatives dans la vie associative ou dans des formes nouvelles d'un troisième secteur d'activité qui s'ajouterait à l'action des administrations et des entreprises. Ce troisième secteur, qui doit intégrer aussi les handicapés, devrait voir son développement stimulé par un statut juridique d'inspiration autogestionnaire et par des incitations fiscales. Sa réussite consacrerait, à côté de l'action centrale de l'Etat, une solidarité de voisinage. C'est aussi cela changer la vie.

9. **Elaborer enfin une politique du travail**, de manière à ce que tout Français puisse exercer concrètement son droit à un emploi grâce, bien entendu, à un ensemble adéquat de savoir et de savoir-faire (le rôle essentiel de l'éducation), mais aussi grâce à la transparence des offres et des demandes d'emplois, l'accès à l'information et à l'orientation professionnelle, des possibilités concrètes de mobilité professionnelle ou géographique. Cette politique doit être menée essentiellement au niveau des bassins d'emploi et par une concertation effective entre les institutions publiques, les chefs d'entreprise et les organisations syndicales. Nous proposons que des expériences décentralisées soient mises en œuvre sans tarder.

**Pour une citoyenneté
authentique**

10. **Faire des Français les acteurs des changements nécessaires ou souhaitables.**

C'est-à-dire combiner le changement à la base avec les impulsions venues du gouvernement et des élus du peuple. Cet approfondissement de la démocratie n'est possible que si, en plus des propositions visant à de nouvelles formes de démocratie économique et sociale, une nouvelle étape est franchie dans la décentralisation territoriale. Au surplus, la mondialisation de l'économie et la construction de l'Europe exigent que nos collectivités décentralisées disposent des pouvoirs et moyens nécessaires pour se développer et gagner la bataille de la compétition qui se joue, non seulement entre les entreprises, mais aussi entre les collectivités territoriales. Elles ne peuvent relever ce défi qu'en unissant leurs efforts et qu'en suscitant, par une citoyenneté active, la participation du plus grand nombre.



égalité

Contribution présentée par

Membres du Bureau Exécutif :

L. FABIUS * (76), **M. DEBARGE** * (93), **D. PERCHERON** * (62), **Y. ROUDY** * (14), **F. SELIGMANN** (92), **C. BARTOLONE** * (93).

Membres du Comité Directeur :

J. AUROUX * (42), **J.P. BACHY** * (08), **A. BARRAU** * (34), **G. BECHE** * (25), **P. BEREGOVY** (58), **J.-M. BICHAT** (11), **A. BILLARDON** * (71), **B. BIOULAC** * (24), **F. CARLE** (80), **G. DELFAU** * (34), **H. DELISLE** (50), **C. DEPOORTER** (62), **L. DUPUIS** (26), **G. FILLIQUOUD** (26), **G. GAUME** (78), **C. GOUX** (83), **J. HORTALA** (11), **A. LABARRERE** * (64), **J. LANG** (41), **G. LENGAGNE** * (62), **A. LE VERN** * (76), **P. MADRELLE** * (33), **J. MELICK** (62), **D. MIGAUD** * (38), **C. PIERRET** * (88), **A. RECOURS** * (27), **G. SAUMADE** * (34), **R. SOUCHON** (15), **E. TEISSEIRE** (58), **B. THAREAU** * (44), **G. VACHERET** (25).

Premiers secrétaires fédéraux :

J. AUXIETTE (85), **B. BASSOT** (03), **M. CHARMANT** * (58), **A. CLAEYS** (86), **L. CROCE** (20B), **J. DURRIEU** (65), **E. ELISSONDE** (64), **A. FONTANEL** (46), **C. GAUTIER** (44), **C. LAURISSESGUES** (47), **D. LECONTE** (91), **J. LE PANSE** (19), **B. LESAVOUROUX** (92), **F. LETZGUS** (51), **M. MERCADIE** (25), **G. MONTIGNY** (02), **A. NOEL** (05), **Y. ROME** (60), **J. ROUSSEAU** (18), **B. ROUX** (27), **J.-C. SEGAUD** (71), **J. SOLE** (15), **L. VALENTIN** (43), **D. VALLOT** (28), **J. VIAN** (16), **M. VIENOT** (01).

Parlementaires :

J.-M. ALAIZE (07), **J. ANCIANT** (60), **G. AUTHIE** (09), **G. BAPT** (31), **R. BARAILLA** (11), **B. BARDIN** * (58), **J.-C. BATEUX** (76), **J.-P. BAYLE** (Français hors France), **J. BEAUFILS** (76), **J. BECQ** (80), **G. BELIN** (63), **S. BELTRAME** (88), **G. BENEDETTI** (30), **P. BERNARD** (81), **M. BÉRON** (91), **M. BOEUF** (33), **A. BOMBARD** (83), **A. BONREPAUX** (09), **M. BONY** (63), **J.-M. BOUCHERON** (35), **J.-P. BOUQUET** (51), **J.-P. BRAINE** (60), **F. BREDIN** (76), **M. BRIAND** (22), **J. CAMBOLIVE** (11), **A. CAPET** (62), **L. CATHALA** (94), **G. CHANFRAULT** (52), **G.-M. CHAUVEAU** (72), **L. CATHALA** (94), **G. CHANFRAULT** (52), **G.M. CHAUVEAU** (72), **D. CHEVALIER** (05), **C. CHEYSSON** (83), **M. COSTES** (46), **J. DELHY** (93), **M. DREYFUS-SCHMIDT** (90), **R. DROUIN** (57), **D. DUPILET** (62), **B. DUSSAUT** (33), **P. DUVALEIX** (24), **A. FACON** (62), **J. FLOCH** (44), **P. FORGUES** (65), **M. FRANCAIX** (60), **M. FROMET** (41), **C. GALAMETZ** (62), **B. GALLET** (28), **A. GARCIA** (32), **P. GARMENDIA** (33), **J. GIOVANELLI** (56), **R. GUILLAUME** (58), **J. GUYARD** (91), **P. HIARD** (80), **R. HUGUET** (62), **J. HUYGHUES DES ETAGES** (58), **N. JOSEPH** * (62), **A. JOURNET** (30), **J.-P. KUCHEIDA** (62), **J. LACOMBE** (34), **P. LAGORGE** (33), **J. LAURAIN** (57), **T. LARUE** (76), **J. LAVEDRINE** (63), **J.-Y. LE DEAUT** (54), **J.-M. LEDUC** (76), **B. LEFRANC** (02), **R. LOIDI** (31), **F. LONCLE** (27), **J. LORGEUX** (41), **B. MADRELLE** (33), **M. MALVY** (46), **T. MANDON** (91), **M. MANET** (24), **R. MASSAT** (09), **C. METZINGER** (57), **B. NAYRAL** (34), **A. NERI** (63), **G. PENNE** (Français hors de France), **C. PRADILLE** (30), **H. SABY** (31), **J.-P. SANTA-CRUZ** (39), **R. SAVY** * (87), **R.-P. SIGNE** (58), **M. VAUZELLE** (13), **J. VIDAL** (11).

Présidents de Conseil Régional, de Conseil Général, Elus, Responsables d'instances ou secteurs du Parti (Commission Nationale Entreprises et GSE, Commission Nationale Agricole, Collectif National Femmes, MJS, FNESR...), personnalités et militants :

W. AMSALLEM (60), **J.P. AUBERT** (04), **J.-P. BACQUET** (63), **R. BADUEL** (41), **G. BAILLET** (52), **L. BAUCHARD** (08), **L. BEAUVAIS** (61), **M. BENASSAYAG** (75), **F. BERNARDINI** (13), **J.-J. BESSE** (87), **C. BETAILLE** (32), **P. BIHET** (50), **Y. BISMUTH** (69), **M. BLANC** (73), **D. BONVALOT** (75), **P. BOUCHAUDY** (63), **J.-C. BRETHERS** (40), **J.-L. CAMUS** (75), **G. CARASSO** (94), **T. CARCENAC** (81), **R. CARTRAUD** (86), **P. CASTAGNOU** (75), **A. CERVERA** (31), **M. CHARASSE** (63), **B. CLAVAUD** (30), **P. CROZON** (69), **J. CRUSOL** (Martinique), **F. CUVILLIER** (53), **F. DARCHICOURT** (62), **C. DOLOY** (26), **N. DUMONT** (55), **G. ESTEVE** (67), **L. EYRAUD** (43), **G. FARRE** (93), **B. FERRAND** (12), **J. FIGUEIRAS** (06), **J. FONTAINE** (59), **M. FUILLET** (84), **Y. FUILLET** (13), **C. GADIOUX** (87), **M. GALLAND** (33), **Guy GEORGES** (92), **P. GIRY-BEAUPIN** (89), **P. GLO** (83), **P. GOUT** (84), **Roger HANIN** (75), **R. HERRMANN** (67), **A. HUNEZ** (La Réunion), **P. JOACHIM** (64), **E. JULIEN** (78), **C. LABRUNIE** (19), **S. LAMAISON** (33), **D. LARIFLA** (Guadeloupe), **A. LAUR** (31), **P. LE FOLL** (29), **C. LEBLANC** (53), **A. LEDRAN** (14), **M. LEVEDER** (94), **J. LION** (77), **P.-A. LORENZI** (94), **C. MABRUT-LISSONDE** (03), **J. MANDROUX** (17), **J. MANESSIER** (66), **D. MANIER** (59), **M. MARGNES** (92), **M. MASSION** (76), **A. MELKA** (67), **A. MERIC** (31), **A. MICHEL** (37), **J.-P. MOINAUX** (88), **J. MORETEAU** (01), **P. MOUTIN** (69), **M.-C. NECTOUX** (77), **L. NIEPCERON** (70), **R. OLIVE** (66), **Erik ORSENNA** (75), **Jacques POMMATAU** (94), **Y. POUJOL** (16), **F. PROTO** (Guadeloupe), **P. QUILÉS** (75), **N. RAVAILHE** (80), **F. REBSAMEN** (21), **A. RENAUX** (59), **F. RIBARD** (14), **E. RIEDWEG** (68), **A.C. ROBERT** (45), **C. ROUILLON** (72), **G. ROUX** (20A), **J.-M. RUANT** (59), **H. SABATIER** (82), **J.-P. SAULNIER** (18), **P. SCHOENDORFF** (69), **M. SEREX** (21), **J.-M. THENARD** (74), **J.-P. THIBAUT** (36), **J.-L. VENAUD** (95), **A. VIANES** (69), **G. VIGNAU** (34), **H. WEBER** (93), **J. WEINLING** (10), **C. WERISCH** (05), **L. WEYGAND** (13), **M. WILQUIN** (95), **G. ZABATTA** (79).

Les noms des signataires ne sont cités qu'une fois même lorsque ces derniers appartiennent à plusieurs catégories (Comité Directeur, Secrétaires Fédéraux, Parlementaires). Dans ce cas, ils sont suivis d'un astérisque *



égalité

« Si c'est une fête, moi cela me plaît ! Si c'est une cérémonie, c'est déjà plus ennuyeux, mais enfin je veux bien ! Si c'est un rite, cela se gâte. Si c'est avec le sentiment... qu'enfin nous allons d'abord rassembler, unifier au-delà de nos personnes et de nos groupes et de nos tendances tous les courants profonds du socialisme, alors cela vaut la peine ! »

François MITTERRAND — Congrès d'Épinay — 1971

Chers Camarades,

Un seul mot fait toute la différence et c'est celui d'égalité ! Quelques faits, dans leur évidence, nous indiquent clairement le chemin.

1989 : La France reste inégale

1989 : Bicentenaire de la Révolution, année de la croissance forte dans le monde, indices records pour les profits et les places financières des cinq continents ; et pourtant... le revenu moyen des pays les moins avancés reste 50 fois plus bas que celui des pays industriels, l'Europe des Douze, l'Europe riche compte 44 millions de pauvres ! Chez nous, on célèbre partout l'égalité ; et pourtant... plus de 80 % des enfants de cadres supérieurs passent le baccalauréat, contre seulement 25 % des fils d'ouvriers ; un tout petit nombre de régions hyperdéveloppées côtoient les autres, en difficulté ou en déshérence ; la moitié des salariés gagnent moins de 6 400 F net par mois mais 1 % des Français possèdent le quart de la richesse nationale ; les deux tiers des smicards sont des femmes ; et le chômage, surtout le chômage de longue durée, continue de frapper des centaines de milliers de personnes, les exclut, finit souvent par broyer leur vie. Oui, le mot d'égalité est sur toutes les lèvres mais, malgré les avancées considérables réalisées depuis 1981, la France reste marquée par beaucoup d'injustices, la France reste inégale.

L'égalité, premier message du P.S.

Le premier message du Parti Socialiste, notre mémoire, notre futur sont là. Faisons de l'égalité — qui n'est pas l'égalitarisme — notre credo. Faisons-la devenir un mot vrai. Ceux que nous représentons savent ce qu'il veut dire et ce qu'il ne dit pas. Savent quand il ment. Et doivent savoir aussi que seuls les socialistes peuvent lui faire dire la vérité.

Chers camarades, pour chacune et chacun de nous la période qui vient va être intense. Nous entrons dans la préparation de notre Congrès. Nous avons du pain sur la planche. Tant mieux !

Le débat est notre oxygène

Tant mieux pourquoi ? Parce qu'il y a longtemps, bien longtemps, que nous n'avons pas eu de débat de fond sur l'ensemble des questions qui se posent à nous. Or, s'il n'y a pas périodiquement discussion entre les militants et expression de leurs choix, notre Parti ne peut pas être pleinement vivant. Le débat, c'est notre oxygène. **Le Parti n'a jamais été aussi vigoureux que lorsqu'il a débattu au grand jour, non pour se diviser mais au contraire pour se rassembler.** Le bouillonnement des idées nous protège contre la sclérose, l'immobilisme, la surdité au monde. C'est le débat qui donne la priorité aux idées sur les questions de personnes. Bien sûr, les idées sont portées par des hommes ; mais ceux qui ne puisent pas leur force dans une réflexion à longue portée ont généralement une trajectoire courte. Voici qu'en France, pour la première fois, la Gauche gouverne dans la durée. Voici qu'à l'Est la liberté souffle en rafales, victorieuse ici, contenue là, ensanglantée parfois, mais partout emportant des conséquences politiques, idéologiques, économiques et sociales de première grandeur. Il est temps de faire le point.

Dépasser les questions de personnes et certains clivages artificiels

Pour conduire ce débat, plutôt que de décréter un texte venu « d'en haut », nous sommes partis des interrogations des militants et nous avons dégagé six thèmes principaux. Nous ? C'est-à-dire les premiers signataires de cette contribution, responsables nationaux et locaux de métropole et d'outre-mer, ayant pour la plupart toujours été « mitterrandistes », venant pour certains de sensibilités différentes, bénéficiant en général d'une forte expérience du terrain, réunis aujourd'hui par une même volonté de gouverner clairement à Gauche, de bâtir un grand Parti Socialiste moderne, d'approfondir l'identité du socialisme, passionnés, parfois critiques, convaincus au fond de notre cœur que nos idées socialistes sont les mieux capables d'apporter des solutions aux problèmes majeurs d'aujourd'hui.

Nous souhaitons que cette discussion soit riche. Elle peut l'être à condition de savoir éviter les impasses et de **ne se tromper ni d'enjeu, ni d'échéance**. Non, il ne s'agira pas à Rennes de déterminer qui sera candidat à une élection présidentielle encore lointaine. Oui, il s'agira de fixer à partir de quelle politique, sur quelles idées, avec quelle stratégie, avec quels moyens, avec un Parti dans quelle situation nous pourrons



*Pour une discussion
riche et fraternelle*

le mieux aborder des élections législatives (et régionales) relativement proches et qui ne seront pas nécessairement faciles. Ceux qui ne veulent pas prendre le risque de deux nouvelles années de cohabitation savent qu'il n'y a pas de tâche plus urgente. Et pour cela le Parti doit débattre sur le fond. Sereinement. Fraternellement. En sachant dépasser les questions de personnes et certains clivages devenus artificiels avec le temps. L'enjeu du Congrès de Rennes est là : répondre aux questions que se posent les militants, et plus généralement la population ; aider à définir le socialisme et le Parti Socialiste en ce tournant du siècle ; mettre en place des équipes pour rassembler et bâtir le grand parti que nous souhaitons. Dans l'immédiat, dire quelle politique concrète nous voulons conduire et comment gagner les prochaines élections. **La parole est aux militants.**

1. QUELLE POLITIQUE CONCRETE ?

C'est bien la première interrogation. C'est celle qui jaillit partout. Telle décision gouvernementale, est-elle bonne ou non ? Peut-on faire plus ou autrement ? Quel bilan ? Quelles réactions ? Quel jugement ? Ce sont ces questions que chacune et chacun de nous aborde dans sa section, dans sa vie, et qu'il nous faut discuter collectivement. Les réponses sont décisives pour les Français. Donc décisives pour les échéances futures que nous ne pouvons espérer remporter en comptant seulement sur les divisions des autres.

Mai 1988 : la deuxième et magnifique victoire présidentielle de François MITTERRAND ! Pour la première fois dans notre histoire — et c'est un changement formidable — la gauche gouverne dans la durée. Il y avait eu, de 1981 à 1986, les gouvernements dirigés par Pierre MAUROY et Laurent FABIUS. Le nouveau gouvernement dirigé par Michel ROCARD se met au travail, cela fait maintenant près d'un an et demi qu'il est en place, il est en général apprécié dans l'opinion. Son approche des problèmes néo-calédoniens, l'amélioration des résultats économiques globaux, la mise en place du revenu minimum d'insertion et le rétablissement d'un impôt sur la fortune, le crédit-formation, la politique culturelle, l'action internationale, tous ces aspects tranchent avec une droite divisée, démonétisée, déboussolée, mais dont l'électorat reste important. Ils illustrent les orientations pour le septennat tracées dans « La lettre à tous les Français ». **Mais il y a aussi des ombres au tableau, des insatisfactions qui s'expriment, y compris chez les nôtres.** Il nous appartient, surtout à l'occasion de notre Congrès, de porter une appréciation politique, d'approfondir notre réflexion et de dégager certaines priorités, peu nombreuses, qui doivent être traduites en actes si l'on veut réussir une politique de gauche. Et réussir tout court.

*Davantage
de démocratie*

Car une chose est certaine : si le succès implique — comme toujours — de chercher à gagner un nouvel électorat, il exige d'abord que nous sachions conserver ou reconquérir le nôtre. Nous le pouvons autour d'un axe central qui constitue la première expression de l'égalité dans la société humaine : davantage de démocratie.

Davantage de démocratie économique et sociale.

La croissance actuelle de l'économie est satisfaisante, l'investissement progresse, les bénéfices de beaucoup d'entreprises sont en augmentation. **C'est l'embellie, certains disent même « la fin de la crise ».** **Bravo ! Mais l'embellie pour qui ?** Il ne faut tout de même pas oublier qu'il y a toujours 2,5 millions de chômeurs ! Le capital, les revenus du capital progressent nettement plus que les revenus du travail. Le problème central est là : il faut le résoudre.

*Rééquilibrer au profit
des revenus du travail.*

Nous pensons, nous, qu'il est indispensable de tirer parti de cette amélioration à la fois pour que la lutte prioritaire contre le chômage s'amplifie, pour que les revenus du travail en profitent et pour que le pouvoir d'achat des petits et moyens revenus s'accroisse dans le secteur public, mais aussi dans le privé. **Soyons encore plus clairs : un rééquilibrage au profit des revenus du travail est devenu indispensable, la Gauche y joue sa crédibilité.** Alors que pour quelques-uns l'argent semble très facile, nous ne pouvons nous contenter d'une plus juste répartition des surplus de richesse (au demeurant nécessaire) sans autre modification de l'ordre économique établi ; la politique des rémunérations, le financement de la protection sociale, les choix fiscaux doivent progressivement conduire à un meilleur partage de l'ensemble des moyens et des charges. **La réforme de la fiscalité (locale et nationale) est à cet égard essentielle, vers plus de justice et d'efficacité.** Elle doit mieux prendre en compte les ressources réelles de chacun et éviter de pénaliser l'emploi. Elle doit s'accompagner d'un développement de la lutte contre la fraude fiscale. Dans le même temps, nous avons besoin de renforcer notre capacité industrielle car nos échanges avec l'étranger se dégradent ; or sans industrie forte, pas de développement durable.

*Le premier investissement
économique, c'est
l'investissement social*

Pour nous l'économie n'est en effet pas séparable du social, ni la croissance de la justice. C'est une des différences que nous avons avec la Droite. Sur ce terrain, il reste manifestement beaucoup à faire. Quoi ? Améliorer le pouvoir d'achat. Lutter contre la spéculation foncière, empêcher les hausses de loyers abusives, et dans le même temps mener une politique ambitieuse du logement social. Appliquer, mieux : donner un nouveau souffle aux lois AUROUX sur les droits des travailleurs et ROUDY sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Relancer l'effort d'aménagement et de réduction de la



durée du travail. Beaucoup nous interpellent dans les entreprises : « La droite, la gauche, on a eu l'une, on a maintenant l'autre, qu'est-ce qui change vraiment ? » Décidons de mieux protéger les salariés par des mesures contre la précarité de l'emploi et par des garanties en cas de licenciement pour raisons non économiques : le salarié injustement sanctionné doit pouvoir être réintégré dans son emploi. Offrons vraiment aux salariés, comme nous nous y sommes engagés, un droit d'intervention à l'égard de l'entreprise moyenne ou grande en décidant qu'ils auront des élus au sein des conseils d'administration et de surveillance. Renforçons les mécanismes de la négociation collective pour améliorer le champ de protection des salariés et surmonter les blocages inadmissibles au dialogue (situation de Peugeot). Des syndicats forts sont nécessaires pour le dialogue social autant que pour la protection des salariés : donnons aux organisations syndicales représentatives les moyens nécessaires à leur développement, notamment dans les PME, et reconnaissons le pluralisme aussi dans le syndicalisme agricole. Voilà des décisions concrètes à prendre. Ajoutées à d'autres, elles montreront que pour nous la justice et la démocratie sont la condition de l'efficacité. Il en va de même au niveau européen. **Le premier investissement économique, c'est l'investissement social.**

Une politique énergétique d'aménagement du territoire

Ce rééquilibrage n'est pas seulement nécessaire pour les revenus, il l'est aussi pour les régions, « les pays », les bassins d'emploi. Le développement interne de la région parisienne doit être mieux maîtrisé ; mais la situation de nombreuses autres parties du territoire doit nous mobiliser aussi. Il ne s'agit pas de jouer la province contre Paris ou l'inverse : ce serait absurde. Il s'agit de constater que diverses zones de notre territoire sont restées, restent encore à l'écart du développement et subissent des handicaps énormes (retards dans la formation, le potentiel de recherche, les communications, les services publics, le logement, les implantations économiques). Leur écart avec les autres régions risque de s'aggraver encore. Elles nous demandent avec force, elles, dont beaucoup sont fidèles à la gauche : « que fait-on pour nous ? ». **Il faut organiser à leur égard une vraie et puissante solidarité.** Il faut affirmer une véritable politique d'aménagement du territoire qui manifeste notre volonté d'établir un juste équilibre entre le Nord et le Sud de l'Europe, entre les régions françaises, entre les villes et le monde rural. Là commence le combat pour la justice, le progrès, l'écologie. Là aussi, si nous voulons entraîner et convaincre, nous devons donner une traduction tangible à nos valeurs : solidarité, création, égalité.

Une méthode : la négociation- échancier

Sur la plupart de ces points, une concertation avec les partenaires économiques et sociaux est nécessaire avant que les décisions soient prises. Les Partis Socialistes de la Communauté doivent aussi se concerter entre eux et avec les syndicats. On a souvent parlé de méthode gouvernementale. Il nous semble que, reprenant une approche de Pierre MENDES-FRANCE, la meilleure méthode consiste pour les pouvoirs publics à tracer les grandes orientations, à fixer un échancier et à engager la concertation. Si celle-ci aboutit dans les délais, il appartient au Gouvernement, le cas échéant au législateur, d'en tirer les conséquences. Sinon, il revient aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités. Cette méthode que nous appelons « négociation-échancier » est la seule qui permette de faire des syndicats des partenaires à part entière, ce qui est indispensable pour la santé de la démocratie. Elle devrait éviter aussi que les problèmes soient pris à chaud et rendre possible de les traiter dans la concertation et au fond.

Rééquilibrer les pouvoirs

Davantage de démocratie politique.

Au cours du premier septennat, de 1981 à 1986, des avancées politiques majeures ont été réalisées. Elles sont notre commune fierté. Mais beaucoup de chemin reste à parcourir ! Un rééquilibrage et un regroupement des scrutins, qui aujourd'hui pénalisent la Gauche, est indispensable. La mise en place d'une véritable coopération intercommunale. La consolidation et la relance de la décentralisation. Le vote dès les prochains mois d'un vrai statut des élus (nous avons préparé un texte de loi précis en ce sens). Le contrôle de la constitutionnalité des lois à la demande des citoyens, et le référendum d'initiative populaire sur les « problèmes de société » après avis du Conseil Constitutionnel. L'inscription automatique sur les listes électorales des jeunes qui y ont droit. Davantage de démocratie politique également dans la construction européenne. Plus généralement, un meilleur équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le Parlement est nécessaire : les parlementaires doivent avoir davantage l'initiative des lois, le Parlement mieux contrôler les décisions européennes, un suivi de l'application des lois doit être mis en œuvre. A l'Est, le souffle de la liberté va de pair avec le renouveau du Parlement, chez nous il faut redonner vigueur aux Assemblées.

Beaucoup de débats ont eu lieu sur la place des immigrés ; nous sommes résolument partisans d'une véritable intégration qui, outre une action économique et sociale en profondeur, passe par leur participation à la gestion locale. Sur la question du droit de vote aux élections locales, François MITTERRAND s'est exprimé avec raison et avec force dans sa Lettre à tous les Français : « Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous le permette pas ». Favorisons cette évolution et adoptons, sans attendre, des procédures beaucoup moins lourdes de naturalisation. Plusieurs de ces réformes sont complexes, elles suscitent — nous le savons bien — des réactions. Ce n'est pas une raison pour reculer.



Davantage de démocratie éducative et culturelle.

Nous l'avons tous répété pendant la campagne présidentielle : la formation, l'éducation doivent être les grandes priorités du septennat. Rien n'est en effet plus important pour l'épanouissement de chacun, l'égalité des chances et la réussite du pays : là est vraiment le cœur de notre projet. Le congé-formation se met en place : il devra être étendu aux adultes. Une loi d'orientation a été votée, des sommes importantes ont été dégagées : il est trop tôt pour mesurer les résultats. Ayons toutefois à l'esprit que l'école n'est pas seulement un ensemble de modalités plus ou moins adaptées à notre temps et aux besoins de la société, elle est d'abord la réponse à une question fondamentale : **quel citoyen doit-on former ?** Nous voulons « revaloriser », cela signifie évidemment améliorer la situation des personnels enseignants et non enseignants ; cela signifie, avec la même évidence, retrouver les valeurs et la finalité propre de l'école. L'école constitue la clé : **instruire**, afin de libérer le jugement, initier au savoir, développer le sens critique ; **éduquer** afin de donner à chaque enfant les moyens de comprendre le monde et de devenir un citoyen responsable ; **enseigner**, afin que le plus grand nombre accède au savoir, car il n'existe pas de démocratie sans culture ; **former**, car la réalité s'appelle dans trois ans le grand marché européen, dans onze ans le troisième millénaire, et le succès sera lié à la qualité de notre système éducatif et de formation. Ne craignons pas de proclamer que l'école publique demeure le véritable creuset de la citoyenneté et que le meilleur terreau de la cohésion civile reste la laïcité.

L'école, creuset de la citoyenneté

La laïcité ? On ne l'évoque plus guère, on a tort ! Longtemps — et pour des raisons historiquement justifiées — le combat pour la laïcité a été réduit à celui du dualisme scolaire. Il serait absurde de rallumer la guerre scolaire. **Le Parti Socialiste doit cependant réaffirmer avec force parmi les principes et les valeurs qui le fondent son attachement à la laïcité de l'Etat.** Nous devons rappeler que le service public d'éducation doit être laïc, offrant ainsi la garantie du respect des convictions individuelles et de l'égalité des chances. C'est dans son sein, par sa propre pluralité, qu'il doit trouver les moyens de sa mission et offrir à chaque enfant, à chaque adolescent les conditions de son épanouissement comme être humain et citoyen responsable. Concept français ? Universel aussi. Car partout dans le monde quand une religion, un groupe, une caste, un mode de pensée s'érigent en seuls dépositaires et seuls juges de la vérité, alors montent les intégrismes, se multiplient les exclusions et se déchaînent les racismes. La laïcité déborde largement la question scolaire. C'est l'éthique de l'Etat républicain et tout un modèle civique qui est en jeu. La séparation rigoureuse des domaines privé et public garantit la liberté des citoyens face aux orthodoxies, religieuse, culturelle, politique, sexuelle et autres. Elle exige à son tour que l'école soit indépendante de tous les groupes de pression. Notre droit lui-même devra savoir s'adapter pour mieux assurer à chacun le respect de son mode de vie et de ses convictions. Pour l'unité du pays et la liberté de chacun, la laïcité est un rempart.

La laïcité est un rempart

Nous parlons d'éducation et de culture. Désormais, les enfants passent dans l'année plus de temps devant la télévision que sur les bancs de l'école. En a-t-on vraiment tiré les conséquences, y compris dans le système éducatif ? **Nous souhaitons que, comme dans d'autres pays et grâce à l'utilisation de la télévision, une « Université ouverte » soit créée qui permette au plus grand nombre, en particulier aux adultes, de se former et d'avancer.** Information, loisirs, sports, mode de consommation, relations avec les autres, vision du monde : l'audiovisuel est devenu l'instrument d'influence le plus puissant de notre société. A la question « qu'est-ce qu'une Nation ? » l'un d'entre nous répondait récemment en riant : « c'est l'ensemble de ceux qui regardent les mêmes programmes de télévision ! » Boutade, mais pour combien de temps, quand les programmes sont de plus en plus américains, les téléviseurs de plus en plus japonais, seuls les téléspectateurs restent... français ? Les chaînes privées françaises existent : qu'elles respectent leurs obligations, notamment celle de créer. Le service public de l'audiovisuel est un atout : qu'il remplisse pleinement sa mission spécifique dans le respect du pluralisme. Qu'en retour on l'aide — par des moyens financiers adaptés — à échapper à la dictature de l'audience, liée essentiellement à la toute puissance des ressources publicitaires. Qu'il ne reste pas le parent pauvre dans notre système audiovisuel et la moins bien dotée parmi nos institutions éducatives et culturelles. L'enjeu ? Non seulement notre production nationale d'images mais notre éducation, notre langue, notre identité culturelle et finalement la présence française dans le monde. **L'audiovisuel — et pour cause — ne figurait pas parmi les thèmes d'analyse et d'action des pères fondateurs du socialisme. Aujourd'hui, oui !**

Télévision : échapper à la dictature de l'audience

Cette extension tous azimuts de la démocratie trace la perspective. Elle doit trouver sa pleine application en particulier dans une politique nouvelle et résolue en faveur des femmes : la démocratie au féminin. Car en dépit des principes affirmés et des textes (peu appliqués), ni l'organisation du travail, ni celle de la ville, ni l'éducation et la culture, ni les coutumes et les pratiques sociales ou politiques ne font encore des femmes vraiment les égales de l'homme. Elles se heurtent à tant d'obstacles et demeurent victimes de

La démocratie au féminin



tellement d'injustices ! Combien se trouvent obligées à des choix impossibles entre l'éducation des enfants et leur métier. **Il y a là un problème culturel et un défi majeur de société que les socialistes doivent aider à relever.** Le Gouvernement doit favoriser les progrès concrets : réactiver la mission de l'égalité professionnelle chargée de suivre la loi ROUDY, assortir l'octroi de fonds publics aux entreprises de l'établissement par elles d'un plan d'égalité professionnelle, présenter un rapport annuel au Parlement sur ces questions. Au moment même où dans d'autres pays (comme les Etats-Unis avec la mise en cause du droit d'avortement) certains acquis fondamentaux sont menacés, la promotion des femmes à tous les niveaux de responsabilités doit être en France une des grandes avancées des années qui viennent. Nous sommes décidés à nous battre pour cela. En commençant par notre propre Parti.

Bref, nous devons être aux avant-postes de la lutte contre toutes les exclusions : exclusion du travail, du revenu, du savoir, du bien-être, de la santé, de la dignité.

**Un ordre
international
plus juste**

Davantage de démocratie internationale.

Autour de nous, combien de peuples sont frappés par le cumul des malheurs ! Des milliards d'êtres humains souffrent de pauvreté. Des enfants, des femmes, des hommes ont faim et beaucoup meurent. Les pays riches les plaignent...et à l'occasion d'une catastrophe font un geste. Puis en restent là...En une seule OPA (offre publique d'achat), un financier privé propose 21 milliards de dollars pour prendre le contrôle d'une entreprise, dans le même temps où le plus puissant pays du monde, les Etats-Unis d'Amérique, ne trouvent que 100 millions de dollars pour soutenir la Pologne exsangue ! La pollution ou sa menace sont partout. Dans le silence des nations, François MITTERRAND a souvent crié ces injustices et pris des initiatives précises, notamment pour la survie des pays écrasés par leurs dettes et la protection de l'environnement. De toutes nos forces, il nous faut l'accompagner, **car aucune obligation n'est plus pressante que de lutter pour l'instauration d'un ordre économique international plus juste et plus respectueux de la nature.** Nous devons en particulier apporter un soutien massif aux pays de l'Est qui font le choix de plus de liberté. Nous devons aussi proposer, appuyer des initiatives internationales pour lutter contre l'accroissement du gaz carbonique dans l'atmosphère, éviter la déforestation, agir contre les risques chimiques et pour un meilleur contrôle et une sécurité accrue de l'énergie nucléaire civile. Les socialistes du monde entier, percevant qu'aujourd'hui les réalités transcendent les frontières, doivent interpeller l'opinion, contraindre les puissants à prendre leurs responsabilités, obtenir des organisations internationales qu'elles ne se contentent plus d'imposer l'austérité mais qu'elles utilisent leurs moyens pour la sauvegarde de la Terre-patrie, pour le développement et le recul de la misère, c'est-à-dire en définitive pour la paix et la vie. La solidarité internationale avec les peuples opprimés et leurs représentants, une approche commune des grands problèmes internationaux, sont indispensables en cette fin du XX^e siècle. L'internationale Socialiste a un rôle essentiel à remplir.

Condition essentielle de la paix et du développement, le désarmement est pour nous une priorité. Les pays du Sud se ruinent dans la course aux équipements militaires ; le surarmement est, à l'Est, une cause majeure de retard économique et social. Or voilà que toute une série de facteurs convergents — évolution des pays de l'Est, espoir d'un équilibre des forces nucléaires stratégiques des super-puissances, destruction engagée des missiles nucléaires de moyenne portée, volonté de suppression des armes chimiques manifestée à la Conférence de Paris — permettent d'avancer vers notre objectif : **le maximum de désarmement compatible avec notre sécurité.** Pour cela, nous devons demeurer vigilants, préserver l'efficacité de notre force de dissuasion, progresser sans relâche vers l'équilibre des forces conventionnelles en Europe. Qu'est-ce que la politique étrangère de Gauche, demandent certains ? La France mobilisatrice de l'Europe en faveur des libertés et de la paix ! La France, partout aux côtés de ceux qui défendent les droits de l'homme et d'abord son droit à la vie ! La France championne d'un ordre économique plus juste donnant à chaque nation sa chance ! Martelons ces exigences, obtenons des résultats et la politique, si souvent décriée, saura à nouveau enflammer les jeunes et mobiliser les consciences.

**Etat modeste ? Non,
Etat moderne**

Tout cela ne se réalisera pas spontanément. Il y faut une volonté politique, il y faut aussi des moyens. Leur expression porte un nom : l'Etat. Nous connaissons la rengaine à la mode sur la nocivité de l'Etat. Ceux qui signent cette contribution ne confondent pas la bureaucratie et l'Etat : nous condamnons la bureaucratie, mais nous respectons l'Etat. Ce respect suppose que les agents de l'Etat reçoivent des ressources suffisantes et leur pleine part du progrès commun. Nous disons nettement que ce n'est pas encore le cas. Avançons, bâtissons un Etat solide, résolu sans être envahissant, protecteur des faibles, transparent, intervenant seulement dans les domaines de sa responsabilité propre, assurant la marche des services publics, agissant contre les injustices, protégeant la nature, préparant l'avenir, notamment par la planification et grâce à l'économie mixte. Etat modeste ? Non, Etat moderne. Au service de la démocratie.



2. QUELLE EUROPE ?

La réalisation de plusieurs de ces choix passe par l'Europe. Or, il existe à son propos à la fois de faux débats qu'il faut abandonner et de vrais débats qu'il faut mener.

Faux débat, la question — qui nous a longtemps occupés — de savoir s'il faut ou non contruire l'Europe. François MITTERRAND a tranché, et de quelle façon ! En ouvrant la Communauté aux jeunes démocraties d'Espagne et du Portugal, en décidant la construction du tunnel sous la Manche, en lançant les programmes industriels et technologiques Eurêka, en traçant la perspective d'une véritable Union Economique et Monétaire, en affirmant la nécessaire dimension sociale de l'Europe, un choix a été fait que nous faisons pleinement nôtre, confirmé, résumé, dans une formule frappée comme un alexandrin : la France est notre patrie, l'Europe est notre avenir.

Mais attention ! L'expérience montre aussi que ceux qui verraient volontiers dans la construction communautaire la solution magique de nos difficultés, ceux qui oublient qu'il a fallu mille ans pour contruire la France et qui imaginent qu'on pourrait disposer de l'histoire en quelques années, ceux-là se trompent. L'Europe est notre avenir, elle n'est pas la Sainte Providence.

En réalité, s'il y a place pour un débat européen, c'est sur d'autres terrains. Europe de l'Ouest, Europe de l'Est ? Quelles relations et quelles frontières ? **Les bouleversements qui concernent les pays communistes posent d'une façon aiguë la question européenne.** Si l'Allemagne de l'Est se raidit, sa population voudra continuer d'émigrer ; si elle s'ouvre vraiment et durablement, en quoi les deux Allemagne se distingueront-elles ? Dans les deux cas quel sera le poids de l'Allemagne en Europe, quelles limites géographiques pour la Communauté, quel rythme pour la construction européenne, quelle attitude durable de l'URSS ? Beaucoup d'inconnues et seulement trois certitudes : l'extension de la liberté est toujours un progrès ; la Communauté européenne doit aider — en particulier économiquement — les avancées de la liberté et de l'égalité ; la France et l'Allemagne doivent définir une attitude commune (en étroite liaison avec l'Espagne) ou bien la Communauté risque de marquer le pas.

Une autre question que nous avons l'obligation de creuser est **la compatibilité entre notre démarche socialiste et l'édification d'une Communauté européenne aujourd'hui largement placée sous l'influence des régimes conservateurs et des puissances du marché.** Soyons clairs : si l'Europe à construire ne devait être qu'une Europe financière, ouverte à tous les vents, négligeant de lutter contre les inégalités essentielles, nous savons qu'une pression irrésistible s'exercerait alors pour aligner sur ce libéralisme la politique de tous les pays membres. Ce serait la fin de l'espérance socialiste. Nous ne pourrions que refuser cette Europe là, qui d'ailleurs courrait à l'échec. Nous croyons qu'elle peut être autre chose, et au contraire une chance pour les idées qui sont les nôtres. Certes nous mesurons la distance qui sépare les grandes proclamations et l'Europe quotidienne. Nous n'ignorons pas les difficultés et les résistances. Mais nous voulons, malgré tout, bâtir une Communauté dont les objectifs soient bien identifiés : davantage d'égalité ; reconnaissance du rôle de la puissance publique ; progression concrète vers le désarmement, le développement, la culture, le respect de la nature.

Pour qu'il en aille ainsi et que les intérêts de tous soient respectés, il faut introduire plus de démocratie dans la vie de la Communauté. Le Parlement européen a des pouvoirs limités, trop limités, les Parlements nationaux doivent mieux assurer eux aussi le contrôle démocratique des principales décisions communautaires. Nous nous y employons. Les Parlements, les Assemblées régionales, les Gouvernements, les syndicats, les opinions, la Commission Européenne elle-même doivent avancer en ce sens. Car les problèmes de la croissance, de l'emploi et du développement industriel, de l'environnement, de la misère se seront traités efficacement que si nos pays sont épaulés par une Communauté authentique, sachant peser de tout son poids dans la bonne direction. Les forces de Gauche sont les mieux placées pour contruire cette Europe, nécessaire pour relever les défis de la fin du siècle et favoriser les avancées sociales.

La bonne direction, cela veut dire notamment qu'une Communauté plus démocratique dans son fonctionnement devra disposer, comme jusqu'à présent les Etats, des moyens que fournit l'économie mixte. Cela veut dire aussi qu'en matière de politique étrangère et de sécurité, quelles que soient les évolutions futures, il n'est pas question d'être à la remorque de quiconque. L'Europe doit avoir les moyens de se défendre, elle doit être maîtresse d'elle-même. Bref nous n'agissons pas pour on ne sait quelle Communauté molle, bureaucratique et mercantile, mais pour une Europe forte, conforme aux intérêts de la France et à notre conviction de gauche.

Cette orientation générale suppose des décisions à court terme susceptibles, nous le savons bien, de créer conflit. **La dimension sociale doit être la matrice de la Communauté.** Depuis 1981, le Président de la République demande sans relâche que l'Europe sociale soit bâtie en même temps que l'Europe économique et financière. Il y a aujourd'hui urgence, alors qu'approche le Grand Marché de 1993. Qu'il s'agisse de leur protection sociale ou de leur avenir dans l'entreprise, des dispositions contraignantes doivent être adoptées garantissant non seulement le maintien mais l'amélioration des droits des travailleurs.

L'Europe est notre avenir, elle n'est pas la Sainte Providence

Les bouleversements à l'Est et la construction européenne

Introduire plus de démocratie dans la Communauté

Pour une Europe maîtresse d'elle-même

L'Europe du Progrès social : comment ?



Nous pensons que le veto qu'un Etat peut aujourd'hui opposer à toute avancée sociale européenne sur ce sujet devrait être supprimé et le vote sur ces questions requérir désormais la majorité au lieu de l'unanimité. Nous souhaitons que des décisions soient prises en ce sens à l'occasion de la conférence inter-gouvernementale de l'automne 1990.

L'Europe financière se met en place rapidement. Elle n'est acceptable que si des mesures interviennent pour lutter contre la fraude fiscale et le blanchiment de l'argent de la drogue : un renforcement de la coopération entre les Douze est indispensable. L'harmonisation fiscale ne peut pas conduire à des allègements fiscaux tels qu'ils aboutiraient à priver les Etats-membres des ressources nécessaires au financement des services publics.

**Ne pas priver
les Etats-membres de
leurs ressources fiscales**

Elle ne peut non plus se traduire par un allègement si massif de la fiscalité du capital qu'il ferait porter tout le poids de l'impôt sur les revenus du travail. Il y a donc un équilibre à préserver, un rythme à trouver, respectant l'équité et tenant compte de la croissance économique afin de ne pas priver les pays européens de leurs ressources fiscales.

**Une politique
de l'espace rural**

En revanche, il nous faut progresser nettement plus vite dans des domaines comme la culture, l'éducation, la recherche scientifique, la défense de l'environnement. Si on laissait faire, l'Europe risquerait de décrocher par rapport aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon. Si on laissait aller, l'inégalité entre régions riches et pauvres s'accroîtrait et une grande partie de l'espace rural chez nous deviendrait un véritable désert. Il y a là un danger écologique et humain dont une vision à court terme ne fait pas apparaître l'extrême gravité. Dans les prochains mois, il faudra donc que l'ensemble des forces européennes de gauche exerce une pression massive pour que la politique de l'espace rural devienne vraiment une priorité. Avec des mesures puissantes dans le cadre national, comme dans le cadre européen. Nous devons obtenir que le dialogue entre régions et Communauté permette à celle-ci de soutenir le développement de chaque partie de la Communauté, à commencer par les départements défavorisés. **C'est le cas en particulier pour la Corse et pour les départements d'outre-mer.** Comme le proposait François MITTERRAND dans sa « Lettre à tous les Français », leurs besoins spécifiques, la nécessité de leur donner une vraie chance de combler le retard de développement qui les sépare des autres départements, devront faire l'objet de dispositions spéciales et fortes.

Encore faut-il que, pour respecter ces orientations, l'Europe soit déterminée et cohérente. Aujourd'hui la France, l'Allemagne et l'Espagne en sont les moteurs. Nous pensons que, **dans l'état actuel de la Communauté, il ne serait pas sage d'élargir le nombre de ses membres**, sachant que l'extrême diversité des problèmes et des situations qui en résulterait conduirait tout droit à une zone de libre échange. En revanche, les raisons objectives qu'ont certains de nos voisins, en Europe ou en Méditerranée, de resserrer les liens avec nous doivent être traitées dans des accords particuliers.

Dans le débat sur « quelle Europe ? », nous prenons donc résolument parti : il faut non seulement renforcer la construction européenne, il faut la réorienter. A gauche.

3. QUELLE VISION DU SOCIALISME ?

**L'idéologie est
une nécessité**

Nous approchons du troisième millénaire, tout bouge autour de nous, le changement devient permanent. Qu'est-ce qui dans notre doctrine ne change pas ? Qu'est-ce qui apparaît dépassé ? Qu'est-ce qui, au contraire, prend naissance ? L'idéologie, dès lors qu'elle ne devient pas sectarisme, n'est pas une tare dont il faudrait s'excuser, c'est une nécessité. Il n'y a pas d'action transformatrice à long terme sans une représentation de la société, de ses conflits, de ses enjeux, de ses futurs possibles, de son avenir souhaitable. Notre Congrès doit être aussi l'occasion d'une réflexion idéologique.

**Nos valeurs ne se sont
pas érodées**

Dès l'origine, le socialisme s'est défini à la fois par des analyses, des luttes et des valeurs. Certaines formes de lutte ont pu évoluer, certains termes de nos analyses aussi, mais notre objectif demeure la transformation de la société dans le respect de nos valeurs — l'égalité, la justice, la liberté, la laïcité, la paix. Car le temps ne les a nullement érodées, elles continuent d'être nos guides sur une terre où des centaines de milliers d'enfants sont encore esclaves, où l'apartheid sud-africain mutilé 30 millions de personnes, où le quart de l'humanité subit en Chine le joug d'une dictature, où, malgré la détente internationale, vendre la mort reste une affaire rentable, cependant qu'en France même subsistent tant d'injustices à réduire. A l'égoïsme qui imprègne le monde, aux intégrismes qui le menacent, nous opposons les réponses plus que jamais actuelles que sont la laïcité — reconnaissance de l'universalité de l'homme — et la solidarité — reconnaissance des autres.

**Les trois idées
fondamentales du socialisme**

Oui, les trois idées fondamentales qui nourrissent le socialisme et qui le distinguent des autres familles politiques conservent intacte leur puissance : **la nécessité d'une transformation organisée de la société, qui nous oppose aux conservateurs ; l'approfondissement de la démocratie et de la justice, qui qualifie le contenu de la transformation à conduire ; le scrupuleux souci des libertés qui nous sépare de la pratique communiste.** D'une certaine façon, ces idées pèsent encore plus fort aujourd'hui. Car lorsque la technologie s'ajoute à la finance et aux phénomènes de communication pour sculpter sous nos yeux une



planète inégale, il faut prévenir et corriger les déséquilibres par une organisation nationale et internationale d'autant plus forte. Faute de quoi, au nom d'une prétendue liberté, les crises se multiplieront, des millions d'hommes et de femmes mourront de faim, l'intégrisme et le surarmement prospéreront, la société se disloquera et la nature fera naufrage.

Agonie d'un système. Naissance d'un nouveau siècle

Tout cela, vrai du socialisme hier, reste vrai aujourd'hui. Mais plusieurs mutations capitales se produisent, radicalement nouvelles, qui ne peuvent pas ne pas influencer notre approche. D'abord la faillite désormais reconnue du communisme totalitaire, ouvrant un formidable espace au socialisme démocratique. Hongrie, Pologne, Union Soviétique, ce qui semblait hier impossible commence à se réaliser là, devant nous. Lorsque des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est quittent leur sol pour la Hongrie, qui leur permet de gagner la liberté, lorsque le Parti Communiste hongrois décide officiellement de se saborder et de se revendiquer désormais comme social-démocrate, quelle rupture ! Quelle rupture aussi lorsqu'est nommé Premier Ministre de Pologne un dirigeant — hier en prison — de Solidarnosc ! Non, bien sûr, nous ne sous-estimons pas les obstacles, les contradictions, les risques de retour en arrière. Il y a l'URSS, mais il y a aussi la Chine. Il y a la Pologne, mais il y a aussi la Roumanie. Et les interrogations sur le futur de l'Allemagne. Et cependant, s'il fallait définir ce qui est en train de se produire, nous dirions : l'agonie d'un système et la naissance d'un nouveau siècle.

Cette mutation est capitale, elle ouvre un champ immense au socialisme de la liberté, elle n'est évidemment pas sans liens avec une autre, l'internationalisation des pratiques, des entreprises, de la finance, de la communication, l'économie-monde, la société-monde. Qui nous renvoient à la nouvelle révolution industrielle, celle de l'information et des biotechnologies, laquelle bouleverse déjà, va bouleverser encore davantage nos façons de travailler, de consommer, de communiquer, de vivre ensemble. Ajoutons-y l'effritement de l'ordre stratégique et politique hérité de la Seconde Guerre mondiale qui s'appelait partage de l'Europe et cohésion du système soviétique. Ajoutons-y le fait massif que l'homme peut désormais détruire la planète en développant ses modes de production et de consommation. Tout cela provoque l'apparition de défis nouveaux et globaux. Non seulement le socialisme purement hexagonal a vécu, mais **la tâche du socialisme — plus actuelle que jamais — devient précisément d'opposer sa vision universaliste pour relever ces défis nouveaux et maîtriser ces évolutions, face aux échecs du totalitarisme et du libéralisme sauvage.**

Modernisation libérale ou...

En clair, cela signifie que **pour nous le socialisme doit intégrer la modernisation.** Moderniser pour les « libéraux », c'est — on l'a vu avec les gouvernements de Droite — déréguler, déréglementer, privatiser, désengager l'Etat en rognant ses moyens et en dévalorisant ses missions. C'est, dans l'entreprise, introduire de nouveaux équipements tout en conservant à peu près les anciens rapports sociaux, l'ancienne organisation du travail, de la formation, de la communication, du commandement. C'est chercher à court-circuiter les syndicats. C'est accepter le désordre du monde, ses inégalités extrêmes et les conflits qui en résultent. C'est en France se résigner à une société à deux ou trois vitesses, avec ses masses croissantes de travailleurs précaires, de chômeurs et d'exclus, français ou étrangers. Avec aussi pour conséquence la montée de la violence sociale, nourriture des extrémismes et des haines, terreau du Front National.

...modernisation socialiste

Cette perspective, nous refusons qu'elle devienne notre loi. Pour nous, moderniser c'est autre chose. Ce n'est nullement un objectif en soi, mais c'est une nécessité. C'est s'efforcer d'orienter la révolution technologique vers l'émancipation humaine. Renouveler les rapports internationaux, communautaires et nationaux. Au plan interne, non seulement moderniser les équipements, mais assurer une juste participation des salariés aux fruits de la croissance, démocratiser les rapports sociaux dans l'entreprise et mettre en place une organisation qualifiante du travail ; établir un vrai dialogue avec les syndicats qui ne peut se développer que dans le respect de leur indépendance. C'est veiller à un aménagement cohérent du territoire, à une approche équilibrée de la ville et du monde rural, ce qui suppose de promouvoir par des décisions fortes les régions, les zones — industrielles ou rurales —, demeurées à l'écart ou menacées. Et plus loin, à l'horizon, fixer l'objectif, jeter les bases d'une nouvelle civilisation : la civilisation du temps choisi. La troisième révolution industrielle pose avec force le problème des finalités de la production et de la place de l'économie dans la société.

La civilisation du temps choisi

Nous arrivons en effet au point où l'efficacité des machines abolira peu à peu la nécessité d'une augmentation du travail humain. A droite, on en déduit que, puisque la concurrence se renforce pour un volume fixe d'emploi, il faut abaisser le coût du travail par la rigueur des salaires et par la pression des chômeurs et des travailleurs précaires sur les salariés stables. Nous, nous devons au contraire anticiper les progrès qui seront rendus ainsi possibles. 35 heures, 32 heures, 30 heures de travail par semaine : les hypothèses et les objectifs sont ambitieux, ils peuvent paraître parfois irréalistes. Mais si l'on n'avance pas dans cette direction, le partage de l'emploi se fera inmanquablement par l'exclusion des salariés les plus faibles.



**Société mixte
Economie mixte**

Constantes, évolutions, ruptures. Nous continuons de croire à la nécessité de la maîtrise publique s'agissant de biens essentiels qui ne peuvent être abandonnés à la logique de l'argent ; mais nous ne nous reconnaissons plus dans le projet de l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange, qui fut longtemps notre dogme. **Nous revendiquons la société mixte, combinant la logique marchande et le service public, l'initiative privée et l'action de l'Etat, ainsi que le développement du « tiers secteurs » de l'économie sociale** (mutuelles, coopératives, associations à but non lucratif). Nous voulons utiliser le dynamisme du marché sans pour autant nous assujettir à sa loi. Ce faisant, nous tirons les leçons de l'expérience. Ce qui est critiquable dans l'économie capitaliste, ce n'est pas le marché en lui-même, mais sa captation par des individus ou des groupes qui s'arrogent des positions dominantes, en abusent, et détournent l'activité économique de sa fonction dans la société à des fins exclusives de profit. Le krach boursier de 1987 n'est pas si loin, et la spéculation est — presque — partout. A l'inverse, les pays qui ont cherché à corriger ces effets pervers en substituant complètement l'Etat au marché ont abouti à l'inefficacité économique et finalement à la pauvreté de leur population. Nous récusons aussi bien le libéralisme sauvage que l'étatisme. Nous voulons une économie où les pouvoirs des uns sont contrebalancés par les contre-pouvoirs des autres, où l'Etat fixe les règles et veille à leur respect afin d'assurer la satisfaction des besoins et l'épanouissement de chacun plutôt que l'enrichissement de quelques-uns. **Une économie de marché organisée, capable d'équilibrer les pouvoirs et d'assurer l'équité dans la formation des revenus : c'est ainsi que se présente à nous l'économie mixte.**

**Service public :
revalorisation et
renovation ensemble**

Là aussi nous retrouvons la question centrale du rôle de l'Etat. Nous voulons faire toute leur place à des activités fondées sur le projet plus que sur le profit, sur une création associant l'intelligence, le savoir-faire, l'initiative individuelle et la capacité collective. Qui a créé le TGV ou le Minitel ? Des inventeurs, des ingénieurs, des hommes et des femmes de passion inspirés par un projet et animés par une forte volonté des pouvoirs publics, exprimée par des plans de recherche et de développement. Eh bien, pour nous, **la notion de service public est une des composantes du socialisme moderne.** Nous devons assurer la défense des valeurs qui lui sont propres : lutte contre les injustices, préparation de l'avenir, autonomie par rapport aux intérêts particuliers. Nous devons être à l'écoute de la communauté des agents du service public : reconnaître leur rôle et leur responsabilité dans la Nation, dialoguer avec leurs représentants. Notre pratique de pouvoir doit illustrer cette volonté de voir le service public contribuer au progrès économique et social. Pour cela, nous devons être capables d'adapter et de moderniser ses structures. En soulignant la nécessité d'une présence offensive sur certains terrains concurrentiels, sous peine de voir remises en cause les missions du service public. En accompagnant, aussi, l'effort en faveur du service public par un engagement de celui-ci de s'adapter aux réalités et aux besoins actuels : revalorisation et rénovation doivent aller de pair. Ainsi notre conception de l'Etat rejette-t-elle toute approche bureaucratique et figée, pour retenir une approche d'efficacité sociale et économique. Le passage d'une vision collectiviste de la société à une pratique dynamique de l'Etat constitue évidemment un changement majeur : **vers un socialisme de création, un socialisme de croissance.**

Dans cette mise à jour idéologique, chacun mesure l'importance que nous devons attacher aux problèmes de l'écologie. Depuis les origines du mouvement ouvrier, le combat contre la pauvreté, le chômage, l'exploitation, l'insécurité sociale, a fait battre le cœur de la gauche ; et ce sera encore, contre les inégalités, le grand combat. Mais il y a eu l'Amoco Cadiz et Seveso, Bhopal et Tchernobyl, les pluies acides et le trou dans la couche d'ozone, le constat que les ressources dites « naturelles » ne sont pas reproductibles à l'infini et que la pollution a l'insolence de ne pas respecter les postes-frontières. Sans oublier l'écologie « du coin de la rue », le manque d'espaces verts, les immeubles mal insonorisés, les pollutions locales. Nous devons être aussi au premier rang de ce combat là. C'est au nom de la rentabilité à court terme qu'on néglige les conditions d'hygiène et de sécurité des travailleurs, c'est au nom de la même rentabilité myope qu'on pollue et qu'on saccage la nature.

**L'écologie fait partie de
l'identité socialiste**

Notre réflexion « écologique » doit même se projeter plus loin : jusqu'à quand faudra-t-il considérer que le travail d'exécution, souvent routinier, répétitif, constitue la valeur suprême de la société et l'activité à laquelle la majorité des citoyens doit inéluctablement vouer l'essentiel de sa vie ? Nous souhaitons aller vers une société où le temps consacré aux « activités autonomes » — activités qui ont leur sens en elles-mêmes : formation, culture, loisirs, convivialité... — dépassera le temps consacré au travail économique. L'une des inégalités les plus fortes est sans doute l'inégalité devant le temps. Cette révolution du temps libéré impliquera une modification des rapports entre formation-travail et loisirs, entre revenus et travail, une réorganisation des systèmes éducatif et culturel qui saura notamment prendre en compte, en privilégiant leur valeur humaniste, le rôle majeur des activités physiques et sportives dans l'épanouissement de chacun, du plus jeune au plus âgé. Elle ouvre des grandes perspectives au développement de la démocratie participative. **Ainsi entendue, l'écologie fait pleinement partie de l'identité socialiste.**

4. QUELLES ALLIANCES ELECTORALES ?

Reconnaissons que les prises de positions publiques à ce sujet ont souvent été ambiguës. Elles en ont désorienté plus d'un. Nous voulons pour notre part être très clairs.



Rassembler autour de notre politique

Qu'il faille rassembler autour de notre politique le maximum de citoyens, c'est évident. Non seulement parce que nous en avons besoin électoralement, mais parce que notre action doit être massivement soutenue si nous voulons réaliser les réformes et les transformations nécessaires. De 1984 à 1986, nous disions déjà « moderniser et rassembler ». La seule limite à cette démarche de rassemblement est tracée par le contenu de notre conviction elle-même : **le rassemblement n'a de sens que s'il s'opère autour des grands axes de notre politique et non d'une autre.** C'est dans cet esprit que nous avons compris l'« ouverture ». Des hommes et des femmes qui ne sont pas socialistes, qui avaient pu même nous combattre, rejoignent pour l'essentiel nos positions, et des responsabilités sont confiées à certains d'entre eux. Ce fut le choix de « la France unie », il a été ratifié par les Français : il faut convaincre, donc rassembler.

Pas d'alliance entre le P.S. et le centre

Pour autant, il n'est pas question — en tous cas pour nous — que l'ouverture puisse se traduire au plan parlementaire par une alliance entre le P.S. et des partis du centre qui soutiennent en réalité des options de Droite. Nous souhaitons qu'au sein du Parti les positions de chacun soient claires à ce sujet. On peut, on doit être ouvert, tolérant, rassembleur à l'égard des personnes, mais la ligne politique doit être précise. Même si le contexte a changé, **notre choix, dans la ligne du Congrès d'Épinay, dans celle du Congrès de Metz, notre choix c'est une ligne de Gauche et non une stratégie chèvre-chou.** C'est pourquoi là où le terme ouverture est employé au singulier, nous préférons le pluriel. La volonté de rassemblement doit s'exprimer également en direction d'électeurs de gauche qui jusqu'ici ne se reconnaissent pas dans les socialistes : personnalités, familles de pensée diverses que nous avons le devoir de rassembler autour de nous. Elles ont leur place dans cette politique des ouvertures. Les dernières élections européennes ont fait apparaître au Parlement Européen une nette majorité de Gauche, décidée à s'opposer à la dérive « libérale » ; cette évolution est significative de ce qui peut arriver dans chacun de nos pays et se confirmer en France.

Rassembler à gauche

Les communistes ? La direction du P.C.F. ne fera rien pour l'union. Ni pour soutenir notre politique. Mais malgré ses attaques répétées et injustes, le sentiment unitaire de Gauche, la notion toute simple que la Gauche, cela existe, et que ce qui divise la Gauche fait le jeu de la Droite, ces réalités là continuent d'être fortes, à quoi s'ajoutent les nombreuses municipalités d'union de la Gauche dirigées en commun ainsi que certaines régions et départements. Même si la direction du P.C.F. s'obstine dans son sectarisme, c'est en restant ancrés à gauche et en maintenant le cap que nous inciterons à nous rejoindre les Françaises et les Français de tradition communiste, attachés à l'union des forces populaires. Comptables de l'espérance de la Gauche, nous devons continuer de nous adresser à tous pour créer les conditions du rassemblement.

Certains problèmes enfin sont posés avec une acuité nouvelle par le vote écologiste. Nous savons que ce vote est largement issu de l'électorat de Gauche. Il soulève des difficultés, il en soulèvera. Ceux qui se sont prononcés ainsi aux dernières élections l'ont fait pour des raisons diverses : souci légitime de l'environnement, refus d'une certaine image de la politique, déception par rapport à certaines décisions et devant un manque d'idéal ou de perspectives, tout cela a joué et nous oblige à approfondir notre propre réflexion et notre action. L'écologie — nous venons d'en parler — ce n'est pas une option séparable de notre politique globale — économique, industrielle, énergétique, agricole. Elle en fait partie. Nous n'allons pas la sous-traiter à d'autres qui en exploiteraient le monopole, fut-ce à travers une alliance générale avec les « Verts ». Notre Parti doit se saisir de toutes les questions majeures, dont celle-là. Cela veut dire, pour le P.S. et pour le Gouvernement, qu'il nous faudra démontrer concrètement que nous défendons l'écologie avec une efficacité forte. **Le Parti Socialiste doit devenir le premier parti écologique de France.**

Gagner des voix, mais d'abord garder les nôtres

Résumons-nous : élargir, oui, mais pas au prix d'un changement d'alliance ou d'une amputation idéologique. S'il s'agit de gagner des voix nouvelles, il faut d'abord garder les nôtres et retrouver celles qui déjà ont commencé à s'égarer dans l'abstention ou les votes marginaux. Additionner, oui ! Mais sans soustraire ! Le parler clair est un des moyens d'y parvenir.

5. QUELLES RELATIONS ENTRE LE PARTI SOCIALISTE ET LE GOUVERNEMENT ?

Nous avons connu désormais tous les cas de figure : le P.S. dans l'opposition, le P.S. dans la coexistence ou la cohabitation, le P.S. parti de Gouvernement. S'il fallait trouver une formule ramassée pour définir ce que ces relations doivent être, nous dirions volontiers : ni godillots, ni démagos.

Évitons la confusion des rôles. Le P.S. ne peut pas devenir l'appendice du Conseil des Ministres pas plus que le gouvernement n'a à prendre chaque matin ses consignes rue de Solferino. La première voie nierait l'indépendance du Parti, la deuxième bafouerait l'autonomie du Président de la République et la volonté des Français. Ces remarques écartent la proposition exprimée naguère par certains que le Premier Secrétaire de notre Parti devienne automatiquement Chef du Gouvernement.

Ni godillots, ni démagos



Dans les rapports Parti-Gouvernement, déjà un certain nombre d'améliorations pratiques, d'ailleurs modestes, seraient utiles. Par exemple, que les Fédérations et les élus soient toujours avertis à temps des déplacements ministériels ; que les militants puissent obtenir un contact facile et des réponses auprès des ministres et de leur cabinet ; que les membres du Gouvernement, mais aussi les responsables du Parti et les parlementaires en déplacement à l'étranger assurent mieux les contacts avec nos sections et nos militants (« Français de l'étranger ») présents dans le monde entier qui constituent une grande richesse ; que les décisions gouvernementales fassent l'objet d'une information très rapide et pédagogique auprès des adhérents, afin que ceux-ci puissent mieux les connaître pour les populariser et les défendre. Une structure spécialisée devrait être mise en place à la direction du Parti pour assurer ce rôle de liaison.

**P.S. et Gouvernement :
Soutenir, aiguillonner,
imaginer**

Plus généralement, quels rapports établir entre Gouvernement et Parti lorsqu'ils sont issus des mêmes rangs ? Il faut clarifier, car on a ressenti ici et là quelques flottements. Il nous semble à la lumière de l'expérience que ces rapports peuvent se ramener en gros à trois règles. La première, c'est que le Parti doit **sur l'essentiel soutenir le Gouvernement** : tel est le sens du contrat passé avec les Français au moment des élections. La deuxième, c'est que le P.S. doit savoir aussi **aiguillonner le Gouvernement, parfois même contester**. Il doit s'immerger dans le tissu social, faire monter du pays les revendications qui s'y expriment, informer le pouvoir et informer sur l'action du pouvoir. Troisième règle : l'accession au Gouvernement ne doit pas priver le Parti de sa **capacité à anticiper, à imaginer, à proposer**. Cet aspect est fondamental : notre Parti doit non seulement exprimer le quotidien, la gestion, la demande, la protestation, mais il doit balayer l'avenir, être un éveilleur d'idées, un défricheur de terres nouvelles, un accoucheur de futur.

**Notre capacité
d'écouter
et de proposer**

Car le Gouvernement, absorbé par le quotidien, n'a pas toujours le temps ni la disponibilité d'esprit pour se saisir du long terme. C'est au Parti de le faire et les sujets ne manquent pas, en s'appuyant sur les travaux de nos experts et l'opinion des militants. Comment aborder les problèmes de toutes sortes qui vont être liés à ce phénomène central qu'est le vieillissement massif de notre société et la place croissante des personnes âgées et très âgées ? Comment poursuivre la décentralisation sans démembrer l'Etat alors que les niveaux de responsabilité se multiplient ? Quelle politique de l'eau, sur le long terme ? Comment améliorer la « qualité » des dirigeants des entreprises et de l'administration pour faire en sorte que leurs origines et leurs compétences soient beaucoup plus diversifiées ? Comment vont évoluer l'Allemagne, les Allemands, l'ensemble ou la diversité des pays de l'Est, et quelles conséquences sur la construction européenne ? Quels rapports établir entre l'individu et son travail, dans un contexte où les données technologiques, culturelles, économiques, sociales se transforment brutalement, et doit-on aller vers un véritable droit au revenu ? Quelle évolution de nos villes à l'horizon d'une génération, quelle civilisation urbaine allons-nous façonner à travers nos décisions ou nos absences de décisions d'aujourd'hui ? Oui, comment faire de la ville un lieu de convivialité, de solidarité, de bonheur, au lieu des ségrégations accumulées, de l'isolement, de la violence ? Et surtout, comment réduire durablement l'extrême droite, qui trouve un climat favorable pour réanimer les vieux démons et les haines du racisme, de l'antisémitisme, de l'exclusion ? Rien ne remplace une réflexion politique de fond sur ces sujets extrêmement divers et sur beaucoup d'autres que vous avez à l'esprit et que nous ferons entrer dans notre débat. Nous devons les explorer ensemble parce qu'ils sont notre horizon. Nos citoyens n'ont pas besoin de fausses recettes mais de repères. **Démontrons concrètement notre capacité d'écouter, de comprendre, d'imaginer, de proposer.**

**Le P.S. une force
électorale
importante...**

6. QUEL PARTI SOCIALISTE ?

Nous aimons tous notre Parti, héritier d'une longue tradition du mouvement ouvrier, nous sommes fiers des succès qu'il remporte, nous mesurons le travail formidable et souvent ingrat des militants. Nous avons enregistré de grandes victoires électorales, notre Parti a une bonne image dans l'opinion, et il serait injuste d'oublier tout cela. Mais pour être objectifs et pour avancer, nous devons reconnaître aussi les insuffisances de son fonctionnement, ses fragilités et les progrès qu'il faut accomplir si nous voulons lui donner un nouveau souffle.

**... mais un parti
assez fragile**

Car le nombre de nos adhérents par rapport à nos électeurs reste faible — selon les périodes entre 100 000 et 200 000. La masse des adhérents qui nous ont quittés depuis une dizaine d'années s'élève à plus de 500 000. Combien de camarades viennent une fois, deux fois à nos réunions de section, puis déçus, rebutés souvent, ne reviennent plus ! Combien de réunions commencées à 50 et qui se terminent à 10 ! Combien restent mais se demandent comment vraiment être utiles. Chacun constate que la formation est insuffisante. Parmi nos responsables, le nombre des femmes, celui des travailleurs de la production est faible et n'augmente pas. Nos relations avec les syndicats, les mouvements associatifs et mutualistes sont souvent réduites et toujours insuffisantes. Nous nous désolons de l'effet paralysant qu'entraînent nos divisions internes figées à l'excès en courants et en sous-courants. Les propositions, l'imagination ne sont pas toujours au rendez-vous, ni la convivialité, ni même parfois — malheureusement — la fraternité. Bref, **il existe un formidable besoin de débattre, d'avancer, de construire** laissé trop souvent en jachère. Il ne



s'agit pas de noircir le tableau. Il ne s'agit pas d'attaquer tel ou tel. Il s'agit de décrire les choses comme elles sont : nous sommes une force électorale importante, mais nous formons un parti assez fragile. C'est cela qui doit être modifié. Là se situe un des enjeux majeurs du Congrès.

Pour y parvenir, il ne suffira pas de quelques aménagements techniques. Au-delà du seul Parti Socialiste une certaine approche de la politique est en cause. Les difficultés des partis ne peuvent pas être isolées des problèmes que rencontrent les syndicats, les associations, l'ensemble des « médias de représentation » par rapport à la montée en puissance des « médias de communication » directe. L'abstention, les votes marginaux, la désaffection militante ne sont pas des hasards. Nous devons y réfléchir, proposer, et non balayer ces questions embarrassantes d'un revers de main. Comment intéresser les citoyens à la politique quand ils éprouvent le sentiment qu'elle ne s'intéresse pas vraiment à eux ? Comment montrer l'utilité du militantisme quand une seule émission de télévision rassemble plus d'auditeurs que tous les meetings de toute une vie ? Comment défendre la légitimité électorale et politique lorsque la légitimité médiatique tend à recouvrir tout ?

L'évolution du P.S.

Longtemps le Parti Socialiste — à l'époque la SFIO — s'est voulu une sorte de contre-Etat d'une contre-société. Au plan doctrinal, il professait l'adhésion au marxisme. Au plan de l'organisation, le Parti devait être tourné essentiellement vers le prolétariat, sa mission était de le protéger dans un monde qui l'opprimait. Cette période a connu de grands moments puis des contradictions graves : chacun les connaît, nous n'avons pas à en faire l'historique ici. Une deuxième période s'est ouverte, qui a correspondu au renouveau du Parti Socialiste des années soixante-dix. La doctrine a intégré, en plus de l'héritage de 1789 et du marxisme, des approches nouvelles comme le courant autogestionnaire. Des synthèses se sont opérées. Une stratégie nouvelle a été définie. Le Parti s'est ouvert. La pratique du gouvernement l'a fait également évoluer. L'électorat s'est élargi. Il s'est mis à ressembler davantage à l'ensemble de la population française.

Pour une nouvelle vitalité : un parti moderne de masse

Nous entrons dans une troisième phase qui doit être caractérisée par des approfondissements doctrinaux, par la recherche d'une nouvelle extension de l'audience du Parti et par des évolutions d'organisation. Car la société et le monde ont formidablement bougé. Cette métamorphose, nous l'avons vu, a rendu inadéquates certaines solutions. Notre approche doctrinale s'est adaptée. La prise de responsabilités durables au Gouvernement a eu aussi de fortes conséquences. Il nous faut, dans le respect de nos valeurs traditionnelles, donner un nouveau souffle, une nouvelle vitalité à notre parti. Non pas, comme on l'entend parfois, en faisant un Parti démocrate à l'américaine, il n'en est — en tous cas pour nous — pas question. Mais un vrai Parti Socialiste, ouvert, transparent, capable de comprendre la société, de l'incarner et de la transformer, bref un parti moderne de masse. Tâche difficile ? Oui. De longue haleine ? Certes : elle implique volonté, ambition, organisation, programmation. Mais elle est indispensable et urgente. **Faute de tenir ce pari, nous risquerions de voir la société avancer beaucoup plus vite que notre Parti.**

Neuf changements concrets

Oui, nous disons « parti moderne de masse » : c'est notre pari et notre choix. Cela suppose, outre un meilleur fonctionnement des organes dirigeants (Secrétariat National, Bureau Exécutif, Comité Directeur), plusieurs changements très concrets sur lesquels nous souhaitons qu'une discussion ait lieu à l'occasion du Congrès :

Cotisations

1. On ne peut pas vouloir un parti populaire et pratiquer des cotisations élevées, notamment pour les jeunes. La baisse des cotisations n'est pas suffisante pour bâtir un parti populaire, mais elle est nécessaire. Elle est même impérative.

Place des femmes

2. La place et le nombre des femmes aux postes de responsabilité sont insuffisants. Appliquons d'abord nos décisions statutaires et mettons en œuvre les choix de notre Convention de 1988 sur les droits des femmes qui, au moment où nous écrivons cette contribution, attendent toujours. Elevons progressivement la place des femmes dans les organes internes du Parti ainsi que pour les élections à la proportionnelle, avec pour l'an 2000 l'objectif d'une présence de 50%. Moins de discours, plus de résultats tangibles.

Sympathisants

3. Lors des campagnes électorales, de nombreux sympathisants nous aident. Ils ne veulent pas toujours ou tout de suite rejoindre le PS. Cela fait longtemps que, pour notre part, nous proposons de les organiser dans chaque département, en liaison avec les Fédérations et les Sections. Seuls évidemment les adhérents



CONTRIBUTIONS NATIONALES

auront capacité de décider dans le Parti. Mais les sympathisants doivent être associés à notre démarche. Ouvrons les fenêtres !

Démocratie interne

4. La démocratie interne du P.S. doit être améliorée, les débats sur les questions importantes doivent être encouragés : ouvrons un droit statutaire de convoquer une « Convention d'initiative militante » (par exemple sur la demande de 15% des adhérents du Parti répartis dans un nombre significatif de Fédérations).

Transparence

5. Actuellement, pour la désignation de nos candidats aux élections, on prend en compte non pas le nombre « théorique » des cartes achetées mais les voix des militants réellement présents lors du vote. Nous pensons qu'il serait bon d'étendre le même système — un présent, un voix — pour le Congrès, Transparence !

Formation

6. Nous ne pouvons pas éclairer l'opinion, peser sur elle, si nous ne bénéficions pas de centaines de responsables, femmes et hommes, bien formés, capables à leur tour de former des milliers de militants, en particulier des jeunes. C'est décisif, notamment pour nos sections d'entreprises. Créons un véritable Institut de Formation, national et international.

Elus

7. Notre nombre d'élus est considérable, leur influence sur la société aussi, ils représentent une armature essentielle du Parti. Pourtant la Fédération qui les regroupe (FNESR) n'a pas au niveau national l'impact requis. Renouvelons-la. Et proposons que soit adopté effectivement le statut des élus, qui permettra notamment à davantage de représentants du monde du travail d'accéder à des postes de responsabilité.

Europe et Région

8. Les structures de notre Parti ont été bâties alors que ni l'Europe ni la région n'avaient le même poids qu'aujourd'hui. Donnons-en leur davantage. Coordinons-nous mieux entre P.S. d'Europe. Décentralisons la vie de notre Parti, en particulier pour la désignation de nos candidats aux élections européennes, car le système actuel de désignation n'est pas bon.

DOM-TOM

9. Tenons mieux compte de la spécificité des DOM-TOM. Assurons vraiment leur représentation à tous les niveaux : pour les instances du Parti (Comité Directeur, Délégué aux DOM-TOM, composition des Secrétariats Nationaux) comme pour les assemblées municipales, départementales et régionales là où les socialistes originaires d'outre-mer sont nombreux.

D'un Parti-reflet à un Parti-outil de transformation

Toutes ces propositions — dont certaines demandent des adaptations statutaires et auxquelles la discussion permettra d'ajouter d'autres —, doivent permettre de **passer de l'objectif d'un « parti-reflet » de la société à celui d'un « parti-outil de transformation »**. Si nous voulons renforcer notre Parti, ce n'est pas pour la satisfaction d'être plus nombreux : c'est parce que cette force conditionne notre capacité de transformation sociale et nos possibilités de faire avancer nos idées et reculer celles qui sont dangereuses, en particulier l'Extrême droite. Pour nous un parti n'est pas une organisation qui se borne à enregistrer plus ou moins fidèlement, l'évolution de l'opinion. Il doit être capable — en plus — d'agir sur la formation de l'opinion, d'influer sur l'évolution des attitudes politiques. Il doit être beaucoup plus qu'une machine électorale, il doit être un creuset de production intellectuelle, un foyer d'initiatives, un centre qui, dans le respect de leur indépendance, rayonne dans les syndicats, les associations, les mouvements sociaux, partout où on s'organise pour défendre ses intérêts et faire valoir ses propositions. Bref, un véritable outil de transformation.

Rendre le Parti aux militants

Or, ce rôle là, il est clair que notre Parti ne sera capable de le remplir que s'il possède la masse qu'il faut, l'implantation qu'il faut, créativité, audace et indépendance ; que s'il est capable, non seulement de réintégrer à l'occasion du Congrès dans un esprit de rassemblement de nombreux militants exclus — qui, bien qu'exclus, n'ont jamais cessé de se situer dans la majorité présidentielle —, mais surtout de s'ouvrir à des dizaines de milliers d'hommes et de femmes venus d'horizons différents et qui se sentiront bien à l'intérieur du P.S. ; que si les équipes qui le dirigeront sont convaincues de cette nécessité et résolues à mettre en œuvre des décisions dont certaines ont plusieurs fois été proposées ou même adoptées, mais pas appliquées. **C'est le Parti que nous voulons réussir. Un Parti accueillant, enraciné dans la société, chaleureux, fraternel. Un Parti refusant tout sectarisme, externe ou interne. Un Parti de débat. Un parti où chacun se sente bien. Un Parti où les militants soient associés de plus près aux décisions. Dans ce sens, nous disons : rendons le Parti aux militants. Fidèles à la recommandation de Léon BLUM : « Que le Parti Socialiste soit digne du socialisme ».**



Place au socialisme de la liberté

Chers camarades, 1989 : le communisme totalitaire est en train de montrer son échec, le capitalisme sauvage aussi. Il y a place plus que jamais pour un socialisme de la liberté. Ce socialisme, c'est celui dont notre Parti Socialiste est porteur. A quoi sert la Gauche, disent certains ? Etrange question quand l'inégalité mutile le monde ! Montrons-leur que la Gauche sait agir concrètement pour l'égalité dans la liberté.

Oui nous avons appris : non seulement que tout n'est pas possible tout de suite, mais que les marges de manœuvre sont étroites, et que le monde avait bougé. Raison de renoncer ? Non ! Raison d'aiguiser encore davantage nos analyses et de tendre nos volontés ! Nous ne sommes pas de ceux qui hier voulaient changer de société et qui aujourd'hui ne veulent même plus changer la société. Nous n'avons pas oublié l'essentiel : la mission de la Gauche, c'est la justice. Nous avons encore beaucoup à faire pour y parvenir. C'est ainsi, d'abord ainsi, que nous façonnerons le futur.

Le rassemblement

La population, les femmes, les hommes, les jeunes surtout qu'on dit blasés, attendent de nous une espérance. En rebâtissant le P.S., François MITTERRAND nous a montré, après JAURES et après BLUM, que ce n'est pas la multiplicité des ruisseaux qui importe, mais la force et la direction du grand fleuve. C'est dans cet esprit de rassemblement que nous abordons le Congrès de Rennes.

Que voulons-nous ? Réaffirmer le choix d'une ligne de gauche, rassembler le Parti autour de son axe mitterrandiste, renforcer l'identité du socialisme, donner un nouveau souffle à notre Parti. Aux militants de se prononcer sur ces choix.

Pour gagner

Il s'agit à la fois de mener à bien notre politique de gauche, de remporter les prochaines élections législatives, de réussir le deuxième septennat de François MITTERRAND, et de construire un grand Parti Socialiste.

Il s'agit de donner chair au socialisme de l'an 2000.



Pour un Parti Socialiste ouvert et renouvelé

Contribution présentée par Olivier STIRN et Bernard BIOULAC

La Majorité Présidentielle doit s'ouvrir. Cela doit passer principalement par un Parti Socialiste renouvelé.

Pour quelles raisons ?

La large victoire remportée par le Président François MITTERRAND lors du scrutin au cours duquel les Français l'ont élu pour un deuxième mandat à la tête de l'Etat, les succès obtenus par la majorité présidentielle aux législatives qui ont suivi, ont confirmé que désormais la France était mûre pour une alternance démocratique au pouvoir. L'arrivée aux affaires des socialistes en 1981 n'était donc pas un accident venant un instant interrompre le gouvernement de la droite, puisque, même après l'intermède du gouvernement Chirac et de la cohabitation, le pays a accordé au parti du mouvement les moyens de diriger la France.

Mais rien n'est assuré. Quelques coups de semonce, à l'occasion des élections locales et européennes sont venus le souligner. Il n'est pas possible de considérer que le Parti Socialiste a complètement rempli sa tâche historique. Il n'en sera ainsi que **lorsqu'il recueillera durablement 40%** et plus des votes lors des élections essentielles, faisant ainsi la preuve qu'il représente bien la force alternative de gauche dont la démocratie a besoin.

Le hiatus existant entre la majorité présidentielle et la sphère d'influence socialiste proprement dite a débouché sur « l'ouverture ». L'expérience a dissipé à ce sujet beaucoup d'illusions. La démarche essentielle pour le camp du progrès est d'en renforcer le cœur, donc le Parti Socialiste. Il doit être capable d'accueillir bien plus et bien mieux, de retenir aussi. Il doit élargir sa sphère d'influence. Il doit encore améliorer son image. C'est l'ouverture « vers le dedans ».

Quelles en sont les conditions ?

Pour y parvenir un double effort est nécessaire, au plan des idées et au plan des structures et modalités d'organisation.

La mise à jour des idées est commandée par quatre raisons fondamentales : l'extrême nouveauté des temps, l'épuisement des modèles idéologiques hérités du 19^e siècle, les leçons du pouvoir, enfin la nécessité de réhabiliter la volonté politique en tant que moteur essentiel du progrès.

Le 21^e siècle est commencé. Cela signifie que nous sommes entrés dans une ère de changements profonds, incessants et rapides à tous les niveaux. Données scientifiques, technologiques, facteurs, procédés et acteurs économiques, modalités d'organisation sociale, bases et moyens stratégiques, structures institutionnelles et politiques, modes de commu-

nication, influences culturelles... tout se transforme à vive allure. Ces bouleversements engendrent à la fois des progrès et des crises.

Les deux systèmes actuels dominants, l'un dit « capitaliste » et l'autre « communiste » ne peuvent maîtriser fondamentalement ces transformations. Les nations industrialisées sont performantes quant à la quantité des objets produits, quant à leur qualité et quant aux progrès qui animent sans cesse la production et la distribution. Mais de telles performances ne peuvent faire oublier l'accentuation des déséquilibres mondiaux, la persistance voire l'aggravation du chômage et de la pauvreté jusqu'au sein des sociétés opulentes. La compétitivité n'est pas une panacée. Si elle entraîne le progrès, elle engendre aussi l'éviction du circuit de travail d'une masse d'hommes et de femmes de plus en plus imposante en en faisant ainsi des laissés pour compte de la croissance.

A l'Est, la gestion bureaucratique s'est révélée si inefficace qu'elle a suscité un sous-développement endémique. De profondes disparités sociales opposent une nomenclatura accapareuse et une population qui n'a ni son comptant de bien-être, ni la liberté et la dignité que garantit une démocratie authentique. Les régimes communistes sont entrés en crise ouverte.

Au regard de tels phénomènes, les idéologies, doctrines et modes de pensée traditionnels ont montré leurs limites et sont en voie d'épuisement. **On ne peut aborder le 21^e siècle avec les idées du 19^e siècle** dans un monde qui est entré dans une mutation sans précédent. Et si des luttes sociales demeurent, elles ont profondément changé.

Cela touche le fond même de l'action. Fini le temps où l'on croyait qu'on entrerait dans une ère de bonheur par la vertu essentielle de réformes structurelles telle que la nationalisation des moyens de production. L'exercice du pouvoir a imposé depuis 1981 une toute autre analyse du progrès et une réhabilitation de la volonté politique d'autant qu'elle n'a jamais disposé de moyens aussi puissants.

Au centre de la réflexion idéologique se situe tout ce qui a trait à la place, à l'importance et aux conséquences des réformes économiques. Le socialisme influencé par le marxisme reposait sur le principe que la prise en mains des rouages économiques par la collectivité représentée notamment par l'Etat, constituait l'acte essentiel commandant le passage du capitalisme au socialisme.

Dans la réalité et dans tous les cas de figure, en toutes circonstances et sous toutes les latitudes, ce prétendu passage à la collectivité se traduit en fait par une prise en mains des moyens de production par l'Etat. Partout lorsque cette étatisation a dépassé un certain pourcentage de l'activité économique, elle a débouché sur une économie bureaucratique créant elle-même les conditions d'un Etat bureaucratique, dans lequel le prolétaire est serf.

L'émancipation des travailleurs qui reste l'objectif des socialistes ne peut découler de réformes économiques. **L'économie n'est plus une affaire de dogme.** Ce qui ne signifie pas que certaines de ces réformes ne soient pas justifiées.



Aucun Etat moderne d'ailleurs ne se refuse d'intervenir dans le jeu économique. Il est inutile de rappeler ici la richesse de l'arsenal « ordinaire » qui est à sa disposition. Employé énergiquement, il suffit pour l'essentiel. Mais l'étatisation-nationalisation peut être justifiée pour des raisons de souveraineté nationale, pour préserver les bases de la démocratie face à des lobbies industriels et financiers intervenant de façon abusive dans le jeu démocratique (ce qu'on appelait jadis le Mur d'Argent), lorsque le secteur privé est, dans des domaines vitaux, déficient ou fonctionne de manière inacceptable, enfin pour des raisons de service public. **Tout cela est du domaine du pragmatisme.**

Il ne faut pas perdre de vue que la France participe pour largement plus de 50 % de ses activités économiques au circuit mondial. L'accélération de cette tendance et l'entrée dans le marché unique européen entraîneront certainement des modifications des structures économiques. On doit bien déterminer les deux bornes qui limitent le champ de l'activité de l'Etat en matière économique : ne pas tomber par étatisme dans l'économie bureaucratique mais ne pas tomber non plus par libéralisme dans une société qui serait gouvernée entièrement par les impératifs de profit et de puissance qui sont la caractéristique des firmes et entreprises dominant le marché mondial.

Si l'économie n'est pas une affaire de dogme, **le progrès social lui ne peut résulter que d'une volonté politique appuyée sur des principes éprouvés.**

Les bases dogmatiques du progrès n'ont rien ni de mystérieux ni de compliqué. Il suffit de se mettre à l'écoute des déshérités du monde entier. Au Chili, en Afrique du Sud, en Chine, à l'Ouest comme à l'Est, trois valeurs fondamentales sont inscrites sur les drapeaux des luttes : bien-être, démocratie, liberté. C'est pour cela que des hommes aujourd'hui se font tuer, c'est pour cela que naguère les démocraties ont lutté, c'est pour cela que les hommes de bonne volonté œuvrent partout, où qu'ils se trouvent. Il s'agit là des valeurs de la Révolution Française affinées par les exigences des ouvriers et des pauvres au 19^e siècle, des hommes du Tiers et du Quart-Monde et des exclus de la croissance dans nos propres sociétés.

A cela s'ajoutent les devoirs que nous crée notre puissance. Le droit à l'eau, à l'air, à l'espace, à un environnement préservé, voire au silence, devient une exigence fondamentale dans la cohue de nos civilisations et crée des devoirs par rapport aux générations qui viennent.

Dans le discours qu'il a prononcé le 20 juin 1989 pour le 200^e anniversaire du Serment du Jeu de Paume, M. François MITTERRAND, Président de la République, a défini l'essentiel des exigences sociales qui nous concernent.

« A grands traits, je vois dans le refus des exclusions le vrai chantier qui nous attend. La République a besoin de compter son monde : les exclus du travail, les exclus du savoir, les exclus du bien-être, les exclus de la dignité, les exclus de la santé, les exclus du logement, les exclus de la culture, doivent disposer de tous leurs droits. L'égalité passe par là, la liberté aussi. Il n'est pas de République sans espoir.

Quant à la pauvreté, au racisme et à l'ignorance, ils sont les pires ennemis de la démocratie.

Mais d'autres rendez-vous nous attendent. Il est possible désormais de maîtriser la Terre, notre Terre. Il est possible de la détruire. Il est possible de comprendre notre corps, de le guérir. Il est possible aussi de le manipuler, d'en modifier les caractères. On pense aussitôt aux contraintes qui seront ainsi levées. Mais comment ne pas penser de la même façon aux menaces qui pèsent aussi sur nous, et plus encore sur les générations futures ? Les intérêts et les droits des hommes d'aujourd'hui ne peuvent prévaloir sur les intérêts et les droits des hommes de demain ».

Voilà qui détermine bien les priorités essentielles au premier rang desquelles figurent la continuation d'une lutte déterminée contre le chômage et une politique entièrement nouvelle du logement, tandis qu'il s'agit de faire participer légitimement au fruit de la croissance ceux qui en ont été, dans le monde du travail, les artisans.

La volonté politique en démocratie est commandée par le jeu des pouvoirs. L'analyse de Montesquieu, source d'inspiration de la Révolution

Française, portait sur ceux qui réglaient alors l'allure du Gouvernement et posait le principe fondamental de leur séparation. Si la méthode et le principe conservent leur valeur, le champ d'application s'est complètement modifié.

Dans les pays industrialisés quatre pouvoirs importants sont venus se mêler au jeu de l'Exécutif, du Législatif et du Judiciaire : celui de l'économie, celui des technostructures, celui des médias et enfin celui des organismes institutionnels.

Quant au pouvoir économique, sa prodigieuse influence à tous les niveaux pose la question de savoir comment imposer des finalités d'intérêt général à des mécanismes financiers qui ne sont mûs, pour l'essentiel, que par la recherche de l'intérêt, de l'expansion et de la puissance.

Les technostructures pour leur part, quels que soient leurs noms, sont quant au pouvoir les véritables antagonistes du patronat traditionnel dans le monde d'aujourd'hui. Elles menacent de confisquer l'Etat.

Les médias constituent le troisième grand bénéficiaire des mutations en cours. L'information et la communication s'en trouvent profondément modifiées concernant leur importance comme leurs modalités d'action.

Ce qui caractérise ces trois puissances c'est qu'elles sont imbriquées dans l'Etat et disposent d'une assise internationale de façon telle qu'elles échappent pour une large part à l'application des principes de la démocratie concernant notamment la séparation des pouvoirs et l'établissement de contre-pouvoirs. Vaste champ offert à l'analyse et à l'action politiques.

D'autant que, **concernant les pouvoirs traditionnels, l'immobilisme ne saurait être de mise.** Si l'Exécutif a parfois des difficultés à suivre le train que lui imposent les mutations du monde, le Législatif est placé devant une pénurie de moyens qui met à l'ordre du jour une réforme en profondeur. Enfin l'adaptation du Judiciaire aux nouveaux problèmes de société défraye quotidiennement la chronique.

Ce nécessaire aggiornamento se trouve encore compliqué par le fait que l'étagement des responsabilités essentielles en matière de gouvernement est aujourd'hui remis en cause et à tous les niveaux. La construction européenne pose le problème d'un transfert d'attributs régionaux et de pouvoirs fondamentaux à un Exécutif supra-national dont le mode de désignation et de contrôle démocratiques restent à déterminer. A l'autre extrémité, la complexité et la massification de la société exigent un réexamen des compétences municipales, départementales et régionales portant sur tous les aspects de leur fonctionnement, en accord avec des revendications d'identité culturelle et de responsabilisation effective des citoyens et « administrés ».

Plus généralement, on se trouve en présence d'une remise en cause du principe des nationalités dans certaines régions, tandis qu'en d'autres, comme en URSS ou au Moyen Orient l'exacerbation des revendications « nationales » engendre des drames en cascade. Une réflexion sur le thème des cultures, des ethnies, des religions...en rapport avec la citoyenneté et avec l'appartenance à une communauté de destin s'impose désormais à toute organisation politique. **Ce sont les racines même du racisme, de l'intolérance et des haines qu'il faut extirper.**

Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'étendue de ce champ nouvellement ouvert à la réflexion politique. Il correspond à l'ampleur des mutations qui bouleversent notre société. On ne peut en faire l'économie, quelle que soit la difficulté.

Ce qui a toujours caractérisé le camp du progrès, celui qu'on appelait jadis « du mouvement », ce qui distingue aujourd'hui les socialistes par rapport aux conservateurs, c'est qu'ils sont aux affaires pour changer, pour améliorer la société, ce qui suppose qu'ils définissent sans cesse les objectifs et les méthodes, au lieu que la droite, pour l'essentiel, se contente de gérer. Les effets du conservatisme britannique sont suffisamment éloquents à cet égard.

Beaucoup de réformes importantes ont été mises en œuvre et beaucoup d'améliorations très substantielles apportées par les gouvernements socialistes sous l'égide de François MITTERRAND depuis 1981. Cependant, pour le camp du Progrès, aborder une nouvelle étape signifie sans nul doute consolider l'acquis, mais aussi **s'orienter vers de nouvelles conquêtes.** A son endroit on est légitimement exigeant.



Définir ce qui doit être maintenant accompli sera la tâche de tous au prochain congrès. Pour notre part, nous souhaitons insister sur quelques points :

1. L'Europe est devenue une grande espérance, il ne faut pas qu'elle piétine.

— Ceux qui veulent vraiment une Europe intégrée économiquement, en ce qui concerne la Défense, et politiquement, soit dans l'état actuel des discussions les six pays fondateurs plus l'Espagne et le Portugal doivent pouvoir avancer sans être obligés de se régler sur les plus réticents.

— Cela n'entre nullement en contradiction avec la nécessité de dérouler à Douze les conséquences de l'Acte Unique en vue de l'échéance de 1993.

— L'AELE fournit d'autre part un cadre permettant des initiatives intéressantes auxquelles peuvent se joindre de nouveaux pays.

— Enfin, il faut avancer, prudemment et par le moyen de formules associatives diverses et souples, vers la construction de cette Maison Commune où l'on trouvera rassemblés non seulement les pays de l'Europe continentale mais aussi ceux du Maghreb et de la Méditerranée orientale, y compris Israël.

Telle se présente une « Europe à quatre vitesses » qui permet d'aller de l'avant et de donner aux plus déterminés la possibilité de fonder irréversiblement une Europe intégrée.

2. En France, la mise à jour des institutions doit se poursuivre.

— Le renforcement des moyens dont disposent les parlementaires de manière à être en mesure de mieux accomplir leur tâche législative et de mieux contrôler la mise en œuvre de la politique et des mesures adoptées doit être envisagé comme une priorité.

— Pour redonner à l'Assemblée Nationale une certaine maîtrise de son ordre du jour, un débat devrait être organisé un jour par mois sur des propositions de lois, même en cas de désaccord du gouvernement. Le temps de ce débat serait partagé pour moitié entre majorité et opposition.

3. Sur le plan électoral, comme l'ont fait plusieurs pays, il conviendrait de donner **le droit de vote aux immigrés pour les élections municipales, régionales et européennes**, tout en tenant compte des impératifs constitutionnels.

4. D'ailleurs, quant à la définition et aux compétences des collectivités locales, et quant au mode de désignation de l'Assemblée qui en est l'expression, une réflexion approfondie doit être entreprise, à commencer sans doute par **la remise en chantier des délimitations régionales**.

5. **La fiscalité locale doit être réformée**. Il conviendrait en particulier de déterminer les taux de cette fiscalité à partir d'une « micro-région » ou « pays » comprenant en son sein zone de production et zone d'habitation correspondante, à l'image de ce qui a été mis en œuvre sur ce point en RFA. Il ne s'agit pas de bouleverser les bases socio-culturelles que constitue le réseau communal mais de lui donner un fondement fiscal dans le contexte économique induit par l'échéance de 1993, étant guidé par un souci d'efficacité et d'égalité.

6. Au plan économique, parmi bien d'autres impératifs, s'impose la **prise en compte d'un plan d'ensemble concernant la totalité de l'environnement qui doit devenir clairement une priorité**, ce qui doit être facilité par l'encouragement à « la rentabilité écologique », rentabilité pour la nature, rentabilité pour la qualité de vie, rentabilité économique et... rentabilité industrielle.

Cela signifie notamment que les impératifs, du rendement purement financier doivent être tempérés entre autres par ceux de la sécurité ; on voit bien à présent sur quelles catastrophes débouchent la négligence, le mépris et l'ignorance.

Le succès remporté par les Verts aux élections municipales, succès que les élections européennes ont confirmé, semble traduire la montée d'une nouvelle force politique et les multiples sondages d'opinions vont dans le même sens.

Si cette poussée s'est exprimée lors d'un scrutin de dimension locale, et d'un autre de dimension internationale en France et dans tous les pays d'Europe, c'est qu'elle répond à une véritable attente.

Ce n'est pas en proposant aux « Verts » une stratégie d'alliance ou par des tentatives de « débauchage » individuelles qu'on peut répondre aux préoccupations qui se sont exprimées.

C'est en intégrant totalement l'écologie dans nos préoccupations, dans nos programmes et nos pratiques.

Pourquoi ne pas créer auprès de certaines municipalités, voire de départements et de régions, de véritables conseils ayant un pouvoir consultatif pour toutes les décisions concernant l'environnement ?

Pourquoi ne pas renforcer le ministère de l'Environnement en le dotant d'une administration qui regrouperait des services répartis actuellement dans divers départements ministériels ? Cela permettrait de rendre plus facilement exécutoire l'ensemble de l'arsenal législatif et réglementaire existant.

Quant au plan international, il faut continuer à soutenir et à populariser les initiatives du Président de la République et du Gouvernement.

Dans ce contexte, le Parti Socialiste doit notamment militer pour que l'Europe se dote d'une structure ayant une réelle capacité d'action ; il faut concrétiser **la proposition portant création d'une Agence Européenne de l'Environnement** faite lors de la consultation de juin 1989. Une telle Agence aurait pour but, dans un premier temps, d'établir un bilan des différents types de pollution, pays par pays, de faire ressortir les responsabilités, de formuler des propositions claires et de contrôler leur application dans l'ensemble de la CEE.

7. Au plan du logement (qui constitue avec le chômage le problème le plus douloureux) de nombreuses mesures sont nécessaires en sus de la maîtrise publique des sols.

— **Il convient de moduler la taxe d'habitation en fonction du revenu**, d'encourager par tous les moyens la rénovation des habitations anciennes, notamment des HLM.

— Enfin **une attention toute particulière doit être accordée aux conditions de logement des personnes âgées**, la pénurie de maisons de retraite et la mauvaise qualité de beaucoup étant à l'origine de nombreux malheurs et drames tandis qu'à l'aube de la vie le manque de crèches est pour bien des femmes, notamment celles qui ont un emploi, un drame quotidien donc un problème prioritaire. Le nombre de celles-ci devrait pouvoir être doublé dans les trois années à venir en rapport avec les collectivités locales et les associations parentales, mutualités, etc.

Les exemples qui précèdent ne prétendent nullement constituer un catalogue de ce que la gauche peut concrètement entreprendre dans les années à venir. Le congrès du Parti Socialiste verra jaillir de bien d'autres sources des propositions judicieuses. Ces exemples ne se proposent que d'illustrer de quelle manière et dans quel sens les socialistes doivent ressaisir l'initiative idéologique et renouveler l'espérance. Ce qui suppose a priori qu'ils ont entrepris de se renouveler eux-mêmes.

Toute action politique repose en démocratie sur un tissu institutionnel, essentiellement les syndicats et les partis. Contrairement au pouvoir économique, au technocratique et au médiatique, ils sont, eux, entrés dans une crise qu'aucun dirigeant ne cherche à dissimuler.

Ces structures sont nées et ont établi leurs règles de fonctionnement dans le courant du 19^e siècle en rapport à une société de capitalisme sauvage qui était à beaucoup d'égards différente de la notre.

Le Parti fut conçu comme un lieu privilégié de communication où l'adhérent est censé obtenir nombre d'éléments d'appréciation qui ne se trouvent pas à portée des citoyens ordinaires.

Il doit offrir l'exemple d'un fonctionnement démocratique dans la désignation des candidats aux différents postes électifs et, d'autre part, des responsables du parti lui-même aux différents niveaux ainsi que dans les modalités d'élaboration du programme et des stratégies.

Ses membres soutiennent son action par la propagande, par la mise sur pied de campagnes politiques, par la participation aux diverses manifestations de la vie civique et en militant dans tous les milieux d'influence, qu'ils soient syndicaux, associatifs, professionnels, sportifs...

Enfin le Parti doit offrir à tout adhérent les moyens de parfaire ses



connaissances, en particulier dans les domaines économiques et sociaux, culturels et naturellement politiques.

Ces rôles et prérogatives demeurent statutairement. Mais qui n'aperçoit à quel point, en quelques décennies, les données en ont été changées ? Les médias offrent aujourd'hui une information immédiate, multiple, surabondante et, en nos pays, libre. Que deviennent les privilèges du militant en ce domaine ?

En matière de propagande, l'effort à la base n'est pas sans intérêt, ni importance. Cependant, pour les grandes élections, l'audiovisuel est devenu non seulement le vecteur principal, mais en outre un élément essentiel du jeu.

Quant à la définition du programme, la tâche est rendue singulièrement ardue par la complexité croissante du monde où nous vivons. Le bon sens, naguère suffisant, doit à présent s'appuyer sur une documentation, sur une mise à jour permanente des connaissances, bref sur un savoir qui ne simplifie pas la participation éclairée aux décisions.

Concernant la désignation des candidats aux fonctions électives, on est sorti du grand mouvement qui, de 1961 à 1981, a abouti à un large renouvellement du personnel politique socialiste. Le processus a eu tendance à se figer et, au niveau des sections, a engendré une tendance au malthusianisme, une « fermeture » que chacun déplore tout bas, mais qu'il faut bien dénoncer tout haut, car ils constituent le plus grand obstacle à la progression du parti en nombre, en qualité et en influence.

Dans le même temps, l'existence de grands courants au sein du PS — pour légitimes et sains qu'ils soient — a notoirement dépossédé la base d'une partie de ses pouvoirs quant à la désignation des organismes de direction. De plus, ils correspondent de moins en moins à des clivages politiques importants et sensibles et apparaissent de plus en plus aux militants comme liés essentiellement à des personnalités dont les noms d'ailleurs les désignent. Parler d'un danger d'éclatement serait abusif, souhaiter une mise en ordre idéologique ne l'est pas.

Notre société industrielle est travaillée par toutes les tensions qu'engendrent l'industrialisation, la technocratisation, l'urbanisation et la massification. Au regard de cela elle propose — voire elle impose publicitairement — une profusion de biens de consommation et de services, des loisirs en tous domaines dont peuvent profiter du moins ceux qui ne figurent pas parmi « les exclus ». Dans ce monde dominé par la communication, la distraction à domicile, l'audiovisuel retient désormais la famille chez elle de longues heures par jour au détriment de la convivialité sociale. En outre de la pénurie d'information on est passé à une ère d'hyper-information dramatisée. Il tombe sous le sens qu'on ne peut plus combattre politiquement dans un tel environnement comme il y a cent ans ou même cinquante ans. Et pourtant...

Alors il faut se décider enfin à s'adapter aux nécessités de notre temps et aux mœurs nouvelles. Le maître mot est « ouverture » mais, nous l'avons dit, expériences faites, « vers le dedans ». Pour rassembler davantage il faut ouvrir sans peur le parti à des personnes, à des sensibilités nouvelles pourvu qu'elles se réclament de la gauche. Le temps du sectarisme est révolu. Il faut intéresser une plus large couche de citoyens aux décisions essentielles concernant le programme comme le choix des hommes. Il faut rendre à la base son importance et renforcer sa vitalité. Il faut privilégier les tâches d'éducation et de formation. Il faut étendre encore la sphère d'influence du parti, aux dimensions si possible de celle de l'élection présidentielle. Il faut peut-être changer les modalités de réunion pour les adapter aux façons de vivre de notre époque. Il faut faire en sorte que les socialistes soient présents dans tous les milieux où se joue, tout autant qu'au sommet, une part de notre destin.

Pour atteindre ces objectifs, les mesures suivantes sont à mettre en discussion :

— au niveau des sections

- ouvrir certaines réunions aux sympathisants, notamment lorsqu'il s'agit de débats sur le fond (prospective, programme, évaluations politiques...)

- associer des sympathisants ayant une compétence dans les domaines

économique, civique, technique, artisanal, syndical, associatif, etc... aux actions de formation des cadres et militants, au besoin en créant des structures associatives souples à cette fin.

- prendre le risque de les associer selon des modalités à définir, allant du consultatif au délibératif, au processus de désignation des candidats aux fonctions électives.

- transformer les modalités de réunion pour réduire le formalisme, humaniser les rapports, favoriser les échanges, prendre en charge les formes modernes de la convivialité et rendre attrayante la participation militante.

— désignation des organismes de direction

- au niveau fédéral, associer les sections qui n'ont pas d'élu à la Commission Exécutive, aux groupes de travail et aux commissions spécialisées.

- au niveau national, un schéma semblable pourrait être mis en œuvre concernant de nombreuses réunions du Comité Directeur.

- les deux tiers des membres de ce Comité Directeur continueraient d'être désignés selon le mécanisme des courants, un tiers des sièges l'étant par les fédérations sur une base géographique.

- quant aux courants, la diffusion de textes de réflexion devrait pouvoir intervenir sans liaison nécessaire avec eux. D'autre part des référendums d'initiative militante devraient pouvoir déclencher l'ouverture de débats sur un problème sensible, moyennant un pourcentage minimal de militants, par exemple 20% répartis au moins sur 20 fédérations.

— au niveau du Secrétariat National

Un réaménagement devrait intervenir de manière à en faire vraiment le point de convergence des analyses et prospectives théoriques, le lieu privilégié des synthèses et d'élaboration de projets d'ensemble armant le Parti pour les actions à venir.

A cette fin, il conviendrait de resserrer le dispositif, tout en ouvrant la discussion sur le rythme des Congrès de manière à assurer au Secrétariat la durée minimale nécessaire à l'accomplissement de ses tâches, ce qui devrait aller avec le renforcement du rôle des conventions.

Il s'agit de limiter les effets inévitables des enjeux de pouvoir internes tout en assurant une respiration idéologique plus que jamais nécessaire.

Conclusion

Transformer le Parti pour le mettre en mesure d'assurer ses rôles dans un environnement mouvant, le rendre suffisamment attrayant et accueillant pour que puisse être mise en œuvre pleinement « l'ouverture vers le dedans » ne saurait faire négliger le potentiel de réflexion et d'action qui, de toute façon, demeurera à l'extérieur mais proche du Parti Socialiste, la grande mouvance de ceux qui composent la majorité présidentielle. Certains sont organisés dans des Associations ou des Clubs, d'autres appartiennent à des formations politiques qui se reconnaissent dans l'action du Président François MITTERRAND, d'autres ne participent à l'action politique qu'à l'occasion de grands événements, notamment les élections, d'autres enfin sont des sympathisants et électeurs qui forment le gros du camp du Progrès.

Il va sans dire que le Parti ne peut se désintéresser d'aucune forme de participation civique et politique en entretenant des relations libres avec toutes et en étant ouvert à de nombreuses entreprises. Mais il doit aussi, dans le cadre de « l'ouverture vers le dehors », pouvoir prendre des initiatives et créer des structures permettant de mettre en liaison en une synergie les militants et les individus ou groupes se réclamant de la Majorité Présidentielle.

Ainsi, ayant affermi son rôle, assuré et réformé ses structures, renforcé le nombre de ses adhérents, accru la qualité de ses débats et délibérations, resserré ses liens avec les sympathisants déclarés, le Parti Socialiste pourra rassembler autour de lui tous ceux qui constituent la majorité cohérente et permanente dont le Mouvement, le Progrès, la Démocratie et le Socialisme ont besoin.



SOCIALISME

Pour réussir le septennat Faire vivre une société de partage Rénover le Parti Socialiste

Contribution présentée par :

Claude ALLEGRE (34) - Jean-Marie CAMBACERES (30) - Jean-Christophe CAMBADELIS (75) - Gérard COLLOMB (69) - Michel DELEBARRE (59) - André DELELIS (62) - Geneviève DOMENACH-CHICH (94) - Claire DUFOUR (75) - Henri EMMANUELLI (40) - Henri FISZBIN (75) - Raymond FORNI (90) - Anne-Catherine FRANCK (75) - Françoise GASPARD (28) - Edmond HERVE (35) - François HOLLANDE (19) - Lionel JOSPIN (31) - Jean-Yves LE DRIAN (56) - Gérard LE GALL (75) - Jean LE GARREC (59) - Henri NALLET (89) - Nicole PERY (64) - Michel PEZET (13) - Jean-Jack QUEYRANNE (69) - Bernard ROMAN (59) - Dominique STRAUSS-KAHN (95) - Daniel VAILLANT (75).

Guy ALLOUCHE (59) - Bernard ANGELS (95) - Robert ANSELIN (59) - Marcel ASSOUN (75) - Laurent AZOULAI (33) - Jacques BADET (02) - Claude BARANDE (33) - René BARRAS (04) - Marie BASSET (12) - Christian BATAILLE (59) - Guy BEAUJARD (39) - Marcel BEGOT (70) - Jean-Pierre BEL (09) - Jean-Jacques BELLAFIORE (27) - Bernard BELLEC (79) - André BELLON (04) - Yves BERARD (12) - Claude BERNARDI (93) - Jean BESSON (26) - Jacques BIALSKI (59) - Hubert BICEP (971) - Yannick BODIN (77) - Jean-Claude BOIS (62) - Jean-Pierre BONET (FDE) - René BONNAC (33) - Gilbert BONNEMAISON (93) - Jean-Michel BOUCHERON (16) - Yolande BOUROT (86) - Kassem BOUSSOUAR (05) - Michel BURILLE (23) - Martine BURON (44) - Denise CACHEUX (59) - Jacques CALMON (19) - Jean-Claude CARABEUFS (14) - Jean CARASSOU (31) - Jacques CARAT (94) - Joël CARREIRAS (92) - Jean-Louis CARRERE (40) - Bernard CARTON (59) - Robert CASTAING (32) - Gilbert CHABROUX (69) - Christophe CHAILLOU (45) - Jean-Michel CHARPIN (92) - Alain CHENARD (44) - William CHERVY (23) - André CLERT (79) - André CORMON (18) - Claude CORNAC (31) - Rubens CREMIEUX (84) - Paul CUTURELLO (06) - Alain DANET (78) - Madeleine DARBEL (92) - Philippe DARRIULAT (77) - Suzanne DAUGAN (51) - Yves DAUGE (37) - Jean-Christophe DEFLASSIEUX (75) - Bertrand DELANOE (75) - André DELATTRE (59) - Jean-Pierre DEMERLIAT (87) - Albert DENVERS (59) - Marie Jo DENYS (17) - Bernard DEROSIER (59) - Gérard DERUY (12) - Yvon DESCHAMPS (69) - Jean-Claude DESSEIN (80) - Jean-Pierre DESTRADE (64) - Pierre DESVALOIS (87) - Maurice DOGUE (972) - Marc DOLEZ (59) - Guy DOUSSET (41) - Alain DREZE (77) - Claude DUCERT (31) - Jean-Claude DUCHALARD (35) - Pierre DUCOUT (33) - Françoise DURAND (75) - Jacques DURAND (81) - Jeanine ECOCHARD (13) - Jacques ENCRENAZ (74) - Pierre ESTEVE (66) - Roger FAJNZYLBURG (92) - Philippe FARINE (75) - Nicole FEIDT (54) - Jacques FERSTENBERT (91) - Jacques FLEURY (80) - Jean-Claude FONTALIRAND (51) - Alain FORT (26) - Jean FRADIN (03) - Pierre FRAKOWIAK (62) - Jean-Pierre FREANI (67) - Georges FRECHE (34) - Bernard FRIMAT (59) - Claude FRITSCH (67) - Jean-Claude FRUTEAU (974) - Roland GABORIT (32) - Georges GAROT (53) - Marcel GARROUSTE (47) - Jacques GASPERIN (48) - Gerard GAUD (26) - Alain GEISMAR (75) - Eva GENDRAULT (49) - Jean Bernard GEOFFROY (62) - Jean-Patrick GILLE (37) - Francis GIOLITTI (06) - Claude GIRAULT (56) - Jean GLAVANY (65) - Guy GOUREAUX (44) - Hubert GOUZE (82) - Gabriel GRANDJACQUES (74) - Léo GREZARD (89) - Roland GRIMALDI (59) - Christine GRISONI-GIROUD (01) - Jean-Michel GROSZ (75) - Gilbert GUERINEAU (86) - Didier GUILLAUME (26) - Roland GUILLON (78) - Birgitta HESSEL (28) - Jean-Paul HOUVION (88) - Jacques HUNTZINGER (75) - Claude IBANEZ (25) - Pierre IZARD (31) - Gilles JOHANET (45) - Jean-Louis JOSEPH (84) - Gilles JOSSIER (63) - Alain JOURNET (30) - Aïssa KHELIFA (94) - Tony KOCH (68) - Georges LABAZEE (64) - Philippe LABEYRIE (40) - Serge LAGAUCHE (94) - Yves LAGIER (25) - Jean-François LAMARQUE (31) - Jérôme LAMBERT (16) - Jean-Pierre LAMBERTIN (84) - Pascal LAMY (27) - André LANG (25) - Roger LASSALLE (89) - Marie-Lise LASSOUJADE (47) - Robert LAUCOURNET (87) - André LAURENT (91) - Yves LAURENT (44) - Robert LE FOLL (77) - Jean-Marie LE GUEN (75) - Claudy LEBRETON (22) - Yannick LEMASSON (34) - Bruno LEROUX (93) - Jean-Yves LETESSIER (50) - Raymonde LETEXIER (95) - Gérard MAESTRACCI (83) - Jacques MAGOT (81) - André MAGRE (64) - Pierre MAILLE (29) - François MAÏTIA (64) - René MANGIN (54) - Barthélémy MARIANI (83) - Suzanne MARTIN (13) - Guy MARTY (78) - Roger MAS (08) - Jean-Pierre MASSERET (57) - Michèle MATRINGE (06) - Jacques MAZEAU (58) - Mohamed MEHTOUL (75) - Monique MERCIER (58) - Richard MOATTI (13) - Marcel MOCOEUR (87) - Michel MOREIGNE (23) - Marie-Laure MORIN (31) - Pierre MOSCOVICI (75) - Jean MOTRONI (20B) - Patrick MOTTARD (06) - Claude MOUCHARD (82) - Robert NAUDI (09) - Michel NEUGNOT (21) - Nicolas PALUSSIÈRE (72) - François PANEN (79) - George PAU-LANGEVIN (75) - Jean-Pierre PENICAUT (40) - Louis PERREIN (95) - Rodolphe PESCE (26) - Jean-Claude PEYRONNET (87) - Paul PICARD (78) - Bernard PIGAMO (13) - Claude PIGEMENT (75) - Robert PONTILLON (92) - Henri PRADEAUX (92) - René PRADEN (30) - Philippe PUAUD (85) - Albert RAMASSAMY (974) - Pierre RAYNAUD (66) - Michel REDON (47) - Lise ROCHOWIAK-MOREAU (80) - Gilbert ROGER (93) - Jacques ROGER-MACHART (31) - Jean-Michel ROSENFELD (94) - Frédéric ROSMINI (13) - Gérard ROUJAS (31) - René ROUQUET (94) - Ségoïène ROYAL (79) - Charlotte RUSTAN (63) - Gisèle SAINT-LAURENT (24) - Michel SAÏNTE-MARIE (33) - Georges SALI (93) - Pierre SCHAPIRA (75) - Franck SERUSCLAT (69) - Patrick SEVE (94) - Henri SICRE (66) - Luc SOUBRE (31) - Francis TERQUEM (75) - Michel THAUVIN (92) - Guy VADEPIED (60) - Raymond VAILLANT (59) - Jean-François VALIN (91) - Michel VASTROUX (62) - Jean VEBER (59) - Bruno VENNIN (42) - Yves VIDAL (13) - Michel VILLAND (13) - Herve VOUILLOT (21) - Jacques WEGNER (38) - Gérard WELZER (88) - Claude WILQUIN (62) - Michel YOYO (972).



SOCIALISME

Pour réussir le septennat Faire vivre une société de partage Rénover le Parti Socialiste

Les signataires de ce texte souhaitent nourrir de leurs idées le débat voulu par tous. Ils veulent aussi renforcer et rassembler le courant majoritaire qui, au sein du Parti socialiste, s'est reconnu depuis 18 ans dans l'action de François MITTERRAND.

Il nous faut traiter à fond et sans tabou les grandes questions qui doivent être au cœur de la discussion qui s'ouvre, afin de contribuer à faire du Congrès de RENNES un congrès d'idées, de rénovation et de progrès dans l'unité.

Le congrès de Rennes se situe dans une période favorable pour envisager l'avenir du socialisme français

François MITTERRAND a été réélu Président de la République, après une expérience de cohabitation politique au cours de laquelle la Droite a montré la nocivité de son projet et son inadaptation aux besoins de la société française. Une majorité de Gauche existe à l'Assemblée Nationale, où le groupe socialiste dispose à lui seul d'une majorité relative. Le Parti Socialiste jouit d'une bonne image dans l'opinion et de la meilleure implantation électorale locale de son histoire. Le gouvernement développe son action dans la stabilité : nous abordons maintenant une période de trois ans sans échéance électorale nationale. L'idée même d'expérience socialiste a disparu des esprits et l'évolution de la situation économique, toujours incertaine, est actuellement bonne. Les aspirations de la société au changement se multiplient et se précisent même si les insatisfactions, y compris à notre endroit, restent nombreuses. Les dernières élections, où la Gauche fut minoritaire, l'ont clairement marqué. Nous devons y répondre, pour inverser le rapport de force électoral qui n'est pas actuellement en notre faveur et gagner les prochaines législatives.

Ce congrès ne saurait être celui des arrière-pensées

Nous soutenons le gouvernement, auquel certains d'entre nous participent ; mais nous voulons aussi l'aider à perfectionner son action. Nous sommes solidaires de la direction du Parti, à laquelle toutes les sensibilités ont été associées ; mais nous sommes désireux d'en améliorer le fonctionnement. Nous croyons que le Parti Socialiste doit évoluer, s'ouvrir, adapter son action aux mutations de la société, faire mieux encore vivre le débat en son sein et avec ceux qui l'entourent ; mais cette modernisation indispensable doit respecter l'authenticité du Parti et non chercher à en modifier la nature.

Notre congrès doit être un congrès « pour »

Nous ne devons pas faire un congrès « contre » : contre le gouvernement, contre la direction, contre le parti, c'est-à-dire contre nous-mêmes. **Notre congrès doit être un congrès « pour »** : pour la réussite du second septennat de François MITTERRAND, pour un gouvernement actif, pour un parti vivant et autonome, pour une France et une Europe où les hommes et les femmes puissent vivre libres, égaux et fraternels.

Nous mènerons un débat approfondi, vivant et loyal, pour répondre à quelques grandes questions que nous nous posons.

Certaines touchent au Parti et à sa stratégie. Nous ne voulons pas d'un Parti qui dériverait vers le centre, cependant que certains bâtiraient en son sein mais en restant minoritaires des « courants de Gauche ». Ce pourquoi nous agissons, c'est pour que le Parti dans son axe central reste orienté à Gauche.

D'autres concernent la société et notre rôle dans son évolution. Nous voulons garder la culture de gouvernement, le réalisme, la capacité gestionnaire, qui ont fait de la présence socialiste au pouvoir non plus une expérience mais une évidence de la démocratie. Mais nous ne sommes pas seulement des gestionnaires, un parti d'en haut et qui gouverne. Nous voulons la transformation de la société. Nous sommes un parti d'action, immergé dans la société, qui veut faire vivre ses idées en servant les aspirations et les intérêts du peuple, reconnu par lui et agissant pour l'égalité.



Pas de nouveau courant

C'est la capacité des socialistes à débattre tout en préservant leur unité qui a été décisive depuis Epinay. Nous demeurons fidèles à cet héritage. **C'est pourquoi nous ne voulons pas créer un nouveau courant mais marquer notre volonté commune de continuer à construire le parti autour d'un axe majoritaire, qui ne peut être que le courant AB.** Mais cet axe majoritaire, garant de la solidité du couple Président-Parti, essentielle depuis l'élection de François MITTERRAND à la Présidence de la République en 1981 dans les succès des socialistes, **doit être lui-même un axe de rassemblement.** Notre congrès sera un congrès d'idées, où les questions à débattre et à résoudre ne manquent pas ; nos idées ont vocation à constituer le ciment de l'unité des socialistes. Le Parti Socialiste participe aujourd'hui, derrière le Président de la République, en soutien au gouvernement, aux responsabilités du pouvoir ; avec son Premier Secrétaire, il doit, pour rester fidèle à ses valeurs, les adapter et se rénover, afin de préparer le socialisme de l'an 2000.

Le monde et la société française changent vite

Des mutations aux conséquences immenses se produisent à l'Est, le Tiers Monde se fragmente sans sortir du sous-développement, l'Europe se construit, non sans poser de nombreuses interrogations. Le modèle communiste se décompose, dans les pays mêmes qui en avaient fait leur référence et leur idéal. Mais le capitalisme n'est pas l'avenir ; il engendre des déséquilibres économiques et financiers dangereux (comme l'a rappelé le krach boursier de 1987), des injustices sociales de plus en plus mal supportées, une incapacité à gérer le devenir collectif de la planète. Dans ce contexte, le socialisme démocratique apparaît, plus que jamais, comme la référence à l'Est, à l'Ouest et dans le Tiers Monde.

La transformation de la société reste notre objectif

La France, avec François MITTERRAND, construit son propre modèle de société : fondé sur un socialisme de rassemblement, de responsabilité, mais qui doit être aussi un socialisme d'idées et d'espoir. Les socialistes ont fait la preuve de leur capacité à exercer le pouvoir et à faire avancer les idées de coopération sur le plan international. Mais, si nous avons conscience que les contraintes économiques ne permettent pas de tout faire, tout de suite, nous savons aussi que notre société reste encore très inégalitaire, et nous sentons qu'une réponse doit être apportée à ceux qui, dans le secteur privé comme dans le secteur public, expriment des insatisfactions sur leurs conditions de vie, et notamment sur leurs rémunérations. Nous avons ouvert de nouveaux espaces de liberté et fait progresser la démocratie, y compris dans le sens de la réduction des inégalités sociales, nous avons rapproché notre économie du niveau qui doit être celui de l'Europe dans la compétition internationale ; mais nous ne pouvons tolérer la persistance des injustices et au premier chef du chômage. **La transformation de la société reste notre objectif.**

L'identité des socialistes réside d'abord dans la permanence de leurs valeurs

En ces temps où certains s'interrogent sur notre identité, sur notre action, **nous voulons rappeler que l'identité des socialistes réside d'abord dans la permanence de leurs valeurs :** paix ; lutte contre l'exploitation et les injustices à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, limitations apportées aux excès des intérêts privés, par l'économie mixte, l'action publique ; développement des libertés et droits collectifs, aux côtés des droits individuels ; égalité entre les hommes et les femmes ; laïcité de l'école et de l'Etat, contre les fanatismes et les intolérances... Ces valeurs sont plus que jamais des valeurs de notre temps. Elles doivent contribuer à la réalisation de nouveaux équilibres, en luttant contre toutes les exclusions, en intégrant les immigrés, en faisant vivre une civilisation de la ville, en aménageant l'espace, en respectant l'environnement.

Il nous faut poursuivre **la recherche d'un nouvel équilibre**, dans l'exercice du pouvoir, dans la gestion de l'économie, dans la vie en société, dans la construction européenne, dans l'approche des relations internationales. Ceci suppose de privilégier trois champs d'intervention : **le partage, le socialisme démocratique et la paix, les relations entre l'homme et la nature.** Il nous faut pour cela adapter la **stratégie historique** de notre parti et l'**instrument politique** qu'il représente.



FAIRE DU PARTAGE NOTRE LOI

Les socialistes assument depuis 1981, à l'exception de la parenthèse conservatrice de 1986/1988, la responsabilité de la politique économique et sociale de la France. Les résultats de cette gestion sont incontestables. L'inflation a été vaincue, notre appareil productif modernisé, le grand marché européen lancé ; les finances publiques sont assainies, la croissance reprend, le chômage commence enfin à reculer. Là où le libéralisme creuse les injustices et aggrave les déséquilibres nés du jeu du marché, la politique économique impulsée par les socialistes s'efforce de moderniser l'économie en y ajoutant la dimension sociale. La Droite avait, elle, privatisé, aboli l'impôt sur la fortune, supprimé l'autorisation administrative de licenciement, tenté d'introduire la sélection à l'université. Les Français ne s'y sont pas trompés, qui ont sanctionné la Droite et confirmé le choix fait par François MITTERRAND en faveur de l'économie mixte et du progrès social.

L'exigence du partage

L'économie française est très dépendante des importations et n'a pas encore assez de spécialités fortes. Aussi n'est-elle pas à l'abri de déficits aux conséquences redoutables, le déséquilibre des finances publiques risquant d'entraîner celui des échanges extérieurs. Mais, si la rigueur est une méthode, elle ne saurait constituer une fin en soi.

Nous connaissons les contraintes qui pèsent fortement sur la conduite de la politique économique et sociale. Mais s'il est vrai que celle-ci est au cœur de toute politique gouvernementale et constitue la **première marque de son identité**, il est nécessaire d'être à l'écoute de la société, d'explorer les marges de manœuvre dont nous disposons aujourd'hui en matière économique et **d'ouvrir des perspectives**.

En effet, **beaucoup de Français s'impatientent, non sans raison**. Ils ont consenti des efforts importants lorsque la situation l'exigeait. Alors que le taux de croissance atteint, en 1989 comme en 1988, 3,5%, se fait jour l'aspiration à une plus juste répartition des richesses et à une plus importante participation aux décisions économiques. Le Parti Socialiste ne peut rester sourd à ces aspirations et ignorer les conflits sociaux, durcis par le spectacle de l'argent roi et souvent liés à l'insatisfaction des salariés du secteur public. Si nous voulons redonner à la société française plus de justice sociale, faire face aux situations d'exclusion et de précarité, assurer l'avenir de nos systèmes de santé et de protection sociale, réduire les inégalités de revenus, il faut, tout en faisant un effort pour améliorer le potentiel de la croissance française et européenne, accepter d'en partager les fruits.

Aller vers une économie de partage, vers une société solidaire, tel est l'objectif affirmé dans la « Lettre à tous les Français » et que nous avons fait nôtre.

Partager pour l'emploi

Nous devons d'abord partager pour réduire le chômage et développer la création d'emplois. Loin de nuire à l'efficacité économique, le partage en constitue aujourd'hui la condition.

Nous devons partager sans diminuer le dynamisme économique mais au contraire utiliser la réduction des inégalités et des tensions sociales comme facteur de renforcement de l'efficacité économique et de la croissance. La réduction du chômage, aidée par la croissance, ne saurait en être le résultat spontané. Ne faut-il pas pour améliorer durablement et profondément la situation de l'emploi, envisager une **nouvelle étape**, significative, dans la **réduction et la réorganisation du temps de travail** ? **Nous croyons que si.**

Partager les revenus et les patrimoines

La réduction de l'éventail des revenus constitue en effet un objectif majeur de toute politique économique socialiste. Or force est de constater que malgré les efforts accomplis entre 1981 et 1986 et les mesures prises depuis mai 1988, les inégalités se sont creusées en ce domaine, avec notamment l'écart croissant entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux. Il est d'autant plus fondamental de relever ce défi que l'économie française ne souffre plus aujourd'hui d'un excès des coûts salariaux, qui serait préjudiciable à notre compétitivité, mais pâtit au contraire d'un coût du capital plus élevé que celui de ses principaux partenaires et concurrents. Dès lors, **il est prioritaire de redonner aux salaires une évolution plus dynamique que celle des revenus non salariaux**, surtout lorsque ces derniers ne sont pas orientés vers l'investissement productif. Ceci, bien entendu, en veillant à ce que le niveau des salaires réels ne soit pas menacé dans le même temps par la hausse de certaines charges comme le coût des loyers, qui doivent être maîtrisés, ou le surendettement.

Ainsi devrait-on chercher en plus de l'augmentation immédiate des gains salariaux, qui devra être contenue dans la limite des gains de productivité, à **faire une place plus large à l'extension du salaire différé, par le recours aux fonds salariaux**. Ces surplus collectifs seraient ainsi épargnés au sein de l'entreprise ou de la branche, et pourraient être gérés par les organisations de salariés. Une telle orientation ne peut qu'encourager une croissance équilibrée ; la consolidation de l'investissement ne peut provenir que de celle de la demande et l'accès des entreprises au financement sera facilité par le renforcement de l'épargne, qui découle davantage de la progression du revenu des agents que de la rémunération propre qui lui est servie.

Nous avons dans le même temps une chance à saisir pour conduire **une grande réforme de notre fiscalité** dans toutes ses dimensions et ne plus subir les pressions exercées par nos partenaires européens au nom des seules forces du marché et d'une vision conservatrice de la société. Il nous faut désormais **affirmer une stratégie d'ensemble pour accroître l'efficacité économique et améliorer la redistribution des revenus**.

Certes, l'échéance du grand marché intérieur européen de 1992 et la nécessité de ne pas augmenter les prélèvements obligatoires contraignent durement nos finances publiques.

Mais, si nous ne devons pas alourdir la charge de ces prélèvements, **nous ne saurions consentir à une paupérisation de l'Etat et des autres collectivités publiques** qui interdirait toute action redistributive et constituerait un frein à la stimulation de la croissance. Il faudra sans doute, dans les années qui viennent, consentir à de nouveaux allègements de la fiscalité et de la parafiscalité ; ces baisses devront pouvoir être compensées par des relèvements, justifiés par leur utilité économique et leur apport à la justice sociale.

La structure des prélèvements locaux et sociaux, archaïque, injuste et inadaptée, n'est plus acceptable. Ces prélèvements, en effet, frappent plus les salaires, et renchérissent artificiellement le coût du travail par rapport au coût du capital. Or, ce sont eux qui ont connu, au cours des dernières années, la plus forte progression. Pour concilier à la fois une meilleure efficacité économique et une plus grande équité, l'introduction d'un prélèvement social et d'une imposition locale sur le revenu total doit être étudiée. Cette mesure permettrait de soulager les salariés modestes, de ne plus désavantager l'embauche et l'investissement et de remédier, de façon durable, aux problèmes du financement de la protection sociale et des dépenses locales. Cet effort d'adaptation ira ainsi dans le sens d'une harmonisation avec les autres pays européens, et dans celui d'une meilleure répartition de la charge globale demandée aux contribuables, c'est à dire de la justice sociale.



L'adaptation de la fiscalité de l'Etat s'impose également. L'harmonisation fiscale, dans l'optique de la réalisation du marché européen, doit être poursuivie mais sans sacrifier à une logique qui encourage la spéculation. **Il est sans doute aussi nécessaire de repenser l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dans sa conception comme dans son mode de perception.**

Il n'est plus, par ailleurs, concevable de différer l'examen d'une **nouvelle fiscalité du patrimoine** — d'ailleurs promis lors de la mise en place de l'impôt de solidarité sur la fortune. Cette réforme passe notamment par **la refonte de l'imposition des successions.**

Au-delà, il est nécessaire d'ouvrir un large débat, dans le pays, sur **les responsabilités des salariés dans l'entreprise.** En effet, dans les pays où les salariés sont mieux associés à la gestion et à la direction des entreprises, le partage des revenus s'effectue de façon plus équitable. Ceci, alors même que la modernisation s'y est produite, non seulement sans régression sociale et sans dégradation aussi forte que dans notre pays de la situation de l'emploi et du commerce extérieur, mais bien accompagnée d'une amélioration de la législation sociale. Par la loi ou par l'incitation à la négociation collective, les socialistes doivent s'attacher à un renforcement du contrat de travail dans l'entreprise, à la relance en son sein de politiques de formation, par exemple couplées à des politiques d'aménagement du temps de travail, à la mise en place systématique de moyens d'information, de concertation et d'expression. **Le dialogue social doit pouvoir porter sur tous les aspects de la vie de l'entreprise,** à commencer par les mutations technologiques auxquelles elle devra faire face. Ainsi pourra être inventée une véritable **démocratie dans l'entreprise,** conduisant à une redéfinition des hiérarchies en son sein, qui doivent être davantage liées à la compétence ou à la capacité à souder les équipes qu'à l'autorité.

Réhabiliter l'action publique

Fort d'une fiscalité plus juste, plus décentralisée et qui ne décourage pas l'entreprise d'investir, d'innover et d'embaucher, **l'Etat ne doit pas renoncer à être actif.** Le service public doit être modernisé et accroître son efficacité, notamment par une clarification des compétences, une évaluation renforcée et démocratique, une plus grande transparence, pour une **intervention publique en faveur de l'égalité des chances.**

La dépense publique trouve ainsi son sens : une politique macro-économique rigoureuse peut et doit être couplée avec des efforts de développement local et avec une politique industrielle ambitieuse et sélective, dont le secteur nationalisé reste l'instrument. **Le renforcement de notre appareil productif, dont l'économie mixte constitue un facteur essentiel,** contribuera ainsi à pérenniser et à renforcer la croissance et la compétitivité économiques, sans lesquelles aucune politique de redistribution et de transformation sociale ne pourra s'inscrire dans la durée. **Des moyens doivent être donnés,** au-delà des priorités reconnues à l'éducation et à la recherche, à l'aménagement du territoire, à la politique de la ville.

Il faut, de plus, examiner les meilleures conditions d'un développement de l'entreprise et de l'investissement. La baisse de l'impôt sur les sociétés était nécessaire, dans une conjoncture économique difficile, afin de permettre le rétablissement de la situation financière des entreprises. Mais elle n'est plus aujourd'hui la meilleure incitation à l'investissement. Celui-ci est d'abord encouragé par la reprise de la croissance — elle-même stimulée par un effort de redistribution des revenus. Il doit ensuite être épaulé par des aides spécifiques (modifications des règles d'amortissement, crédits d'impôt recherche) et ciblées sur les moyennes entreprises industrielles, qui doivent constituer le moteur d'une reprise de l'activité et de l'emploi.

Ce n'est pas du seul jeu du marché que nous pouvons attendre la résorption des déséquilibres économiques et sociaux actuels; les socialistes ne renoncent pas à l'affirmation de **la primauté de l'action collective au service des individus,** seule susceptible de réduire les

inégalités. Comment ne pas voir que celle-ci passe d'abord par une régulation publique? L'effort consenti en faveur des ZEP, l'investissement dans la recherche et l'enseignement supérieur, l'aide aux sites industriels en difficulté, la rénovation des quartiers en sont autant d'exemples... Ne faut-il pas, pour une meilleure programmation de l'action publique, relancer la planification?

Partager le pouvoir

La société de partage est la condition de l'approfondissement de la démocratie en France. Elle ne se limite pas au champ de l'économie. **Il n'y a pas de démocratie sans partage du pouvoir.**

Ceci passe par **le renforcement des droits du citoyen** face à l'Etat et par **un meilleur équilibre du pouvoir** au sein de l'Etat. Nous devons permettre, comme l'a proposé le Président de la République, le droit de saisine du Conseil Constitutionnel par les citoyens. Nous ne pouvons, par ailleurs, accepter que le Parlement reste le parent pauvre de notre système institutionnel; son rôle dans l'élaboration et le vote des lois doit être effectivement accru.

On ne peut envisager une société réellement démocratique sans que **tous les droits des femmes y soient reconnus;** la conquête pleine et entière de l'égalité est l'un des défis fondamentaux du monde moderne. Notre parti doit rester vigilant dans l'application et la défense des droits récemment acquis (IVG, formation, égalité professionnelle...). Il est en outre de sa vocation d'être à la pointe de toutes les initiatives pour permettre l'accès des femmes au partage réel des responsabilités.

Parallèlement à la relance de la planification et de l'aménagement du territoire, **devra être engagé l'approfondissement de la décentralisation, pour lui donner un deuxième souffle.**

L'ensemble du chantier concernant les régions, les départements, les communes devra être réouvert dans toutes ses dimensions; compétences, moyens, fiscalité locale, coopération intercommunale, fonction publique territoriale, statut de l'élu et système électoral.

Pour prolonger notre tradition historique nationale, qui fait de la France une terre d'accueil, **nous devons promouvoir le droit de vote des immigrés aux élections locales,** afin qu'ils soient mieux associés à la vie de la cité. Notre action anti-raciste, notre lutte pour les droits de l'homme et contre les thèses xénophobes de l'Extrême droite et d'une partie de la Droite ne peuvent avoir d'autre conclusion.

Ainsi, par une plus grande cohérence et par l'amélioration des règles démocratiques du fonctionnement des collectivités locales sera parachevée la réforme historique que représente la décentralisation.

L'éloignement des DOM-TOM, la faible exploitation de leurs ressources naturelles, leur environnement international constituent autant de spécificités qui imposent des institutions et une politique économique et sociale adaptées.

Tous ensemble, élus, décideurs et citoyens d'outre-mer savent que leur volonté sera à l'origine **du développement économique des DOM-TOM.** Toutefois, ils attendent **la véritable égalité sociale** avec les autres Français et un effort public en faveur du rattrapage économique qui leur permette de s'insérer sans dommage dans le marché européen.

Les Français à l'étranger, dans leur diversité, attendent le renforcement de leurs droits sociaux et culturels de citoyens français, pour une expatriation puis une réinsertion vraiment positives. Il nous faut être à l'écoute de leurs problèmes mais aussi utiliser leur connaissance concrète de l'Europe et du Monde.

Partager le savoir

Le partage du savoir est sans aucun doute la condition première d'une véritable égalité des chances. Notre objectif fondamental est



que le système éducatif offre à tous un enseignement de qualité adapté à notre temps ; l'école ne peut abolir seule les inégalités, mais elle a le devoir de tout mettre en œuvre pour donner à chacun des chances égales face au savoir.

C'est pour répondre à cette ambition que pour la première fois dans l'histoire de la République **une loi fixant des objectifs et des orientations à l'ensemble du système éducatif** de la maternelle à l'université a été votée. Ainsi, d'ici dix ans, tout élève doit pouvoir sortir du système éducatif avec une qualification reconnue au moins équivalente au CAP et 80 % d'une classe d'âge doit atteindre le niveau du baccalauréat ; tout au long de sa vie scolaire, l'élève, placé au centre du processus éducatif, doit pouvoir progresser à son rythme et affirmer ses choix en matière d'orientation. Dans ce cadre, nous devons veiller à faire de l'éducation physique et sportive une dimension essentielle des enseignements, et de la pratique du sport une partie intégrante de la culture et de l'épanouissement du plus grand nombre.

La voie vers **le renouvellement des contenus et des programmes**, et vers **l'aménagement des rythmes scolaires** est ouverte. Confrontés à l'évolution des connaissances, à des tâches et à des publics nouveaux, les enseignants bénéficient d'une **première revalorisation** de leur fonction et seront à partir de 1990 mieux formés au sein d'instituts universitaires de formation des maîtres. Le développement des programmes d'échanges européens, facteur essentiel de l'émergence d'une citoyenneté européenne, se poursuit.

Les perspectives de notre enseignement sont désormais tracées pour la prochaine décennie. Mais il importe pour faire vivre le cadre qu'est la loi et confirmer la priorité accordée par le Président de la République à l'éducation et à la formation, d'inscrire dans la durée une politique globale et cohérente, **et de donner, année après année, à l'Education nationale les moyens du développement et de la rénovation.** Ainsi, nos enseignements supérieurs pourront-ils répondre aux défis quantitatifs, (accueil des jeunes bacheliers, besoin considérable en enseignants) et qualitatifs (adaptation permanente à l'évolution de plus en plus rapide du savoir) auxquels ils sont confrontés, en renforçant sans cesse, par la politique contractuelle, l'autonomie des universités et en accentuant l'effort indispensable pour les constructions universitaires, l'aménagement des campus, le système d'aide sociale aux étudiants. C'est seulement ainsi que nos écoles, collèges et lycées pourront faire face à l'explosion scolaire et offrir au plus grand nombre des parcours de la réussite.

Former davantage et mieux, offrir à tous une autre chance, élever le niveau de culture de la nation, rénover le contenu de nos enseignements : ces objectifs, qui sont au cœur de la démarche des socialistes, sont plus que jamais de notre responsabilité.

Dans la société contemporaine, **les moyens de transmission de l'information et de la culture** jouent un rôle prédominant. Nous ne pouvons accepter une culture confisquée par quelques-uns, ni le développement sans contrôle d'un secteur audiovisuel dominé par les lois du marché et de la publicité, et dont le niveau ne cesse de baisser. C'est là l'enjeu d'un secteur public rénové.

Une Europe active

Cette exigence de partage vaut aussi à l'échelle européenne. L'Europe est notre avenir. Elle est tout à la fois porteuse d'espoirs et d'inquiétude. La marche vers l'union économique et monétaire ne doit pas relever de la seule logique libérale. Elle implique que les forces du marché soient équilibrées par des **institutions puissantes et démocratiquement contrôlées** et par une forte action communautaire. Qui ne voit que cette avancée ne peut se faire sans **l'élaboration d'un espace social** qui fasse progresser les droits des travailleurs et sans le respect des identités régionales ? Et il est clair que la pérennité de la croissance et la réduction des inégalités, économiques et géographiques, ne peuvent provenir que du **développement de politiques structurelles** articulées entre elles — dans le domaine de la formation, de la recherche, de l'énergie, des transports, des télécommunications — au niveau européen — **ainsi que de l'association plus étroite de partenaires tels que les forces syndicales.**

Comment ne pas voir que, dans le mouvement de dérégulation mondiale, la construction européenne nous offre des opportunités de contre-offensives qui seraient de peu d'effet si elles étaient menées au seul niveau national ? Les marchés publics, le contrôle des concentrations d'entreprises, la déontologie des marchés financiers, la préservation de l'environnement, celle du monde rural en sont autant d'exemples.

Les socialistes doivent être les militants de l'égalité des chances. Egalité des chances pour ceux de métropole ou d'outre-mer, qui vivent en milieu urbain ou rural, qui viennent du Nord ou du Sud, qu'ils soient favorisés ou pas, qu'ils soient immigrés ou non. C'est là l'enjeu de la réalisation d'une économie et d'une société de partage.

AGIR POUR LA PAIX ET LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

La France joue, notamment grâce à l'action du Président de la République, un rôle particulier dans la construction de l'Europe et dans les relations internationales. Le Parti Socialiste face à l'évolution de la situation mondiale doit renforcer son action en faveur de la paix et du socialisme démocratique.

L'évolution de la situation mondiale

De formidables bouleversements se produisent notamment à l'est de l'Europe et en Asie, qui constituent pour nous un profond changement de perspectives. **La crise du communisme totalitaire est patente et, pour la première fois, avouée** en URSS, en Pologne et même en Chine. Certes, les situations sont différentes. En Chine, face à un mouvement puissant et spontané, l'aspiration de la jeunesse et du peuple à la démocratie a été réprimée. En Union Soviétique, c'est par un mouvement d'en haut, conduit par GORBATCHEV, que se cherche la souplesse économique et que revit le débat politique. En Pologne, c'est un processus politique beaucoup plus riche et complexe, nourri

par l'action de Solidarité qui conduit aujourd'hui à la mise en place d'un pluralisme politique, encore contrôlé.

La brutalité de la répression en Chine, les contradictions que révèle la démarche de GORBATCHEV, l'incertitude de la situation en Pologne et son drame économique illustrent assez la fragilité de ces évolutions, qui ne peuvent être considérées comme irréversibles. **Mais elles sont porteuses dès aujourd'hui d'importantes leçons historiques.**

L'actualité du socialisme démocratique

Ces leçons montrent tout d'abord la **primauté de la question démocratique**, en cette année du bicentenaire de la Révolution Française, et par là même la nature universelle du message des droits de l'homme. Ceux qui, en 1917 avaient cru pouvoir faire l'économie de la « démocratie formelle » pour aller directement vers le « socialisme réel » doivent aujourd'hui aborder « 1789 » après « 1917 » et se poser la question du pluralisme politique et de la légitimité démocratique.



Elles montrent ensuite que BLUM a eu raison en 1920 : il n'y a pas de socialisme sans démocratie. **La seule réponse historique** à l'évolution des sociétés modernes, ce n'est pas, à l'Est, le retour au capitalisme et à l'Ouest son accentuation, **c'est le socialisme démocratique.**

Les conditions du développement démocratique

Nous devons être capables d'intégrer ce double enseignement dans notre message et dans notre pratique. Il nous faut contribuer à créer les conditions du développement de la démocratie, partout dans le monde. Il est de la responsabilité de la France de contribuer à la résorption des inégalités entre le Nord et le Sud, en tenant compte des disparités de plus en plus grandes au sein même du tiers monde. Elle le fait d'abord en luttant, à l'initiative du Président de la République, **en faveur de la réduction de l'endettement des pays** en développement, notamment des pays les moins avancés.

Ces évolutions ouvrent aussi de **nouvelles perspectives à l'Europe.** Au-delà de la construction de l'Europe à 12 se profilent en effet d'autres défis à l'échelle du continent. Comment prendre en compte le désir de rapprochement des populations allemandes ? Comment répondre à l'attraction qu'exerce la Communauté économique sur ses voisins, y compris à l'Est ? Comment approfondir nos relations avec le bassin méditerranéen, et notamment le Maghreb ?

Avant toute chose, **c'est vers l'Est** que nous devons être capables de porter nos réflexions et notre effort.

Nous devons **dialoguer avec tous** — avec les acteurs de la rénovation démocratique, comme WALESA, mais aussi avec leurs interlocuteurs obligés — et de prendre des initiatives pour soutenir cette progression vers la démocratie. Celle-ci ne pourra être durable que si les pays de l'Est sont en mesure de faire face à l'exigence du développement économique et, pour certains d'entre eux, de sortir de situations de crise. Nous avons là une responsabilité que nous ne pouvons laisser à la seule volonté des financiers ou des investisseurs privés. **L'apport de capitaux à ces économies** devrait être **garanti par l'Etat, par la Communauté européenne** ou des institutions financières publiques ou parapubliques et les politiques à l'Est débattues et conduites par les gouvernements.

Agir pour la paix et la sécurité

Au-delà, se pose aussi la question de la paix et de notre sécurité.

En effet, **les conditions de la sécurité européenne changent de manière accélérée.** Pour la première fois, voici deux ans, les deux grands s'accordaient sur la suppression, et non seulement sur la réduction, d'un type d'armes. Le dialogue Est-Ouest empruntait des voies nouvelles. La démocratisation à l'Est nous incite à considérer différemment le « bloc soviétique ».

La spécificité de l'approche française, fondée sur la recherche constante de l'élargissement des espaces de libertés, s'appuyant sur

une défense suffisante et sans excès de quantité, ouverte à un désarmement stabilisateur, nous donne les moyens de faire entendre notre voix dans la période qui s'ouvre.

Le désarmement a progressé depuis dix ans, et la France y a joué un rôle incontestable. Dès 1978, François MITTERRAND lançait la formule : ni Pershing II, ni SS 20. Dix ans après, ce souhait était réalité.

Dès 1984, la France exposait à Genève ses propositions visant au désarmement de l'espace extra-atmosphérique. **La France doit être au cœur des initiatives qui feraient décroître la course aux armements** sans mettre en cause nos garanties essentielles. La conférence sur le désarmement chimique convoqué à Paris en janvier 1989 a montré qu'un accord de banissement définitif de ces armes était possible.

Enfin se sont ouvertes à Vienne les négociations sur les armes classiques : et un dialogue Est-Ouest sur les doctrines militaires de différentes alliances commencera fin 1989, à l'initiative de la France. C'est ce que signifie le Président de la République, quand il affirme la priorité des négociations sur l'armement conventionnel et la possibilité pour la France de participer à des réductions nucléaires :

- si les déséquilibres conventionnels sont rectifiés,
- si les arsenaux des superpuissances baissent à un niveau comparable au nôtre,
- si les surenchères antimissiles, antisatellites, anti-sous-marins s'arrêtent.

Pour ce qui concerne la défense nationale, la dissuasion du faible au fort, la défense suffisante, restent notre position.

Il s'agit donc pour l'avenir de garantir prioritairement le cœur de notre dissuasion. La priorité serait donnée à la force sous-marine. Seraient maintenus les moyens classiques nécessaires à la manifestation de notre solidarité vis-à-vis de nos alliés, et nécessaires à l'appui de notre stratégie dissuasive en Europe, en refusant l'empilement des programmes. Il s'agit pour nous de sauvegarder une capacité d'action limitée en Europe et non d'acquiescer les moyens d'une guerre.

Il doit être aussi clair que la présence de la France hors d'Europe n'a pour but que de maintenir la sécurité des territoires où vivent des citoyens français, de garantir la stabilité de zones menacées et potentiellement dangereuses, ou d'assurer des missions médicales ou humanitaires.

La France doit pouvoir répondre, à sa mesure, à l'appel de peuples menacés dans leur sécurité, ou gravement touchés par la guerre.

Ces efforts politiques et militaires vers une meilleure sécurité n'auraient aucun sens s'ils n'étaient le fait des citoyens eux-mêmes. La participation des Français à leur défense n'est rien d'autre qu'une manifestation de leur liberté. Le service national doit donc être défendu comme un acquis essentiel de nos libertés. Mais nous devons nous interroger sur sa durée, ses modalités et son échelonnement.

Pourquoi ne pas ouvrir une large discussion, notamment avec les mouvements de jeunesse et d'étudiants, sur ce sujet ?

Plus généralement, il nous faut **réfléchir sur les relations des militaires à la vie sociale** et sur les conditions nouvelles de leur mission.

RÉÉQUILIBRER LES RELATIONS ENTRE L'HOMME ET LA NATURE

La question écologique est une question politique. La société industrielle, livrée au seul jeu des forces du marché, n'est pas parvenue, malgré les immenses progrès réalisés en deux siècles, à garantir la prospérité et l'emploi et à assurer l'égalité. Il est maintenant aussi patent que l'homme menace la planète et que, par là même, il met en cause la survie de son espèce. L'enjeu pour le politique n'est pas de

capitaliser le réveil d'une peur séculaire mais d'agir efficacement pour éviter la catastrophe, pour un meilleur équilibre dans les relations homme-nature. Encore faut-il intégrer les conséquences qu'aura, par exemple pour la consommation d'énergie et les risques de pollution, le développement économique quand il sera étendu aux pays du Tiers Monde.



Les dangers à maîtriser

Les dangers sont multiples, à diverses échelles d'espace et de temps. Rien ne serait plus dangereux que de suivre les modes et de se focaliser sur un aspect en négligeant les autres. **Le problème de la couche d'ozone** est préoccupant à court terme mais la question du **réchauffement du climat** et de la **possible élévation du niveau des mers** l'est tout autant. La dégradation des sols, des forêts, la pollution des eaux douces ou océaniques, l'élimination des déchets chimiques ou nucléaires, les pluies acides, les inondations, la désertification menacent tout l'équilibre vital de notre globe.

D'autres problèmes, tout aussi urgents et menaçants, sont plus localisés. Telles sont les questions liées à la qualité de l'air dans les villes, à la régulation des débits des fleuves, à la protection des forêts de feuillus, à la protection des nappes phréatiques, à la lutte contre les pluies acides.

Les questions liées aux **sources d'énergie** sont sans conteste celles qui posent le plus de problèmes. On connaît les dangers du nucléaire et de ses déchets, les combustibles (charbon et pétrole) augmentent la teneur en CO2 et donc l'effet de serre, la houille blanche détruit des équilibres écologiques locaux.

En face de ces questions, comment réagir ?

Gérer la planète

Nous devons dire ce que nous voulons faire de la terre. Dire quelles villes nous bâtissons. Quels rapports nous voulons établir entre les villes et l'espace rural. Les questions ne se posent pas qu'aux pays riches. Elles concernent aussi les pays pauvres, et parfois concernent la planète entière.

Nous sommes invités à appréhender tous les problèmes ensemble, au niveau français et européen, à les intégrer dans nos démarches industrielles, dans nos budgets, dans nos réglementations. Bref, à mettre en place une véritable gestion de la planète.

Cette gestion doit être globale car, dès qu'il s'agit d'atmosphère ou d'océan, la notion de frontière et même de continent n'a plus de sens.

D'abord nous devons agir. Etant au Gouvernement mais aussi en charge de beaucoup de mairies, nous devons montrer par nos actes que notre détermination à lutter pour un meilleur environnement est

totale, en intégrant pleinement les impératifs écologiques dans l'économie.

La législation, ressentie comme une contrainte dans un premier temps, peut devenir source d'emplois, de technologies nouvelles, de richesse dès lors qu'on entrera dans son application.

En ce qui concerne **l'énergie** nous devons prendre des précautions importantes sur le contrôle des réacteurs et surtout sur l'élimination des déchets, afin que le nucléaire soit une source d'énergie propre.

Nous devons aussi oeuvrer pour la **limitation de l'émission de CO2** par les automobiles (limitation de vitesse, transports en commun, développement des voitures propres, des voitures électriques, stimulation du transport ferroviaire...).

Sur ce point, et dans un premier temps, nous devrions proposer à nos partenaires un programme européen de réduction des dégagements de CO2.

Mais plus encore, nous devons **repenser le concept d'aménagement du territoire et de gestion des ressources naturelles** autour du thème central de l'environnement.

Des problèmes fondamentaux de gestion de notre environnement se posent à notre pays :

- celui de l'eau rendu cruellement actuel par la sécheresse de cette année. La vague récente de privatisation de la gestion de l'eau n'est pas une réponse adéquate au problème. N'avons-nous pas besoin d'un programme à long terme pour l'eau ?

- celui de l'utilisation de la terre : dans les décennies qui viennent, une part croissante des terres ne sera plus cultivée de manière intensive.

Qui décidera de leur usage ? Il faudrait favoriser la conclusion de contrats d'aménagement entre les agriculteurs, les collectivités locales et l'Etat.

Politiques industrielles, équilibres régionaux, reconversions paysannes, développement urbain, politique des transports, politique de construction : **tout doit être pensé en terme d'environnement et d'insertion dans le cadre naturel.**

Compte tenu de l'importance des problèmes, de l'urgence et des difficultés pour les résoudre, **nous devons nous engager dans une approche nouvelle** avec débats publics, opérations portes ouvertes, élimination du secret, effort d'éducation, désacralisation des experts mais rigueur dans le raisonnement. Ce doit être pour nous l'occasion d'un véritable dialogue avec la Jeunesse.

DÉVELOPPER NOTRE STRATÉGIE DE RASSEMBLEMENT

La stratégie du Parti Socialiste depuis 1971 a été d'unir et de rassembler les forces populaires. C'est pour cela qu'il a gagné en 1981. Le Parti Socialiste doit adapter sa stratégie aux temps nouveaux et non l'abandonner. Il lui faut, pour ce faire, tenir compte de l'évolution du contexte politique.

Le contexte politique

La Droite, certes est affaiblie et divisée. La dualité des listes aux élections européennes, les velléités des « jeunes conservateurs » témoignent de ses incertitudes et de sa division, sur la stratégie, sur la structure des partis, sur son identité politique même. Aucune solution probante n'apparaît aux yeux des Français de ce côté de la politique française : l'ultra-libéralisme a été vaincu à l'occasion de la présidentielle et des législatives, les leaders historiques de la Droite sont contestés, alors que leur relèvement manque d'envergure et de sincérité. Le centre est resté figé à droite, faute de courage politique et d'affirmation

propre. Les partis conservateurs flottent, à la recherche d'une configuration impossible conjugant union et diversité.

Mais il serait imprudent de considérer la Droite comme abattue ou condamnée. Si elle n'offre pas d'alternative et n'a pas de perspective de retour au pouvoir à court terme, elle a évité l'éclatement, et garde de profondes racines dans la société française.

De toutes parts **menace l'émiettement de la représentation politique** : l'abstention monte, le Front National ne régresse pas, les écologistes ont réussi une percée, des listes plus marginales, mais dont le message n'est anecdotique qu'en apparence, ont recueilli un certain assentiment populaire. L'insatisfaction qui s'exprime ainsi envers la vie politique ne nous épargne pas. Au contraire, puisque les socialistes auront, à travers deux septennats, participé à l'exercice du pouvoir, ils pourraient être tenus pour responsables d'un divorce entre les Français et la représentation politique, si celui-ci devait véritablement se produire.



Une stratégie de rassemblement à gauche

C'est dire que la question de la **stratégie des socialistes est essentielle.**

Le Parti Socialiste est devenu un parti de gouvernement. Mais il ne peut être seulement un parti du pouvoir et encore moins s'identifier à l'ordre existant, il doit rester en prise avec la société, montrer sa capacité à évoluer avec elle pour changer la vie. C'est dire que les idées politiques, pour l'action, sont le fondement de l'identité des socialistes. Autour de ce projet de transformation progressive, la stratégie d'un grand parti de rassemblement lié au monde du travail et du salariat capable d'unifier les forces de gauche doit être notre perspective. Car si nous sommes bien un parti réformiste, c'est à condition de se rappeler qu'un parti réformiste est un parti qui fait effectivement des réformes.

Certes, il n'y a plus d'alliance politique formelle à gauche, avec le Parti Communiste. Mais **nous ne devons faire l'impasse ni sur l'existence du Parti Communiste ni sur celle d'une sensibilité communiste.** Nous devons en tenir compte au parlement aujourd'hui, pour notre représentation parlementaire demain ; nous sommes le plus souvent associés à eux dans la gestion des collectivités locales. C'est pourquoi nous devons être capable de dialoguer, sans faiblesse, de façon ponctuelle, avec le Parti Communiste, mais aussi d'intégrer, à l'intérieur même du Parti Socialiste, un courant historique de sensibilité communiste, qui nous rejoint. Car notre perspective historique est bien celle d'un grand parti socialiste, revenant sur la coupure issue du Congrès de Tours,

ouvert à de multiples sensibilités et rassemblant largement la Gauche. N'est-ce pas la signification symbolique de la demande faite par le Parti Communiste Italien de rejoindre le groupe socialiste du Parlement européen ?

La question du Centre doit être posée sans ambiguïté. L'expérience de l'ouverture était peut-être nécessaire, mais elle a aussi montré ses limites, dans la modestie du bénéfice électoral qu'elle nous a procurée et l'absence de soutien parlementaire. Nous devons certes utiliser les cassures qui se produisent à droite et rester ouverts à la possibilité que certains, venant d'autres horizons, nous rejoignent sur notre projet, mais en aucun cas contribuer à la construction d'un centre à partir de notre substance et à notre détriment.

Enfin, **le rapport avec les écologistes doit procéder d'un débat sur le fond** et non d'une discussion en termes d'alliance. S'ils sont attachés à la prise en compte de leurs idées, dans la réalité, à leur application dans les politiques publiques, s'ils défendent l'intérêt général et non des intérêts particuliers, les écologistes n'ont pas d'autres interlocuteurs possibles aujourd'hui que les socialistes. En outre, **nul n'est propriétaire, en politique, de l'écologie.**

Le Parti Socialiste a vocation à rassembler. Cette stratégie de rassemblement à gauche autour de notre identité et de notre projet est donc, plus que jamais, à l'ordre du jour. Ce qui suppose de renforcer la capacité d'attraction de notre formation politique. **Car, pour nous, l'enjeu politique est de gagner les prochaines élections législatives,** afin d'éviter une nouvelle expérience, peut-être plus risquée, de cohabitation.

RESPECTER ET RENFORCER LE PARTI SOCIALISTE

Au moment où certains critiquent tant leur propre parti et veulent faire un congrès contre la direction à laquelle ils appartiennent, il n'est pas mauvais de rappeler que le Parti Socialiste fait figure, pour beaucoup, de modèle et même tout récemment pour la Droite, qui rêve de faire « son Epinay ». Nous sommes fiers de ce que nous avons construit ensemble et de nos victoires électorales de la dernière décennie.

Mais parce que nous sommes exigeants vis-à-vis de notre parti, parce que nous sommes conscients de ses faiblesses, **nous voulons un Parti Socialiste authentique, toujours plus efficace et plus ouvert.** Mais nous entendons respecter le Parti, et qu'il soit respecté ; pour ce faire, il doit être plus vivant, plus moderne et plus puissant.

Respecter le Parti

De quel type de parti avons-nous besoin aujourd'hui ? Ne sous-estimons pas l'enjeu de ce débat. Il ne s'agit pas seulement de forger des règles du jeu institutionnelles qui n'auraient d'importance que pour les socialistes. Devenu l'axe de la vie politique française, notre parti se trouve au centre de toutes les interrogations d'une société en mutation rapide, plurielle, complexe.

Notre parti doit aujourd'hui se mobiliser pour faire vivre ses idées, pour aider le Président de la République à réussir son second septennat, sans se focaliser sur des échéances plus lointaines et en rejetant résolument les querelles de personnes. Il doit être une organisation démocratique vivante et non une instance d'enregistrement.

Le dialogue avec le gouvernement, dans le respect des responsabilités de chacun, ne peut qu'être constructif. Il revient au Parti de faire vivre un projet, de traduire et accompagner les aspirations au changement et au gouvernement de faire la synthèse entre ces aspirations et les contraintes de la gestion de l'Etat. **Le soutien que nous apportons au gouvernement n'est donc pas exclusif de propositions et de discussions.**

Pour remplir notre rôle, nous devons **porter attention à notre vie**

interne. Certaines modifications de nos règles de fonctionnement ont déjà donné des résultats. Les femmes, grâce notamment aux quotas, ont vu leur représentation mieux prise en compte. Ceci demeure cependant très insuffisant ; le Parti Socialiste devra agir à tous les niveaux pour améliorer nos règles démocratiques et les faire respecter. Sa direction a su le faire à l'occasion des élections européennes, alors qu'on a pu encore déplorer de trop nombreuses infractions lors des municipales et plus récemment à l'occasion des sénatoriales.

Dans le même temps, face aux risques d'introversion, et donc de coupure avec la société, qui menacent toute organisation et qui se traduisent par une certaine réticence à l'innovation, **le Parti Socialiste doit continuer à s'ouvrir.** Il a pour ambition d'augmenter le nombre de ses adhérents et de ses sympathisants. Il faut vaincre certains égoïsmes locaux qui font obstacle à l'adhésion. En ce sens, le montant de la cotisation des militants qui peut être un obstacle à l'adhésion doit être abaissé et adapté. Malgré les taux raisonnables de la cotisation nationale (fixée par le Comité Directeur à 145 F en 1989) et l'existence d'une caisse de péréquation créée en 1980, alimentée par les parlementaires et redistribuée aux fédérations (20 millions de francs en 1989), les fédérations et les sections sont souvent dans l'obligation de réclamer des cotisations importantes. Le nouveau mode de financement public des partis et les initiatives prises au niveau local pour réduire les inégalités entre les fédérations et au sein des fédérations permettront de **proposer aux adhérents un montant de cotisations plus acceptable, notamment pour les jeunes et les chômeurs.**

Respecter les militants et accueillir les sympathisants

Nous ne sommes pas favorables aux propositions tendant à privilégier les petites minorités, ce qui serait contraire aux règles et besoins d'un grand parti. Nous ne pouvons pas plus accepter celles qui, en sens inverse, conduiraient à noyer les adhérents dans une nébuleuse de



sympathisants, qui partageraient les droits essentiels liés à l'appartenance au Parti Socialiste sans les obligations qui s'y attachent. Ce serait modifier la nature de notre Parti et le transformer en un parti d'électeurs ou à le confondre avec un club de supporters.

N'est-il pas essentiel que le **pouvoir de tous les militants de participer aux décisions** soit renforcé ? Ils doivent prendre une plus grande part dans la désignation de leurs représentants aux instances dirigeantes du Parti. Mais ils doivent aussi pouvoir mieux nourrir le débat et y participer de façon plus directe. Dans cet esprit, **il devrait être envisagé que des conférences nationales soient organisées, de droit, sur la demande d'un nombre significatif de militants ou de fédérations.**

Il est également fondamental que le **Parti adapte** ses structures à **l'approfondissement de la décentralisation**, notamment au niveau des agglomérations et des régions. Ainsi pourraient être **renforcés** les pouvoirs et la représentativité **des commissions interfédérales régionales** qui ont pour objet de déterminer la politique du Parti concernant le problème propre aux régions et de travailler à son application avec les groupes socialistes des conseils régionaux.

L'organisation de Conventions Régionales permettra aux militants de s'exprimer et d'investir les candidats aux élections désignés par les militants. Dans le même esprit, **seront créés des Comités de ville**, d'agglomération et de canton, lorsque plusieurs sections interviennent sur le territoire d'une même ville, d'une même agglomération et d'un même canton. Des assemblées générales permettront aux militants de s'exprimer sur les problèmes locaux.

Le secteur entreprises doit trouver une nouvelle dynamique, notamment dans la perspective d'un approfondissement de ses liens avec les milieux salariés et leurs organisations syndicales.

Dans ce même souci de mieux s'adapter aux nouveaux espaces d'expression et de décision politique, le Parti Socialiste, membre de l'Internationale Socialiste et de l'Union des Partis Socialistes et Sociaux Démocrates de la CEE **devra proposer la mise en place de structures fédérales au niveau européen.** Nous proposerons à ces instances d'organiser chaque année des conventions européennes.

Dans les DOM-TOM et au sein de la communauté des originaires d'outre-mer en métropole, les structures du Parti doivent être repensées pour permettre aux militants de **définir eux-mêmes les axes de la politique** les concernant tout en privilégiant **la concertation et la coordination au niveau régional** (Caraïbes, océan Indien, Pacifique).

Lieu privilégié, auprès du Parti Socialiste, de rencontres, d'échanges, de réflexions et de propositions aux élus, **la FNESR travaille, vit, se développe.** Dans les années qui viennent les services auprès des élus — informations, conseil dans tous les secteurs de la vie locale (banques de données, finances, urbanisme, environnement, Europe, coopération, décentralisation...) devront encore croître et s'améliorer. Elle va ainsi prendre toute sa place, celle de la première fédération d'élus de France.

Nous devons par ailleurs **mieux associer les sympathisants** aux temps forts de la réflexion et de la vie du Parti, pour leur donner envie d'adhérer au Parti Socialiste. La multiplication et l'ouverture des réunions publiques, l'organisation d'assemblées générales ouvertes, la consultation sur les grands choix du Parti, l'accès large à des outils télématiques et de communication modernes susceptibles de promouvoir un dialogue permanent iraient dans ce sens.

Il faut enfin **donner à tous une information** rapide et précise sur la vie et l'action du Parti Socialiste.

La qualité et la diffusion de la presse militante, rénovée ces dernières années, doit être encore améliorée.

Renforcer nos capacités de réflexion et d'expertise

Nous devons aussi envisager la mise en place de **structures de réflexion, de prospective et de discussion** avec les forces de progrès, notamment syndicales, en tenant compte de la tradition historique d'indépendance de ces organisations. **La création d'une fondation** destinée à promouvoir en France et à l'étranger la recherche et les échanges idéologiques, la coopération internationale et la formation pourrait être celle de ce lieu de rencontre et de dialogue. **Le rôle du groupe des experts** dans l'élaboration de nos propositions et dans l'approfondissement de nos réflexions, a été de tout temps décisif, notamment à l'occasion de la préparation des échéances électorales déterminantes de 1988. Il doit sans nul doute être renforcé. Le Parti, dans son dialogue avec le gouvernement et avec les acteurs sociaux doit en effet pouvoir bénéficier du concours d'une forte capacité d'expertise, à la fois proche et indépendante. C'est pourquoi **le groupe des experts doit être encore élargi**, à l'échelle nationale comme à celle des régions, **et mieux organisé**, notamment par la mise à disposition de réels moyens de fonctionnement.

Une direction plus efficace

L'efficacité passe aussi par le fonctionnement de la direction du Parti. **Le Secrétariat national doit évoluer vers un resserrement** du nombre de ses membres. Cela favorise une expression homogène et vigoureuse et un fonctionnement plus rationnel.

Le Comité directeur doit devenir le véritable parlement du Parti. Les premiers secrétaires fédéraux, qui représentent les militants dans les départements, ne doivent-ils pas en être membres, de plein droit, aux côtés des élus des motions désignés sur la base des votes émis au Congrès ?

Il est également souhaitable que le travail de ce parlement du Parti soit articulé, comme cela a été décidé à l'issue du Congrès de Lille, en commissions thématiques, afin d'améliorer la qualité des échanges, et donc des résultats des débats.

Chaque commission pourra auditionner des experts du Parti ou des personnalités extérieures.

Nous ne voulons pas d'un parti à guichets fermés. Nous voulons un Parti Socialiste ayant plus d'adhérents, plus de sympathisants, plus de force.

Cela n'est possible qu'en donnant des signes concrets d'une action plus fermement conduite et d'une discussion plus démocratique. C'est dire que **la rénovation de la vie du Parti est un élément central dans la stratégie du rassemblement à Gauche**, autour d'un **parti fort, porteur d'un projet adapté aux temps nouveaux.**

Telles sont quelques questions que nous croyons utiles de porter aujourd'hui à la réflexion de tous.

C'est notre façon de participer au débat et d'inviter au rassemblement les Socialistes.



Un cours nouveau pour l'action socialiste

Contribution présentée par

Nicole BENEVISE (75), Julien DRAY (91) (Député de l'Essonne), Françoise FAROUAULT (53) (Secrétaire fédérale entreprise, Mayenne), Pierre FEUILLY (75) (Paris), Anne FOURNIER (94) (CEF, maire-adjointe, Val-de-Marne), Carole GROS (21), Didier MATHUSI (71) (député de Saône-et-Loire), Jean-Luc MELENCHON (91) (sénateur de l'Essonne), Martine ROCQUENCOURT (83) (Var), Thäïma SAMMAN (95) (Equipe Nationale MJS, Val-d'Oise).

« La France unie le sera si elle choisit d'être juste, écarte les privilèges, refuse les exclusions, frappe les injustices, s'attaque aux inégalités sociales ».

François MITTERRAND

(Rennes le 8 avril 1988)

SOCIALISTES ! QUE FAISONS-NOUS DE LA MISSION QUI NOUS A ÉTÉ CONFIEE ?

Si vous souhaitez entendre parler du socialisme de l'an 2018, alors n'allez pas plus loin. Si vous voulez tout savoir sur le prix des cotisations, alors économisez-vous la lecture de cette contribution. Non pas que ces questions mériteraient mépris ou indifférence. Le socialisme d'après-demain nous intéresse, celui de demain nous passionne, mais celui d'aujourd'hui nous obsède. Quant au débat sur les hommes... Rien de ce qui est humain ne nous est étranger. Modestement, nous nous en tiendrons à l'horizon 1993, pour répondre à une seule question : que ferons-nous, socialistes, Parti Socialiste, Gouvernement socialiste, parlementaires et élus locaux socialistes pendant les trois ans à venir ?

Ne nous leurrions pas, quand l'heure des bilans et des propositions sonnera, le Parti Socialiste sera responsable de l'action gouvernementale. Les rappels à la solidarité gouvernementale, sont donc bien inutiles. Quoi que fasse le Parti Socialiste, quoi qu'il dise, elle lui colle à la peau. Pour les français, il y a les socialistes et ils sont au pouvoir.

En élisant François MITTERRAND, une majorité de Français a clairement signifié sa volonté de mettre un terme au libéralisme, à l'exclusion, à l'ordre moral qu'a incarné le gouvernement Chirac. Les mêmes ont envoyé une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale. Pour y faire quoi ? Si la question est formulée dans nos rangs, elle ne fait que traduire une interrogation de notre électorat et de ceux qui mettent en nous leurs espoirs. Il y a des signes qui ne trompent pas, ceux qui ont le plus à attendre du changement, de la transformation de notre société, s'éloignent de nous. Pour la première fois depuis dix ans, lors des dernières consultations électorales, le nombre de femmes votant socialiste a diminué, au profit direct du vote écologiste. Le même mouvement se produit chez les jeunes, et sans jouer les Cassandre, il s'amplifiera si dans les trois ans à venir nous n'avons pas initié les

réformes permettant à chacun d'identifier notre capacité et notre volonté de transformer la société.

Un cours nouveau pour le PS et l'action gouvernementale

Nous sommes aujourd'hui sans programme, sans stratégie d'alliance majoritaire et sans projet de société. Pourtant nous sommes riches de candidats à toutes les fonctions ! Pour quoi faire ? Avec qui ? Comment ? Ces questions simples demandent des réponses claires. Le congrès ne devrait pas avoir d'autre objet. Faute de quoi nous devinons bien ce que donnera le culte du consensus, la course au centre et l'idéologie gestionnaire qui dominent aujourd'hui. Pour notre part, **nous pensons qu'un cours nouveau pour le parti socialiste et l'action gouvernementale est nécessaire**. Les moyens existent. Un nouvel axe idéologique peut rassembler la gauche dans toute sa diversité : **la lutte pour l'égalité des droits**. la formation d'un **front de transformation sociale majoritaire** est possible. Il passe par l'**alliance des socialistes avec les yerts**, ouvrant ainsi aux communistes également la perspective de reprendre leur place dans une dynamique unitaire. Le moment est venu de nouveau de **regarder devant soi** : il est temps de rédiger un **nouveau programme socialiste** et d'en appeler pour cela au travail de tous les adhérents du parti comme nous l'avons fait en 1972 pour le programme « Changer la vie ».

Dans cet état d'esprit, notre contribution choisit de ne pas aborder tous les sujets sur lesquels les socialistes s'interrogent à juste titre. **Notre propos est de montrer quels sont, selon nous, les points d'appui pour un nouvel élan du mouvement socialiste.**



LA SOCIÉTÉ MOBILISÉE

Le réarmement moral des socialistes

Tandis que le balancier repart à gauche sous toutes les latitudes, les socialistes français ne sont pas encore libérés de la pression qu'a exercé sur eux l'idéologie libérale. Sous prétexte de culture de gouvernement un plat conformisme intellectuel s'impose : les technocrates règnent en maître, alternance ou non. Leur idéologie — le consensus gestionnaire sur « l'essentiel » — domine les actes des décideurs de toutes sortes. Leurs références et leur langue de bois se sont imposées à tous : les indices économiques dictent le chemin au Parti Socialiste comme ailleurs. Personne n'ose interroger leur contenu, n'ose rappeler que la rationalité économique du système dans lequel nous vivons n'a d'autre finalité que dégager des profits et qu'elle n'est porteuse à elle seule d'aucun objectif dans les domaines qui nous importent : la qualité de la vie, la libération collective et l'autonomie individuelle, l'égalité et la solidarité. Ainsi anesthésiés, les socialistes semblent stupéfaits lorsque, la croissance revenue, les inégalités déjà accentuées par la crise connaissent une spectaculaire et ostentatoire aggravation. Dans ce contexte, forts de leurs victoires avec François MITTERRAND les salariés se libèrent de l'angoisse née de la crise. Hier elle les empêchait d'agir et leur faisait accepter toujours plus d'efforts et de sacrifices. Aujourd'hui ils reprennent le chemin de la lutte et des revendications. Le mouvement a commencé dans les services publics. C'est alors que l'on a entendu le Premier Ministre dénoncer les comploteurs chez les infirmières et les ouvriers du métro ! Pourtant sur le terrain les socialistes étaient aussi dans l'action — parfois à leur tête — avec leurs collègues en lutte. Harcelés de discours sur les contraintes gestionnaires, montrés du doigt lorsqu'ils entrent en mouvement, les militants socialistes ne savent plus quelle est leur place. Dans ces conditions, militer en entreprise ou dans un service public, c'est s'exposer au double désaveu de ses camarades des ministères et de ses collègues de travail. Telle est la réalité vécue par des milliers de socialistes avec ou sans carte ! L'appauvrissement qui en résulte touche tous les socialistes au gouvernement comme au Parti ! Nous avons donc besoin pour les uns comme pour les autres d'un réarmement moral et idéologique. Il doit être clair de nouveau que notre projet ne dépend pas de la fin des contraintes économiques, puisqu'elles ne cesseront jamais de s'exercer, mais qu'il est au contraire le moyen d'y faire face selon d'autres normes, d'autres valeurs, d'autres objectifs que ceux des libéraux.

La société mobilisée

Ce réarmement moral implique donc un cours nouveau pour le gouvernement et le parti. Il s'agit de se mettre au diapason de la société. Elle a montré à de nombreuses reprises sa disponibilité pour se mobiliser : sous le gouvernement Chirac, lorsque les valeurs essentielles étaient mises en cause, comme sous le gouvernement Rocard, pour poser ses revendications. Loin d'être un obstacle, cette disposition facilite et enrichit le travail de la gauche au gouvernement. Au moment où le mouvement social se réveille, les socialistes peuvent lui proposer une perspective, un mot d'ordre, et en définitive une norme au moment des arbitrages : l'égalité des droits. Cette revendication de l'égalité des droits est née du mouvement social lui-même. Elle a d'abord été portée par SOS Racisme comme une réponse à l'exclusion sociale de la jeune génération issue de l'immigration et contre la résurgence de l'idéologie anti-égalitaire et raciste. Elle s'est imposée ensuite comme le mot d'ordre exprimant le mieux les préoccupations les plus diverses de la période contemporaine. Une autre approche de l'exercice du pouvoir et de la direction du Parti est ainsi possible : celle qui se donne pour objectif et pour moyen de son action une société mobilisée. S'attaquer aux inégalités, réduire l'éventail des salaires, abattre les citadelles technocratiques dans l'Etat et l'économie, réaliser

l'égalité politique et professionnelle des hommes et des femmes, renouveler les institutions : aucun de ces objectifs ne peut être atteint sans mettre en cause des privilèges et des situations acquises ! Pense-t-on le faire sans rapport de force ? Aucune transformation n'est réalisable sans la mobilisation des acteurs du changement.

Ceux qui ne veulent pas de la société mobilisée ne veulent tout simplement pas le changement puisqu'ils n'en veulent pas les moyens.

La fin du consensus

Faute d'avoir pu mettre en place une autre stratégie de sortie de crise économique que celle inspirée du libéralisme, nous avons peu à peu forgé un véritable consensus avec la droite sur son propre terrain, placé sous la double loi de la contrainte extérieure et du respect des grands équilibres. Conséquence naturelle d'une orientation politique et économique, le consensus est peu à peu devenu un but, bref une méthode de gouvernement et de pensée. Ainsi en quelques années, notre propre vocabulaire a changé, on parle fric, management, rentabilité, investissements. A l'horizon du capitalisme, nous n'envisageons plus que le capital. La lutte des classes est devenue le truc le plus ringard au marché des branchés.

Et pourtant ! Ceux qui avaient cru que l'entreprise était une sorte de team-collectif redécouvrent que tout le monde n'est pas dans la même galère et qu'elle est aussi un lieu d'exploitation. Pour les salariés de Peugeot, la caisse n'est pas la même que celle de Calvet, Monsieur le Premier Ministre ! ceux qui croyaient à un accord durable avec le CNPF devenu raisonnable et partageux, redécouvrent le droit divin du PDG qui décide seul.

Pour nous, il n'y a dans le monde, ni en France, de consensus possible entre ceux qui souffrent, qui travaillent et ceux qui profitent de cette souffrance et de ce travail. Il y a autour d'une lutte constante sur le prix du travail, des intérêts contradictoires qui s'affrontent selon un rapport de force qui permet aux uns et aux autres de reculer ou d'avancer. Et il y a des représentants politiques des uns ou des autres, qui dirigent le pays ou aspirent à le diriger pour soutenir ceux qui les ont mandatés.

Et nous socialistes, pourrions-nous tomber dans le piège de la culture d'entreprise en oubliant les antagonismes qu'elle renferme ? Pour le Parti Socialiste, le consensus débouche sur l'absence : absence des enjeux idéologiques, absence dans les conflits sociaux et donc absence de la construction des rapports de force sans lesquels rien ne change, rien ne progresse.

L'actualité des rapports de force

Des acquis comme les congés payés ou la sécurité sociale fondent nos valeurs collectives, ils ont été le fruit de combats et d'affrontements. Aucune avancée, sous la droite comme sous la gauche, de la loi sur l'I.V.G. à l'abolition de la peine de mort, ne s'est faite sans un rapport de force idéologique ou social capable de modifier le rapport de force politique. Ignorer cet enseignement de l'histoire, c'est substituer la synthèse molle et le conservatisme à la dynamique du mouvement. Ceux qui abritent une telle pratique derrière une référence idéologique à la Sociale Démocratie, c'est-à-dire la redistribution par la négociation oublient que dans les pays qui sont devenus des modèles sociaux démocrates, il existait justement un rapport de force organisé donc une contrainte sociale exercée par un syndicalisme puissant. La France n'a pas la même tradition syndicale et aujourd'hui moins que jamais, la construction et l'expression du rapport de force ne passent par les



seuls syndicats. Elles s'expriment plus largement et plus ponctuellement par les mobilisations sociales, et l'Etat est appelé à intervenir pour traduire les avancées sociales qui dans les pays scandinaves passent par la négociation collective.

En France, héritière d'un Etat fort et centralisateur et d'une syndicalisation faible, se décharger de la décision sociale sur la seule négociation collective, aboutit dans ce contexte à offrir à l'offensive libérale le champ d'action qui lui est plus favorable et à se priver d'un instrument

puissant. Le consensus autour du « moins d'Etat » auquel la gauche a participé s'est fait sur le terrain de l'adversaire, sur celui du libéralisme. Et les consensus sur les privatisations des services publics, la déréglementation du licenciement, la diminution du budget de l'Etat ont-ils fait progresser notre société ? La réduction des écarts idéologiques s'est-elle traduite par une réduction des inégalités ? Assurément non ! Ce n'est pas au baromètre de la gestion, que nous socialistes jugeons une méthode de gouvernement, mais à celui de la transformation sociale qu'elle impulse et prépare.

POUR UN NOUVEL ÉLAN : LA GAUCHE C'EST ROUGE/ROSE/VERT

Un monde craque enfin !

Un système est en train d'imploser sous nos yeux, ruiné par ses contradictions intérieures, étouffé par sa bureaucratie, achevé par une course folle aux armements imposée par l'Occident, le monde communiste agonise. C'est donc une nouvelle aventure qui peut commencer pour l'humanité. La division du monde en deux blocs qui a vertébré pendant cinquante ans toute l'histoire, s'estompée. Pour autant cette histoire qui se remet en marche pour tous les peuples, ce n'est pas, loin s'en faut, la victoire du capitalisme. Car au même moment celui-ci connaît aussi dans toutes ses sphères, une nouvelle vague de contestation. Dans ses centres nerveux, les triomphes électoraux récents des forces de gauche au Japon ou en Europe sont autant de signes qui s'accompagnent, d'ailleurs, de profondes mobilisations de la jeunesse. La révolution libérale venue des années Reagan continue avec Bush sous une forme moins sauvage mais tout aussi efficace. C'est une révolution largement idéologique pour faire passer le financement de leurs déficits par l'effort des peuples de la Terre. La révolution conservatrice se traduit par la marginalisation croissante des peuples du Tiers-Monde et un profond recul social en France et en Europe. Voilà pourquoi au moment où s'engage une sortie mondiale du communisme, il faut tenir bon sur les valeurs de la gauche et leur donner un nouvel élan.

Le bloc sociologique majoritaire

En toile de fond des discussions qu'a connues le Parti Socialiste depuis 1981, des leitmotivs reviennent sans n'être jamais réellement débattus : en 1981 et en 1988 ce n'est pas la gauche qui a gagné, la France est conservatrice, comme chaque conversation de bistrot le confirme etc. Cet axiome de base posé, la gestion quotidienne qui nous tient lieu de méthode de gouvernement prend tout son sens et sa cohérence. Car si la gauche est minoritaire dans ce pays alors un gouvernement de gauche est condamné à faire une politique « profil bas » pour se faire accepter du plus grand nombre.

Mais comment peut-on déduire de nos victoires électorales qu'elles n'en sont pas ? Et suffit-il pour les réduire de cette étonnante tautologie qui fait de nos succès électoraux une simple défaite de l'adversaire, les fruits d'une miraculeuse rencontre entre les divisions de la droite et la faiblesse de son personnel politique. N'est-ce pas grâce à la puissance de la gauche et à la mobilisation de son opinion que la droite se divise sur les moyens d'affronter cette force, montante en 1981, persistante en 1988 ?

Les victoires de 1981 et de 1988 viennent de loin.

La généralisation du salariat, l'accélération de l'urbanisation ont permis une socialisation croissante du mode de vie, qui a induit des comportements individuels nourris par les valeurs du collectif. C'est ce point de résistance qu'attaque la droite en lui opposant une contrevaleur : le repli sur soi, le culte du « gagnant » et l'égoïsme. C'est dans cette confrontation entre les valeurs incarnées par la Gauche et les

projets dits libéraux incarnés par la Droite, que les français en 1981 comme en 1988 choisissent majoritairement la défense des instruments collectifs que sont la sécurité sociale, l'école et l'existence même du service public.

Ainsi le sens et la méthode de gouvernement s'imposent à nous : appuyer et développer les valeurs collectives de ceux qui nous ont portés, consolider et renforcer la volonté d'un bloc sociologique désormais majoritaire qui permet aux socialistes d'accéder plus aisément au pouvoir en cette fin de siècle qu'au début.

Les Roses-Verts : nouveaux cousins

Le marché débridé sans contrainte collective ne crée pas un mode de vie harmonieux. La somme des intérêts privés ne fabrique pas un intérêt collectif. C'est pourquoi de manière régulière la contestation sociale revient à l'ordre du jour.

Cette nouvelle vague de contestation, nous l'avons vu naître progressivement sous nos yeux. C'est celle qui est partie du combat des jeunes en 1985 avec SOS Racisme, puis en Novembre-Décembre 1986 avec les grèves étudiantes et lycéennes, puis avec les conflits des instituteurs et la SNCF. C'est elle qui a porté François Mitterrand en 1988. Mais c'est elle aussi qui n'a pas retrouvé son compte dans la gestion du gouvernement Rocard. Elle exprime aujourd'hui son mécontentement dans les secteurs qui ont le plus souffert.

Ces phénomènes de contestation s'alimentent d'un mouvement général d'inquiétude sur l'avenir de la planète et constituent une remise en cause radicale de son mode de développement. C'est parce que le courant socialiste n'a pas été encore capable d'offrir une réponse globale, que naissent partout des nouvelles formes de contestation ou d'alternative s'exprimant dans le vote vert. Ce sont pour partie les nôtres, hier abstentionnistes, qui aujourd'hui manifestent ainsi leur impatience.

Les problèmes de fond qu'ils posent nous concernent.

Oui il y a danger, l'écart entre pays riches et pays pauvres n'a fait que s'agrandir. Oui le progrès économique n'est pas neutre ; il peut aussi créer les conditions de catastrophes écologiques irréversibles. Oui la conception de nombre de nos cités produit la difficulté de vivre, alimente le désespoir et la marginalité.

Productiviste en diable, le mouvement ouvrier a oublié dans sa fuite en avant d'analyser la nature même du progrès et des technologies développées. Ceux qui veulent mettre en place un modèle de développement alternatif et de croissance écologique ont raison. La correction est donc plus qu'urgente et tant mieux si elle vient de la société.

Un nouveau front de transformation sociale : l'alliance Rouges-Roses-Verts

L'alliance des Rouges et des Roses est devenue insuffisante. Avec les verts, une force nouvelle a émergé. Loin de la rejeter, il nous faut



au contraire l'intégrer. Sinon comment compenser ces forces et cette énergie perdues ? Dans les mois qui viennent ceux qui ergotent sur ces questions d'alliances devront répondre : avec qui les socialistes veulent-ils changer la société ? Front de transformation contre front du conservatisme, alliance au centre ou alliance Rouges-Roses-Verts, c'est la seule alternative des prochaines échéances électorales.

Créer une majorité politique pour le changement, c'est donc s'appuyer sur toutes les forces qui expriment de manière parfois confuse et contradictoire, des aspirations qui sont celles des socialistes. Au lieu de les laisser s'isoler ou se marginaliser, il nous faut au contraire leur offrir une perspective de collaboration fructueuse.

Pour nous la question n'est plus de remettre en place une formule d'Union de la Gauche dépassée. Mais nous devons continuer de placer à chaque étape les communistes devant leurs responsabilités : participer à une nouvelle dynamique ou disparaître. Et nous socialistes, devons avoir conscience qu'être à l'initiative d'un tel rassemblement, c'est aussi assumer pleinement l'existence d'une mobilisation sociale.

Mais encore faut-il accepter le dialogue avec ces acteurs du changement. Face à la feuille de paie d'une infirmière, d'un postier ou d'un agent des impôts, les socialistes ont autre chose à dire que « grands équilibres et franc fort... ».

Pour le mouvement contre la cogestion

Nous devons comprendre que les phénomènes de coordination ne sont pas l'expression d'une manipulation gauchiste ou d'un nouveau corporatisme. La crise de confiance à l'égard des organisations syndicales ne se résoudra pas par une sorte d'Epinay-Syndical, décidé dans un bureau de la rue Solférino. Nous avons intérêt à des organisations syndicales fortes. Encore faut-il que nous leur reconnaissons le droit de jouer leur rôle de contrepoids et d'organisme de défense actif des salariés. Quand nous cherchons à réduire le rôle des syndicats à la gestion des affaires, nous créons ainsi les conditions même de leur rejet par les salariés. Il existe aujourd'hui des aspirations à décider démocratiquement mais aussi à refuser les querelles de boutique. Le phénomène des coordinations, les multiples débats dans les organisations syndicales sont justement l'expression momentanée de cette situation. Nous devons l'admettre et ne pas l'opposer au mouvement syndical. La reconstruction d'un puissant mouvement syndical se fera sur la ligne de ceux qui auront su comprendre et défendre ces mouvements.

Mobilisation sociale, revendication, coordination, grèves, à chaque étape de notre gestion gouvernementale, nous aurons besoin de celles-ci pour lever les obstacles. Il a fallu la puissance d'un mouvement anti-raciste indépendant pour aider à l'abrogation de la loi Pasqua. Sans ce mouvement, le gouvernement se serait trouvé prisonnier du conservatisme des services administratifs, face à une droite déchaînée, toujours prête à dénoncer le laxisme socialiste. Si nous avions eu un mouvement plus fort de locataires, n'aurait-il pas été plus facile pour le gouvernement d'abroger la loi Méhaignerie. S'il n'y avait pas eu les grèves enseignantes, aurions-nous eu la possibilité de dégager des

masses financières, plus fortes que celles prévues initialement !

Les salariés savent d'expérience que leur seul argument qui vaille, à l'heure des négociations, est la mobilisation qui les porte. On comprend leur méfiance devant ces grands rendez-vous à froid où le rapport des forces est toujours du côté des experts en contraintes économiques et jamais du côté des nécessités sociales. Les salariés, les jeunes, les associations, les syndicats ne doivent pas être vécus par le pouvoir gestionnaire comme une menace déstabilisatrice mais au contraire comme une aide utile pour agir.

La vraie culture à faire naître, c'est plus la culture du mouvement que la culture de gouvernement.

Le Parti autrement

Les différents gouvernements socialistes n'ont jamais su trouver des relations équilibrées avec leur parti. Méprisé par la technocratie ministérielle, regardé avec soupçon ou inquiétude, il est souvent confiné au simple rôle de relais institutionnel. Réduit officiellement au silence, il se manifeste confidentiellement dans des petits déjeuners. Pourtant sans PS, pas de socialisme vivant, donc pas de gouvernement socialiste. Nombreux sont ceux à qui il est bon de rappeler cette vérité élémentaire...

Mais il est vrai qu'après vingt ans de fonctionnement une révision générale est nécessaire. Il faut que la morale retrouve son compte dans le fonctionnement de notre parti. Pour mettre un terme à des pratiques inacceptables, modifions nos statuts, adoptons le seul principe simple et honnête : un(e) adhérent(e) présent(e) = une voix. Dans cet ordre d'idées, la sagesse voudrait, qu'après toutes les turbulences qu'elle a connues, la Fédération des Bouches-du-Rhône soit entièrement reconstituée sous la responsabilité du Comité Directeur.

Nous avons besoin de propositions d'une autre nature que la foire aux gadgets à laquelle nous assistons : abaissement du prix des cartes, nouvelles formes de consultation des militants, etc... Autant de trompe l'œil tant que l'on n'a pas dit à quoi on veut faire servir le parti lui-même. Le Parti Socialiste peut-il demeurer la première force électorale sans être une force de transformation intimement liée aux mouvements et aux combats de la société ?

Parti de masse, tel est le destin obligé du Parti Socialiste : pour pouvoir représenter l'idéal du plus grand nombre, il doit l'organiser. Rien de profond et de durable ne peut être réalisé sans que le PS ait accompli cette mutation.

Le Parti Socialiste ne manque ni de projets ni de moyens de s'adapter aux évolutions de la société. Nos archives sont pleines de propositions issues des sections, des G.S.E., des fédérations. Quel sort leur est réservé ? A la Nomenclatura des cabinets ministériels et des éléphants du parti s'ajoute celle des grands esprits séparés des militants et promu au rôle de nouvelle avant-garde du socialisme. Aussi, loin de combattre en son sein la séparation stérilisante entre le savoir, le vécu et le pouvoir, qui est l'ordinaire de notre société, le PS la reproduit. Changeons de modèle : pas de nouvel élan sans une refonte des instruments de la pensée collective du PS.

L'EXIGENCE DÉMOCRATIQUE

La proportionnelle

Vouloir une société mobilisée dans le cadre de l'Etat de droit c'est aussi exiger bien sûr, d'adapter les institutions démocratiques à la libre expression des opinions, des mobilisations, en leur donnant la possibilité d'influer réellement sur les décisions. Les institutions de la Ve République visent l'effet inverse. L'excessive personnalisation des pouvoirs, l'effacement du rôle du Parlement, la prédominance de l'élection présidentielle, la longueur du mandat présidentiel, et bien

d'autres éléments encore, paralysent la communication entre le pouvoir politique et le mouvement de la société. Une culture autoritaire est ainsi également propagée jusqu'aux plus modestes échelons. Au bout du compte, on constate que la distance est toujours plus grande entre gouvernants et gouvernés. Le scrutin majoritaire aggrave cette tendance.

A l'inverse, les élus de la proportionnelle ne peuvent compter que sur des votes de mobilisation autour de leur programme. Il leur faut donc en avoir un... La proportionnelle a toujours été inscrite au programme



du P.S. et ce choix n'a jamais changé ! Car il est le mode de scrutin le plus démocratique. C'est bien pourquoi d'ailleurs était si choquante la démission de Michel Rocard du gouvernement Fabius au moment où ce mode de scrutin a été instauré ! Faute d'argument convaincant, aujourd'hui on nous dit que la proportionnelle ramènerait le Front National à l'Assemblée. C'est une hypocrisie ! Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait tomber la fièvre. Face à l'extrême droite, la démocratie doit l'emporter avec ses propres méthodes, celles de la conviction et de la victoire électorale.

Abstention : tous coupables !

L'hyper abstention a mis à nu le déficit démocratique de notre pays. Ainsi, après avoir harcelé les électeurs sur les enjeux de l'Europe de 93, on a vu la liste du parti au pouvoir recueillir les suffrages d'un inscrit sur dix et l'opposition unie à peine mieux ! Pour se consoler on a décrété que les Français auraient trop voté. C'est se moquer des faits politiques les plus évidents. L'accroissement de l'abstention n'a qu'une signification : la prise de conscience par les Français de l'inutilité de voter lorsqu'ils ont le sentiment que « ça ne change rien ».

L'accroissement de l'abstention n'a connu qu'une pause : pour l'élection présidentielle de 1988 placée sous le signe de la confrontation entre la logique violente des libéraux et les valeurs du socialisme démocratique portées par François Mitterrand. Nous nous tromperions gravement si nous prenions les refus de vote pour un signe de désengagement. La désaffection civique d'un côté, la reprise en profondeur de l'activité du mouvement social de l'autre, sont avant tout le signe du blocage de la démocratie dans notre pays. Il est frappant de voir que loin d'en faire l'analyse, beaucoup de socialistes, qui invoquent la fatigue du vote, pratiquent la fuite en avant et proposent d'autres consultations électorales (référendum d'initiative populaire, etc...). Ils ne veulent cependant pas toucher au cœur du problème : la nature des institutions de la V^e République.

Un nouveau départ

Mais aucune promesse d'un nouveau pouvoir donné aux citoyens ne sera jamais convaincante tant que la démocratie dans notre pays sera défigurée par l'exclusion civique des immigrés, par la honteuse sous-représentation des femmes.

Ainsi un nouvel élan pour l'émergence d'une société mobilisée devrait donc prendre appui sur une modernisation immédiate du mode de désignation des représentants des citoyens : scrutin proportionnel,

quota de limitation à 75% d'un même sexe sur toutes les listes, droit de vote des immigrées aux élections locales, accès à la nationalité française ouvert à tous les étrangers en situation régulière en France depuis cinq ans, ces changements créeraient une dynamique civique donnant naissance à la nouvelle citoyenneté.

Vive les programmes !

En 1981, notre parti avait un programme sur lequel notre candidat avait fondé ses 110 propositions. En 1988, seul le Président a présenté une déclaration d'intention. Depuis, tout le monde se réfère à la « Lettre aux Français », souvent utilisée comme alibi par ceux qui la citent comme une bible.

Le Parti Socialiste, en renonçant à un programme, a lui-même renforcé l'idée toujours défendue par la Droite, de l'inutilité et du caractère contraignant des propositions soumises au suffrage universel. Pour les idéologues du libéralisme, vive le pragmatisme (c'est plus souple...), non au plan (c'est trop rigide...).

Quand nous disons « Programme » ou « idées », il ne s'agit ni d'un catalogue ni d'un prêt-à-porter idéologique, car nous savons bien que les idées ne s'appliquent que si les citoyens s'en saisissent. Il est temps de proposer à ceux qui nous ont fait confiance en 1988 autre chose qu'un discours aussi généreux en bonnes intentions qu'avare en moyens pour agir.

Oui, il est grand temps pour les socialistes de produire des idées alternatives. Il est grand temps aussi d'intervenir sur le terrain de ceux qui véhiculent les idées.

La télé est à nous

De privatisation en présidence unique, la télévision est devenue une mauvaise série catastrophe. Premier loisir de l'immense majorité des Français, et principal moyen d'information, la télévision est désormais un secteur culturel essentiel. Il doit donc répondre à deux objectifs : la qualité des programmes et l'indépendance de l'information. Pour cela le service public de l'audiovisuel, intégrant l'ensemble des chaînes privées et publiques, doit trouver les moyens financiers de se dégager de la dictature de l'audimat. La mise en place d'un fond d'aide à la création auquel une taxe sur les recettes publicitaires serait affectée constituerait un premier pas dans cette direction. Ensuite, grâce à un partenariat actif, avec l'ensemble de nos institutions éducatives et culturelles, l'audiovisuel pourra sortir de l'indigence créative qu'il distille aujourd'hui et être le loisir intelligent que souhaitent les Français.

L'ÉTAT VOLONTAIRE

Davantage d'Europe pour faire l'Europe

Faire l'Europe sans défaire la France : la formule est aujourd'hui le dénominateur commun de tous les socialistes. Au-delà, on trouve d'un côté un bataillon d'enthousiastes sans réserve, et de l'autre le groupe de ceux qui affirment tranquillement à la tribune d'une convention que l'union politique de l'Europe cela ne signifie rien dans aucune des langues de la communauté. Nous sommes pourtant à l'heure des choix. Le moment est donc venu de construire les rapports de force qui là aussi nous permettront seuls d'orienter l'avenir. A défaut, l'Europe qui aura gagné la partie sera celle du libéralisme. Nous réaffirmons que la solution aux problèmes que crée la construction européenne est dans le développement de l'Europe elle-même. **La réponse aux problèmes de l'Europe, c'est : encore plus d'Europe.** Prendre un nouvel élan dans ce domaine doit porter selon nous sur 3 points d'appui.

1. Assumer notre différence

A la différence des libéraux de tous les pays, conformément à l'orientation des partis socialistes et sociaux démocrates et du manifeste qu'ils ont produit dans la préparation des élections européennes, nous pensons que la libre circulation des capitaux ne peut être autorisée sans garantie et sans contrepartie. Rappelons-le avec force, à tout moment et contrairement à l'idée selon laquelle tout serait déjà décidé, **la France peut dire non.** Après les efforts consentis en vain pour harmoniser notre niveau de taxation à la source des produits du capital, nous sommes fondés à nous opposer à la mise en place des règles du jeu qui nous sont imposées. Pour construire l'Europe sociale le bras de fer est nécessaire avec les libéraux.

2. Bâtir un rapport de force politique et social

Beaucoup des détracteurs de l'Europe la désignent comme le lieu où



les conquêtes sociales seraient mises en péril. A l'inverse nous pensons qu'elle est le cadre dans lequel de nouvelles et importantes avancées deviennent réalisables. Ainsi de la réduction du temps de travail et de l'objectif des 35 heures qui, pour l'essentiel, ne peuvent être mis en place avec efficacité que dans le cadre de la communauté économique. Les forces sociales et les organisations pour imposer ces points de vue existent. Elles sont disponibles pour l'action. Le mouvement syndical européen dispose des moyens de rassembler les forces qui peuvent imposer la réduction de la durée du travail. Il peut et il doit être encouragé par un élan de rassemblement qui est à la portée de la gauche européenne. En effet les partis socialistes et sociaux démocrates, que le Parti Communiste Italien vient de rejoindre au parlement européen, en constituent la première force politique. Si ces partis le veulent et le décident, qu'ils se donnent un outil de coordination plus fort que le bureau de l'Internationale Socialiste, qu'ils mettent en débat, en même temps, dans tous les partis nationaux un programme d'actions communes. Ils atteindront, dans des délais plus brefs qu'on ne l'imagine, les objectifs qu'ils se seront fixés.

La mise au point d'un programme commun du mouvement socialiste, la formation d'un parti transnational, voilà les instruments dont nous avons besoin tout de suite.

3. L'union politique

C'est par le développement des moyens d'interventions collectifs, que l'on fera plier le marché aux impératifs sociaux et culturels placés au cœur du projet de civilisation de la Gauche. Démocratie, citoyenneté : voilà les seules garanties pour que l'Europe soit celle des peuples et des salariés. L'union économique et monétaire, l'union politique sont donc moins des objectifs à se fixer que les moyens pour réaliser l'émergence du premier pôle de civilisation de la Planète avec nos idéaux.

La Présidence française peut être le levier d'un mouvement de transfert des compétences en direction du Parlement Européen. Celui-ci doit devenir le véritable lieu de décision. Ceci suppose aussi des transferts de souveraineté que les parlements nationaux adopteraient.

Non à « l'Etat modeste »

La révolution conservatrice a concentré ses attaques sur le rôle de l'Etat : c'est lui qui aurait porté une bonne part de la responsabilité de la crise (...les fameuses rigidités incompatibles avec la révolution technologique et l'économie « moderne »).

Il fallait avant tout revenir à « l'Etat modeste », le désengager de ses fonctions collectives.

Oui mais voilà, nombre d'acteurs de la vie économique et sociale aujourd'hui appellent son intervention, y compris ceux qui le vouaient hier aux gémonies (les appels au protectionisme face aux voitures japonaises, les demandes d'intervention de la France pour reculer l'échéance de l'essence sans plomb, les quotas dans l'audiovisuel, etc...).

Dans des domaines comme la sécurité, la santé, la défense de l'environnement, nous sommes confrontés à une demande « de plus et de mieux d'Etat ». Quoi d'étonnant ? Qui en dehors de l'Etat, garant de l'intérêt collectif, pourrait faire contrepoids, par exemple, à la course aux profits, lorsqu'elle détruit l'environnement et engendre de profonds déséquilibres dans l'aménagement du territoire ?

Voilà pourquoi il nous faut lutter pied à pied contre toutes les tentatives réactionnaires visant à réduire l'intervention de l'Etat et à limiter son champ de compétence.

Nous avons besoin d'un Etat volontaire, affichant clairement ses objectifs, permettant ainsi à tous les citoyens de contrôler son action

et de s'y impliquer, ce qui ne signifie pas un état technocratique omniprésent. Affirmer cette volonté nouvelle de l'Etat doit être une des tâches de cette législature. Encore faut-il pour pouvoir agir disposer des moyens humains et financiers !

L'arme budgétaire

La volonté d'une majorité politique peut se lire entre les lignes du budget de l'Etat.

Oui mais voilà, le projet de budget se présente avec des dépenses et des recettes, bloquées à 80% voire à 90%, reconduites d'année en année. D'où le refrain des « gestionnaires sérieux » qui, face à la montée des aspirations sociales, déclarent doctement... que les marges de manœuvres sont quasi nulles (« Il n'y a pas d'autre politique possible »), qu'on ne peut pas accroître trop fortement le pouvoir d'achat des salariés sous peine d'augmenter le déficit de la balance des paiements, de relancer l'inflation, etc..., etc... Comme dit la chanson « Tout le monde, il a raison, tout le monde, il a tort ». Oui si nous restons dans le cadre des critères libéraux d'une bonne gestion économique, nous nous enfermons par avance dans le dilemme si cher au Premier Ministre « le cœur ou la raison ».

Si l'on ajoute la pression que constitue l'ouverture d'un grand marché européen, il nous sera démontré que nos marges de manœuvres sont réellement égales à zéro si l'on veut rester dans la course ! On voit bien que, dans ce cadre, le débat n'a plus d'objet, nous sommes dans la seringue des eurocrates et notre action ne peut se limiter qu'à des saupoudrages sur les plaies sociales les plus criantes.

Ouvrir la voie à une autre logique sur la base d'un échéancier maîtrisé, dégager de nouveaux espaces à la liberté d'action de l'Etat, telle doit être notre orientation.

De nouvelles ressources budgétaires pour de nouvelles dépenses

Europe ou pas, notre système fiscal est l'un des plus inégalitaires qui soient dans les pays développés. D'une part des millions de foyers fiscaux sont exonérés, d'autre part d'Etat fonde une grande partie de ses recettes fiscales sur l'impôt indirect qui par nature frappe tous les consommateurs quelque soit leur pouvoir d'achat.

L'alignement de la fiscalité sur les produits financiers (appelés pudiquement épargne) au niveau européen le plus favorable, conduit à pénaliser encore les revenus du travail. La faible imposition des plus-values permet au capital de se soustraire à une véritable contribution à la collectivité. S'ajoute à cela une fiscalité dérisoire sur les droits de transmission et d'héritage qui reconduit et conforte les inégalités dès la naissance. L'impôt sur la fortune, en excluant de son champ d'outil de travail, ouvre la porte à de nombreux détournements des éléments réels de la fortune.

Il faut, par une réforme fiscale, s'attaquer sérieusement à ces inégalités qui font de la France le seul pays qui puise l'essentiel de ses recettes dans la fiscalité du travail.

Cette réforme devra introduire plus fortement la notion de progressivité présente dans l'impôt sur le revenu des personnes physiques, seul impôt juste socialement. Cela veut dire une hausse des taux pour les tranches supérieures et un élargissement de l'assiette qui permettent de montrer que tous les citoyens, en fonction de leurs moyens, contribuent au développement collectif. Cela impliquera aussi un élargissement de l'impôt sur la fortune, non pas dans ses tranches, mais dans les éléments qu'il prend en compte.



Cette amélioration des recettes doit permettre la mise en place d'une nouvelle utilisation des dépenses. D'abord une relance de l'ensemble des services publics comportant un redéploiement des carrières et donc des grilles d'avancement.

La réduction de l'éventail des revenus

Plus de la moitié des salariés en France perçoivent moins de 6000F par mois. Aucune politique nouvelle de redistribution, aucune limitation des coûts des services essentiels aux individus ne vient compenser le faible niveau des salaires. Ce qui n'est pas versé sous forme de salaire direct ne l'est pas davantage sous forme de salaire indirect.

La politique du logement demeure largement soumise à la rentabilité que doit produire l'investissement immobilier. Pour de nombreux ménages, les charges incompressibles sont à elles seules supérieures au niveau des salaires.

Est-ce fatal, inéluctable ? Comment peut-on oser répondre aux revendications salariales qu'il n'y a pas de richesses à distribuer alors qu'en France certains gagnent 24 fois ce que reçoivent d'autres ? Aucun pays d'Europe ne connaît de tels écarts. Au Japon, qui n'est pourtant pas un paradis socialiste et est souvent cité comme exemple économique, l'écart n'est que de 1 à 10. Au-delà du partage des trois tiers des fruits de la croissance, qui pour la grande masse de la population, relève de la pure abstraction, le monde salarial a besoin aujourd'hui d'un plan sur trois à cinq ans de revalorisation des salaires et de réduction des écarts, tant pour le secteur privé que pour le secteur public.

Les mouvements de la rentrée 1989 en expriment l'urgence. Nous ne pouvons pas nous, socialistes, répondre aux salariés du privé que l'amélioration de leur pouvoir d'achat dépend de la convivialité patronale et à ceux du secteur public que le budget de l'Etat a d'autres priorités, tout en annonçant par ailleurs que la construction européenne se traduit par une réduction des recettes publiques.

Si méthode il y a, c'est celle du « no future ». Il est donc nécessaire de fixer aujourd'hui pour objectif la réduction de l'écart des salaires et de poser comme premier principe leur augmentation différenciée. Pour réduire les inégalités, le partage doit être inégal. De même, l'égal accès de tous au droit au logement, aux loisirs, à la santé, doit se faire par une participation progressive liée au revenu. Les instruments que nous avons hérités du Conseil National de la Résistance et qui s'inspiraient du principe « à chacun selon ses besoins » doivent être réactualisés, retravaillés pour apporter aux inégalités actuelles la réponse qu'a été la sécurité sociale en 1945.

Défense : des économies sur l'inutile !

Dans les équilibres budgétaires, il est clair que la question du budget de la Défense doit être aujourd'hui reposée. 15% du budget de l'Etat est, d'année en année, reconduit sans que soit véritablement posé le problème d'un redéploiement de ses moyens militaires. Le consensus est tel que personne n'ose lever le doigt pour protester...de peur d'être taxé de pacifisme, devenu la honte du socialisme. C'est oublier bien vite l'histoire et développer un curieux discours militaire-chauvin qui fait l'impasse sur la réalité des problèmes de défense et se soumet en fait au lobby militaro-industriel hors de tout débat démocratique.

Nous avons reçu en héritage la dissuasion nucléaire, pièce maîtresse de notre système de défense, elle n'est pas encore mise en cause dans sa panoplie tant que le décalage avec les autres grandes puissances n'est pas significativement réduit...mais au rythme actuel...

Qu'il faille une force d'intervention rapide disposant des moyens nécessaires, la réalité de la situation internationale l'a montré. Qu'une

sécurité de proximité puisse être assurée par les forces de gendarmerie, n'est pas non plus contesté. Mais ce n'est pas seulement dans ces secteurs que nous affectons une part budgétaire importante, c'est aussi dans un ensemble de moyens terrestres totalement obsolètes en cas de véritable conflit. Par tabou, nous n'osons les remettre en cause. Nous engageons ainsi des programmes d'équipement totalement stériles sauf pour les profits des industries d'armement.

A cet égard il faudra bien aussi se poser une question : Un gouvernement socialiste peut-il durablement fonder une partie importante de l'équilibre de la balance des paiements sur les ventes d'armement ? Cette orientation pèse aussi, sur la nature des investissements préconisés par les experts pour notre propre défense. Le passage direct d'un grand nombre d'officiers supérieurs ou généraux à la Direction des entreprises d'armement conforte les moyens de pression dont dispose là encore le lobby militaro-industriel.

Voici pourquoi, après débat, nous pourrions réduire nos dépenses militaires dégageant ainsi des moyens financiers pour d'autres investissements.

Une économie mixte structurante

Dans l'utilisation des ressources de l'Etat, il sera nécessaire de définir à nouveau une véritable politique industrielle. Laisser faire le marché...on en a vu les conséquences dans la période de l'après 86. Accepter les abandons faits par Balladur à travers les privatisations, c'est se contraindre à l'immobilisme au moment où se pose avec la plus grande urgence la nécessité de conquérir de nouveaux marchés et donc de redéployer de nouveaux investissements dans la modernisation des entreprises, la recherche et la formation.

Si nous ne voulons pas que le secteur public nationalisé soit à nouveau battu en brèche dans quelques années, au motif de sa rigidité, il est temps d'agir, mais cette fois, en concertation avec les salariés des entreprises concernées.

A la fameuse phrase des « ni-ni » (ni privatisations, ni nationalisations) nous préférons le « et-et ». En effet une véritable économie mixte a besoin de la souplesse qu'exige la mise en application de la politique industrielle définie par le plan. Oui, nous sommes pour la restauration du plan, contrepoids indispensable à l'économie de marché. Dans le cadre du plan démocratiquement élaboré il peut s'avérer utile à la fois de nationaliser ceci et de laisser au secteur privé cela, en prenant pour critère l'utilité collective. Dans des domaines nouveaux comme l'éco-industrie, les bio-technologies c'est toute une dynamique d'un nouveau développement industriel « intelligent » qu'il faut lancer.

Dans le même axe, il nous faut définir une autre approche concernant le secteur financier : créer un véritable capital public « risque ». Il faut inciter le patronat à sortir de son attitude passive. Il faut favoriser l'émergence de pôles atteignant la taille critique indispensable pour affronter le marché mondial en exigeant en contrepartie des engagements quant à la politique sociale au sein de ces entreprises. Il faut enfin adosser nos industries à un secteur bancaire dynamique, privilégiant l'investissement créateur d'emplois sur la spéculation.

Il nous faudra aussi faire preuve de volontarisme en matière d'aménagement du territoire et éviter les désertifications liées à la concentration extrême du tissu industriel et urbain. L'outil planificateur peut être à nouveau utilisé, surtout s'il s'appuie sur de véritables pôles régionaux et une collaboration inter-communale. En effet la décentralisation a eu aussi des effets pervers : bien souvent, au lieu de voir des régions s'affirmer, nous avons constaté l'atomisation des pouvoirs de décision en autant de citadelles concurrentes. Sans revenir à un jacobinisme centralisateur, des corrections doivent être apportées.

Autant de pistes nouvelles, pour permettre à la collectivité et aux citoyens de trouver les ressources et les services nécessaires.



ANNONCER UNE NOUVELLE CIVILISATION

Une autre humanité

Généralisation du salariat et concentration géographique des populations, dans de vastes espaces de vie collective, marquent une étape nouvelle de notre civilisation. Elle transforme l'identité humaine elle-même. La socialisation de la vie individuelle se réalise dans une société de salariés ayant recours pour chaque acte de la vie quotidienne aux services publics, ou à des réseaux de distribution privés qui réalisent dans les faits une fonction de service public.

C'est pourquoi les revendications qui naissent de la vie en ville révèlent bien cette identité et préfigurent le type de société que cette population veut faire naître. La ville peut être le cadre d'une multiplication des rapports humains où s'accroît la socialisation des personnes et où sont mis à la portée d'un plus grand nombre les effets du progrès scientifique. Mais elle est aussi un lieu où s'est accru l'isolement des individus, où s'expriment des montées de violence. Les habitants des villes cherchent aujourd'hui à recréer de nouvelles formes de solidarité. Quelle solidarité construire dans des villes qui concentrent les célibataires et les personnes âgées et repoussent à la périphérie les familles à enfants ? Quelle solidarité dans une société qui repousse tous les exclus, malades, handicapés, enfants en difficulté, derrière des murs au plus loin des centres de vie ? Mettre en perspective ces nouveaux rapports sociaux, c'est dégager en partant des réalités nouvelles, une politique socialiste urbaine, c'est assurer l'égalité sans laquelle solidarité ne signifie que charité.

Les revendications concernant la construction des crèches, la qualité de l'accueil et de la formation des enfants à l'école, la création de lieux de vie et de rencontre pour les jeunes, la qualité du logement, des transports, de la sécurité expriment un mode de vie mais aussi une idéologie : l'égalité des droits se présente à cette étape de l'Histoire, banalement, comme la seule norme d'après laquelle la société peut fonctionner harmonieusement.

Personne n'admettrait qu'on puisse être empêché d'aller à l'école publique en raison de la couleur de sa peau, de sa religion ou même de ses revenus ; ou que par ces motifs on se voit privé de la tournée du facteur. Cette culture politique de masse, d'essence socialiste, est significative de notre époque.

Lorsqu'un locataire est expulsé, chacun sait que l'huissier ne le relègue pas. Dans cette circonstance, même si les mauvais payeurs sont mal vécus par leurs voisins, tous sont solidaires pour considérer que le droit au logement du locataire est supérieur au droit au loyer du propriétaire. Cet exemple de hiérarchie des droits se vérifie aussi dans des situations plus complexes et l'on découvre alors que la civilisation des villes est une civilisation qui tend spontanément aux solutions socialistes.

Une nouvelle dynamique laïque

Dans ces conditions, le racisme, les fanatismes religieux, les mouvements « d'ordre moral », les campagnes contre les juifs ou les franc-maçons servent utilement tous ceux qui ont besoin de faire reculer cette culture spontanée de solidarité et d'égalité. Les socialistes doivent prendre part à cette confrontation culturelle. C'est leur histoire, leur culture. Artisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ils doivent participer au développement d'une nouvelle dynamique de la culture laïque qui sorte du seul — mais décisif — problème scolaire pour devenir l'axe d'une nouvelle morale collective de tolérance, d'esprit critique et de contestation de l'idéologie dominante dans tous les domaines. Nos valeurs sont celles de la solidarité, de l'insurrection

morale permanente contre l'injustice, de l'engagement dans les luttes collectives, du goût pour la bataille d'idées, du refus de faire de la hiérarchie sociale une hiérarchie naturelle. Notre parti doit contribuer à la réorganisation de la pensée laïque afin que celle-ci puisse reconquérir toute sa place dans la perspective de la recomposition culturelle et idéologique que vit notre pays.

Le féminisme nouveau doit arriver

Le mouvement féministe sans lequel ni la loi légalisant l'I.V.G., ni la loi Roudy sur l'égalité professionnelle, n'auraient vu le jour n'a pas trouvé de souffle nouveau. En 1981, en 1986 encore et lors de l'élection présidentielle de 1988, c'est le Parti Socialiste qui a incarné les aspirations des femmes. Mais aujourd'hui, comme le prouvent les statistiques électorales, le P.S. et le gouvernement ne semblent plus être porteurs de cette même dynamique. Ni la place accordée aux femmes dans les instances du Parti ou les désignations, ni l'action gouvernementale ne traduisent une quelconque volonté de poursuivre l'œuvre émancipatrice.

Pourtant, nous sommes encore loin du compte et il ne suffit pas d'affirmer l'égalité des hommes et des femmes pour que la mixité de toute notre société se réalise.

Le Parti Socialiste doit affirmer sa vocation féministe qui seule permet la prise en compte de la globalité des inégalités dont sont victimes les femmes. La dimension économique et la dimension culturelle sont indissociables. Tant que l'image des femmes pourra être avilie, dégradée, les déclarations incantatoires sur l'égalité professionnelle demeureront vaines. Tant que le partage des rôles dans la famille n'aura pas profondément évolué, la place des femmes dans l'entreprise et dans la vie politique restera fragile ou marginale.

Pour construire une société mixte, nous devons poursuivre un triple objectif : faire évoluer les lois, les pratiques et les mentalités. Nous devons lever les obstacles que rencontrent les femmes pour pouvoir mener à l'égal des hommes une vie professionnelle, familiale, associative ou politique.

Il est nécessaire pour que l'insertion des femmes dans le monde du travail se conclue par une réelle égalité professionnelle que la fonction maternelle soit prise en compte sans qu'elle soit prétexte ou justification à des discriminations. Les femmes se sont glissées dans une organisation du travail qui n'était possible que par l'exclusif dévouement de leurs mères ou grands-mères à l'éducation des enfants. Rien n'a changé et les femmes accumulent aujourd'hui toutes les charges et toutes les contradictions.

Le natalisme désuet de notre politique familiale doit être l'objet d'une refonte moderne ; dès aujourd'hui des avancées sont possibles :

- Allongement du congé de maternité
- Réduction du temps de travail pour les parents d'enfants non scolarisés avec une prime au partage entre le père et la mère. Réduction du temps de travail pour les parents participant à des crèches familiales.
- Développement des structures d'accueil de la petite enfance avec inscription des dépenses qui y affèrent au rang des dépenses obligatoires des collectivités locales.

Enfin, chacun sait maintenant, que sans mesures coercitives, la place qui est réservée aux femmes dans la vie politique ne progresse pas spontanément. Dans le Parti, nous devons nous fixer l'objectif, comme



l'a fait le SPD, d'un quota de 50 % de femmes dans toutes les instances et les désignations.

Faute d'être capable de tenter lui-même de devenir un parti réellement mixte, le Parti Socialiste passera à côté du plus grand bouleversement de ce siècle et s'éloignera de cette « moitié du ciel » qui a encore tout à attendre et tout à gagner d'un changement en profondeur de notre société.

Une modernisation des liens entre personnes

En toute circonstances, les personnes sont aux yeux de la gauche égales en droits et en dignité.

Le moment est venu de réaliser dans le domaine des libertés individuelles un pas qui fournisse un point d'ancrage au progrès de l'égalité des droits dans la structure de base de la société. L'évolution des mœurs, la multiplication des familles monoparentales, le nombre croissant des divorces et des unions libres hétérosexuelles ou homosexuelles appellent des formules qui puissent prendre en compte ces réalités. En créant le **partenariat civil** nous fonderions l'égalité en droit de tous les modes de vie en commun que peuvent choisir nos contemporains.

Le droit au bonheur

Des avancées matérielles, techniques, scientifiques considérables n'ont cessé de se produire au cours des deux dernières décennies et même durant la période la plus sombre de la crise. Elles ont provoqué

de profonds bouleversements des habitudes, des mentalités et des modes de vie. Elles ont dessiné de nouvelles possibilités inimaginables pour la génération précédente. Seront-elles le moyen de nouvelles libérations individuelles et collectives ou l'instrument de nouvelles oppressions ? Cela dépend de nous ! Les socialistes au gouvernement disposent des moyens de tracer un nouveau chemin de liberté. Pour mobiliser vers un avenir de solidarité, il faut donner à voir quelle société nous voulons pour demain. Nous devons savoir annoncer une nouvelle civilisation. Le droit au bonheur est un mot d'ordre réaliste. Assez entraîné : Le monde qui nous entoure, les lois économiques qui le régissent, l'idéologie qui le perturbe, ne peuvent inspirer que révolte et insoumission.

En France ou en toute partie du monde, chaque lutte des hommes et des femmes pour leur dignité est celle des socialistes : celles des salariés comme l'arbitraire patronal, celle des pays exsangues contre l'impérialisme, celle des femmes contre les cultures qui les soumettent et les religions qui les mutilent, celle des enfants contre les scories du droit de vie et de mort.

Chaque fois qu'un individu relève la tête contre la loi du plus fort qu'il subit, c'est une étape du combat de l'humanité pour son émancipation qui se franchit.

La dignité, la liberté et l'autonomie des individus, voilà la finalité de l'action socialiste, voilà les conquêtes que nous voulons accompagner. C'est pour cela que nous construisons un parti, c'est pour cela que nous voulons gouverner.

Affirmer l'égalité des droits pour tous et s'en donner les moyens, c'est la révolution qu'il nous faut accomplir !



Les chances du socialisme démocratique

Premiers signataires

Membres du comité directeur et organismes associés

Membres du gouvernement

Parlementaires

Délégués nationaux — Equipe nationale du M.J.S.

Catherine TRAUTMANN

Maurice ADEVAH-POEUF, Jacqueline ALQUIER, Michèle ANDRE (Secrétaire d'Etat chargé des Droits des Femmes), Yvonne ARROU-VIGNOD, Monique BACHELLIER, Jean-Pierre BALDUYCK, Umberto BATTIST, Roland BÉIX, Jacques BELLANGER, Alain BENETEAU, Louis BESSON (Ministre délégué chargé du Logement), Alain BERGOUNIOUX, Pierre BIARNES, Charles BONIFAY, André BOREL, François BORELLA, Jean-Claude BOULARD, Pierre BOURGUIGNON, Pierre BRANA, Alain BRUNE, Jean-Paul CALLOUD, Robert de CAUMONT, Bernard CAUVIN, Christophe CEVASCO, Robert CHAPUIS (Secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement Technique), Jacques CHEREQUE (Ministre délégué chargé de l'Aménagement du Territoire et des Reconversions), Yves COLMOU, Dominique de COMBLES DE NAYVES, Jean-Pierre COT, Colette DEFOREIT, Freddy DESCHAUX-BEAUME, Michel DESTOT, Marie-Madeleine DIEULANGARD, Michel DINET, Yves DOLLO, René DOSIERE, Michel DUBOIS, Jean-Jacques DUBOUCHAUD, Jean-Paul DURIEUX, Tony DREYFUS (Secrétaire d'Etat chargé de l'Economie Sociale), Claude EVIN (Ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale), Stéphane FOUKS, Daniel FRACHON, Sylvie FRANÇOIS, Gérard FUCHS, Dominique GAMBIER, Jacques GRANIE, Gérard GOUZES, Claudette GROSSE, Jean GUIGNE, Pierre-Yves HEURTIN, Alain HUBERT, Michèle HUMBERT-LINDEPERG, Gérard ISTACE, Marie JACQ, Marie-Andrée JAUBERT, Jean-Pierre JOSEPH, Charles JOSSELIN, Marietta KARAMANLI, Jean LABORDE, Gilles LACAN, Michel LAMBERT, Jean-Pierre LAPAIRE, Claude LAREAL, Françoise LAURANT, Gilbert LE BRIS, Janguï LECARPENTIER, Marie-France LECUIR, Louis LE PENSEC (Ministre des DOM-TOM, Porte parole du Gouvernement), Gérard LINDEPERG, Gilles MARTINET, Norbert METAIRIE, Jean-Pierre MIGNARD, Gabriel MONTCHARMONT, Jacques MOREAU, Bernard MORIN, Francis MUSARD, Henri NEUVILLE, Philippe NOUVEAU, Jean-Paul NUNZI, François PATRIAT, Jean-Claude PETITDEMANGE, Charles PISTRE, Germaine PIVASSET, Patrick PEUGEOT, Bernard POIGNANT, Guy POIRIER, Michel RAFFET, Guy RAVIER, René REGNAULT, Alain RICHARD, André ROUVIERE, Jacques SALVATOR, Michel SAPIN, Bernard SCHREINER, Robert SCHWINT, Jean-Pierre SUEUR, Yves TAVERNIER, Frédéric THIRIEZ, Pierre-Yvon TREMEL, Frédéric VALLIER, Marie-Claude VAYSSADE, André VEZINHET, Alain VIVIEN, Marcel WACHEUX, Jean-Pierre WORMS, Pierre ZEMOR.

RESPONSABLES FEDERAUX

Jean AIGOIN (03), Damien ALARY (30), Jean-Jacques ANGLADE (13), Françoise ANTONINI (49), Louis AUBOIN (Premier fédéral 08), Michel BARON (17), Violette BAKOVIC (75), Armand BELAI (28), Gérard BERNHEIM (77), Rémy BLONDEL (Premier fédéral 45), Daniel BOIS (59), Pierre BOURGES (35), Gilles BOURMAUD (85), Bernadette BOURZAI (19), Jean-Claude BOYER (Premier fédéral 49), Pierre BOYER (84), Serge BREUILLE (89), René BRUC (48), Didier CARDON (80), Vincent CARLOTTI (2A), Michel CAROTENUTO (13), Roland CASANOVA (43), Serge CEDELLE (23), Raymond CERCLIER (44), Pascal CHAMPVERT (94), Jacky CHAPELOT (36), Gisèle CHARZAT (75), Jean-François CLAVERIE (33), Pierre-Yves COLLOMBAT (83), Hélène COROUGES (92), Jean COTTAVE (Premier fédéral 78), Georges DANTON (63), Michel DASSEUX (24), Christian DEFARGE (24), Daniel DELAVEAU (35), Gérard DENECKER (19), Bertrand DRUON (93), Bernard DUPUIS (50), Madeleine DUPUIS (31), Guy DURAND (12), Michel DURANT (37), Joëlle DUSSEAU (33), Gérard EUDE (77), José ESCANEZ (04), Alain FABRE (30), Christian FAUCHE (Français de l'étranger — Amériques), Daniel FAURE (05), Olivier FAURE (45), Philippe FERRADOU (92), Robert FEVRE (10), Jean-Paul FONCEL (78), Jean-Noël FONDERE (09), Michel FONTAINE (01), Roger FOUGERES (69), José GARCIA (91), Yves GAUTHIER (01), Jacques GERARD (Français de l'étranger — Afrique), Jean-Claude GERMON (21), Alain GOURIOU (22), Jean-François GRANDBASTIEN (54), Gérard GRUNBERG (78), Odette GRZEGRZULKA (41), David HABIB (64), Michel HERVÉ (79), Michel HUMBERT (88), Serge JANQUIN (62), Jacques JUSFORGUES (Premier fédéral 72), Jean-Noël KERDRAON (Premier fédéral 29), Jean-Luc LACAMBRA (Premier fédéral 32), Mireille LACOMBE (15), François LAMY (91), Claire LARZILLIERE (27), Michel LEHERISSIÉY (50), Jo LE LAMER (56), Yves LEMOIGNE (74), Yves LE PAPE (61), René LEUCART (57), Max LEVITA (34), Jacques LEVY (31), Bernard LIME (25), Jean-Jacques LOZACH (23), Pierre LOZAR (81), Marcel MARCHAND (52), Claude MARNIERE (58), Pierre MARTIN (26), Michel MARTY (82), Arnaud MASSIP (91), Michel MATHIEU (39), Jean-Claude MAUREL (90), Marlène MELISSE (Guadeloupe), André MELLIET (11), Jean-François MERLE (92), Jacques MEYER (51), Philippe MEYER (56), Jean-Claude MICIELI (47), Gérard MIQUEL (46), Jacques MOIGNARD (82), Bernard MONTERGNOLE (38), Didier MOREL (Premier fédéral 22), Daniel NOUAILLE (87), Louis PALUS (40), Luce PANE (76), Ibrahim PATEL (Réunion), Robert PERRUSSAN (32), Yvon PERUCHOT (18), Jean-Louis PETIT (08), Maryvonne PETIT (57), André PINCON (53), Richard POGLIANO (06), Michèle PONCET-RAMADE (13), Bernard PORTEL (93), Daniel POUJAUD (60), Alex RANLIN (Martinique), Jean REYRAT (16), Alain RHEM (76), René RICARRERE (64), Roland RIES (67), Bernard RODENSTEIN (68), Michel ROLANT SANCELME (65), Charles SASSO (95), Robert SAULNIER (70), Théo SCHNEE (67), Marie-Claire SIMON (Français de l'étranger — Europe), Edouard SIMONIAN (73), Bernard SOULAGE (38), Yvon TONDON (54), Josette TRAVERS (14), Marc VALERY (2B), Manuel VALLS (95), Daniel VANHOVE (59), Alain VANNAIRE (63), Maurice VATIN (02), Jean-Pierre VIALE (07), Richard VILLIARD (Premier fédéral 84), Maurice VILLEGAS (42), Bernard VINCENT (93), Patrick VIVERET (75), Guy VERDIER (16), Michel WEISS (68).



I. Assumer les mutations

1. L'accélération des mutations technologiques
2. Les mutations démographiques
3. La révolution médiatique
4. L'incontournable mondialisation

II. Affirmer notre identité

1. La démarche du socialisme démocratique
2. Les valeurs du socialisme démocratique

III. Rassembler à gauche

1. Rassembler les socialistes
2. Rassembler la gauche
3. Consolider la majorité présidentielle
4. Unir les Français
5. Faire la synthèse entre socialisme et écologie

IV. Donner une nouvelle dynamique au Parti Socialiste

1. Elargir la base populaire du parti
2. Renforcer la démocratie interne
3. Accroître notre efficacité collective

V. Moderniser dans la solidarité

1. Le Pacte de croissance
2. Les nouvelles solidarités
3. Relever le défi de l'éducation
4. Construire une Europe solidaire
5. Rénover le service public
6. Faire la synthèse entre croissance et écologie
7. Apporter notre contribution à la paix et au développement

Le temps est venu de faire un grand Congrès sur l'identité socialiste en approfondissant trois questions :

- celle du rapport des socialistes au pouvoir.**
- celle du rapport des socialistes à leur projet.**
- celle du rapport des socialistes à leur parti.**

Les socialistes et le pouvoir

Pour la seconde fois de leur histoire, les socialistes grâce à la réélection de François MITTERRAND, et à l'échec de la Droite aux législatives bénéficient de la durée pour mener une politique de transformation sociale. Forts de l'expérience des années 1981-1986, ils disposent avec « La lettre aux Français » des références et des orientations qui animent la politique du Gouvernement de Michel ROCARD.

Les engagements du Président de la République ont commencé à être tenus à travers le rétablissement d'un impôt sur la fortune, l'instauration du RMI, l'adoption d'une Loi de rénovation du système éducatif, la création du crédit-formation, le retour à l'Etat de Droit pour les immigrés, la réforme de la loi sur les loyers, la mise en place d'un dispositif de prévention des licenciements.

Le chômage recule et les prix restent maîtrisés. Les budgets 1989 et 1990 traduisent les priorités des socialistes en matière de recherche, de formation, d'enseignement et de logement social. Avec le pacte de croissance, le gouvernement affirme sa volonté de voir les salariés bénéficier de la croissance dans des conditions tenant compte de l'état de convalescence de notre économie.

L'opinion comprend cette politique. Les socialistes ont, depuis mai 1988, progressé lors des élections cantonales, municipales, européennes et sénatoriales, et se sont dotés d'une forte implantation municipale.

Malgré le chemin parcouru, l'ampleur des inégalités et des injustices provoquent de légitimes impatiences de la part de tous ceux qui ont porté le poids des politiques de rigueur. C'est pourquoi notre Congrès doit être l'occasion de débattre entre nous des conditions permettant **d'aller plus loin** dans la voie de la transformation sociale.

Comment infléchir le partage au profit des salariés et des inactifs sans remettre en cause notre capacité d'investissement économique et social ? Comment sauvegarder notre protection sociale ? Comment réussir l'insertion ? Comment faire la synthèse entre croissance et environnement ? Comment construire une Europe solidaire ? Comment réduire les inégalités ? Comment assurer l'égalité entre les hommes et les femmes ? Comment lutter contre le déséquilibre Nord/Sud ? Comment contribuer à la progression du désarmement et de la paix ?

Comment construire, sans dérapage, notre politique de partage alors que le retour de la croissance s'opère dans une économie qui reste fragile ?

Autant de questions auxquelles nous devons répondre sans céder aux tentations du positionnement tactique.

Autant de questions sur lesquelles le Parti doit rester une force de propositions afin d'éclairer la différence avec une droite divisée par les ambitions personnelles et qui reste minoritaire sans l'apport de l'extrême droite raciste et antisémite ; une Droite qui cherche à faire oublier sa politique de revanche des années 1986-1987, une droite impuissante à se rénover, clientéliste dans sa gestion de la décentralisation et qui ne porte aucun projet pour la France. Pour la majorité présidentielle, il n'y a pas d'autre perspective que de se situer clairement à Gauche, une Gauche ouverte, sûre de ses valeurs et de sa capacité à conduire durablement les affaires du pays.

Les socialistes et leur projet

Au moment où le communisme bureaucratique connaît en URSS, en Europe de l'Est et en Chine, la crise la plus grave de son histoire, où le néolibéralisme monétariste cherche à imposer dans le monde la brutalité de la loi de l'argent et où les régimes théocratiques renouent avec le fanatisme religieux, le socialisme démocratique, apparaît comme une idée neuve seule susceptible d'offrir une alternative crédible aux forces du capitalisme.

Cette synthèse Jauresienne du socialisme et de la démocratie défendue de façon visionnaire par Léon BLUM en 1920 retrouve ainsi toute sa force et son actualité.

Entre les deux courants du socialisme issus de la déchirure des années 1920, l'histoire a tranché dans des conditions qui ouvrent des perspectives au rassemblement autour de la famille socialiste, rassemblement déjà esquissé au niveau du Parlement européen entre le groupe socialiste et le groupe de l'Eurogauche animé par le P.C.I.

Conjuguant transformations sociales et démocratie politique, solidarité et compétitivité, liberté et organisation, marché et planification, secteur public et entreprise privée, autonomie individuelle et protection collective, la démarche du socialisme démocratique apparaît en cette fin du XX^e siècle comme la seule voie de modernisation d'une société dans le respect des valeurs de Liberté, d'Egalité et de Solidarité.

Le socialisme démocratique ne propose pas de dogme, mais un mouvement cherchant à articuler des préoccupations dont les contradictions ne reflètent pas seulement des oppositions d'intérêt de groupes mais aussi les contradictions des hommes eux-mêmes aspirant tout à la fois à la liberté et à la sécurité.



Le socialisme démocratique s'appuie sur la richesse d'une synthèse entre la confiance dans les possibilités de progrès par la raison, issue du mouvement encyclopédiste du XVIII^e siècle et l'aspiration à la justice sociale née des luttes du XIX^e.

Bien sûr, le socialisme démocratique ne se définit pas uniquement par ses références historiques mais également par sa capacité à assumer les évolutions actuelles touchant l'environnement, la nouvelle répartition du temps d'une vie, la communication, la maîtrise des sciences et des techniques, l'autonomie du mouvement social par rapport au champ du politique, la dimension internationale de la lutte contre le libéralisme sauvage.

Le socialisme démocratique constitue bien la démarche originale d'évolution dans un monde marqué par la double crise du communisme bureaucratique et du libéralisme sauvage.

Les socialistes et leur parti

Avec un masochisme dont les socialistes ont le secret, certains parmi nous se lancent dans une critique tous azimuts du P.S.

Pour notre part, nous sommes fiers d'un P.S. qui a permis de redonner à la Gauche sa crédibilité comme force d'alternance et de gouvernement.

Certes, le Parti a ses faiblesses, ses défauts, ses limites, mais ayons au moins l'honnêteté d'assumer collectivement ses carences comme nous bénéficions collectivement de ses succès.

Nous souhaitons tous un grand parti moderne, un parti de masse. Mais, la question n'est pas de vérifier notre accord sur cet objectif mais de définir les voies et moyens d'y parvenir et surtout, lorsque ces voies seront définies, de les mettre en œuvre.

Comment renforcer notre implantation populaire ? Comment valoriser l'expérience militante ? Comment vivifier le débat démocratique ? Comment assurer la transparence ? Comment organiser la relation avec nos sympathisants ? Comment développer la dimension internationale de notre action ? Autant de questions pour notre Congrès.

Notre Congrès doit également être l'occasion d'effacer les clivages anciens qui ne reposent plus sur rien, qui se révèlent incompréhensibles pour beaucoup de militants, et qui paralysent trop souvent l'action. Confirmons notre capacité et notre volonté d'opérer de nouvelles synthèses comme les voies en ont été tracées à Toulouse et à Lille.

Convaincus de la possibilité d'améliorer la condition humaine grâce aux progrès des sciences et des techniques, les socialistes démocrates, plus que d'autres, sont capables d'assumer les grandes mutations technologiques de la fin du siècle pour les mettre au service des hommes.

Alors assumons les mutations, affirmons notre identité, rassemblons les forces de progrès et agissons pour moderniser notre société dans la solidarité.

I. ASSUMER LES MUTATIONS

A l'évidence, la crise n'est plus ce qu'elle était. Le mot même a disparu en quelques mois de notre vocabulaire sans avoir fait l'objet d'une analyse pertinente.

Progressivement, avec le retour d'un certain niveau de croissance, la crise apparaît enfin pour ce qu'elle est : une phase de mutation liée aux changements d'ordre technologique, démographique et médiatique.

1. L'accélération continue des mutations technologiques

Jamais les découvertes techniques et scientifiques n'ont connu un tel développement, n'ont été aussi rapidement appliquées, aussi décisives dans leurs effets, mais également aussi vite dépassées. Ce qui est nouveau, ce sont moins les mutations elles-mêmes que l'accélération de leurs rythmes qui réduit le temps de l'adaptation.

Micro-informatique, bio-technologie, robotique, matériaux nouveaux, agriculture sans sol, communication spatiale ouvrent des champs de création de richesses et de liberté au-delà de toutes les limites actuellement connues.

Sous l'effet du développement des processus de robotisation et d'automatisation, les emplois directs de production reculent alors que se développent les emplois de conception, de surveillance et de contrôle. Les actifs seront de moins en moins directement affectés à la production de biens et de plus en plus souvent employés à la fabrication de communication et de services.

L'organisation taylorienne devient caduque. L'amélioration de la qualité et l'élévation du niveau de production appellent davantage d'initiatives et de responsabilités des travailleurs.

Ces mutations technologiques ont des conséquences sur la durée du travail, sur les mécanismes de redistribution et sur les risques d'exclusion.

La durée du travail

Avec la croissance de la productivité, la tendance à la réduction du temps de travail qui représente une constante de l'évolution sociale depuis le début du XX^e siècle se poursuivra. **Alors, rouvrons le dossier de la réduction du temps de travail**, et réfléchissons à une nouvelle

répartition du temps d'une vie entre travail, formation, activité d'intérêt général, culture, sport, loisirs et vie familiale. Il nous faut retrouver cette idée essentielle des débuts du mouvement socialiste : **l'homme ne se résume pas à sa fonction de production, comme cherche toujours à l'y réduire le capitalisme.**

Dans les sociétés développées à forte productivité, la part de la population qui se trouve hors du monde du travail devient plus importante que la population active, même si nous intégrons les chômeurs dans la population active.

Face à une telle évolution, il n'est plus possible de définir la place de chacun seulement en fonction de sa situation dans la production.

Cette évolution, qui a conduit à un relatif éclatement de notre base sociologique même si les salariés continuent d'y jouer un rôle dominant, doit nous amener à prendre plus largement en charge des catégories non productives comme les retraités, les pré-retraités, les handicapés et les jeunes.

Les situations de domination, d'exploitation, d'exclusion ne sont plus uniquement liées à la place de chacun dans la production mais aussi à l'inégale répartition des richesses sur le territoire, à l'accès inégal à l'éducation, aux discriminations fondées sur le sexe, l'origine culturelle ou la race.

Les mécanismes de redistribution

L'accélération de la substitution du travail des machines à celui des hommes entraîne une crise de nos mécanismes de distribution qui restent, pour l'essentiel, fondés sur les salaires, soit comme revenus directs, soit comme assiette des cotisations finançant les revenus différés.

Lorsque dans la production des richesses, le facteur capital se développe par rapport au facteur travail, il faut réadapter nos mécanismes de redistribution.

C'est pourquoi, l'élargissement de l'assiette des prélèvements sociaux à tous les revenus apparaît nécessaire.

Le développement de la productivité lié à la croissance des processus de production robotisés et automatisés conduira également à assouplir le lien entre travail et attribution d'un revenu. La répartition d'une part de plus en plus importante des revenus en dehors des



périodes de travail constituera une tendance lourde dans l'évolution de nos modes de redistribution.

Les risques d'exclusion

Les mutations technologiques, par leur rythme même, multiplient les facteurs d'exclusion en provoquant la déstabilisation des plus faibles, des plus fragiles, des moins adaptables comme le révèle le développement du chômage de longue durée.

La modernisation capitaliste engendre l'exclusion au sein de chaque pays, mais également entre pays riches et pays pauvres. **A nous de montrer par la formation, l'insertion et la solidarité les voies d'une modernisation sans exclusion.**

2. Les mutations démographiques

La mutation démographique des sociétés développées à travers la réduction de la natalité et l'allongement de l'espérance de vie qui a doublé depuis le début du siècle trace les cadres du second grand défi de cette fin du XX^e siècle, **celui de l'allongement de la vie.**

Au-delà du rôle social que peuvent jouer les pré-retraités et retraités, au-delà du problème du financement des retraites, l'augmentation très forte du nombre des personnes très âgées exige une adaptation de nos systèmes de solidarité face à l'accroissement du nombre de personnes ayant perdu leur autonomie.

Dans la France de 1989, le droit à la prolongation de la vie dans la dignité n'est pas assuré.

De même, la France comme la plupart des pays européens, souvent plus gravement touchés, doit faire face aux menaces de non renouvellement de sa population liées à la chute du taux de la natalité.

Evitons que les préoccupations démographiques du monde riche ne conduisent à faire apparaître, comme c'est le cas aux Etats-Unis, un néo-conservatisme sur la place des femmes et de la famille dans la société. **On ne construira pas le renouveau démographique de la France sur la remise en cause des droits des femmes.**

Le recul démographique des pays riches contraste avec l'explosion démographique des pays pauvres. La réponse à cette situation s'ordonne autour des thèmes de l'intégration pour les immigrés et du développement pour les peuples du tiers monde. Sinon, nous risquons de voir le monde riche et blanc, terrifié par la vague démographique des pauvres, tenter leur refoulement derrière de nouveaux rideaux de fer qu'illustrent déjà les scènes nocturnes quotidiennes de chasse aux clandestins à la frontière entre les USA et le Mexique. La logique de l'apartheid qui consiste à protéger sa richesse et sa puissance par la ségrégation risque de prendre une dimension planétaire.

3. La révolution médiatique

Le plan Marshall était assorti de l'obligation pour l'Europe d'accroître le nombre de films américains qu'elle devait diffuser. La diffusion d'une manière de vivre prépare toujours la diffusion des produits.

Les USA ont compris très tôt l'importance économique et le carac-

tère stratégique de la communication qui représente, outre-atlantique, 30% des emplois. N'oublions pas cette leçon au moment où nous construisons l'Europe audiovisuelle.

La révolution médiatique représente à la fois une chance et un risque pour la démocratie. Une chance parce qu'il n'y a pas de démocratie sans une large diffusion de l'information, un risque si les médias, par la puissance de leurs moyens d'influence, enferment les comportements culturels et politiques dans un modèle dominant.

Partis politiques, associations, syndicats, nés au début du siècle comme instruments de représentation, de communication et de médiation des opinions se trouvent, pour partie, concurrencés par les moyens de communication de masse.

La sélection des hommes politiques selon leurs performances télévisuelles n'est que le stade avancé d'une société où être, c'est être perçu et où la forme domine le contenu.

A nous de réintroduire le débat d'idées. A nous d'être capables de rétablir la communication à un niveau de richesse qu'implique l'analyse d'une société complexe. **A nous de faire de la révolution médiatique un moyen de participation et non un outil d'aliénation.**

4. L'incontournable mondialisation

Les pluies acides comme les mouvements de capitaux sont sans frontières.

Le décalage entre l'organisation du pouvoir politique dans les limites de l'Etat-Nation et l'internationalisation des questions, des problèmes et des solutions, constitue certainement le facteur de déséquilibre le plus grave des systèmes de régulation mis en place par les hommes pour se gouverner.

Stabilité monétaire, développement, protection de l'environnement, sécurité collective se heurtent à un déficit de moyens de régulation internationale.

A travers les multinationales, le capitalisme a organisé son pouvoir dans un cadre international alors que les moyens de régulation économique restent, pour l'essentiel, au niveau des Etats. Les déséquilibres résultant de cette situation rendent particulièrement urgente la construction d'un ordre économique mondial.

Aux socialistes démocrates, internationalistes dès l'origine, d'appeler à plus d'Etat au niveau international après avoir combattu certains excès de l'étatisme national. **Il nous faut gagner la bataille pour l'organisation de la planète.**

Face à ces mutations, les pays qui réussiront ne seront pas ceux qui remettront en cause l'amélioration des conditions de travail, les conquêtes sociales, qui auront les salaires les plus bas, les travailleurs aux statuts les plus précaires, mais ceux qui sauront augmenter le niveau de savoir et de recherche et qui porteront au point le plus élevé la mobilisation de l'intelligence collective. C'est en ce sens que le socialisme démocratique est adapté aux mutations de la fin du XX^e siècle.

Telle est l'identité qu'il nous faut affirmer.

II. AFFIRMER NOTRE IDENTITÉ

A ceux qui nous interrogent sur notre projet, notre réponse enracinée dans notre histoire reste forte, c'est le socialisme démocratique.

A ceux qui dans nos rangs, ou en dehors d'eux questionnent sur notre identité, sur sa dilution ou sa renaissance, montrons que notre identité commune, demeure la volonté, face au double échec du communisme bureaucratique et du capitalisme sauvage, de construire le socialisme démocratique à travers une démarche au service d'un certain nombre de valeurs.

1. La démarche du socialisme démocratique

Le socialisme démocratique puise son originalité et son efficacité dans une démarche faisant du compromis un outil de transformation sociale, de l'autonomie un moteur et de la durée une exigence.

Le comportement comme outil de transformation sociale

Les socialistes démocrates, tout en maintenant leur perspective de



transformation sociale, ont écarté la violence comme outil de changement.

Notre originalité tient à ce que nous avons, très tôt, affirmé l'importance du compromis social comme vecteur de l'évolution sociale. L'affrontement entre forces sociales débouchant sur la domination sans partage de l'une d'entre elles a été écarté au profit de la recherche du contrat social comme mode adapté de transformation d'une société en mutation.

Les socialistes démocrates cherchent à régler des problèmes non à régler des comptes, ils veulent convaincre et non contraindre.

Le dossier de la Nouvelle-Calédonie illustre avec succès cette démarche. Une solution adoptée après concertation, un gain obtenu à l'issue de négociations ont plus de solidité, plus de poids, plus de valeur et assurément plus d'efficacité et de durée que des concessions octroyées ou arrachées.

La recherche de solutions négociées constitue un élément d'efficacité sociale.

Le compromis social, inscrit dans une démarche contractuelle, doit être confirmé comme notre outil privilégié de transformation sociale. Il est la clef de la cohésion sociale et du progrès de la société.

L'autonomie comme moteur

La seconde originalité du socialisme démocratique est d'avoir pris ses distances avec le socialisme étatique dont il se distingue en portant un projet redistributeur de pouvoirs et de responsabilités.

« La seule idée de la Droite : garder le pouvoir. Mon premier projet : vous le rendre » avait annoncé François MITTERRAND aux Français dès 1974. Avec la décentralisation et les lois Auroux, les socialistes ont avancé dans cette direction.

Michel ROCARD, au Congrès de Toulouse, rappelait lui aussi l'originalité de notre culture socialiste : « le socialiste aujourd'hui est celui qui sait, à la fois redéfinir le rôle de l'Etat pour lui assurer une plus grande efficacité, non comme producteur, mais comme régulateur de la vie économique et sociale, et favoriser l'autonomie et l'initiative des partenaires sociaux ».

Il nous faudra poursuivre la redistribution des responsabilités sur le terrain de la démocratie économique et plus particulièrement de la démocratie dans l'entreprise et réfléchir à d'autres modes de communication que les modes hiérarchiques.

Les conflits sociaux récents trouvent pour partie leur source dans l'incapacité des hiérarchies à transmettre l'aspiration des salariés à prendre leurs responsabilités.

Dans une société où l'intelligence s'affirme comme la principale matière première, les intelligences ne se mobilisent pleinement que dans la reconnaissance du droit à la responsabilité. C'est pourquoi, investir dans la démocratie redistributrice doit pouvoir constituer une condition de notre efficacité collective.

Pour renforcer l'autonomie du mouvement social et le rôle du syndicalisme, il convient de répartir plus largement les moyens d'information, d'expertise et de prévision. L'efficacité économique de l'entreprise comme de la société, implique qu'une plus large autonomie soit reconnue à chacun de ses acteurs.

Parallèlement à la redistribution du pouvoir, il convient de renforcer les moyens de contrôle. Tout pouvoir, même démocratique dans ses fondements, risque de conduire à des abus.

Il existe aujourd'hui, face à tous les pouvoirs, un déficit de moyens de contrôle et d'appréciation. Il faut le combler et consolider l'Etat de droit.

La proposition du Président de la République sur l'ouverture du contrôle de constitutionnalité des lois aux citoyens s'inscrit dans cette perspective.

La durée comme exigence

En faisant de l'évolution une condition de la rupture, le socialisme démocratique inscrit sa démarche dans la durée.

Tel était le message de Léon BLUM dans son discours d'adieu du Congrès de Tours. A ceux qui se prononçaient pour une rupture rapide, il rappelait que « si les réformes servent à accroître, à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste, si elles lui donnent plus d'allant et de courage, si elles aiguissent son ardeur militante, les réformes ainsi prises sont révolutionnaires ».

Chacun, en mesurant le chemin parcouru sur la voie du changement après soixante-dix ans de socialisme bureaucratique d'un côté et soixante-dix ans de lutte du socialisme démocratique de l'autre, peut constater que BLUM avait raison de souligner le caractère révolutionnaire des réformes.

Insensibles aux modes, aux émotions du moment, aux pressions des corporatismes, il nous faut inscrire notre action transformatrice dans la durée afin de diminuer les contraintes dans le temps et accroître progressivement nos marges de manœuvre.

Nous ne devons pas oublier que certaines avancées mal maîtrisées débouchent parfois sur des reculs et qu'il vaut mieux résister à certaines impatiences légitimes que d'être contraint de reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre.

Donner et reprendre ne vaut. Telle doit être la loi du vrai partage.

Ne pas aller trop vite, tout de suite, afin d'aller longtemps dans le bon sens, telle est la condition d'une transformation sociale durable.

2. Les valeurs du socialisme démocratique

Une politique ne prend tout son sens qu'en perspective des valeurs qu'elle entend faire progresser. Pour le socialisme démocratique, ces valeurs, ce sont la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la laïcité, le respect de l'Etat de Droit.

Ces valeurs ont une telle épaisseur historique et une telle puissance transformatrice de l'avenir qu'il n'est pas question de prétendre en épuiser le contenu. Ces valeurs comportent aussi leur poids d'ambiguïté et leurs contradictions.

Liberté

Les socialistes entretiennent avec la liberté une vieille histoire d'amour. Une liberté trop souvent dévoyée de son sens par une Droite se prétendant libérale. Nous ne devons plus jamais laisser la Droite s'emparer du thème de liberté alors que nous sommes les seuls garants d'une liberté qui signifie respect de l'autre, droit au pluralisme, sens du dialogue, droit à l'initiative.

Les socialistes connaissent les ambiguïtés de la liberté et savent que dans une société où coexistent des forts et des faibles, c'est souvent le laisser-faire qui opprime et la règle qui libère. Ils n'ont pas pour autant accepté de sacrifier les libertés que certains disent formelles à l'effort nécessaire et continu de libération des hommes. On ne libère durablement que les hommes libres. Le combat pour les droits de l'homme est toujours d'actualité, même dans un pays comme le nôtre.

A nous de poursuivre sur les chemins de la liberté plus menacée qu'il n'y paraît par la concentration des moyens d'influence médiatique et le développement des techniques de manipulation psychique et génétique.

Egalité

L'égalité reste à construire, égalité devant le savoir, égalité devant le pouvoir, égalité devant la santé, égalité devant le logement, égalité entre les hommes et les femmes, égalité entre les races, lutte contre les injustices en matière de revenu et de patrimoine.

Mais l'égalité des chances et des droits ne suffit pas à construire une société juste. Une société qui serait fondée exclusivement sur le mérite, la capacité, la compétence, marginaliserait les faibles. Il doit y avoir une place dans la société que nous voulons construire pour ceux qui ne sont pas des « gagnants ».

Responsabilité et solidarité

L'aspiration à la responsabilité constitue une des données nouvelles



des comportements sociaux. Mais le risque ne se prend pas sans sécurité. A nous de savoir opérer de nouvelles synthèses entre responsabilité, sécurité et solidarité.

Respect de l'Etat de Droit

Le respect de l'Etat de Droit se trouve confronté à l'accélération des rythmes des innovations techniques. La régulation juridique suit difficilement le progrès scientifique. Lorsque les couples séparés se disputent sur le statut d'embryons humains congelés, il est clair que le Droit prend du retard sur la Science.

Laïcité

La laïcité reste la valeur essentielle des socialistes face à la montée des intolérances, des fanatismes, des intégrismes, des exclusions et

des racismes. La laïcité comme valeur avec ce qu'elle implique de tolérance, de pluralisme et de respect de l'autre, n'a jamais eu autant d'actualité dans la pensée socialiste. Aux résurgences des dogmatismes religieux et des obscurantismes qui se nourrissent de la misère des peuples, opposons une valeur qui refuse toutes les intolérances.

Ces valeurs du socialisme démocratique, qui reposent fondamentalement sur le respect des droits de l'homme, constituent aujourd'hui un puissant levier de transformation. C'est au nom de la liberté que les étudiants ont lutté place Tien An Men. C'est au nom de la solidarité que les luttes se conduisent dans les Favelas du Brésil. C'est encore au nom de la liberté et du retour à l'Etat de droit que les bouleversements commencent à s'opérer à l'Est. C'est au nom des mêmes valeurs que nous poursuivons la transformation de la société française.

III. RASSEMBLER À GAUCHE

Les socialistes doivent continuer de s'affirmer comme force de rassemblement. Pour cela, il nous faut d'abord unir les nôtres. Il faut confirmer notre ancrage à Gauche, consolider la majorité présidentielle et chercher sur les questions décisives, à unir le plus largement les Français.

1. Rassembler les socialistes

Les clivages de courant qui parcourent actuellement le Parti et le structurent dans un alphabet un peu suranné, apparaissent largement artificiels dans la mesure où ils sont héritiers de querelles aujourd'hui surmontées.

Le rappel succinct de nos vieilles querelles permet de mesurer le chemin parcouru.

Entre le parti de la rupture et le parti de l'évolution, nous avons fait la synthèse sur l'idée d'un parti de transformation sociale, sachant mesurer les étapes afin d'éviter les phases de recul.

Sur la question des relations entre le plan et le marché, nous avons fait la synthèse en admettant leur complémentarité.

Sur la question de la place respective du secteur public et de l'entreprise privée, après les phases successives de nationalisation et de privatisation non remises en cause, nous avons fait synthèse autour du concept de société d'économie mixte articulant secteurs public et privé afin de renforcer la compétitivité d'ensemble de notre économie.

Alors que les socialistes ont surmonté leurs anciens clivages, il serait absurde d'en construire, artificiellement, de nouveaux.

Attention aux « vrais faux débats » qui couvrent de fausses querelles d'idées masquant de vrais enjeux de pouvoir.

Attention aux leçons données du haut des tribunes de congrès pour l'avenir lorsque chaque sensibilité a un passé gouvernemental, un présent gouvernemental et aspire légitimement à un avenir gouvernemental.

Attention de ne pas opposer des socialistes porteurs d'un grand dessein à des socialistes gestionnaires du quotidien ou selon une formulation à la mode, le socialisme d'accompagnement au socialisme de transformation sociale.

Construire une Europe indépendante avec une France forte et solidaire, voilà, au moins, une grande ambition dont seule une bonne gestion peut nous donner les moyens.

Quant à la gestion, elle a sa noblesse car lorsque l'on ne compte plus c'est aussi la peine des hommes qu'on cesse de compter.

Gardons-nous de toute tentation de décalage entre les discours et les actes, décalage dont l'histoire nous a enseigné le prix en termes de crédibilité.

Si les socialistes ont la lucidité de refuser les faux clivages d'hier et d'aujourd'hui en admettant qu'ils ne recouvrent que de vrais enjeux de pouvoirs et s'ils prennent conscience que chacun peut être respecté dans ses légitimes ambitions sans nécessairement en faire une ques-

tion de ligne politique, ils pourront se rassembler à partir de nouvelles synthèses.

2. Rassembler la Gauche

Après sa nouvelle victoire sur la Droite en juin 1988, le Parti Socialiste se confirme à gauche comme la seule force d'alternance.

En raison de son poids et de ses responsabilités, il ne peut plus être conçu que comme l'axe d'un rassemblement assurant, dans toute sa diversité, la représentation du fait majoritaire.

A ceux qui, partant du constat d'une gauche actuellement minoritaire, chercheraient ailleurs des alliances, rappelons que c'est dans une dynamique de gauche que les forces de progrès renouent avec le fait majoritaire.

Réaffirmons notre volonté de construire à gauche un mouvement socialiste occupant plus de 40% de l'espace politique.

Sans un parti socialiste prépondérant à Gauche, c'est la Gauche toute entière qui reste minoritaire.

Le repli sectaire du Parti Communiste et son refus de reconnaître l'appartenance de son électorat aux majorités présidentielle et législative doit nous conduire à poursuivre avec lui une explication sans concession, mais sans exclusive.

Beaucoup de communistes unitaires n'acceptent pas la ligne actuelle du P.C.F. Beaucoup se trouvent aujourd'hui en désérence. Impuissants à organiser en dehors du P.C.F un mouvement communiste autonome, ils risquent de se disperser faisant perdre à la Gauche une grande richesse militante.

Alors, il nous faut favoriser l'accueil au sein du P.S. de militants issus de la sensibilité communiste afin de poursuivre le rassemblement de la Gauche. Il s'agit pour les socialistes de créer les conditions permettant d'accueillir tous ceux qui ont tiré les conséquences des impasses du modèle communiste.

3. Consolider la majorité présidentielle

Le Président de la République a rassemblé une large majorité. Il est clair que la fonction de garant, d'arbitre, de recours qu'il a incarné durant la période de cohabitation a donné son plein dynamisme à l'idée de rassemblement face à un leader R.P.R. incarnant une droite sectaire et sensible aux thèses de l'extrême droite.

Les socialistes ont su prolonger au niveau du Parlement, du Gouvernement et des municipalités, la construction de la majorité présidentielle en se montrant ouverts à l'égard de tous ceux qui se reconnaissent dans leurs valeurs. L'ouverture a toujours été la règle des socialistes qui ne se sont jamais enfermés dans des replis sectaires, qui ont toujours su accueillir ceux qui partageaient leurs analyses et qui ont toujours montré leur capacité à rassembler largement sur leurs propositions. Il nous faut continuer à incarner une Gauche tolérante, ouverte aux mutations de notre société, attentive à toutes les évolutions, capables de dialoguer.



Tel est le vrai mode d'emploi d'une ouverture qui ne saurait être le prélude à un renversement d'alliance.

4. Unir les Français

Avec la France unie, le Président de la République a montré la voie du rassemblement des Français. Il est clair que pour surmonter un certain nombre des défis que nous imposent les mutations, les Français doivent se rassembler. Il ne s'agit pas de les réunir dans la confusion à travers des alliances de circonstance mais autour d'un certain nombre d'orientations qui correspondent à l'intérêt général de la France.

L'intérêt général, voilà une idée forte pour rassembler. La référence à l'intérêt général permet seule d'articuler les revendications catégorielles, de résister à l'assaut des corporatismes et de répondre dans le temps, aux impatiences légitimes des groupes.

Il est vrai qu'au nom de l'intérêt général, il faut parfois assumer des mesures impopulaires ou étaler dans le temps des réponses à des revendications légitimes.

Parler défense du franc, lutte contre l'inflation, réduction des déficits, priorité à l'investissement et à la recherche, réinsertion, lutte contre le chômage, défense de l'environnement, c'est parler intérêt général de la France.

A nous d'assumer cette position qui permet aux socialistes de rassembler en portant l'intérêt général des Français.

IV. DONNER UNE NOUVELLE DYNAMIQUE AU PARTI SOCIALISTE

Notre conception du P.S. n'est pas celle d'un parti spectateur ou commentateur de la vie politique et de l'action gouvernementale mais acteur de la transformation sociale. Un parti présent dans le mouvement social, générateur d'idées et d'initiatives. Pour cela, il nous faut élargir notre base populaire, renforcer la démocratie interne et rendre plus efficace notre fonctionnement collectif.

1. Elargir la base populaire du Parti

Tous les socialistes souhaitent construire un grand Parti de masse à enracinement populaire. Reste à savoir comment. Assurément pas en se bornant à changer de look !

Lors du Congrès de Lille, nous avons insisté sur l'urgence de ramener à Gauche des couches importantes de l'électorat populaire, qui touchées durement par la crise, se sont réfugiées dans l'abstention et parfois égarées vers l'Extrême-droite. **L'absention ou le vote extrémiste de droite trouve son terreau dans l'exclusion.**

C'est pourquoi, sur les questions du logement social, de la vie quotidienne dans les quartiers, de l'insertion, il nous faut assumer un rôle d'animation et de représentation.

Il faudra, pour cela, élargir notre base militante et réduire toutes les barrières matérielles et financières. A cet effet, il faut notamment créer une cotisation annuelle d'un niveau faible pour tous ceux qui sont aujourd'hui non imposées sur le revenu et créer, pour les revenus salariaux modestes, une cotisation à progressivité atténuée.

Notre implantation doit se renforcer parmi les ouvriers et employés du secteur privé.

L'élargissement militant du parti passe également par le renforcement de la place des femmes. Il nous faut d'abord appliquer effectivement nos règles en matière de quotas puis se donner les moyens de les faire croître progressivement. Si l'on veut renforcer la place des femmes dans le Parti Socialiste, il ne suffit pas de débattre sur les quotas. Il faut également faire une place plus importante aux questions

5. Faire la synthèse entre le socialisme et l'écologie

Devant l'émergence du vote écologique certains ont parlé un peu vite de nouvelle alliance.

Plutôt que de parler alliance, il nous faut montrer notre capacité à construire une nouvelle synthèse entre le socialisme et l'écologie.

La protection de l'environnement n'est pas politiquement neutre lorsque les atteintes plus graves sont le produit, soit de l'irresponsabilité bureaucratique comme à Tchernobyl, soit de la recherche sans frein du profit comme pour la destruction des grandes forêts équatoriales.

L'exploitation de l'homme et celle de la nature relèvent de la même logique : celle du profit.

Le socialisme démocratique qui s'oppose aussi bien à l'irresponsabilité bureaucratique qu'à la loi exclusive du profit est seul susceptible de mettre en œuvre une politique de protection de nos ressources compatible avec une croissance à laquelle les Français restent très majoritairement attachés.

Il a seul également un projet qui ne se limite pas à la protection des ressources naturelles, mais qui touche à l'ensemble des aspects de la vie quotidienne, à la vie de quartier, au logement social, à l'écologie du quotidien.

Pour rassembler, le Parti Socialiste doit savoir exprimer dans la diversité de ses sensibilités la diversité du fait majoritaire. Pour cela, il nous faut donner une nouvelle dynamique au Parti Socialiste.

concernant la formation et l'emploi des femmes, les situations de solitude, la nécessité de préserver les acquis face au retour de certains discours conservateurs.

2. Renforcer la démocratie interne

L'application de la proportionnelle à partir du vote sur des textes exprimant des sensibilités constitue une des clefs de la démocratie au sein du P.S. Certes, les courants ont leurs défauts, leurs scléroses mais ils représentent le pire des systèmes à l'exception de tous les autres.

Il nous faut également clairement préserver le droit exclusif des militants à désigner les candidats aux élections. Le recours aux sympathisants évoqué ici et là, présenterait un risque grave de dénaturation du P.S.

Certains débats récents justifient pleinement l'adoption de mécanismes renforçant la transparence.

L'application de la règle « un suffrage militant - un mandat », doit contribuer à clarifier le poids militant des fédérations.

Le droit d'accès des minorités aux fichiers fédéraux doit consolider notre démocratie interne.

Le droit pour les minorités de connaître toutes les demandes d'adhésion doit permettre d'atténuer des blocages liés aux courants.

Nous n'avons pas tiré au niveau de l'organisation du Parti toutes les conséquences de la décentralisation. Il nous faudra régionaliser certaines procédures de désignation des candidats, notamment pour les Européennes et prévoir les consultations d'initiatives militantes.

Afin d'enrichir sa réflexion, la direction nationale du Parti doit plus souvent et plus fortement faire remonter l'expérience associative des militants et des sympathisants et notamment ouvrir les commissions nationales aux représentants des fédérations sans considération de courant.

Le renforcement de la place des jeunes doit nous conduire à accorder plus de responsabilités au M.J.S.



3. Accroître notre efficacité collective

Le Comité Directeur, composé à la proportionnelle des courants, doit associer plus largement les fédérations à ses travaux. Nous proposons que les premiers fédéraux soient invités avec voix consultative. De même, les conventions sur des thèmes doivent plus souvent être organisées. Une convention sur l'insertion s'impose dans les mois qui viennent.

Intermédiaires indispensables entre le cercle des militants et celui des électeurs, **les sympathisants** doivent être plus fortement intéressés à la vie du Parti.

Il nous faut multiplier les réunions de sections ouvertes sur l'extérieur, engager les débats avec les associations en charge du cadre de vie et renforcer le dialogue avec les organisations syndicales dans le respect de leur autonomie et dans le souci de renforcer leur capacité d'intervention et de négociation.

Afin d'engager au-delà de notre congrès, l'ensemble des militants sur une réflexion relative à l'actualisation de notre identité, l'heure est venue de confirmer la décision que nous avons prise d'actualiser notre déclaration de principes à partir d'un large débat dans le Parti.

La mise en place du **statut des élus** ne peut être différée sans mettre en cause la décentralisation et la démocratisation de l'accès aux responsabilités.

Droit à congé, garantie de réintégration, rémunération de remplacement, couverture sociale, droit à la formation et véritable régime de retraite doivent constituer les principales composantes du statut des élus.

De même, il convient d'accroître des moyens de formation pour les élus et les militants.

Face à la mondialisation des questions, des problèmes et des solutions, il est urgent de renforcer l'action internationale du mouvement socialiste.

Il nous faudra accroître les relations et les contacts avec les Partis Socialistes européens devenus politiquement dominants et faire de la construction de l'Europe Sociale le thème majeur du dialogue entre nous. Nous devons renforcer le rôle de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne et y introduire la possibilité de décisions à la majorité dans certains domaines.

Il nous faut également renforcer la concertation au sein de **l'Internationale socialiste** sur les questions de la paix, des droits de l'homme et du développement.

Pour finir, une dernière proposition : engageons-nous collectivement à ce que notre motion de synthèse, qui va justifier de longs débats, ne soit pas, aussitôt adoptée, le texte le plus oublié du Parti.

V. MODERNISER DANS LA SOLIDARITÉ

Moderniser dans la solidarité, telle est l'ambition des socialistes pour cette fin du XX^e siècle.

Pour atteindre cet objectif, il nous faut :

- **assurer le juste partage à travers le pacte de croissance**
- **développer de nouvelles solidarités**
- **relever le défi de la formation**
- **construire une Europe solidaire**
- **rénover le service public**
- **faire la synthèse entre croissance et écologie**
- **lutter pour la paix et le développement.**

1. Le pacte de croissance

Le retour à la croissance à un taux de l'ordre de 3,5 % en 1988 et 1989 pose le problème de son partage dans des conditions ne remettant pas en cause la croissance elle-même.

Nous avons eu raison de ne pas annoncer trop vite l'embellie et d'insister sur l'état de convalescence de notre économie, illustrée par la persistance du déficit de notre commerce extérieur, du chômage et des tensions inflationnistes.

Il nous faut poursuivre une politique d'assainissement économique afin de consolider notre compétitivité, condition de la reconquête de parts de marché et du recul du chômage. Les 250 000 emplois créés en 1988 et le fragile passage du taux de chômage en dessous de 10 % pour la première fois depuis 1984 valident cette stratégie.

Tout en consolidant ainsi le retour à la croissance, il nous faut définir les conditions de son partage.

Tel est l'objet du pacte de croissance proposé par Michel Rocard et qui répond à plusieurs préoccupations.

Accorder aux salariés qui ont consenti l'essentiel des sacrifices ayant permis aux entreprises de se désendetter et de reconstituer leur marge, leur juste part dans le partage de la croissance.

Définir les conditions d'un partage ne remettant pas en cause les priorités données à la lutte contre le chômage et au financement des investissements nécessaires à la croissance.

Redonner au contrat, aux négociations collectives toute leur place dans l'évolution des revenus.

Afficher des principes unificateurs de discussion susceptibles de servir de référence afin de dépasser les batailles catégorielles.

Le pacte de croissance doit permettre, à travers les négociations, d'affecter la croissance à trois grands types de dépenses : la lutte contre le chômage, la préparation de l'avenir et le pouvoir d'achat.

La première de ces dépenses, c'est la **création d'emplois** : un tiers de la richesse supplémentaire, ce n'est pas de trop pour lutter contre ce fléau qu'est le chômage, pour soulager les victimes du chômage, alléger les charges sur le travail et inciter à la réduction du temps de travail.

Faire reculer le chômage, c'est aussi renforcer la capacité de négociation des salariés dans la bataille pour le partage.

Le deuxième tiers doit aller à la **préparation de l'avenir** : éducation, formation, recherche, investissement. Cette part de croissance, c'est le partage indispensable entre le présent et l'avenir, condition d'élargissement de ce qui pourra être partagé demain.

Le troisième tiers, naturellement, devra être affecté au **pouvoir d'achat** et à la politique des salaires prise dans sa globalité.

Ces principes devraient orienter les négociations salariales de branches et d'entreprises dans le secteur public et le secteur privé.

Il est bien clair que plus la croissance est forte, plus est fort chacun de ces trois tiers.

De cette manière, chacun, agent public ou privé, travailleur indépendant ou salarié, actif ou inactif, a le même intérêt et le même intérêt.

Passer ainsi de l'idée ancienne et dangereuse d'indexation des salaires sur les prix à l'idée nouvelle d'indexation sur la croissance, c'est opérer cette mini-révolution qui consiste à passer d'un cercle vicieux à un cercle vertueux.

Le pacte de croissance ne concerne pas uniquement les salariés du secteur public mais aussi ceux du secteur privé.

Le réajustement du partage de la croissance au profit des salariés, doit d'abord résulter du libre jeu des négociations contractuelles au niveau des branches et des entreprises en raison de l'hétérogénéité des rythmes de productivité.

Au-delà de la garantie du pouvoir d'achat qui ne peut s'opérer que par la voie des salaires directs, la progression du pouvoir d'achat



pourrait, pour partie, s'effectuer de manière différée à travers des **fonds salariaux** qui permettent d'articuler exigence de justice sociale et préservation de capacité de financement des entreprises.

L'Etat pourrait, pour les bas salaires, montrer la voie de l'indexation sur la croissance en modifiant les conditions de revalorisation d'un SMIC devenant véritablement un **Salaires Minimum Interprofessionnel de Croissance**.

En cas de différentiel d'inflation nul entre la France et ses principaux partenaires européens, le SMIC pourrait faire l'objet, au-delà du maintien de son pouvoir d'achat, d'une revalorisation complémentaire égale à une part du taux de croissance.

L'indexation du SMIC sur la croissance et la désinflation pourrait servir de référence au jeu des négociations contractuelles qui doivent normalement régir l'évolution des salaires dans le secteur privé.

Les investissements d'aujourd'hui, qui fondent les emplois de demain, sont pour une large part financés grâce aux efforts consentis par les travailleurs.

Dans ces conditions, le partage en faveur de l'investissement, n'est équitable que si les salariés qui financent l'investissement à travers l'autofinancement se voient reconnaître la propriété d'une juste part de l'accroissement de capital.

2. Les nouvelles solidarités

Développer les solidarités

Le développement de la solidarité apparaît indispensable dans une société où les personnes qui ne travaillent pas sont plus nombreuses que celles qui travaillent. La question du partage ne peut se limiter à un débat entre patronat et salariés.

Doivent être parties prenantes au partage les catégories sociales qui ne disposent d'aucun moyen de revendication ou de blocage social. les exclus, les retraités, les handicapés, les chômeurs ont leur place dans le partage.

C'est pourquoi les socialistes ont eu raison de faire de l'instauration du RMI et de l'insertion des exclus une priorité.

A ce titre, se pose très clairement le problème de la revalorisation des revenus les plus bas dans un pays où le Revenu Minimum d'Insertion se situe à 2000F pour une personne seule et où le FNS et l'allocation handicapé adulte s'élèvent à 2800F.

Une accentuation de notre politique d'insertion sera indispensable à l'égard des chômeurs de longue durée. De même, nous ne pouvons pas laisser au bord du chemin les jeunes de moins de 25 ans ayant épuisé les dispositifs de réinsertion et qui se trouvent sans revenu, sans droit au logement et sans protection sociale.

Se pose pleinement la question de la défense du pouvoir d'achat des retraités.

Il devient également urgent de définir des mécanismes de prise en charge de la perte d'autonomie et de la dépendance liées à l'allongement de la vie.

L'effort entrepris en matière de logement social doit être poursuivi afin que le droit au logement devienne une réalité.

Aller vers plus de justice dans les prélèvements sociaux et fiscaux

La baisse de l'imposition sur les revenus du capital, liée à l'harmonisation européenne qui profitera essentiellement aux titulaires de hauts revenus, doit s'accompagner d'une augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes et d'une réforme de l'impôt sur les successions particulièrement justifié dans un pays où 10% des Français les plus riches possèdent 60% des patrimoines.

Le redressement actuel des comptes de la Sécurité sociale lié au recul du chômage ne doit pas nous conduire à différer une réforme du financement qu'il serait opportun de traiter dans la sérénité d'un équilibre temporairement retrouvé.

Il serait à l'honneur des socialistes d'engager une réforme durable du financement de la Sécurité sociale en élargissant progressivement

l'assiette des cotisations à l'ensemble des revenus. Tel est l'objet du prélèvement social généralisé dont l'instauration pourrait être compensée par une baisse des cotisations sur les salaires. De même, la fiscalisation partielle du financement de la Sécurité sociale devrait compenser les allègements d'impôts dont bénéficient les titulaires de hauts revenus du fait de la réforme de la fiscalité sur l'épargne.

Enfin, il n'est plus possible de différer une réforme de la fiscalité locale. La taxe d'habitation et le foncier bâti doivent tenir compte des revenus. Le foncier non bâti doit être aménagé pour tenir compte de son poids trop lourd sur les exploitations agricoles.

Les solidarités dans l'espace

L'aménagement du territoire reste un outil essentiel de lutte contre les inégalités.

Nous ne pouvons accepter les déchirures spatiales aux conséquences sociales et économiques désastreuses ; la localisation géographique ne doit pas devenir un handicap majeur si l'on veut mener une politique globale de l'emploi.

Il nous faut réagir à ces tendances pour que chaque Français, quel que soit le lieu où il vit sur le territoire national, soit un acteur des mutations en cours, sinon nous générerons inévitablement des comportements négatifs, notamment vis-à-vis de l'Europe, qui étoufferont nos perspectives de développement et ébranleront gravement notre cohésion sociale et civique.

L'analyse libérale qui consiste à occulter ces phénomènes de déséquilibre au profit du renforcement aveugle de quelques points forts, sous prétexte de l'âpreté des enjeux européens et internationaux est une politique limitée et dangereuse.

Il nous faut à tous les niveaux solidariser nos territoires sur des projets de développement locaux et régionaux en ayant toujours l'espace européen en tête (coopération intercommunale, villes moyennes et campagnes, coopération inter-régionale, transfrontalière). **Il nous faut redonner toute sa place au développement de l'espace rural et confirmer l'importance du rôle de l'agriculture.** L'Europe nous oblige à une révision fondamentale de nos conceptions de l'action territoriale trop marquées par une approche étroitement hexagonale.

La décentralisation a mis fin en FRANCE à une situation où l'Etat définissait et mettait en œuvre pratiquement seul la politique d'aménagement du territoire. Mais la multiplication des acteurs ne constitue un facteur de démocratie et d'efficacité que si nous développons les modes de coopérations indispensables, des péréquations financières et une planification contractuelle.

La politique de l'Etat en matière d'aménagement du territoire est une composante indispensable de la décentralisation et plus généralement un élément important du fonctionnement démocratique d'une société moderne.

La solidarité Métropole/Outre-mer

Promouvoir conjointement développement économique et égalité sociale, approfondir la décentralisation et les relations de partenariat : tels sont les principes de l'action de l'Etat pour que chaque département et territoire d'outre-mer avec ses spécificités propres, dans le respect de son identité, de la dignité de sa population, puisse évoluer et se développer à son rythme.

L'intolérable drame du chômage, le devenir des productions locales, l'éducation et la formation s'imposent comme des préoccupations majeures.

Aux promesses, aux discours généreux et incantatoires, nous préférons pour l'OUTRE-MER le langage de la franchise, l'identification et le traitement des problèmes concrets, le respect des volontés locales et la solidarité active.

C'est en utilisant cette voie, exigeante mais porteuse d'avenir que la métropole et l'outre-mer s'enrichiront mutuellement, que chaque DOM-TOM, réellement inséré dans son environnement géographique, engagera une coopération régionale soutenue, que des relations constructives avec l'EUROPE constitueront les chances d'un développement interne harmonieux.



3. Relever le défi de l'éducation

L'égalité devant le savoir constitue pour les socialistes la condition première de l'égalité des chances.

Il ne s'agit pas seulement de partager le savoir mais aussi de le promouvoir dans ses formes modernes et notamment techniques.

Le chantier de l'Education est très certainement le plus décisif de ceux que les socialistes ont ouverts depuis qu'ils sont revenus au pouvoir.

L'évolution générale du niveau de formation des Français constitue une des conditions de l'efficacité économique de la France : la nouvelle frontière de notre pays, c'est l'intelligence des Français ; à cette frontière se joue notre rayonnement et notre indépendance.

Les socialistes ont eu le courage de lier la revalorisation légitime du statut des enseignants et l'amélioration de l'efficacité du système éducatif.

La revalorisation de la fonction enseignante constitue à la fois une question d'équité et d'efficacité pour le système éducatif, elle sera réalisée dans le temps dans des conditions et avec une ampleur sans précédent.

La loi d'orientation de l'enseignement trace, quant à elle, les grandes lignes d'une amélioration progressive de notre système d'acquisition des compétences et de distribution du savoir.

Elargir le champ des matières enseignées, repenser le contenu des programmes, mieux répartir l'année scolaire, aider les jeunes à organiser leur travail, s'adapter aux rythmes d'apprentissage de chacun... autant de pistes de la rénovation. Il nous faut aussi assurer les conditions d'un large développement de la formation permanente.

Pour compenser et réparer les sorties prématurées du système éducatif ainsi que ses échecs, il nous faut rapidement poursuivre la mise en œuvre du crédit-formation utilisable pendant toute la durée de la vie active d'un salarié et lui permettant de disposer d'une seconde chance.

4. Construire une Europe solidaire

Construire une France Forte dans une Europe indépendante représente la grande ambition des socialistes.

Il ne s'agit pas de laisser dériver la construction européenne autour du moins-disant social, du moins réglementant ou du moins taxant.

Les socialistes confirment clairement leur volonté de ne pas dissocier la construction économique de la construction sociale de l'Europe. Nous poursuivons la mise en place de la Charte des droits sociaux européens et engagerons avec les autres partis socialistes un dialogue renforcé sur l'Europe sociale. La défense et le rayonnement de la culture européenne dans le respect des cultures locales et régionales impliquent d'urgence la construction d'une politique commune de l'image et de la communication.

Les socialistes ont l'ambition de faire de l'Europe un espace économiquement puissant, progressivement unifié au plan monétaire et correctement protégé des formes sauvages et déloyales de concurrence internationale.

Un certain niveau de protection européenne apparaît légitime pour négocier selon les principes de réciprocité avec les pays hautement protectionnistes que sont les Etats-Unis et le Japon.

La mise en place progressive d'une monnaie commune posera nécessairement la question de l'Europe politique et à terme celle de la défense européenne dont la problématique doit aujourd'hui être définie.

L'unité politique exigera renforcement et démocratisation des institutions européennes. De nouvelles décisions devront pouvoir être prises à la majorité notamment dans le domaine social. Le rôle du Parlement Européen devra être accru dans l'élaboration et le vote des lois afin de contrebalancer le désaisissement actuel des Parlements nationaux et de combler le déficit démocratique de la Communauté.

L'Europe à construire constitue, compte tenu du poids des socialis-

tes démocrates en Europe, un champ privilégié de mise en œuvre du socialisme démocratique.

En raison des choix du Parti Communiste Italien, l'Europe sera également un champ de rapprochement des grands courants du socialisme et des forces de progrès.

Enfin, la crise du communisme bureaucratique en Europe de l'Est, les changements qui interviennent en Union soviétique, en Pologne et en Hongrie ainsi que la crise qui secoue l'Allemagne de l'Est, nous donnent des responsabilités nouvelles. Ces changements, encore fragiles et incertains, revêtent une immense importance historique. Le Parti Socialiste doit apporter son soutien à toutes les forces qui, à l'Est, veulent conduire avec responsabilité la mutation de leur pays vers des sociétés démocratiques et solidaires.

5. Rénover le service public

De 1986 à 1988, les néo-libéraux ont systématiquement dénigré l'Etat, mis en œuvre son démantèlement ou organisé son recul.

A cette politique, les socialistes ont substitué une volonté de renforcer l'efficacité de l'Etat et de dynamiser le service public par sa modernisation.

Les Français, légitimement hostiles à la bureaucratie, restent très attachés au service public, condition de l'égalité d'accès à un certain nombre de biens et de services d'utilité collective et condition égale de la sauvegarde de la qualité et de la sécurité.

La dégradation des services publics dans les pays ayant fait de la déréglementation à tout-va, jusqu'à mettre en cause la sécurité des hommes comme dans le cas des transports aériens, justifie cette position.

Reconnaître aux fonctionnaires le droit d'être responsables, introduire les préoccupations d'efficacité, corriger les blocages liés au système hiérarchisé du pouvoir, admettre que les usagers du service public sont également des clients, constituent autant de composantes d'une politique qui doit conduire à réconcilier l'opinion et son administration.

La rénovation du service public passe par l'implication des fonctionnaires et exige le dialogue à tous les niveaux. Elle passe également par une politique adaptée des effectifs qui devront nécessairement croître dans les domaines où existe un besoin de services accru, comme dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la sécurité et de la protection de l'environnement.

6. Faire la synthèse entre croissance et écologie

Les socialistes doivent affirmer l'originalité de leur démarche écologique.

La première originalité résulte de la volonté d'assurer la compatibilité entre croissance et écologie et le rejet de toute attitude passiviste.

Nous avons pour ambition de définir une écologie de la croissance qu'autorise le développement actuel des sciences et des techniques. D'une certaine manière, l'écologie constitue un facteur de relance d'une croissance qualitativement plus exigeante.

En second lieu, **notre démarche ne se limite pas à la protection des ressources naturelles, mais fait toute sa place à l'ensemble des problèmes d'environnement de l'homme et notamment à l'écologie du quotidien.** La situation catastrophique de certaines grandes mégalopoles, comme Mexico ou Le Caire, montrent que maîtriser les villes et le développement urbain constituera dans les années qui viennent, au niveau mondial, un des enjeux majeurs d'une politique écologique.

Enfin, les socialistes considèrent qu'une politique écologique ne saurait être neutre dans la mesure où elle conduit à écarter la loi exclusive du profit, qu'elle comporte l'exigence de réglementation et de discipline et que le **laisser-faire et le laisser-aller conduisent toujours au laisser-polluer.**

Nous devons nous attacher à définir les conditions d'une croissance écologique, c'est-à-dire fondamentalement d'une croissance plus



économique d'énergie, de matières premières et d'espace.

Une croissance économique d'énergie d'abord en raison des conséquences graves des rejets de gaz carbonique. Il nous faut relancer les politiques d'économie d'énergie et de recherche pour l'utilisation des énergies naturelles.

Une croissance économique de matières premières qui conduit à encourager l'ensemble des systèmes de récupération et de recyclage de nos déchets industriels et domestiques.

Une croissance économique d'espace qui conduit à mieux maîtriser le développement urbain.

La mise en œuvre d'une croissance écologique implique de réexaminer les processus de production ainsi que les produits en fonction de leur impact non nuisant sur notre environnement.

L'écologie apparaissant moins marquée par une insuffisance de réglementation que par un déficit grave de contrôle de cette réglementation, il paraît nécessaire de **mettre en place un corps de « veille écologique »** ayant en charge la responsabilité du respect de l'ensemble des réglementations relatives à l'environnement. Tel devrait être le rôle dévolu au niveau communautaire à l'Agence Européenne pour l'Environnement dont la création est en cours.

Pour éviter de transformer le débat écologique en débat politique, il serait souhaitable de redonner pleinement aux scientifiques la parole sur les conditions d'évolution et de protection de notre écosystème. A ce titre, il apparaît utile de mettre en place un Conseil national de l'écologie scientifique.

Enfin, il nous faut continuer d'affirmer la dimension internationale incontournable de la protection de l'environnement.

C'est à l'honneur du gouvernement de Michel ROCARD d'avoir provoqué l'accord de Montréal sur la protection de la couche d'ozone par la réduction de l'utilisation du chlorofluorocarbène (CFC).

Il est évident que la bataille pour l'environnement doit se développer dans un cadre mondial. Tchernobyl, Bhopal, Sévéro, les pluies acides, montrent que les grandes questions de l'environnement de la fin de ce siècle s'inscrivent dans une problématique internationale rendant impuissante et vaine la recherche de solutions dans le cadre étroit des Etats.

Le renforcement de l'organisation mondiale des hommes n'est donc plus une utopie mais une nécessité, une exigence et même, dans un certain nombre de cas, une condition de notre survie collective.

La protection de notre écosystème, voilà pour le socialisme démocratique une occasion décisive de concrétiser l'internationalisme de sa démarche.

7. Apporter notre contribution à la paix et au développement

La paix

L'année 1988 a été marquée par des avancées significatives dans le domaine de la réduction des armes nucléaires à portée intermédiaire. 1990 devrait être une année décisive pour la réduction des armes conventionnelles et chimiques. La volonté des deux superpuissances de régler progressivement les conflits régionaux, qu'il s'agisse de l'Afghanistan, de la Libye, du Cambodge et éventuellement demain du Moyen-Orient, montre que les Etats-Unis et l'URSS ont pris conscience qu'elles ne pouvaient pas faire face en même temps aux exigences des mutations économiques modernes et à la course aux armements.

A l'évidence, la réduction de la contrainte de défense constitue pour l'URSS, le moyen de dégager des surplus finançant la contrainte de développement.

La France doit prendre toute sa place dans le développement du processus de paix et de désarmement. En ce sens, le rôle qu'elle joue dans la défense des droits de l'homme, dans la lutte contre l'apartheid, dans l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, constitue autant d'actions au service de la paix.

Sans renoncer à sa capacité autonome de défense, la France peut, dans le nouveau contexte international, ralentir la croissance de ses dépenses militaires pour faciliter le financement de ses dépenses de formation et de recherche, autre manière d'assurer son indépendance.

Le développement

L'Europe, que les socialistes entendent construire, doit être solidaire. Le Sud représente aujourd'hui plus de 4/5 des hommes. Demain, ce sera les 9/10. Nous sommes loin de la notion de Tiers Monde. Il existe actuellement dans le monde un cocktail explosif de l'humiliation et de la misère qui rend urgent la relance d'une politique internationale d'aide au développement. N'oublions jamais que ceux qui n'ont rien à perdre sont prêts à tout. Alors, il est clair que la solidarité est une question à la fois de morale et de sécurité. La politique keynésienne de relance conserve sa valeur à l'échelle mondiale. Quatre milliards d'hommes en état de sous-consommation présentent un immense champ de croissance potentielle.

C'est l'honneur de la France de faire avancer, sous l'impulsion de François MITTERRAND, ses propositions dans le domaine de la solidarité Nord-Sud, de la stabilisation du cours des matières premières, de l'abandon partiel de la dette, de transfert technologique, de l'aide au développement et de la promotion des opérations de co-développement entre les collectivités.

Durant les années 1983 à 1986, alors que les gouvernements successifs de Pierre MAUROY et de Laurent FABIUS assumaient une gestion courageuse pour rétablir nos grands équilibres économiques et préserver les acquis de 1981-1982, certains, dans nos rangs, développaient déjà un discours interrogatif sur la différence entre notre politique économique et sociale et celle de la Droite.

Deux ans de retour de la Droite au gouvernement, ont permis de rappeler à l'opinion la réalité de cette différence. N'ayons pas la mémoire courte.

Curieusement, alors que les socialistes revenus au pouvoir ont engagé sur la base d'une gestion rigoureuse une politique de transformation sociale, réapparaît ce même discours sur la différence.

Il est certes plus facile de faire la différence dans la vigueur des formules que dans les actes.

C'est pourtant la différence dans les actes que nous mettons en œuvre face à la Droite.

Lorsque la droite laisse les plus démunis sans ressources alors que la Gauche instaure le Revenu Minimum d'Insertion, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite supprime l'impôt sur les grandes fortunes, alors que la Gauche le rétablit, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite abroge toute garantie en matière de licenciement, alors que la Gauche rétablit un dispositif de prévention et de négociation, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite dénonce l'enseignement public, alors que la Gauche engage une rénovation de l'enseignement public d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de la République, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite dénigre l'administration et le service public, alors que la Gauche engage leur modernisation, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite crée un régime d'épargne avec déduction fiscale bénéficiant, par définition, aux seules personnes imposées, alors que la Gauche crée un Plan d'Epargne Populaire avec prime pour les personnes non imposées, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite fonde son discours sur l'élitisme alors que la Gauche met en œuvre un crédit-formation pour donner à chacun une seconde chance, **il y a bien une différence.**

Lorsque la Droite soumet les locataires à la seule loi du marché alors que la Gauche encadre les hausses de loyers, **il y a bien une différence.**

Plutôt que de jouer entre nous à la différence des formules, continuons de faire ensemble par rapport à la Droite, la différence au niveau des actes.



Redistribuer le pouvoir pour transformer la société

Contribution présentée par Marie-Noëlle LIENEMANN et Patrice FINEL

RICHAUD Charlie (04), DURAND Franck (06), COTTIN Gabriel (06), GINER Yvan (06), GRAU Brigitte (07), CADET M.-Louise (10), PRESTAT (10), ALESSANDRI Jean (20), OLIVIERI André (20), FONTAINE Yves (21), QUERRIEN Max (22), GIEVIS Alain (23), HAMANA Faride (24), BOST J.-Claude (24), MATHIEU Jean (25), ROSE Jean (28), POISSON Roland (29), THOMIN J.-Pierre (29), SIMON François (31), FARGEAU André (24), JUSFORGUES Julien (31), ARNAUD-GUILHEM A.-Marie (31), CHATEIGNER Jacques (31), RICHE J.-Pierre (31), VIRABEN Roland (31), CONDOM Pierre (32), STAUB José (32), RIVED Martine (33), PARANT Daniel (34), BENEAU Philippe (34), MOUTOT André (34), GOURMAND J.-François (34), COURTOT Georges (34), LAINEE Jacky (35), BELAN Xavier (35), ALLARD Gérard (36), BELON Pascal (38), PIGUET David (38), TAIN François (38), JOUX Bruno (38), ELVEZI Serge (39), PAVAJEAU Paul (44), ARGUILLERE Françoise (44), DROUET Rémy (44), MERIAU Georges (44), GUENEAU Paul (45), MONTAUT René (47), GRANGEREAU Paul (49), SORIA Gaby (50), ROYER André (57), BENOIST Daniel (58), BELLESTIN Anne-Marie (58), WINDELS Philippe (59), COUSIN Elisabeth (59), DENDIEVEL Raymond (59), KALIS Michel (59), BOUSQUET Victor (62), VIE François (62), VINCENT Pierre (63), LIEHR J.-Claude (67), FELMANN J.-Louis (68), LIND Francis (68), AHMID Hihj (68), CRONENBERGER Gérard (68), BOISSIEU Claire (69), SOEUR Dominique (70), GAL Vincent (74), CARDINAL Pierre (81), MILLET François (84), GROS Olivier (84), PLUMEREAU Philippe (86), MOUCLIER Serge (87), THIVET Joël (88), DEFRAIN Georges (88), BERGER-DELANGRE A.-Charlotte (75), COLOMBANI Claude (75), RAGARU Daniel (75), MARKIEWICZ Witold (75), ETCHEMENDY J.-Louis (75), KOUSNETZOFF Nicolas (75), MARTINET Alain (75), LEO Roland (75), SAULIERE Jacques (77), PRIGENT Patrick (77), BANCAL Etienne (77), HERMINE Gérard (77), RAJOELINA Patrick (78), LUCAS Marc (91), ROY Jean (91), CASTEIGTS Michel (91), CAZALA Jean (91), DJIVELEKIAN Jo (91), BIANCHERIN Rino (91), COMBAUD Laurent (91), GENESTE J.-Yves (91), FABRE Solwelg (91), CAMPION C.-Lise (91), NOURY Pascal (91), DOUSSAIN Elisabeth (91), DEROOSE Jacques (91), PRUDHOMMEAU Claude (91), FAVROLT Michèle (91), MOLKOU Roger (91), FAMERY Charles (92), HEINDL René (92), MERMANS Luc (92), HUILLE Hélène (92), THELIA Patrice (92), DAMERY Claude (92), PACHKOFF Michel (92), SAUVAGET Patrice (92), DUPREZ Paul (92), GUISLAIN Manuel (92), WILLOT Benoit (94), WERNER Klaus (94), SENGAYRAC Roland (94), MERCOU Gaston (94), DEPOIRE Camille (95), ROBERT (99), GUILLANOEUF Raymond (99).

En huit ans de pouvoir, le Parti Socialiste a cessé d'être un parti de transformation sociale.

Faute de nous être dotés à temps d'un corps de doctrine adapté aux réalités contemporaines, nous avons progressivement dévalué l'idéologie. Nos débats se sont réduits, au mieux, à la simple théorisation de l'action gouvernementale, et, plus souvent, à un commentaire. Constatant l'inadéquation manifeste entre notre projet et les contraintes de l'action, nous avons baissé les bras et renoncé à changer la société au nom de réalisme économique. Le meilleur indice de cette démission est l'accent mis sur le partage conçu essentiellement comme la redistribution des revenus. Cette idéologie-là du partage, vient opportunément occulter notre renoncement à changer les règles du jeu, en nous donnant bonne conscience.

En d'autres termes, le socialisme est en train de se réduire au traitement social du capitalisme.

C'est parce qu'ils refusent cette dérive, que les signataires de la présente contribution, se sont réunis autour de quelques principes simples :

— puisque la gestion de l'économie est marquée de contraintes fortes, — que nous ne nions pas —, **nous devons faire de la redistribution du pouvoir le moteur de la transformation de la société.**

Ce retour au politique ne constitue pas une acceptation des inégalités économiques et sociales, mais marque le souci de traiter le mal à la racine : « *La relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploitation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économie est une dérive du politique.* » (Pierre Clastres) ;

— le socialisme ne peut se réduire à l'économie mixte, mélange de libéralisme et de propriété collective. Capitalisme d'Etat ou capitalisme privé, quelles que soient les proportions du mélange, on ne change rien à la logique du système. C'est pour cela que les nationalisations n'ont modifié ni la stratégie des groupes concernés, ni la réalité du pouvoir au sein des entreprises. A mêler l'eau chaude et l'eau froide, on n'obtient jamais que de l'eau tiède. L'urgence aujourd'hui est **de desserrer l'étreinte que la concentration capitaliste exerce sur le jeu du marché, de permettre une réelle prise en compte des besoins de l'homme, de quitter la vision productiviste, et de promouvoir un nouveau mode de développement fondé sur une très large répartition du pouvoir.**

Il est temps de valoriser et d'actualiser l'idée d'autogestion.

Nous pensons que le socialisme est à l'ordre du jour s'il est une volonté d'émancipation et une possibilité donnée à chacun, également, d'être acteur de son destin, et du devenir commun.

Bref, l'homme est au cœur de notre projet.



Redistribuer le pouvoir

Face aux mutations en cours : redistribuer le pouvoir

Les mutations en cours rendent impératif un projet socialiste de redistribution du pouvoir.

Nous ne vivons pas une simple crise, moins encore la fin de la crise, mais un basculement des technologies, des cultures, des territoires. Nous quittons la 2^e révolution industrielle pour entrer dans une ère nouvelle. Les changements peuvent permettre une libération de l'homme, mais aussi, s'avérer destructeurs. Ne pas anticiper, c'est courir le risque de subir, de laisser l'évolution négative s'imposer.

Du travail labeur à l'activité créatrice

Les nouvelles technologies d'information et de communication **transforment radicalement la nature du travail qui est de moins en moins matériel**. L'outil n'est plus le prolongement du bras humain, il s'y substitue le plus souvent. On peut s'attendre, même en cas de croissance soutenue, à un vaste mouvement de réduction d'emplois;

Le travail, s'il reste un identifiant essentiel, n'est qu'une part infime de la vie de l'individu ; c'est l'activité choisie qui est vécue comme source de satisfactions. **Il nous faut passer de l'objectif du plein emploi à celui de la pleine activité**. Les nouvelles technologies peuvent nous faire passer du **travail labeur à l'activité créatrice**. Elles peuvent aussi accroître les exclusions, les inégalités. Nous refusons la dualité entre ceux qui demeureraient contraints au travail labeur et les privilégiés de l'activité créatrice. Nous refusons les logiques d'exclusion. **C'est pourquoi le partage du travail et le partage du pouvoir sont pour nous des exigences absolues et indissociables.**

Le temps vraiment libéré

Le découpage actuel des temps de la vie est arbitraire et doit faire place à une alternance non préétablie, constamment renouvelée entre travail, formation, loisirs et repos. Il n'est pas antisocial de penser que dans cette vision nouvelle du temps de vie, — et seulement dans ce cadre — l'âge de la retraite est modulable.

La question du **temps libéré** nous est posée. Cherchons des réponses plus riches que celles qui prévalent aujourd'hui. **C'est un enjeu culturel considérable** pour des socialistes soucieux de l'épanouissement de l'homme.

Remise en cause de l'économie traditionnelle

Désormais, les dépenses dites « immatérielles » (formation, communication, recherche) font la richesse. Le travail directement fourni par chacun n'a plus qu'un lointain rapport avec les richesses produites. Partager une nourriture ou des objets est conflictuel, car ce que possède l'un, l'autre ne l'a pas. Il n'en va pas de même avec l'information où chacun s'enrichit des valeurs de l'autre. Nous entrons dans la reproduction quasi gratuite de nombreux biens et services. Cette évolution doit permettre une nouvelle phase de démocratisation.

— **La condition en est le refus de l'extension aux biens collectifs des échanges marchands.**

La sphère marchande ne cesse de s'accroître, alors qu'elle devrait pouvoir se réduire. C'est une conséquence de l'expansionnisme du système capitaliste. Dans l'état actuel de notre culture et de notre organisation sociale, sans l'ombre d'une critique sur le quantitatif, la gratuité est injustement vécue comme une provocation. Pourtant, un nombre croissant de nos concitoyens refusent ce monde du « tout argent », en particulier dans des secteurs sensibles comme la TV, la culture, ou les transports en commun.

Les socialistes doivent contester cette primauté absolue des rapports marchands.

— **Quels revenus ?**

La notion de revenu va être profondément transformée, et l'on pourrait envisager des modalités efficaces pour une répartition telle, que le revenu de base des individus, ne soit plus principalement de l'effort productif. Par contre, de nouvelles références de répartition des richesses doivent être trouvées. **Si nous savons de mieux en mieux produire de la richesse, nous ne savons plus vraiment la distribuer.** Voilà un des champs d'investigation essentiel pour les socialistes dans les années à venir. Nous avons appris de l'Histoire **la fragilité de la répartition des richesses, qui ne s'accompagne pas, d'une participation du plus grand nombre aux décisions.**

Décentralisation - Autonomie

Les technologies nouvelles permettent décentralisation et autonomie, mais aussi individualisme. Les vieilles hiérarchies, héritées du taylorisme, deviennent caduques. Prenons garde à ce que de nouvelles, tout aussi figées, ne naissent.

— **Une espérance : l'autogestion.**

L'informatique, par exemple, permet à la fois de prendre des décisions à la base et de les coordonner sans l'obligation de passer par un centre décisionnel unique. Ainsi, c'est une nouvelle éthique de la décision collective et interactive qui peut se développer. Ceux qui rêvaient d'autogestion ont de bonnes raisons pour reprendre, sous une forme renouvelée, le flambeau de cette utopie ! Déjà nos concitoyens souhaitent affirmer leur identité, cherchent à individualiser leur mode de vie, personnaliser leurs goûts, leurs rythmes de vie. Ainsi montent **les espérances d'autonomie de la personne, une étape nouvelle du combat pour la liberté.**

— **Les risques : un égoïsme croissant, une société morcelée**

De façon moins heureuse, s'affirment les excès de l'individualisme. Les structures collectives s'érodent, la société civile est anémiée, les institutions politiques contestées. Il nous faut réconcilier l'autonomie des personnes et les solidarités collectives.

— **L'urgence : une nouvelle culture de la solidarité.**

La première exigence est de permettre à chacun de passer de la dépendance à la solidarité. Pour nous, une démocratie renouvelée doit être à la fois, la garantie, et l'arbitre de ce mouvement. La culture de la solidarité est faite d'engagements individuels, de l'émergence de nouvelles formes d'organisation de la société, et de la définition d'une éthique commune de la justice et de la liberté.

Pour maîtriser la mondialisation et faire naître un nouveau mode de développement : redistribuer le pouvoir.

En redéfinissant les enjeux de la mondialisation et la nécessité d'un nouveau mode de développement, nous avons défini 5 champs prioritaires de notre action afin de contribuer à un nouvel ordre mondial.

L'internationalisme pour le développement, la paix, la démocratie

« Le monde sera bientôt notre village » disait Felipe Gonzalez. Le socialisme est un message à l'échelle de la terre, un message de développement, de paix, de liberté, et d'équilibre de la planète. Cette mondialisation n'est pas une guerre effrénée entre des intérêts nationaux, c'est un défi pour l'humanité : faire vivre des cultures et des situations différentes dans un progrès constant de l'égalité des conditions de vie et des chances d'épanouissement. Tout se mondialise, les



décisions importantes échappent de plus en plus aux citoyens. L'absence de règles du jeu — où tous les pays puissent intervenir — aboutit à une concentration du pouvoir et des richesses en un nombre très restreint de pays et de structures. Le poids des firmes multinationales devient de plus en plus lourd. Actuellement, leur logique propre prime sur tout autre choix. **La démocratisation, et une meilleure distribution du pouvoir au sein des instances internationales, vont devenir vitales.**

Il y va de la survie du modèle démocratique, mais aussi des chances du développement pour lutter contre la faim et la misère.

Une remise en cause de l'actuelle politique de coopération

Le temps est venu d'inventer une politique de coopération ne visant plus à assurer la dépendance, mais à promouvoir un réel développement. La démocratie est une condition du développement. Le respect des droits de l'Homme doit être une condition de l'aide. **Ainsi s'impose une profonde remise en cause de notre politique de coopération.**

Nous proposons donc :

— **Une meilleure répartition de l'aide qui doit être accordée aux pays les plus pauvres, à ceux qui représentent des débouchés économiques potentiels en raison de leur population. Notre politique actuelle est plus centrée sur le maintien de bonnes relations avec les gouvernements que sur le développement du pays, notamment en Afrique...**

— **Renforcer notre aide aux organisations non gouvernementales. La France est, des 18 pays de l'OCDE, celui qui soutient le moins les associations d'aide au développement.**

— **Impulser par la Fédération des Elus les jumelages-coopérations. Les collectivités locales doivent occuper une grande place dans ce domaine.**

— **Un grand Ministère de la Coopération éviterait l'émiettement de l'aide, l'absence de coordination, et permettrait l'évaluation globale et une définition claire des politiques suivies.**

— **Des exigences claires vis-à-vis de nos partenaires, notamment concernant le non-détournement des fonds, la corruption, des projets de développement cohérents, le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Contrôle par la Cour des Comptes de l'utilisation des fonds des missions de coopération.**

— **Une évaluation régulière avec les coopérateurs, soutien aux coopérateurs dynamiques, rapprocher le lieu de décision, du terrain.**

— **Un Comité Technique Paritaire du Ministère de la Coopération et des structures de concertation administration-coopérateurs.**

La France pour la Paix

Il n'est pas besoin d'insister sur les bouleversements qui se précipitent à l'Est, si ce n'est pour souligner la nécessité d'accroître toutes les formes de coopération avec ces pays, afin de rendre durables les évolutions engagées. Une prise de position plus offensive en faveur du désarmement et de la paix s'impose. Plus le poids de la menace militaire pèse dans les relations internationales, plus la force apparaît comme référence et plus le pouvoir se concentre dans un nombre réduit de mains. La France doit participer activement au processus de désarmement.

Nos exigences de liberté, de justice, de partage du pouvoir à l'échelle du monde **doivent avoir pour conséquence une profonde remise en cause du système de défense.**

Notre stratégie de défense fait de moins en moins consensus, parce qu'elle n'a pas fait l'objet d'un débat et de choix publics clairs. On voit se mêler la référence à la politique de dissuasion nucléaire et de défense du sanctuaire, le concept de défense européenne — dont le terrain concret d'application est l'armée conventionnelle —, et l'idée de la force d'intervention rapide. Ainsi semblent s'ajouter des dépenses dans toutes les directions !

Le P.S. doit contribuer à la redéfinition nécessaire de notre stratégie, en accentuant sa pression, pour :

— **La réduction des crédits militaires et une redéfinition des programmes d'armement dans une logique européenne (réexamen du Rafale, abandon du Leclerc, du super sous-marin nucléaire, etc.).**

— **La réduction du service national à 6 mois et la possibilité d'opter aisément pour un service civil, qui serait-lui, réellement obligatoire !**

— **La démocratisation de l'institution militaire et la reconnaissance du droit à la représentation (du type droit syndical).**

Vers les Etats-Unis d'Europe

Ce défi de la mondialisation, l'Europe doit le relever.

Pour nous 1992, ce n'est pas seulement le marché unique, mais la volonté de bâtir une communauté solidaire ayant les moyens d'agir sur la scène mondiale. Trop nombreux sont ceux qui l'oublient, en privilégiant les thèmes de la compétition intra-européenne par rapport à ceux de la communauté de dessein et de destin.

Il est de bon ton actuellement, chez certains socialistes, de mettre en accusation l'acte unique : la mise en place d'un espace européen serait la source de tous nos maux. Or, la nécessité de faire face à un marché ouvert s'impose de toute façon, à l'heure où tout se mondialise, où les contraintes économiques sont moins fortes, tant au niveau de l'Europe qu'au niveau de la France. Aujourd'hui, notre horizon politique, c'est l'Europe. Les socialistes sont la principale force au sein de la C.E.E. Il n'y a aucune raison de désespérer de l'Europe, mais il appartient **aux socialistes européens d'affirmer ensemble un projet européen porteur d'avenir.**

Même si les progrès de l'Europe sociale et de l'Union Economique et Monétaire sont attendus, **c'est la question de l'Europe politique qui est décisive.** Sinon, la voie se resserrera entre un choix d'Europe technocratique et d'Europe libérale. La capacité d'émergence d'un pouvoir démocratique dans ces instances supranationales est l'enjeu d'aujourd'hui. L'Europe doit faire modèle en la matière. Osons affirmer que notre perspective est celle **des Etats-Unis d'Europe**, et qu'il faut rapidement combler le déficit démocratique de la C.E.E., avec, en particulier, des pouvoirs législatifs, effectifs au Parlement Européen.

C'est pourquoi il faut :

— **Proposer un nouveau traité de relance de l'Union Européenne vers les Etats-Unis d'Europe.**

— **Proposer au Parlement Européen le vote d'un projet de Constitution Européenne qui servira de levier à cette relance.**

— **Reconnaître au parlement Européen des compétences directes sur certains sujets.**

— **De l'audace pour l'Europe sociale (cotisation des robots, sociétés de droit européen avec des options améliorant les formes de participation des salariés, clauses lors des signatures de marchés internationaux d'obligation de respect des règles de l'O.I.T.).**

— **Un transfert de plus en plus important de l'aide au développement, de l'échelon national au niveau communautaire, et la création d'un service civil européen en faveur du Tiers-Monde ou de la défense de l'environnement.**

L'écologie

La nature est devenue l'otage des rapports de force entre les hommes. Ceux-ci ont, par la spirale d'accumulation des richesses, par un « toujours plus, toujours plus vite, toujours plus gros... », déstabilisé l'équilibre naturel. Il faut traiter les problèmes essentiels comme celui de l'ozone, de la désertification, de la pollution de l'eau et de l'air, de l'effet de serre. **Mais la question de l'écologie ne se limite pas à la défense de l'environnement, elle est la vision d'un équilibre sans cesse réinventé entre les activités humaines et la nature.**

Prenons garde à ce qu'au nom de l'environnement, les nations les plus puissantes ne freinent pas le développement du Tiers-Monde. La question du mode de développement des pays du Nord est donc doublement fondamentale, pour l'équilibre naturel et pour l'équilibre humain.



Renouveler la conception de la gestion des ressources communes, c'est aussi gérer autrement les risques des systèmes techniques avancés. A ce sujet, la question de l'énergie nucléaire est essentielle.

Les risques majeurs qu'elle fait peser sont des risques inscrits dans une durée extrêmement longue, et nécessitent des dispositifs contraignants de contrôle et de sécurité, mais, vulnérables. L'énergie nucléaire est confiée à une minorité « éclairée », qui a une responsabilité et un pouvoir sur le plus grand nombre, pour aujourd'hui et pour des milliers d'années ! C'est inacceptable !

Les questions de manipulation génétiques sont, elles aussi, une interrogation majeure pour l'humanité. Les choix ne peuvent être confiés à une minorité d'experts. Ces choix éthiques aujourd'hui doivent être aussi des choix politiques. Et si bon nombre de citoyens votent pour les écologistes, c'est qu'ils se sentent désemparés de toute capacité concrète à participer aux décisions les plus importantes pour leur vie quotidienne et notre avenir.

L'écologie suppose un nouveau partage du pouvoir entre les hommes et entre les générations.

Transformer la société

Redistribuer le pouvoir économique

Dans l'entreprise

L'entreprise est le lieu de choix souvent fondamentaux : partage initial entre salaires et profits : substitution des machines au travail : prix et nature des produits ; rythme des évolutions technologiques : organisation et répartition géographique de la production. Ces décisions essentielles conditionnent totalement la vie de ceux qui produisent et qui consomment. La plupart en sont pourtant exclus. Réduction de la durée du travail, nouvelle distribution des revenus, politique de l'emploi ; il n'y aura pas sur ces points d'avancée significative sans une profonde redistribution du pouvoir de décision dans l'entreprise.

Il faut, pour cela :

— *élargir les compétences, renforcer les pouvoirs et l'autorité (quitte à diminuer le nombre) des instances paritaires. Ce serait un premier pas vers la « codétermination », car cette reconnaissance d'un pouvoir partagé dans l'entreprise est l'un des changements fondamentaux qu'il faut engager dans notre pays. Il faut aller plus vite et plus loin, bien au-delà des lois Auroux. Que l'on ne dise pas que notre économie en serait déstabilisée : la RFA et la Suède nous ont précédés sur ce chemin : leurs entreprises sont plus compétitives et leurs salariés mieux payés.*

- améliorer l'information économique des salariés ;
- garantir réellement et concrètement l'exercice des droits syndicaux, particulièrement dans les P.M.E. ;
- reconnaître les droits politiques dans l'entreprise ;
- faciliter les procédures de reprise d'entreprises par les salariés et l'accès de tous à l'initiative économique ;

Dans l'ensemble de l'économie

Le mouvement de concentration de l'économie française s'accélère. Même s'ils restent relativement petits par rapport à leurs concurrents internationaux, quelques groupes industriels, commerciaux ou financiers occupent une place de plus en plus prépondérante. De noyaux durs en actionnaires stables, les choix économiques majeurs sont exercés par un cercle sans cesse plus restreint de décideurs, selon des critères où la créativité, le risque et l'imagination ont de moins en moins de place.

L'économie française est, jusqu'à ce jour, trop centrée sur le complexe militaro-étatique. L'initiative économique, souvent défailante, est réservée à un tout petit nombre d'entrepreneurs. Les locomotives (aéronautique, spatial, nucléaire) n'ont pas tiré le train de la diffusion technologique et du dynamisme industriel. Il est temps de changer de cap.

Il faut donc :

- Durcir - en liaison avec la C.E.E. -, les règles garantissant la concurrence et limitant les ententes, surtout dans le domaine bancaire ;
- Diversifier les circuits du crédit et favoriser le financement des entreprises nouvelles, en développant le capital-risque ;

— Réduire les crédits de recherche en direction de nos « pôles industriels » traditionnels, au profit de technologies plus diffusantes et répondant mieux aux besoins des hommes, reconvertir notre industrie d'armement, abandonner progressivement la production d'énergie nucléaire.

— Renforcer les associations de consommateurs dans leur rôle de contre-pouvoir ;

— Soumettre au débat public les choix technologiques vitaux. Cela suppose le renforcement des études d'impact et une très large information autour des projets soumis à enquête publique ;

Démocratiser l'initiative économique sur l'ensemble du territoire

Le développement local est encore trop souvent ignoré. Que de passion pour les débats macro-économiques — de plus en plus aléatoires dans leurs analyses — et que de timidité pour le développement local ! Les initiatives intéressantes qui se sont engagées ici ou là en faveur du développement local méritent d'être largement répandues. Et surtout, le développement local doit être considéré comme un choix fondamentalement politique de redistribution du pouvoir d'entreprendre et de l'initiative économique, sans doute aussi, comme une forme active de la culture de solidarité.

Pour cela, il faut :

- Développer le dispositif d'aide à la création d'entreprises.
- Renforcer l'engagement de la puissance publique comme catalyseur de cette démarche, en augmentant le rôle des collectivités locales et en créant des sociétés de capital-risque spécialisées dans le développement local.
- Organiser un débat dans le pays et au Parlement sur le rôle du Plan, les formes et les champs de la planification, en introduisant au cœur du dispositif cette logique du développement local comme choix politique majeur.

L'aménagement du territoire et une politique rurale cohérente doivent s'attacher à briser le mouvement actuel de désertification des campagnes et d'appauvrissement de certaines régions. Nous trouvons-là un exemple frappant de la nécessité de redéfinir les missions et formes d'intervention de l'Etat et des pouvoirs publics.

Actuellement, une urgence se précise dans le secteur agricole et sur l'avenir du monde rural. Il est nécessaire d'assurer une meilleure répartition de la production entre zones favorisées et défavorisées, de reconnaître le rôle écologique de l'agriculture et d'instaurer une solidarité plus grande entre le monde rural et le monde urbain.

Redistribuer le pouvoir économique, c'est combattre prioritairement le chômage

Comment se satisfaire du bilan de ces 8 dernières années, où le Président de la République est socialiste, et de ces 6 ans de gouvernement de Gauche : accroissement des inégalités de revenu, chômage considérable...



Nous touchons-ici à des blocages extrêmement lourds de la société française : corporatismes, initiative économique insuffisante, surévaluation du macro-économique, mécanismes de solidarité dépersonnalisants, système de formation défaillant, etc. Malgré un coût total de la main d'œuvre plus faible que celui de nos principaux concurrents, notre compétitivité est moindre et **notre taux de chômage plus élevé qu'ailleurs**. C'est dire que ni la bataille de l'emploi, ni la lutte contre les inégalités ne doivent être traitées comme le solde de nos équilibres économiques.

Il faut donc :

— **Le partage du travail.**

Une loi fixant une échéance pour la durée moyenne du travail à 35 heures devrait être proposée. Elle ouvrirait la voie à des négociations par branches et entreprises sur sa mise en œuvre. Elles concerneront le temps de travail, le salaire, la formation pour tous les salariés et alimenteront un nouveau dialogue social au sein de l'entreprise en ouvrant la voie à la co-détermination. Il y aura partage des revenus au-dessus de deux fois le SMIC.

— **Un nouveau contrat de travail sera peu à peu défini**, prenant en compte les alternances du temps de travail et de la formation, l'introduction des nouvelles technologies, la réduction progressive de l'écart actuel des salaires.

— **Dans la répartition des fruits de la croissance** (1/3 pour le chômage, 1/3 pour les investissements, 1/3 pour les salaires), privilégions pour l'investissement, **les fonds salariaux ou les salaires différés**, qui donneront aux salariés un nouveau droit de regard ;

Redistribuer le pouvoir politique

L'enjeu est majeur et l'alibi de la contrainte extérieure ne saurait avoir de prise.

Un déficit démocratique

Avec le gaullisme, la France de l'après-guerre a opéré sa modernisation sans la participation des citoyens. L'impulsion est venue de l'Etat, s'appuyant sur la **technocratie**. Cette modernisation sans les citoyens est une des causes de l'inertie de l'opinion française. Elle a aussi entretenu le mythe de la robotisation à tout crin où l'on évite d'associer la main-d'œuvre à de nouvelles technologies. Elle a aussi eu des conséquences sur le terrain politique. Une démocratisation radicale s'impose.

Les institutions de la V^e République doivent être transformées, elles confient au président une responsabilité trop importante et à l'exécutif un pouvoir exorbitant.

Il faut revaloriser le Parlement (pouvoir d'initiative législative, saisine directe, fixation de son ordre du jour, renforcement du contrôle du gouvernement, explicitation des enjeux publics, suivi de l'effet de lois, etc.), et modifier le système des décrets et circulaires d'application qui affaiblit la portée des lois votées.

Une réforme constitutionnelle est devenue indispensable.

La décentralisation a transmis un pouvoir quasi féodal à certains élus, sans que naisse le vaste mouvement de diffusion du pouvoir attendu. L'Etat n'a pas engagé les mutations que la décentralisation imposait. Le citoyen se sent souvent piégé par des décisions qui paraissent arbitraires, les associations ne sont pas toujours reconnues comme partenaires de l'action publique.

Bref, les politiques vivent et décident trop en vase clos, sans explicitation des enjeux et des choix, sans souci de veiller en permanence à la légitimité de leur pouvoir.

Est-il mal venu de se souvenir du slogan de 1974 : « Mon intention : vous rendre le pouvoir... » !

Pour cela, des actions concrètes sont nécessaires :

— **Une nouvelle loi sur la démocratie locale** doit assurer les citoyens de nouveaux droits d'information et de recours. Les droits de l'opposition seront définis et respectés. La transparence dans la gestion communale doit être assurée.

— **Une mise en place du référendum d'initiative populaire.** On pourra commencer au niveau des collectivités locales. Pour les thèmes nationaux, le mécanisme retenu devra être soucieux d'associer le Parlement à la formulation du choix et ne pas remettre en cause les traités et conventions internationales engageant la France.

— **Le droit de vote des immigrés aux élections locales** doit être préparé par une participation de représentants des immigrés élus par leurs pairs, comme membres associés à nos conseils municipaux.

— **Un comité « Pour une réforme des institutions de la V^e République »** sera constitué. Il s'attachera à proposer des révisions constitutionnelles permettant de renforcer les pouvoirs du Parlement, des citoyens, et à réduire ceux de l'Exécutif. Dans l'immédiat, l'Assemblée Nationale fera voter des réformes — compatibles avec l'actuelle Constitution, renforçant ses pouvoirs.

Pour un Etat animateur

Nul ne peut aujourd'hui faire l'impasse sur la question majeure du rôle de l'Etat dans nos sociétés contemporaines. La pression libérale fut la réponse à la contestation, grandissante chez nos concitoyens, d'un Etat très présent mais aussi impuissant, qui donnait l'impression de cumuler les handicaps : étouffement de la personne, bureaucratie, incapacité à éviter la grande pauvreté, détérioration de l'environnement, accroissement des inégalités... Si le discours ultralibéral semble en recul, il ne faut pas s'imaginer que nous ferons l'économie d'une **redéfinition radicalement rénovée du rôle et des missions de l'Etat, et des formes d'intervention publique.**

● L'Etat n'est pas l'unique garant de l'intérêt public. Il doit être **promoteur de « l'esprit public »**, c'est-à-dire l'appropriation par les citoyens et des partenaires variés, des causes d'intérêt général.

● L'Etat doit donc, dans bien des cas, être **animateur**, de l'action publique, plus que gestionnaire direct. Il doit rendre dynamisme à la **société civile**, placée aujourd'hui en recours au désengagement de l'Etat, alors qu'elle est quasi atone. Il vaudrait mieux s'attacher à permettre à cette société civile de vivre, d'agir, et surtout d'exprimer aussi les attentes, les besoins et les possibilités de ceux qui sont actuellement exclus du pouvoir. L'Etat ne s'attache guère à les représenter !

● L'Etat de droit doit être renforcé. La justice de notre pays est lourdement discréditée : incapacité à traiter les litiges quotidiens, disproportion des peines selon le statut social, références culturelles archaïques sur bien des sujets de société.

Un débat politique majeur doit s'engager, de toute urgence, **sur le fonctionnement de la justice**, afin d'assurer ensuite un cadre où l'indépendance des juges sera effective, et les références légales réellement protectrices pour les plus faibles.

● Enfin, l'Etat doit s'attacher à faire vivre une éthique commune, motivant nos concitoyens. Pour nous socialistes, cette éthique doit être la justice et la solidarité.

Ainsi, il n'est pas de mission plus essentielle pour l'Etat que de **faire naître une véritable culture de solidarité, de fraternité**, dans un pays où les relations sociales ont tendance à se diluer.

Rénover la Fonction Publique

Le mouvement de rénovation du service public, lancé par Michel Rocard, risque de se heurter à 2 difficultés :

- le manque de clarté quant au rôle et aux missions de l'Etat ;
- la faible implication des salariés si leur avis est juste recueilli formellement.

Le P.S. a un rôle tout à fait précis dans cette affaire.



Nous proposons :

— **Des Etats Généraux de la fonction publique** devraient associer les fonctionnaires à une redéfinition de leur mission, des champs d'intervention de l'Etat, d'un statut, et en particulier des salaires, (suppression des primes ; salaire en trois parties : une fixe dépendant du service national, une liée au métier et au service, l'autre à l'implication des salariés et aux efforts de formation).

— Chaque salarié de l'administration bénéficiera d'un **crédit d'heures annuel**, cumulable sur plusieurs années, afin de favoriser l'égal accès à la formation continue.

— **Les réductions de poste de l'encadrement** dans les Administrations Centrales seront favorisées par un transfert vers la fonction territoriale (à valoriser) et par une incitation à la création d'entreprises par les fonctionnaires (mise en disponibilité améliorée, etc...).

— Dans toute l'action publique, **l'évaluation participative sera la règle.**

Partager le pouvoir culturel

L'information, la communication, le savoir et l'intelligence sont des enjeux de pouvoir déterminants pour l'avenir.

L'Education

Notre système de formation est particulièrement inadapté aux évolutions en cours, la récente loi d'orientation ne modifie pas vraiment la situation. Le système actuel de l'Education nationale possède-t-il en son sein une capacité de mutation, de sursaut, pour combattre l'échec scolaire et assurer à tous une véritable égalité des chances ? On peut en douter. En tout cas, rien ne se fera si nous ne libérons pas effectivement les possibilités d'initiatives et les exigences de responsabilités individuelles et collectives dans chaque établissement. C'est donc un profond **mouvement de décentralisation et d'autonomie des établissements** — à ne pas confondre avec celle des chefs d'établissements — qui est devenu indispensable.

La seconde piste à suivre est **l'association du plus grand nombre à la tâche éducative**. Dans ce domaine aussi, l'Etat doit être animateur, en favorisant la complémentarité des démarches engagées par des partenaires variés. Voilà un champ essentiel pour le renforcement de l'esprit public : l'appropriation collective des tâches d'éducation et de formation.

Il est devenu rituel d'insister sur la nécessaire formation continue, mais, celle-ci reste bien modeste dans un pays qui privilégie le diplôme initial, et la promotion à l'ancienneté.

Nous proposons :

— Outre la décentralisation de l'Education nationale, une **nouvelle loi sur le droit à la formation continue** — actualisant celle de 69 — sera votée.

— Les opérations type « **nouvelles qualifications** » de Bertrand Schwartz seront développées.

— **Le crédit formation ne doit pas seulement concerner les jeunes. Le principe du capital-formation pour chacun doit être généralisé.**

— **Un effort financier nouveau doit être consenti en faveur des actions éducatives de la petite enfance.** L'entrée dans l'année des deux ans, à l'école maternelle, sera favorisée.

— Une **large mobilisation** de tous, associations, bénévoles, retraités, institutions, sera localement établie **pour combattre l'illettrisme.**

— Une **évaluation précise et systématique des formations initiales et continues, et de l'emploi des fonds sera faite.**

L'Audiovisuel

Constatons simplement que l'absence de politique claire de la Gauche — et donc l'absence de stratégie pour démocratiser l'audiovisuel — a conduit au nivellement par le bas et à développer une conception uniquement commerciale des télévisions et radios privées.

L'information qui circule ne doit pas être seulement descendante, mais aussi ascendante.

Il s'agit donc de **démocratiser la capacité à produire de l'information.**

Le développement de l'initiative collective dans la société implique que celle-ci acquière l'usage actif des moyens modernes de communication. Aujourd'hui, l'extension de la vidéo et des magnétoscopes peut être un atout intéressant pour le développement de réseaux. Le développement du système d'annuaire électronique et des possibilités de réseaux d'informations reçus à domicile, peut être conçu comme simple moyen de réception, d'informations, données, de façon relativement centralisée. Il pourrait être aussi promu comme possibilité d'échanges entre associations, entre groupes de citoyens... Pour nous, la priorité doit aller à **l'interactivité.**

Nous proposons :

— **La possibilité de créer et de faire vivre des réseaux de radios et de télévisions d'usagers.** — **Un vigoureux effort d'aides doit être envisagé dans le secteur des radios privées pour les radios de pays, de quartier, de communauté afin qu'elle sortent du coma dans lequel elles se trouvent.**

Une société mixte

Le pouvoir culturel, celui qui fixe les valeurs, les images de référence à notre culture, reste encore majoritairement tenu par les hommes. Des avancées significatives ont marqué la situation des femmes ces dernières années. Mais certaines paraissent bien fragiles (ex. : remise en cause de la législation sur l'avortement aux Etats-Unis), et d'autres restent très théoriques (égalité professionnelle). Un nouvel élan du féminisme s'impose.

Nous proposons :

— **Une clause stricte dans tous les contrats Plan-Etat-Entreprise sur l'égalité professionnelle homme-femme, et un débat annuel au Parlement sur cette égalité dans tout le secteur public et nationalisé.**

— **La relance du Comité interministériel du suivi de la loi Roudy.**

Promouvoir une nouvelle culture de la solidarité

Faire naître une nouvelle culture de la solidarité suppose d'abord que soient explicités les enjeux du « social » en France. Il faut entendre par « social » les conditions de vie urbaine, la protection sociale, le refus des inégalités, la création de biens et services d'accès gratuit, la prise en compte sérieuse des handicapés adultes ou du nombre croissant de personnes très âgées, les politiques d'insertion. Posons deux exigences :

● **Une exigence de vérité et de cohérence entre l'intention initiale, affichée, des décisions et leur application concrète.** Ne nous payons plus de mots, attachons nous au fait, à un examen sérieux des réalités. Ainsi, les politiques d'évaluation sont des atouts pour rendre publics, appréhendés par tous, les véritables choix et enjeux.

● **La seconde exigence est celle de l'association et de la mobilisation des citoyens et des acteurs sociaux anciens et nouveaux,** partie prenante de cette culture de solidarité. Au delà de la traditionnelle question syndicale, on peut s'interroger sur d'autres formes de représentation que celles actuelles, souvent corporatistes, des agriculteurs, des médecins, et celles, à affirmer, des retraités, des chômeurs, du quart-monde, des consommateurs, des usagers, des étudiants, etc...

Diversifier les interlocuteurs est un moyen pour ne plus négocier avec les seuls groupes de pression, ayant pignon sur rue. Dans la mise en œuvre de ses politiques, l'Etat veillera non seulement à multiplier les procédures contractuelles, mais autant que possible, à contractualiser entre partenaires variés.



Une nouvelle politique des revenus et des transferts sociaux

Un préalable est sans doute d'affirmer que chaque citoyen a droit à des ressources de base lui permettant de vivre dans la dignité, et de promouvoir la gratuité pour les biens collectifs, notamment, quand celle-ci n'est pas contre-redistributrice.

L'équité et l'efficacité des transferts sociaux, la légitimité de la structure des revenus sont des conditions indispensables à une culture de solidarité. Il convient de s'attacher véritablement à une mise à plat de la protection sociale et de la fiscalité.

Nous proposons :

— **A terme, transformons le RMI en revenu social inconditionnel pour tous.**

— **Une réforme de la fiscalité** nous rapprochera des systèmes fiscaux nord-européens (réduction des écarts de revenus), et évitera que les revenus du capital soient de plus en plus favorisés en comparaison de ceux du travail.

— **La protection sociale doit être davantage fiscalisée.**

— **Des cotisations sociales pour les robots !**

— **Faisons progresser la gratuité** dans les services d'intérêt général (transport collectifs, accès aux rivages et sites naturels, etc...).

— **Développons les activités d'accompagnement, de maintien à domicile, de solidarité de voisinage, par un effort public, afin de rendre solvables ceux qui en ont besoin.**

Rénover le parti socialiste

La redistribution du pouvoir est donc au centre de notre projet. Cela doit se traduire dans le rôle et le fonctionnement du Parti Socialiste. **Il n'est pas de transformation sociale durable sans une articulation entre le mouvement social et la réforme permanente.** Ainsi, il y a un travail de conviction, d'innovation et d'expérimentation sociale qui prépare les décisions, législatives ou gouvernementales, nécessaires. Associés à la définition de ces priorités et de ces choix, les militants, et bien d'autres, au-delà, peuvent devenir de véritables entrepreneurs de la transformation sociale.

Nous faisons ici des propositions concrètes **pour accroître la démocratie, la transparence et l'initiative militante.** Nous voulons que le P.S., fort de ses militants, de ses élus, soit capable d'être suffisamment prospectif, prompt à innover, à préparer nos concitoyens à la révolution culturelle qu'il nous faut engager. Un parti où il fait bon se retrouver, où l'unité est fondée d'abord sur le respect des différences et l'enrichissement mutuel. Bref, une nouvelle forme de vie et d'action collective, telle que nous aimerions qu'elles se développent dans la société et non un grand appareil vertical qui risque de les atrophier. A l'heure où tant de nos concitoyens semblent désertier la politique, réhabilitons les partis non par des paroles mais par des actes, des changements concrets dans la vie interne de notre parti. Le P.S. doit être aussi capable de s'élargir dans les mouvements contemporains (féministes, écologistes, régionalistes, etc...).

Promouvoir de nouvelles formes de militantisme

L'adhésion sur la base territoriale est souvent souhaitée, mais il faudrait que chaque adhérent puisse prendre une option thématique. Les secteurs et les commissions d'étude du P.S. ne sont plus des ruches bouillonnantes d'idées. Pourtant, il faut reprendre l'initiative de propositions, en ne tombant pas dans le cercle fermé des « spécialistes » et des technocrates. Des commissions fédérales et régionales thématiques seraient constituées et tous les adhérents ayant choisi

— *Préparons une nouvelle conception de l'âge de la retraite en fonction d'une nouvelle division du temps de vie.*

Le défi urbain

Aujourd'hui **plus de 60% de la population du monde vit en ville.** L'émergence du phénomène urbain est mondiale, la socialisation de la vie individuelle réalisée de manière accélérée à travers l'urbanisation a transformé les modes de vie. La ville peut-être le cadre d'une multiplication des rapports humains, accroître la socialisation, mettre à la portée du plus grand nombre les avancées issues des progrès scientifiques et techniques. Mais elle est aussi un lieu où s'est accru l'isolement des individus, où s'expriment les montées de violence. **Elle est le champ privilégié des exclusions.**

Le développement de la société d'information et de l'informatique permettent de relancer les démarches unifiantes autour de l'innovation sociale, avec comme point d'appui la recherche de **nouvelles formes de solidarités dans les villes.**

Nous proposons :

— *Comme avec le RMI, définissons un véritable droit au logement pour tous.*

— *Les moyens et le rayonnement de la Direction interministérielle des Villes restent dérisoires. Les contrats-villes demeurent symboliques. Les moyens humains, financiers nationaux et déconcentrés de cette délégation seront renforcés.*

— *Une réforme foncière sera engagée. Le sol, bien non reproductible, doit échapper à la stricte logique du marché !*

l'option pourraient y participer. Des rencontres nationales régulières relaieraient ces débats, permettant d'affiner nos propositions et de désigner des représentants de ces secteurs au Comité Directeur.

Rendre le pouvoir aux militants

Le respect du vote des militants

Aucune désignation effectuée par les militants, tant pour les élections internes qu'externes, si elles sont réalisées dans le cadre des statuts, ne pourra être cassée par un niveau supérieur. Les élus devront rendre compte de leur mandat devant les militants.

Un homme égale un voix. Le vote à bulletin secret

La péréquation en mandat par section et fédération sera supprimée. La volonté réelle des militants sera ainsi prise en compte. Le vote à bulletin secret sera la règle, notamment pour les congrès.

Le référendum et la saisine d'initiative militante

Si 1000 adhérents du P.S., répartis dans 20 fédérations, demandent un débat sur tel ou tel thème, alors, de droit, une convention avec possibilité d'options serait organisée avec, bien sûr, un vote de tous les militants. Ainsi évitera-t-on que certains sujets soient mis de côté.

Diviser les grosses sections. Limiter les cumuls

Il faut rendre automatique la division des sections au dessus d'un certain seuil. Le cumul des mandats internes-externes doit être supprimé.



Régionaliser et Décentraliser

L'échelon régional est dramatiquement absent de notre vie interne, tant comme échelon intermédiaire que comme lieu de débat spécifique. Quel adhérent P.S. est consulté sur les orientations politiques au niveau de sa région (contrat-plan, aménagement du territoire, lycées, etc...) ? Des assises régionales, régulières, au moins avant chaque élection régionale et à mi-mandat, noteraient les textes d'orientation sur la politique régionale, avec un droit d'amendement, de dépôt de textes alternatifs. A tous les échelons du P.S., il convient que les enjeux locaux soient l'objet de choix et que la désignation des responsables se fasse à partir de ceux-ci. Une structure régionale, directement désignée par les militants sera mise en place. Ne nous contentons plus de la notion d'interfédération.

D'une façon plus générale, il convient que la désignation des responsables du Parti aux différents échelons décentralisés ne se fasse plus sur la base des courants nationaux, mais sur la base de textes d'orientations sur la vie et la pratique politique de l'échelon concerné (section, fédération, région).

Une nouvelle composition du Comité Directeur

Si l'on doit réaffirmer que la vie du Parti Socialiste s'organise en courants de pensée, faut-il encore que les courants ne se fossilisent pas ! Aujourd'hui, seuls les membres du Comité Directeur, peuvent déposer une motion soumise au vote des militants. Ne pourrait-on envisager là aussi le dépôt de 1 000 signatures de 20 fédérations ? Cela permettrait le renouvellement des courants.

Le débat structuré en courants, est la seule méthode qui assure le respect et la représentation des minorités. Pour autant, les membres du C.D. doivent-ils tout être issus de cette représentation des courants ?

Ne pourrait-on considérer que 50 % de membres du Comité Directeur seraient choisis sur la base des courants, 25 % sur la base des secteurs thématiques, 25 % sur la base des régions ?

Vers un Parti Socialiste européen transnational

Européanisons notre démarche politique. Le P.S. devrait clairement affirmer son intention de réaliser un P.S. européen transnational. Les secrétaires généraux du P.S.O.E., du P.S. belge se sont déjà exprimés en ce sens... Cette réflexion se précise au S.P.D.

Pour faire progresser nos propositions, nous devons être capables d'établir concrètement sur le terrain des objectifs communs de transformations sociales. Ce n'est qu'ainsi que la question des alliances avec les verts doit être posée.

Lors du prochain congrès, tout le monde dit vouloir le débat. Pour l'heure, ce qui semble avoir dominé, c'est la collecte des signatures des grands et petits barons du Parti. **On risque, une fois de plus, de voir la plupart des « grands responsables » esquisser la confrontation devant les militants.** On ne manquera pas de réunir ensuite experts et intellectuels pour tenter de définir le socialisme de l'an 2000 et parler de l'extension de la démocratie.

Notre choix est différent : c'est celui de créer un nouveau courant d'idées. Notre parti a besoin de nouveaux courants de pensée, véritables pôles de propositions, références politiques. Ce courant ne sera pas une chapelle, ni une secte, ni une écurie présidentielle, mais un **espace de réflexion, d'élaboration collective au sein du P.S.** Il sera attaché à faire avancer ces idées, à leur donner chaque jour un peu plus corps.

**IL AURA LE COURAGE DE DIRE
ET LA VOLONTE DE FAIRE.**

Dans un premier temps, nous pourrions demander à nos partenaires que les congrès de l'Union des Partis Socialistes et Sociaux Européens soient réellement l'occasion de votes dans toutes les sections des douze pays de la C.E.E.

Chaque section locale du P.S. devrait prendre contact avec les sections homologues socialistes dans les villes jumelées, afin de prévoir des débats et des échanges réguliers. Comme le passeport ne pourrait-on prévoir que notre carte d'adhésion soit européenne ?

Ouvrir le Parti à la société

Elargir la participation et associer les non-adhérents du P.S.

Il faut trouver les voies et moyens pour associer non sympathisants à nos réflexions. Elargir le P.S. à d'autres suppose un effort sérieux pour mieux représenter les jeunes et les femmes au sein du P.S. On doit, comme au S.P.D. se fixer un objectif chiffré et définir les moyens concrets pour l'atteindre (au S.P.D., l'objectif est de 40 % de femmes à tous les échelons). Il convient également de réfléchir à un mode de désignation de nos candidats associant tous les électeurs.

Créer de grands réseaux pour la transformation sociale

On reste songeur lorsque l'on compare la faiblesse de nos capacités à intervenir concrètement, dans le champ social ou culturel, à la réalité d'autres pays. (Les « Grunen » ont une banque !) Inventons des outils originaux pour favoriser le développement local (club d'épargne locale, etc...) ou l'économie sociale, la vie associative.

Ce gain d'indépendance de l'action menée par la société civile est une garantie de pérennité, de vitalité. Soyons présents avec tous ceux et celles qui partagent nos objectifs de transformation sociale.

Construire le Parti de la Gauche toute entière

Ces propositions permettent de construire un grand Parti Socialiste, lieu de rassemblement, de débat et de synthèse. Cela est incompatible et opposé à toutes les tentatives que font certains pour encourager la constitution d'un Centre-Gauche organisé, cela exige aussi que nous ne laissions pas s'ancrer durablement les électeurs écologistes des derniers votes sur les candidats du parti des verts. C'est au sein du P.S. que cette sensibilité doit pouvoir se retrouver.



Congrès des militants Congrès d'orientation

Un contrat pour le progrès social Un Parti Socialiste majoritaire et pluraliste

Contribution présentée par :

Membres du Comité directeur, premiers secrétaires fédéraux, parlementaires :

Jean POPEREN (69), Jean-Marc AYRAULT (44), François AUTAIN (44), Philippe BASSINET (92), Jean-Pierre BEQUET (95), Michel BEREGOVOY (76), Maryse BERGE-LAVIGNE (31), Gilles CABIROL (24), Gérard CAUDRON (59), Didier CHOUAT (22), Georges COLIN (51), Martine DAVID (69), Michel DEBOUT (42), Paul DHAILLE (76), Marcel DEHOUX (59), Raymond DOUYERE (72), Patrice DURAND (77), Yves DURAND (59), Robert GILLY (67), Martine LIGNIERES-CASSOU (64), Christiane MORA (37), Michel MOREL (12), Marie-Thérèse MUTIN (21), Jean OEHLER (67), Jacques PIETTE (62), Claude PIOU (53), Claude SAUNIER (22), Jean-Michel TESTU (37), Michel VERNUS (39), Alain VIDALIES (40).

Et 220 responsables fédéraux et de section :

J. CHABERT (01), F. LUNG (01), C. MARTINEZ (01), N. PACHOUD (01), M. BERTHO (02), G. BOUAZIZ (02), D. POULET (02), J.-M. GUERRE (03), G. de MEESTER (04), S. FIGUET (06), C. THERY (06), L. GAILLARD (07), M. VICTORY (07), M. DELPECH (09), P. MARTINEZ (09), P. SUANEZ (09), G. CHARPENTIER (10), J. LAHAYE (10), C. ROYER (10), G. ARDHUIN (11), C. DUBEAU (11), P. MILANI (11), J. MILHAU (11), J. SALAN (11), M. BARTHELEMY (12), M. BLAISE (12), C. ORLIAC (12), E. BONNAUD (13), J. FOUQUET (13), A. LAURENS (13), J. RIVAL (13), H. RIGAUD (13), J. BUGNON (15), T. LANSOINEUR (16), J.-P. PAIN (16), J.-F. TORRE (16), P. BREGOWY (17), P. COUDRAIN (17), J.-L. IMBERT (18), M. LAURIN (18), B. MOUTAT (18), A. BESSAGUET (19), J. DELPY (19), X. ETTORI (20A), F. PERETTI (20A), J. NICOLLI (20A), J.-P. DUBOIS (21), S. SCHERER (21), J.-B. VIALON (21), M.-C. BOURGES (22), D. BOUSQUET (22), G. CHAVIN-COLLIN (22), F. BOILLETOT (25), P. RICHARD-BOLLE (25), F. VERDI (25), H. BERARDIN (26), J. GUILLEMOT (26), P. REBOUL (26), P. DIONIS (27), G. SOUDJAN (27), L. TINSEAU (27), C. DUPONT (28), J.-P. GUILBERT (28), D. THOMAS (28), T. DUGENETAY (29), R. MOREAU (29), R. GASCO (30), Y. SIGAL (30), J.-C. MAURIN (30), H. DESHAYES (31), A. GALLACHE (31), L. DUPUY (32), N. AGUIRE (33), L. BEYNETTE (33), H. FERGEAU (33), H. HOUEBERT (33), L. LHOMME (33), R. FARO (34), A. RUIZ (34), J.-P. BERNARD-HERVE (35), J. CROCHET (35), H. GALLAIS (35), J. LE MENN (35), D. FLEURAT (36), R. JOLLY (36), A. TRICOCHÉ (36), J.-J. FILLEUL (37), G. PINARD (37), R. VIOLANTE (37), J. ALCARAZ (38), L. RATEL (38), P. JOUFFROY (39), J.-M. BOYNE (40), J. JARNAC (40), G. KERFORM (40), P. FAY (42), M. FALCON (42), G. GODZYCK (42), M. NEUMULLER (43), A. CHAPEVEIRE (43), A. ROURE (43), M. CHARPENTIER (44), P. MARCHI (44), J. SULIM (44), Y. VAUGRENARD (44), R. BOISSAY (45), F. BONNEAU (45), C. de NARDI (45), R. LLORCA (46), A. DELAURENS (47), M. GIRONDIER (47), A. LADEUIL (47), J.-P. BRACHET (49), J.-Y. DUMONT (49), D. DUPUIS (49), R. TISON (50), J. NOHA (51), J.-C. WALTER (51), F. HAINRY (53), A. HOUDOU (53), R. CUNY (54), B. LINAC (54), I. GERARD (54), R. LECOZE (56), S. ANANDAPPANE (57), B. DORY (57), R. MAUJARD (57), D. TOBIE (58), B. DAVOINE (59), G. HASEBROECK (59), F. FILLION (60), V. BOSCH (60), B. CAUSSADE (61), F. LEVEILLE (61), P. ANSART (62), J.-L. PETIT (62), J.-L. COTTIGNY (62), J. MAGNIER (63), P. MIROWSKI (63), G. GUALDE (64), J. POUYET (64), A. TOUYA (64), J. BURGAUD (65), P. LALANNE (65), A. MONTOYA (65), J. BARCELO (66), Y. BAUMULLER (67), R. HAEFFNER (67), M. CROZY (68), F. PEYROUNY (68), C. ARNAUD (69), J. DARNE (69), R. LALLIARD (69), R. LLUNG (69), M.-F. POYET (69), D. MARTINET (71), B. BLANC (72), M. DAUBIGNEY (72), A. DANVERT (72), J.-Y. PATAULT (72), S. DUPESSAY (74), C. MIMAUULT (74), P. AYMARD (75), L. BROCAS (75), D. CRESPO (75), J. DUPONT (75), H. HAGUE (75), M. OTTAWAY (75), J. PARENT (75), J. POMMERANZ (75), R. ROUQUETTE (75), S. GIARD (76), R. MASSON (76), E. LÉCONTE (77), J. MACHARD (77), M. MARCHENAY (77), D. BUCCHI (78), S. PACITTO (78), M. ROMBAU (78), M. REAU (79), M. LOISELLE (80), C. OBRE (80), P. PARCELLIER (81), J.-P. VERDIER (81), D. DAVESNE (82), M. MAZAUD (82), C. AUDE (83), G. DAUMAS (83), E. DI RUSSO (83), M. JANETTI (83), M. BAYET (84), D. RAVOIRE (84), A. BERTHAULT (85), Y. BOILEAU (86), F. DACHARY (86), J.-P. CHABANNAUD (87), J.-P. JUILLARD (87), S. CHASTRUSSE (87), C. MOLLET (89), J.-P. ROUSSEAU (89), A. TONDEUR (89), B. ALCANTARA (89), C. AUDRY (91), C. FENESTRAZ-LOAEC (91), G. LECUYER (91), R. LUCENTE (91), R. MESSINA (91), B. BIASSETTE (92), G. VARLET (92), M.-T. CAZANAVE (93), J.-A. STEINFELD (93), G. MOREL (93), J.-Y. VAYSSIERE (93), J. BOUCHET (94), G. PREAUDAS (94), A. SAVY (94), R. SALVARELLI (94), C. CAURO (95), G. MARTEL (95), P. NICOLLE (974).

Cette contribution demeure centrée sur nos deux propositions de *Contrat pour le progrès social* et de *Parti majoritaire pluraliste*.

Cependant, d'ores et déjà, elle met davantage l'accent sur plusieurs points dont nos débats ont souligné l'importance : la situation des femmes, les travailleurs immigrés, le rôle d'un gouvernement socialiste à travers l'action de l'Etat. Des compléments sont également apportés à nos propositions sur le parti.

Les très nombreuses suggestions venues des *Rencontres* régionales et départementales, celles qui vont venir encore au cours des prochaines semaines, serviront à une refonte de la rédaction du texte pour la future *motion*. Ainsi cette dernière sera-t-elle réalisée par une véritable élaboration démocratique.



Que proposons-nous aux Français ?

Que leur proposons-nous de faire ?

Nous, les Socialistes.

L'objet du prochain Congrès du Parti Socialiste, c'est de répondre à cette question. Nous sommes le premier parti de France : nous gouvernons avec la vraisemblance de l'atout de la durée. Saurons-nous le garder ? Il est essentiel.

Les Français n'attendent pas que nous leur livrions un projet globalisant, « clefs en mains ». Ils ne veulent pas — en fait, ils n'ont jamais voulu — de « parti-guide », de parti « maître à penser ».

Mais ils cherchent des repères, ils souhaitent une direction, une perspective.

Un projet, un programme pour « la fin du siècle » ? Pas de grandiloquence, pas d'enflure verbale : disons, au moins, une *plate-forme*, pour les prochaines années.

Mais, pour proposer, d'abord comprendre : comprendre où l'on en est. D'abord, un devoir de lucidité.

Distanciation de l'électorat

Où en sommes-nous avec les Français ?

Nos affaires ne vont pas mal, et, pourtant, nous avons quelques difficultés : les Français ont renouvelé avec éclat le mandat présidentiel de François Mitterrand, et ils ont une bonne opinion de ce Président de la République réélu, une bonne opinion du Premier ministre, et du Parti Socialiste. Mais ils nous mesurent leurs suffrages.

Nous sommes le premier Parti de France, mais la gauche est minoritaire.

En vérité, les Français sont moins contents de nous que mécontents des autres : ils nous choisissent par comparaison. Ce n'est déjà pas si mal : ce n'est pas forcément suffisant pour assurer la durée, ni pour étancher la soif d'idéal des socialistes.

Le solde électoral négatif, aujourd'hui, pour la Gauche est le résultat d'un double mouvement.

D'abord, le vase communicant du P.C.F. vers le P.S. n'était pas étanche : depuis près de 20 ans qu'a commencé la transfusion, le P.S. a moins gagné que le P.C.F. n'a perdu.

Mais surtout, depuis 82, le P.S. est victime d'une distanciation de son propre électoral, en trois directions principales :

- abstention
- vote écologique
- vote Le Pen.

Ce dernier affecte pour une part significative des zones très typées d'électorat populaire pauvre, dans les grandes concentrations péri-urbaines, dans les deux régions méditerranéennes, et, avec une connotation particulière, en Alsace.

L'abstention, elle, concerne plus volontiers l'électorat jeune, féminin, ouvrier ; le « vote écologique », qui a fait irruption aux municipales, puis s'est consolidé aux européennes, concerne un électoral composite, généralement jeune, mais, pour la première fois, des secteurs « durs » de l'électorat socialiste ont, ici, été atteints : fonction publique et, notamment, enseignants.

On peut se rassurer en constatant que, pour le moment, la Droite sans Le Pen reste nettement minoritaire. Mais qui peut douter qu'avec le temps, l'accommodement se préparera, et qu'au moment de l'affrontement décisif il se concrétisera. Ce qui est grave et alourdit le solde négatif de la Gauche (même si elle continue de se rassembler aux deuxièmes tours — lorsque le scrutin est à deux tours !), par rapport à l'ensemble Droite parlementaire + Extrême-Droite, c'est qu'un certain nombre d'électeurs qui avaient leurs habitudes à gauche (P.C.F. ou P.S.), ayant voté plusieurs fois de suite pour le Front National, ont changé d'**habitude** électorale : il y a maintenant un vote structurel lepéniste d'origine gauche.

Cela ne contredit pas le constat général d'une plus grande « volatilité » de l'électorat. Peut-on pour autant parler, comme le font certains observateurs, de « désintégration du modèle de stabilité des comportements électoraux » ?...

Disons que, pour le moment, sans être faux, le diagnostic est peut-être excessif. Il reste que, sur quelques années, sur quelques mois, la mobilité électorale s'est brusquement accentuée. Et l'on ne peut s'empêcher de penser qu'il y a quelque concordance entre ce mouvement et la plus grande mobilité, la déstabilisation de l'ensemble des structures sociales, voire une certaine « déstructuration ».

Cette distanciation de notre électoral est liée aux nouvelles configurations culturelles, sociales, économiques et politiques que sous-tendent les profondes mutations auxquelles notre société doit faire face aujourd'hui. Les ruptures de solidarités sociales qu'elles provoquent, s'expriment par une profonde inquiétude, un refus du changement et la peur des autres. **Elles s'expriment aussi à travers un mouvement puissant, mais désordonné, de revendications sociales d'autant plus prompt à l'affrontement que la « reprise » de l'économie mondiale nourrit des espoirs légitimes. Le « politique » n'apparaît plus ainsi capable, ni de maîtriser le destin collectif, ni de défendre, par la force collective qu'il est censé représenter, la personne et les biens de chaque citoyen.**

Notre stratégie doit tenir compte de cette mobilité du « nouvel électeur » — comme de ce mouvement général de « déstructuration ». Elle doit s'adapter à ce nouveau terrain, mais elle ne doit pas s'y dissoudre. Devrions-nous renoncer à fixer un électoral ? Est-on prêt à passer par profits et pertes notre électoral stable traditionnel ?

Nous avons à trouver de nouvelles lignes de force, de nouveaux repères, une nouvelle stratégie.

De toute façon, rien ne justifierait que cette réévaluation, cette nouvelle stratégie parte du postulat qu'il nous faudrait sacrifier nos meilleurs soutiens pour le gain — hypothétique, aléatoire — de nouvelles recrues. Même si, par hypothèse (invraisemblable !) on devait faire abstraction de « l'idéal », des « principes », qui nous ancrent à gauche, ceux qui nous suggèrent d'abandonner la politique d'union à gauche pour des épousailles ailleurs ne nous ont jamais expliqué — en termes de bénéfices purement « politiques » — comment ce transfert nous ferait gagner plus que ce que nous y perdions !

Il faut conquérir de nouvelles forces, à l'évidence, mais on ne conquiert qu'en partant de ce qu'on a. On ne peut espérer de nouvelles conquêtes si l'on commence par sacrifier ses assises les plus sûres.....même si le moment est venu de les réaménager.

Nous voilà donc devant les choix de base : ils ne sont pas seulement, on le voit bien, des choix de stratégie politique (alliances, rassemblement), ils concernent aussi notre stratégie sociale, et les options économiques — budgétaires et fiscales —, qui la sous-tendent.

Alternance démocratique et consensus

Donc, d'abord, que se passe-t-il avec les nôtres, avec ceux qui nous sont les plus proches : et dont une partie, pour la première fois, vient d'être défaillante ?

Y-a-t-il ici grand mystère ?

Les explications les plus simples ne sont pas forcément les moins sûres.

Et, ici, les choses sont simples, à moins qu'on ne cherche à les compliquer pour les besoins de la cause.

Il y a d'abord que ces gens veulent savoir où ils en sont.

Parmi les « antiennes » à la mode, on entend que le P.S. aurait un « problème d'identité » : sans doute, si l'on entend par là, qu'il a besoin d'être mieux « identifié ».

Faut-il s'étonner ?

A force de gommer, que reste-t-il ?

Le « consensus » est dissolvant. On ne peut avoir à la fois le consensus et une identité forte.



Le consensus crée l'indifférence.

Si l'objet de la compétition Gauche-Droite est insignifiant, pourquoi « signifier », participer à la compétition, c'est-à-dire aux élections ?

Si tout est pareil (ou presque), pourquoi choisir dans « le pareil » ?

Et pourquoi les élus, les responsables se donneraient-ils tant de mal pour conquérir le pouvoir ? Et comment, dès lors, l'idée ne viendrait-elle pas aux citoyens que l'enjeu du pouvoir, c'est le pouvoir lui-même, et les avantages (personnels ou de groupe) qu'on en peut attendre ?

En somme, y-a-t-il un enjeu « politique » aux luttes pour le pouvoir (autre que la lutte pour le Pouvoir même) si, du moins, on entend par « politique » un choix d'orientation, une vision de l'avenir, une ambition collective pour la Nation ?

Y-a-t-il, pour une société de « notre temps », deux visions possibles de l'avenir, du devenir de cette société ?

Deux politiques proposées à la France ?

Pourquoi, en quoi, cette alternative serait-elle « manichéenne », pour reprendre une des formules passe-partout des croisés du consensus ?

L'alternative entre deux politiques n'est pas « manichéenne », elle n'est que l'expression de l'alternance qui est elle-même la règle de la démocratie, en tout cas dans toutes nos grandes démocraties modernes.

La démocratie est (au moins) binaire...

La démocratie, c'est la diversité, c'est la différence, et l'affrontement démocratique, ce n'est pas la guerre. Certes, nul (ou presque) à gauche n'a jamais (ou presque) prôné le consensus, encore moins ne l'a théorisé.

Mais il est des circonstances où le lâche consentement est un choix.

Le consensus, il suffit qu'on y consente ; et ne rien dire pour, ce n'est pas encore argumenter contre.

Et n'était-il pas devenu malséant de dire qu'on préférerait son contraire, c'est-à-dire tout simplement l'alternative et l'alternance démocratique ?

Qui a mené la bataille d'idées, même au plus fort de la torpeur largement consentie, et qui, du coup, a mérité réputation de turbulence, voire d'insubordination ?

Cependant, voici que l'idéologie, la bataille d'idées, sont, à nouveau, de saison. Sauf que, pour les socialistes, « l'idéologie » ne peut être simple fougade saisonnière (la saison des Congrès !). Y fallait-il le rappel à l'ordre, aux « bienséances socialistes », renouvelé en plusieurs circonstances récentes par le Président de la République : « je suis pour l'idéologie, mais contre le dogmatisme ».

Distinguo opportun, tellement les esprits forts ont pour facilité de travestir le goût des idées en dogmatisme : pour eux, la liberté serait de se libérer des idées.

Mais la Gauche — tant qu'elle est elle-même — ne le peut : elle a besoin des idées, elle a besoin de penser sa politique, qui est de faire évoluer l'ordre existant.

La Droite peut vivre sans cohérence globale de sa démarche, la Gauche non. **Son identité est dans son projet.**

Quel est notre projet ?

Pour un nouvel équilibre social

Notre projet

Notre projet d'ensemble, notre vision générale est la transformation progressive de ce qui est : c'est la voie social-démocrate, en ce qu'elle se distingue de la voie « révolutionnaire », « léniniste », c'est celle qui a été choisie par le Parti Socialiste sous la direction de François

MITTERRAND. C'est pourquoi, il était intéressant que nous l'ayons fait ratifier par toute la Gauche dans l'accord du « Programme Commun ».

Nous ne sommes donc pas « devenus » sociaux-démocrates depuis ce temps-là. Nous l'étions et nous le sommes restés. Nous cesserions de l'être si nous renoncions à toute transformation d'importance, de « structure », si nous nous contentions de « gérer ».

Mais il paraît que de cela il n'est pas (ou plus ? !) question : là aussi, consensus socialiste ! Et la (fausse) opposition, cette querelle « ontologique », imaginée, pour un commode clivage de Congrès, entre ceux qui voudraient seulement gérer et ceux qui voudraient aussi transformer, a fait long feu.

Le fait est que, tous ensemble, nous avons beaucoup transformé en dix-huit mois (81-82), et que, depuis lors, tous ensemble, nous avons surtout géré, plutôt bien — ce qui est un acquis considérable, ineffaçable de la conscience collective française — tout en continuant, à plus petits pas, à transformer.

Ironisant sur cette trajectoire, qui a été celle, non de tel ou tel « courant », mais de l'ensemble du P.S., nos adversaires en concluent que nous aurions épuisé notre capacité réformatrice.

Eux — mais aussi nos propres partisans — nous interrogent : quel est maintenant votre dessein d'ensemble ? Qu'êtes-vous devenus ? « Avez-vous changé ? »

Oui, nous avons changé.

Mais en quoi avons-nous changé ?

C'est ce que nous n'avons toujours pas dit.

On peut penser que le Congrès le dira, répondant ainsi aux interrogations sur notre « identité ».

Cela implique — concrètement — une réflexion sur les deux charnières : tournant économique et financier de 82 et 83, décrochage en 84 sur le projet de service public unifié de l'Education Nationale.

La première de ces interrogations, la plus importante, touche aux préoccupations les plus pressantes des gens, du monde du travail, de ce salariat petit et moyen, qui constitue notre support le plus solide et le plus large sur un sujet qui est sans doute notre référence essentielle ; plus que tout autre, il fonde notre identité, dans la continuité du combat de la Gauche, du « parti du Mouvement », des forces de progrès, au cours des deux siècles vécus depuis la grande Révolution sur **l'égalité, la justice sociale.**

Le point de départ de cette interrogation-là aura bien été le tournant économique et financier de 1982-83.

A ce moment, nous avons dû décider de mesures pour préserver et consolider l'équilibre économique et financier, casser l'inflation, assainir l'économie française, surmonter les effets de la crise où s'étaient enlisés depuis près de dix ans les gouvernements de Droite. Et nous avons eu raison. Et, tous ensemble, nous avons assumé ces mesures.

Sur ce plan, nous avons réussi : la nouvelle croissance, dont le pays bénéficie depuis 1985, est l'effet de la coïncidence de cette politique et de la nouvelle conjoncture mondiale. Grâce au choix politique, au courage et à l'efficacité des gouvernements socialistes, la France a pu s'accrocher au train de la nouvelle croissance mondiale.

Mais cette politique impliquait un effort du monde du travail, des salariés d'abord : et, donc, dès ce moment, la question des « contre-parties » était posée, du mécanisme des contre-parties, de leur garantie, de leur calendrier — et pour que soit assuré un « juste partage », juste partage de l'effort et des fruits de l'effort.

La question est toujours posée.

Le moment est venu d'apporter réponse : c'est la tâche centrale du Congrès. C'est là-dessus, d'abord, que nous serons jugés.

Et, pour cela, comprenons et expliquons que ce qui se passe n'est que le point de cristallisation, le révélateur d'un phénomène plus profond, plus général, de portée mondiale, mais qui a des incidences spécifiques sur les structures sociales, les rapports sociaux en France.



La machine inégalitaire

Que vivons-nous ?

L'économie va mieux, mais chacun n'y trouve pas son compte.

Les inégalités se sont creusées pendant la crise ; elles continuent à se creuser durant la nouvelle croissance. Ce qui est en marche, ce n'est pas « la machine égalitaire », c'est la machine inégalitaire.

Le constat, ici, est sans appel.

Toutes les statistiques, tous les diagnostics concordent : sur la dernière décennie (rebondissement de la crise suite au 2^{ème} choc pétrolier, puis nouvelle croissance), le mouvement global (avec les inévitables disparités sectorielles) est la croissance des profits et la stagnation, voire la baisse des revenus salariaux.

Ne tournons pas autour du pot : c'est devant ça que nous sommes. Et c'est, pour le citoyen « moyen », le travailleur, le constat qui domine tous les autres. Et d'autant plus insupportable que l'effort a payé : le « plus » disponible a augmenté.

C'est que plusieurs facteurs concourent à l'emballage de la « machine inégalitaire », et qui, tous, paraissent procéder d'un mouvement de grande ampleur qui donne toute sa signification à la crise vécue depuis plus de 15 ans, et dont on peut se demander si, en ce moment, nous ne vivons pas une simple rémission. Non pas crise cyclique classique de l'économie capitaliste, mais crise structurelle.

D'abord l'accumulation du **capital financier** qui alimente la flambée de la Bourse.

La distinction entre investissements industriels productifs et placements spéculatifs est malaisée : et cette ambiguïté ne facilite pas la tâche d'un gouvernement comme le nôtre qui parie sur une « économie mixte ».

Par « compétitivité », il faut entendre à la fois la capacité de notre appareil productif à disputer des parts sur le marché international et le rendement de notre marché financier.

En sorte que la croissance sert l'investissement, mais en même temps contribue à accentuer la concentration de la richesse d'origine spéculative, donc, en fait, à creuser les inégalités.

Et toute mesure de justice sociale par un mécanisme de prélèvement fiscal sur le capital est aussitôt dénoncée comme périlleuse pour l'investissement, donc pour la croissance, donc pour l'emploi, etc... !

Devant ce dilemme, la question se pose déjà — nous y reviendrons — et qui est grave : **y-a-t-il un compromis possible avec le profit ?**

En tout cas, on ne peut guère nourrir l'illusion que, dans les conditions actuelles de notre fonctionnement économique, des avancées décisives vers plus de justice sociale pourraient être obtenues en jouant **seulement** des mécanismes de la fiscalité. En toute hypothèse il conviendrait de surmonter enfin l'obstacle, qui est resté jusqu'ici infranchissable, d'une connaissance vraie des revenus, c'est-à-dire, en fait, des revenus non salariaux : il faudrait pour cela disposer des moyens indispensables pour réduire la formidable évasion fiscale due à la fraude. Il apparaît que, pour le moment, l'obstacle n'a pas été surmonté et les moyens sont inadéquats.

C'est sur le terrain des **revenus** que se joue la bataille contre la machine inégalitaire.

— Or, il se trouve — et c'est la seconde série de facteurs « inégalitaires » — que, dans le contexte économique de cette fin de siècle, une triple pression s'accroît sur le monde salarial, sur les revenus salariaux, en sorte qu'au stade actuel de l'énorme processus de mutation engagé, il apparaît que la spontanéité de la redistribution des cartes, de la nouvelle donne jouée aux dépens du monde du travail. Pourra-t-on corriger cette spontanéité ?

— La première, la plus forte de ces « pressions », c'est, naturellement, celle du **chômage**, qui s'exerce directement sur l'ensemble du salariat du secteur privé.

Le rôle d'auxiliaire du capital que joue « le volant de main d'œuvre disponible » dans les rapports Capital-Travail est une loi du système qui,

au travers des mutations que celui-ci a connues en deux siècles, répète périodiquement ses effets. Mais il est significatif qu'après bientôt un demi-siècle cette terrible contrainte pèse à nouveau, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

— En second lieu, pression pour réduire la masse salariale du Secteur Public, à la fois en pesant sur les salaires et en contenant, voire en diminuant le nombre de postes de travail. Les « services » rendus par le Secteur Public sont de plus en plus diversifiés et essentiels à la vie de la Nation, et d'abord à la marche de l'Economie Nationale : on a de plus en plus besoin de ce secteur, mais l'impératif premier de rentabilité globale de l'Economie exige pourtant que l'on réduise son coût, donc sa part dans la répartition du P.I.B.

Les forces dominantes de l'Economie font pression sur l'Etat pour qu'il impose des « sacrifices » à « ses » fonctionnaires, à l'ensemble de « ses » salariés du secteur public. Et si l'Etat est dirigé par les socialistes, c'est « coup double » : l'avantage politique rejoint le bénéfice économique, puisque les salariés du gouvernement sont aussi ses électeurs !

Et c'est encore l'impératif de rentabilité qui sert de justification aux approches de privatisation des zones les plus rentables du secteur public : des zones les plus rentables et d'elles seules ! A l'Etat, les charges et les conflits sociaux les plus durs, au privé les profits : telle est une certaine vision idéale et, à coup sûr, « moderne » (!), de la répartition des tâches.

Toute une orchestration psychologique — et médiatique — accompagne cette offensive contre les salariés du secteur public : le « volant du chômage » tient, là encore, son office, puisque les « sacrifices » seraient le prix à payer pour la sécurité de l'emploi.

La société dont rêvent certains serait celle où la « sécurité de l'emploi » serait un « privilège » !

La dégradation des règles sociales

— Cependant, la pesée n'est pas seulement sur l'emploi, sur les salaires ; c'est le statut social du salarié — tel qu'il s'était quasiment institutionnalisé depuis plusieurs générations, en tout cas depuis un demi-siècle — qui est ébranlé, rogné, finalement mis en cause.

Le double mouvement — explosion technologique, accélération de la concentration financière — bouscule l'infrastructure économique et déstabilise, déstructure les rapports sociaux qui avaient prévalu durant le dernier siècle.

Quelle est la pente de l'évolution actuelle des rapports sociaux ? Quel sens général ?

Par des cheminements divers, d'abord à la faveur de la crise, puis, maintenant, sous la pression de l'accélération, du véritable emballage des transformations, des diversifications, des renouvellements de l'appareil de production et d'échange-communication, **nous vivons un mouvement général de remise en cause des règles sur lesquelles étaient fondés les rapports sociaux**, les rapports chefs d'entreprise-salariés, basés sur les conventions collectives, elles-mêmes cadrées par les lois sociales qui se sont succédé depuis un siècle, avec les deux temps forts du Front Populaire et de la Libération. Des « garanties » sautent, qui balaisaient, équilibraient le « libéralisme ».

Les représentants des forces dominantes de l'économie disent : il faut briser les « carcans », les « rigidités » — rigidités des lois du travail, rigidités et poids des charges sociales, rigidités de la Fonction Publique.

Sans doute, les règles qui fondent les rapports sociaux ne peuvent rester immuables : les socialistes, qui fondent leur politique sur la compréhension et la maîtrise de ces rapports sociaux, seraient les derniers à le contester.

Elles doivent bouger dès lors que les structures de base, économiques, bougent.

Mais si chaque fois qu'on parle de « carcan », de « rigidité », ce sont des acquis, des garanties du monde du travail qu'on met en cause, si



chaque fois ce sont des freins au laisser-faire du libéralisme intégral qu'on veut faire sauter, alors on est devant une ligne générale de régression sociale. Si on prétexte que les « acquis », les « garanties » gênent la « souplesse », c'est-à-dire en fait le libre jeu de la seule loi du profit, alors c'est la renonciation au compromis social même. Ce n'est plus l'économie mixte : c'est le libéralisme sauvage. C'est du thatchérisme à l'état pur.

Or, force est de constater que, pour le moment, toutes les pressions s'exercent dans le même sens : la diffusion des pratiques de travail précaire, de contrat à durée déterminée, tend à banaliser la perpétuation d'un nombre important de chômeurs, supprime en fait la garantie de l'emploi, et, en poussant les salariés sur la défensive, met en cause les autres garanties qui se trouvent justement supprimées ou fortement atrophiées dans le travail à temps partiel — protection sociale, retraite, conditions de travail, durée de la journée ou de la semaine de travail, droits syndicaux.

Les dispositions législatives ou réglementaires les plus récentes ont heureusement corrigé, atténué, bref limité les dégâts : elles n'ont pas, elle n'ont pu renverser la tendance. Peut-on renverser la tendance au « coup par coup » ?

Et comment régler « en détails » les problèmes du secteur public, dès lors que, ce qui est en cause, ce ne sont pas les seuls rapports entre « l'Etat-patron » et ses salariés, ni simplement la répartition entre eux seuls de l'« enveloppe » dont ils disposent pour leurs arrangements bilatéraux, mais bien la place du secteur public dans l'économie nationale et sa part dans la répartition, dans le **partage** du P.I.B. ? Peut-on relever un défi qui est **macro-économique** par les seules recettes parcelaires ?

Faire appliquer la loi

Et peut-on le relever par le seul moyen de la **Loi**, par les seules procédures législatives ou réglementaires ?

D'autant qu'il ne suffit pas que la loi soit votée, il faut qu'elle soit appliquée, il faut qu'elle soit vécue.

Les lois Auroux, qu'en est-il dans nombre d'entreprises ? Et même de la législation définissant les droits des Comités d'entreprises et des délégués du personnel ? Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de décider du sort d'une entreprise ou d'une unité de production ? Qu'en est-il, y compris dans le Secteur Public, et malgré la loi de « démocratisation » ?

Et que peut-il en être sans nouveau rapport des forces, sans l'intervention même des forces du mouvement social ?

Qu'en est-il de la Loi sur l'égalité professionnelle des Femmes et des Hommes, alors qu'en fait, à l'intérieur de ce mouvement général de détérioration du salariat, les femmes sont particulièrement brimées (salaires, chômage, sous-formation, travail précaire), et menacées de perdre de plus en plus de terrain et, à terme, de former le gros des sacrifiés de cette société éclatée ?

Mais, là encore, comment renverser le cours des choses actuel sans l'intervention des intéressées elles-mêmes, en cohésion avec l'ensemble des salariés, mais faisant valoir leurs propres exigences ?

Nouveau compromis social ou résignation

En bref, il faut faire prévaloir une autre logique que celle qu'on a, non pas choisie, mais subie toutes ces dernières années : limiter la pression du libéralisme sauvage en parant les coups. Il faut avoir la force de créer les conditions d'un nouveau compromis.

Car, ramené à ses dimensions essentielles, le problème que nous avons à résoudre pour notre époque est le suivant : le compromis social global sur lequel nous avons vécu un demi-siècle durant saute, en tout cas craque sous la pression de la nécessité historique, sous l'effet des changements de structure et des déchirures qu'ils provoquent dans la texture sociale.

Changer le système dans son ensemble, ce n'est pas notre choix.

Sommes-nous capables de remplacer le compromis devenu caduc par un autre, dont nous saurons inventer et faire prévaloir les règles d'ensemble qui le charpenteront ? Sommes-nous capables de faire prévaloir un « nouvel équilibre » ?

Ou faudrait-il se résigner ? La pente de la résignation est forte, elle est celle de la facilité. Elle ne débouche pas forcément sur la catastrophe, mais c'est une pente à gros risque.

C'est la pente vers une société éclatée, et pas seulement duale, le contraire d'une « société d'équilibre ».

Consolidation, renforcement d'un pôle de richesse et de pouvoir par imbrication à l'américaine du capital financier et de la technostucture. Elargissement de vastes poches de cette pauvreté, redevenue, après un siècle, une donnée **structurelle** majeure des sociétés du capitalisme libéral contemporain. Et, entre ces deux pôles, une évolution globalement négative.

Il ne s'agit pas seulement ici de revenus. En effet, non seulement les inégalités scolaires et culturelles — c'est-à-dire la reproduction permanente de l'ensemble des inégalités — sont loin de régresser malgré les efforts des gouvernements de gauche successifs, mais la crise a renforcé les inégalités géographiques (d'une région à l'autre, les niveaux d'activité économique et d'équipements collectifs divergent fortement) et a perverti les transferts de revenus assurés par la fiscalité et le système de protection sociale. La machine inégalitaire est multiforme.

La crise des dernières années n'a pas seulement introduit les fractures majeures dans le corps social, elle a aussi creusé les inégalités entre les régions.

Qu'il s'agisse du chômage, des revenus, du Produit Intérieur Brut, des créations d'emplois, c'est bien une France à deux ou trois vitesses qui se dessine, opposant des poches de développement localisées autour de quelques grandes métropoles à de vastes secteurs en déclin souvent irréversible.

Il s'agit de la traduction géographique du libéralisme, qui renforce les puissants et affaiblit les autres.

C'est bien, en effet, la logique libérale, voire purement spéculative, qui détermine les localisations porteuses de dynamisme économique : unités de production modernes, centres de recherches, tertiaire supérieur etc...

La « destructuration », provoquée par l'évolution même du capitalisme contemporain, dissout la solidarité active qu'inspirait la « conscience de classe ». Il est significatif que la « solidarité », qui fut l'expression de la cohésion combative du monde du travail, ne désigne plus qu'un comportement passif : le geste d'aumône auquel on invite envers les plus pauvres ceux qui le sont moins. Et, du coup, cette invitation devient une suggestion (une de plus) à la résignation, tellement il faut se montrer satisfait de n'être pas au plus bas niveau : il y a belle lurette que les philosophies de la résignation ont enseigné la relativité du bonheur ! Après cela, on peut, avec bonne conscience, oser parler de « société solidaire », dans la France, dans le monde de 1989 !

L'indifférence politique se nourrira — se nourrit déjà — de cette résignation. L'expression pratique de l'indifférence : la non-participation électorale, deviendra structurelle. On est déjà sur cette pente. Mais des esprits forts nous expliquent que ce sont les circonstances d'une année de steeple-chase électoral qui sont cause de la désaffection électorale 88-89...

L'évolution actuelle du pouvoir médiatique précipitera ce dessaisissement civique mou. La démocratie représentative parlementaire — que ses adversaires ont, depuis plus d'un siècle, accablé de sarcasmes et d'injures, avant de l'étrangler en 40 (elle s'en est remise), puis de l'atrophier en 58 (elle s'en est moins bien remise) se décomposera sous le « despotisme téléclairé ».

De ce pouvoir fort de type nouveau pesant sur un civisme assoupi, les cercles dominants peuvent espérer une garantie de stabilité et de



paix civique, d'autant qu'au stade actuel la grande mutation crée des conditions objectives défavorables au monde du travail, le place sur la défensive. Ils auraient tort : la passivité crée à terme le risque maximum de déchirures et d'explosions sociales. Car, il n'y a point de stabilité dans l'aggravation des injustices, surtout chez un peuple que son caractère profond et toute son histoire poussent à la haine de l'injustice. Mais lorsqu'il n'y a plus de ressort démocratique, la colère n'a d'autre recours que la violence.

Catastrophisme ? Encore une fois, non. Mais risque ; et fort risque. Risque d'instabilité sociale, de déséquilibre, sous le poids des inégalités qui s'alourdit.

Nous, nous voulons, nous proposons une société d'équilibre qui ne peut être réalisée, dans un grand pays moderne, et de forte tradition démocratique comme le nôtre, que par le progrès de la justice sociale.

Est-ce possible ? Encore un fois, **y-a-t-il un compromis possible avec le profit ?**

Pour nous, socialistes, la question n'est pas mince : si la réponse était « non », à quoi servirions-nous ?

Pour le coup, nos adversaires auraient raison, qui, depuis plusieurs années, ironisent que « notre rôle historique », est épuisé.

C'est le défi historique — et le mot, cette fois, n'est pas trop fort ! — devant lequel nous nous trouvons, et au moment où nous avons choisi de nous réunir, c'est le défi pour notre Congrès.

Répondre à cela, à cette question centrale pour le monde du travail, le voilà notre grand dessein.

Le Contrat pour le progrès social

Le « partage » : tout le monde est pour au parti socialiste. Et c'est bien le moins, on en conviendra, que les socialistes soient pour le partage !

Mais comment y parvenir ? C'est la vraie question !

Nous faisons une proposition. Y en aura-t-il d'autres ?

S'il n'y a pas de propositions concrètes, c'est qu'on laisse faire, c'est, en termes économiques, le « laisser-faire » !

Le moyen du « partage », c'est-à-dire du « compromis social », c'est la politique contractuelle, c'est l'accord, par la négociation, entre les principaux agents économiques et « partenaires sociaux ». Puisqu'il s'agit d'un ajustement macro-économique, il ne peut être le résultat que d'une négociation contractuelle au stade le plus élaboré. C'est pourquoi nous avons pu parler d'un « nouveau contrat socialiste », qui vise le progrès économique, le progrès social, et qui garantit un équilibre retrouvé de la société française, clef d'une plus forte croissance.

Pour avancer le plus possible dans le concret de cette proposition, disons que sa mise en œuvre implique l'accord sur une méthode de concertation et sur une référence d'évolution salariale.

La méthode de concertation

Cette « répartition » ne doit pas être décrétée, octroyée, mais doit résulter d'une négociation où se retrouvent les représentants des :

- pouvoirs publics
- chef d'entreprises
- salariés.

On pourrait imaginer (le Commissariat Général au Plan peut-il être l'instrument du système ?) une commission centrale du partage du revenu national qui réunirait les partenaires sociaux et l'Etat, chaque année en deux rendez-vous, l'un en janvier, l'autre en juillet.

Pourquoi ces dates ? Tout d'abord parce qu'il convient de briser le concept de rentrée sociale d'octobre. En effet, à ce moment-là, le projet de loi de finances pour l'année suivante est déjà arrêté et les partenaires sociaux de l'Etat ne disposent pas encore des comptes

nationaux fiables pour l'année en cours. D'autre part l'accumulation des difficultés en octobre (rentrée scolaire, rentrée sociale, rentrée politique) est une mauvaise chose. Par contre, un rendez-vous en juillet permettrait d'obtenir des partenaires sociaux des éléments d'appréciation pour la construction budgétaire en les associant à son élaboration. Le rendez-vous de janvier permettrait de disposer de comptes nationaux relativement fiables sur l'année précédente. A l'occasion de ces deux rendez-vous pourraient se décider les grandes masses qui seraient affectées aux objectifs de solidarité, aux objectifs en matière de salaire, aux objectifs en matière de modernisation de l'économie.

— Autour de cette structure centrale, cadre de la négociation **quantitative** (répartition des gains de croissance), des structures spécialisées pourraient travailler sur des modifications **négociées** du droit du travail, sur la définition des **garanties** qui feraient que la « souplesse » ne serait pas l'arbitraire.

L'emploi

— C'est dans ce cadre aussi que devrait être abordée, puis progressivement traitée la question, capitale, de la redistribution du **temps de travail**. Il est clair aujourd'hui qu'une croissance, même d'une certaine vigueur, comme celle que nous connaissons actuellement, ne suffira pas à faire reculer le chômage de manière substantielle. Ou bien on se résigne à une société à chômage **structurel**, (le chômage de « stock » est, dès maintenant, devenu au moins aussi important que le chômage de « flux »), ou bien la part de la croissance qui va à l'augmentation de la masse salariale, on en négocie la répartition entre la hausse des salaires et la création de nouveaux postes de travail, celle-ci résultant d'une réduction du temps de travail. Les discours sur « le chômage, problème n° 1 » prodigués à tous vents ne sont qu'hypocrisie si l'on ne s'engage pas dans cette voie : elle est « techniquement » possible — et économiquement souhaitable — en raison même de la formidable réduction du « temps de travail nécessaire ».

Les salaires

La négociation sur les salaires s'articulerait sur une référence. Nous avons en effet renoncé à l'indexation salaires-prix parce qu'elle était devenue économiquement négative. Mais, du coup, il n'y a plus de référence et une garantie essentielle a sauté. C'est pourquoi nous proposons « l'indexation de croissance », qui établit une corrélation entre la croissance salariale — avec une priorité marquée pour les salaires les plus faibles — et l'évolution du P.I.B. On assurerait ainsi la garantie du maintien du pouvoir d'achat et la juste répartition des fruits de la croissance. Cette nouvelle référence serait cette fois non plus négative mais stimulante pour l'économie : progrès social et progrès économique se conditionneraient l'un l'autre.

Cette ambition se heurte à des objections de valeurs inégales.

L'objection du « centralisme » de la méthode ? On ne s'y accroche que si l'on ne veut pas, en fait, d'une référence **de base**, qui est pourtant l'indispensable garantie pour le monde du travail, et notamment pour les millions de salariés de moyennes et petites entreprises. En fait, la méthode est tout le contraire de la rigidité : elle est souple, elle est adaptée aux brassages structurels de notre temps ; elle ne fixe pas des règles, une grille une fois pour toutes, mais, l'accord étant réalisé sur la **référence** de base, elle prévoit une constante réévaluation de la donne.

Seules les grandes lignes du partage social seraient déterminées, le reste étant renvoyé à un nombre important d'accords, soit décentralisés au niveau des branches ou des entreprises, soit entre l'Etat et ses fonctionnaires et agents.

L'objection de la faiblesse des organisations syndicales ? L'argument est un boomerang : tout organisme qui fonctionne insuffisamment s'étirole. Les rendez-vous saisonniers du « contrat pour le progrès social » ouvrent un champ d'action aux centrales syndicales.



Notre stratégie

En fait, nous en venons par là à l'essentiel : la volonté politique. Les objections « techniques » sont-elles autre chose qu'une dérobade devant le choix politique, l'alibi d'un refus politique ?

C'est-à-dire le refus d'une confrontation sociale.

Le « contrat pour le progrès social » ne sera pas le fruit sucré des bonnes intentions. Il a pour objet de corriger, au bénéfice du monde du travail, l'actuel déséquilibre social : à priori, il implique que des concessions soient demandées au « libéralisme ».

Cela n'ira donc pas tout seul.

Est-on prêt à affronter ce qui sera, sinon une épreuve de force, au moins une phase de tension ?

Est-on prêt à se mettre en situation de faire pencher la balance ?

Cela veut dire :

Comment créer le rapport de forces favorables ? Comment rassembler le monde du travail pour faire prévaloir cette négociation, puis la faire aboutir ?

Le voulons-nous ? Nous, socialistes.

Nous sommes désormais le grand parti de la gauche, c'est nous qui exprimons politiquement le mouvement social dans son ampleur.

Voulons-nous l'unir sur cet objectif du **Contrat pour le Progrès social** ?

Faisons-nous de l'action pour cet objectif l'axe de notre politique, c'est-à-dire notre **stratégie** ?

De 1971 à 1981, nous avons eu une stratégie. En un sens, les circonstances étaient, de ce point de vue, plus simples. Notre stratégie était l'union de la Gauche, son objectif : gagner le Pouvoir. Cet objectif, en dix ans, autour de François Mitterrand, avec cette stratégie, nous l'avons atteint.

Mais après ? Nous avons surtout réagi par rapport aux initiatives du Pouvoir, celui que nous animions ou celui des autres : ce n'est pas là une stratégie, c'est-à-dire une ligne de cohérence.

Un grand parti, surtout un parti de changement comme le nôtre, a besoin de cette cohérence, d'un objectif central, d'une perspective.

C'est ce que nous lui proposons aujourd'hui.

Une stratégie pour mettre en œuvre de nouvelles règles du jeu social, adaptées à l'actuelle phase de mobilité des structures sociales.

Mais le ressort de toute stratégie demeure : être unifiante. **Réunir pour être plus fort, pour être majoritaire. Formuler, pour aujourd'hui, les mots d'ordre unifiants : telle est précisément la fonction d'un Congrès, donc de celui que nous allons tenir.**

C'est dans l'action sur cet objectif que seront surmontées les incompréhensions, voire les oppositions, qui existent encore aujourd'hui entre travailleurs français et travailleurs immigrés, et dont jouent les forces politiques de Droite et d'Extrême-Droite, et, parfois, certains éléments du patronat. Le racisme et la xénophobie ne seront pas vaincus par de simples discours moralisants, en tout cas pas seulement. Ils reculeront devant la solidarité d'action du monde du travail sur des objectifs communs, sur un objectif central commun.

L'action de l'ensemble du mouvement social fera mûrir les conditions de l'intégration des travailleurs immigrés et de leurs familles dans notre communauté nationale : car, pour prévenir les risques de ségrégations, de situations de ghettos et d'affrontement, il n'est pas d'autre voie que celle de l'intégration où il faut avancer hardiment. Cela implique qu'on agisse pour en créer les conditions sociales (travail, logement, formation) et juridiques (hâter et simplifier les mécanismes de naturalisation). Et c'est par référence à cette direction, à cette volonté — l'intégration — qu'il convient de juger de l'efficacité d'un éventuel droit de vote aux immigrés pour certaines élections locales.

Gagner, par la parole, la force de conviction, la démonstration concrète dans la vie de tous les jours, le monde du travail a cet objectif du contrat de progrès.

Si nous choisissons cette politique, c'est-à-dire cet axe central, cela veut dire mettre tous nos moyens, de communication, de formation, d'action, toutes nos forces — militants, élus sympathisants au service de l'objectif que nous aurons fixé, rapporter toutes nos initiatives à sa réalisation. Bref, et encore une fois, comme nous avons su le faire en d'autres temps, donner cohérence à toute l'action du parti.

Voilà une grande ambition pour le Parti Socialiste, voilà un grand dessein. Offrons-le à l'ensemble des Français : et qu'il devienne l'affaire de tous !

Ayons la force de persuasion pour les convaincre que la passivité, la dispersion, c'est le déclin, c'est la régression sociale ; qu'il faut agir, se réveiller, s'unir.

La mondialisation

Cette stratégie peut-elle braver la mondialisation de l'économie ?

En ce temps d'accélération générale, le rythme d'internationalisation de l'appareil de production et d'échange, des marchés commerciaux et financiers — des technologies, est vertigineux.

L'économie mixte d'un pays moyen comme le nôtre peut-elle se faufiler dans cette jungle, peut-elle trouver des complicités ? Nos structures peuvent-elles tenir devant la concentration des oligopoles multinationaux ?

Si l'on pense que cette ambition est sans espoir, alors, pour le coup, résignons-nous. Mais que faisons-nous ici ? Et à quoi allons-nous jouer pour faire semblant de tenir Congrès ?

La compétition internationale est terrible ; mais dès lors qu'on a choisi de l'affronter — et toute la politique du Président MITTERRAND montre que c'est bien le choix de cette majorité, de ses gouvernements — alors, la cohésion sociale et la réussite économique que nous permettra cette politique du **Pacte de Progrès** nous donneront plus de force pour l'affronter. Et d'abord, plus de force pour faire bouger les structures européennes.

Car la complicité principale dont nous avons besoin, dont nous ne pouvons nous passer, c'est, bien sûr, l'Europe. Mais l'avenir, ici, n'est pas scellé : l'Europe peut être le cheval de Troie des oligopoles ou un moyen d'équilibrer leur puissance.

Beaucoup dépendra de l'état dans lequel la France abordera le marché unique : la proximité de l'échéance est une raison de hâter l'expérimentation de notre nouvelle pratique sociale. Mars 1990 est bien le moment après lequel il serait trop tard d'en décider.

Cette décision en exige une autre : engager l'action pour harmoniser les positions et le comportement des diverses composantes du mouvement social de l'Europe des Douze, de ses principales organisations : syndicats, partis socialistes, social-démocrates, certains partis communistes, voire d'autres formations, par exemple du côté des Verts.

La tâche, là encore, est difficile ; mais, là encore, la difficulté ne doit pas être un alibi de la passivité, au moins de la timidité ! Elle doit être un stimulant.

Est-il concevable que les socialistes soient au premier rang de la campagne pour l'Europe, au premier rang pour faire avancer les institutions européennes, et qu'ils n'entreprennent rien de sérieux pour renforcer leur propre cohésion, et celle du mouvement social à travers l'Europe ?

L'Europe des affaires progresse, l'Europe des travailleurs stagne. Là non plus on ne peut se résigner au constat. Il faut un acte d'impulsion.

Notre Congrès peut en être l'occasion. Qu'il prenne une initiative sur le terrain le plus important pour le monde du travail, en proposant à l'ensemble de la Gauche Européenne une campagne pour le développement de l'emploi par une nouvelle répartition du temps de travail.

Que les sessions d'étude et de réflexion soient multipliées, mais aussi organisées des rencontres de masse, médiatiques, propres à



sensibiliser l'opinion. L'Europe sociale est indispensable à l'Europe. Elle ne naîtra pas des seuls cartons de dossiers bruxellois.

En même temps, en rejetant la logique libérale, en choisissant la voie social-démocrate, l'Europe répondra aux aspirations des peuples qui, à l'Est, sortent enfin du carcan bureaucratique et regardent en direction de la Communauté, comme aux espoirs des pays du Sud écrasés par le poids de la dette et le jeu des marchés internationaux : seul le socialisme démocratique peut permettre le dépassement, à terme, des frontières nées de Yalta et la rupture avec le cycle infernal du sous-développement. En ce sens, la construction européenne est un enjeu d'importance mondiale.

Homme — nature — profit

L'équilibre social en conditionne un autre, plus fondamental encore, entre l'homme et la nature.

A notre époque, nous arrivons au point où la croissance pourrait mettre en péril irrémédiable le milieu naturel, donc la vie elle-même. Cela ne s'était jamais produit, et pour cause ! Que cette « première » ne soit pas une « finale » ! Hypothèse qui n'est plus absurde : de quoi prennent aujourd'hui conscience des millions de gens, avec les incidences politiques que nous sommes en train de mesurer !

A quoi servirait-il d'imposer au profit qu'il fasse sa part aux intérêts des divers groupes sociaux, si la société humaine, globalement, se trouvait mise en question parce que le milieu naturel, condition de la vie même, serait menacé par une logique purement productiviste, celle, chez nous, du profit, celle, ailleurs, de la bureaucratie d'Etat ?

Et comment maîtriser une logique purement productiviste si l'on n'avait ni la volonté ni les moyens d'imposer un « compromis » au profit qui la sous-tend ?

Un même combat s'enclenche sur ces deux enjeux : et c'est là une contrainte à laquelle la démarche du mouvement écologiste n'échappera pas.

Le responsable de la catastrophe qui menace la planète, qui nous menace, est-il anonyme ? C'est la logique productiviste qui est à l'œuvre.

Celle du capitalisme, celle du profit, quand un latifundiaire brésilien assassine impunément un écologiste qui a organisé la lutte contre l'anéantissement de la forêt amazonienne, quand les agrariens U.S. menacent la C.E.E. de guerre économique si l'Europe refuse d'absorber leurs surplus : par exemple la viande industrielle, la viande aux hormones. Le désastre en Alaska ? Cousteau lui-même répond : « c'est le profit », c'est la rentabilité à tout prix.

Logique productiviste, celle de la bureaucratie du Gosplan à Tchernobyl ou dans les ruptures d'équilibre des bassins fluviaux géants de Sibérie.

La croissance nous reste nécessaire. Peut-elle être maîtrisée ? Peut-elle l'être autrement que dans une société d'équilibre, de type social-démocrate ? Peut-elle l'être si le profit reste son seul ressort ?

Les écologistes ne peuvent renvoyer dos-à-dos le thatchérisme et la social-démocratie, confondre dans un même refus une incompatibilité de fond et des désaccords pratiques, quantitatifs, ou de calendrier.

De ces désaccords, discutons.

Et d'abord, de la réponse d'ensemble que nous proposons aux déséquilibres de la société d'aujourd'hui, c'est-à-dire de notre stratégie, dès lors que nous l'aurons adoptée.

Concrétisons la convergence logique de nos deux démarches.

En ce domaine comme en tant d'autres, soyons hardis :

à nous socialistes, d'initier cette confrontation avec le secteur écologiste ;

à nous, aussi, de prouver que notre orientation, notre politique, répondent à l'attente de l'opinion, désormais alertée.

Le Gouvernement montre l'exemple de la hardiesse et de la résolution : en témoigne le rôle personnel du Président de la République et celui du Premier Ministre dans le succès de la récente Conférence Internationale de La Haye sur la pollution atmosphérique.

Pour un parti majoritaire

Pour notre grand dessein, il faut un grand parti. Et l'on ne peut faire un grand parti qu'avec un grand dessein, un objectif mobilisateur et dynamisant, qui provoque l'élan.

Souvenons-nous : c'est dans la dynamique des années 70 que nous avons gagné le pari de faire du P.S. le parti majoritaire à Gauche.

Quel est le pari d'aujourd'hui ? Celui que nous impose la réalité de maintenant, la nouvelle configuration de la Gauche française.

La réalité de maintenant, c'est qu'après des décennies durant lesquelles la Gauche était binaire — P.S.-P.C.F. —, nous sommes désormais, nous socialistes, la seule grande formation politique à Gauche.

Du coup, nous sommes entrés à gauche dans une période nouvelle : à la stratégie fondée sur l'alliance entre deux grands partis succède une stratégie de rassemblement autour du parti majoritaire.

Cela ne veut pas dire que nous ne tenions pas compte des autres formations qui existent ou peuvent se développer dans tout l'espace de la Gauche et du progrès : du côté de ceux qui affirment se situer vers l'extrême-Gauche, du côté du centre-Gauche, et encore des groupements divers, plus sectorisés, comme ceux qui se réclament de l'écologie.

Cela ne veut pas dire non plus que nous ne voulions plus d'alliance de tel côté où elle deviendrait ou redeviendrait possible.

Mais la réalité des chiffres et des dynamiques qui jouent désormais dans la Gauche française fait que l'avenir de celle-ci, ses chances de gouverner durablement dépendent essentiellement de notre capacité, à nous socialistes, à assumer l'alternance à gauche.

Pratiquement, cela veut dire quoi ? Se situer structurellement dans la zone des 36 % à 40 %. Dans un système électoral majoritaire, ce niveau garantit la majorité absolue à l'Assemblée Nationale ou une proximité de la majorité absolue qui permet — sans la garantir — la stabilité gouvernementale.

Nous ne sommes pas encore à ce niveau, nous dit-on ?

En effet, il s'en faut de 3 à 4 points en consultation « moyenne ». Raison de plus pour déclarer l'objectif et la volonté de l'atteindre.

Utopie ? Nous avons déjà atteint ce niveau une fois — en 1981 — et l'avons frôlé une autre fois — en 1988. Utopie ? Pas plus que de revendiquer, en 1971, la prépondérance à gauche, la supériorité électorale sur le P.C.F.

Bien entendu, la réussite sera l'effet, d'abord, de nos décisions politiques, de nos choix à ce Congrès même ; mais aussi de l'engagement de tous ceux qui peuvent, avec nous, mettre ces choix en œuvre, et dont, justement, nos décisions politiques de Congrès détermineront l'engagement.

Voilà la véritable « ouverture » plutôt que cette hypothèse d'alliance — dont le P.S. ne veut pas — avec une formation — qui n'en veut pas non plus — dont l'expérience des derniers mois a confirmé qu'elle se situait décidément à Droite !

Adressons-nous à tous ceux qui sont disponibles, mais, parfois, hésitants, et disons-leur que c'est dans le Parti Socialiste, dans un Parti Socialiste renouvelé, que l'avenir se fera. C'est là que les choses vont se passer, dans les prochains mois ; là que le cap sera pris. Il ne sert à rien de tancer, de discuter, de regretter du bord du chemin, il faut se mettre en route. Et, nous, ouvrons, oui, ouvrons les portes, toutes les portes.

Vers le secteur intermédiaire entre la Gauche et la Droite. Dès lors qu'une fois de plus, le Parti qui se disait « centriste » renouvelle son



ancrage à droite, des démocrates, réticents envers la Gauche, mais qui ne veulent pas aller à droite vont s'interroger ; tous ceux-là qui donnent, eux aussi, priorité à la justice sociale, aux progrès, aux droits de l'homme, à la tolérance, pour eux, quand bien même ils ne sont pas nés avec un brevet de socialisme, notre parti doit être habitable.

Dans une autre direction, le reflux communiste a laissé un immense champ de décombres. Nous n'avons pas retrouvé, et de loin, tous ceux que le P.C., depuis des dizaines d'années — et depuis dix ans surtout — a perdus. Mais, dès lors qu'il s'installent dans leur déshérence, ceux-là ne sont pas seulement perdus pour nous, socialistes, ils sont le plus souvent perdus pour tout le combat de la Gauche et du progrès, voire pour l'action politique tout court.

Pouvons-nous faire qu'eux aussi, avec leurs immenses énergies militantes, se trouvent à l'aise dans la grande formation majoritaire de gauche ?

Ceux, enfin, qui sont « ailleurs », extérieurs aux classements traditionnels, des nouvelles générations souvent, et dont le militantisme s'organise — car toute énergie militante éprouve le besoin de s'organiser — dans des structures de fonction plus spécifique : mouvement écologiste, bien sûr, mais aussi mouvements associatifs les plus divers, dont S.O.S. Racisme est un des exemples les plus vivants.

La pérennité d'un mouvement écologiste à part est-elle vraisemblable ? Elle ne pourrait l'être que si notre propre mouvement ne se montrait pas apte à jouer son rôle.

Enfin, sur un tout autre plan, mais avec la volonté de rassembler dans notre Parti la diversité des forces de la gauche, veillons à l'application des décisions concernant la place des femmes dans notre parti — qui régresse depuis quelques années — et élargissons cette place pour l'avenir : les femmes avaient majoritairement choisi la gauche depuis 1981 ; elles votent de plus en plus fréquemment pour les écologistes. Nous avons le devoir, par l'amélioration de notre fonctionnement interne et par la réactivation de priorités politiques telles que l'égalité professionnelle, de répondre à leur attente.

Adressons-nous à tous ceux-là. Disons-leur : « nous en appelons à vous tous ; nous en appelons à vous maintenant ! Soyez avec nous dans ce Parti, qui doit être notre Parti à tous. Soyez avec nous pour que le P.S. devienne le grand mouvement de la Gauche et du progrès ! ».

Nous avons proposé que cet appel fût lancé avant même le Congrès, pour qu'il fasse choc dès la préparation du Congrès. cette proposition vaut toujours.

Parti et Gouvernement

Mais il ne suffit pas d'appeler à venir au Parti socialiste. Il faut que le Parti soit tel qu'on ait envie d'y venir.

D'abord que l'on sache à quoi il sert.

Comme embarrassés de notre victoire, nous n'avons plus très bien su situer son rôle du jour où nous nous sommes trouvés au pouvoir.

Chacun sa fonction, y compris dans le cas où des membres du parti exercent le rôle principal dans le gouvernement :

— le gouvernement a pour responsabilité de prendre des décisions de gestion — et cette gestion est souvent de transformation, de réformation — pour l'ensemble de la collectivité nationale, et de les mettre en œuvre.

— au parti de fixer les objectifs déterminants de sa politique, de définir, en fonction de ces objectifs, et d'appliquer une stratégie qui permette de rassembler les forces pour mériter de gouverner et pour qu'à partir de là le Gouvernement mette en œuvre cette politique.

Et que les oies du Capitole de la Constitution de la V^e République ne nous cassent pas le tympan de leurs protestations hypocrites : nul ne demande que le Gouvernement soit « soumis » au Parti, mais comment un Gouvernement pourrait-il gouverner sans cohésion avec le Parti

majoritaire, et d'ailleurs, cette cohésion n'est-elle pas l'expression de la règle majoritaire, donc la démocratie même ?

Mais mettre en œuvre une politique, ce n'est pas seulement commettre des actes de gouvernement ; et la condition politique principale, ce n'est pas la cohésion seulement entre le Gouvernement et sa majorité — la formation majoritaire —, **c'est la cohésion de l'un et l'autre avec le corps social, prioritairement avec les forces sociales qui soutiennent cette formation et ce gouvernement.**

La politique que nous préconisons répond à cette exigence : une cohésion « active », qui s'exprime en un engagement de ces forces sociales pour la politique de la majorité ; qu'elles ne soient pas seulement témoins, d'un témoignage qui glisse inévitablement à l'indifférence.

C'est ce que le Parti majoritaire n'a jamais vraiment obtenu depuis 1981. Et, du coup, en plusieurs circonstances, entre 1982 et 1984, le Gouvernement s'est trouvé seul face à l'engagement de ceux qui lui étaient hostiles. Il y avait mobilisation populaire, mais c'était en face !

Un parti d'action

La cohésion, et plus encore l'engagement, dépendent d'abord, bien sûr, de l'orientation politique.

Mais il faut ensuite mettre en musique : cela veut dire des initiatives du Parti, des **actions** pour sensibiliser, convaincre, rassembler.

C'est là la fonction propre du Parti. Et pas seulement dans l'opposition ! Le Parti n'est pas acteur seulement dans l'opposition, et seulement témoin quand on gouverne. Un parti de gouvernement ne peut vivre de simplement réagir aux actes de gouvernement : d'approuver ou de tancer.

Réapprenons à être un parti d'initiatives, d'action, de campagnes d'action, comme nous avons su l'être naguère.

C'est ainsi que l'on viendra vers nous : on vient vers ce qui bouge, vers ce qui vit. Le simple témoignage suscite peu de vocations.

Les objectifs que nous proposons, les campagnes qu'ils impliquent ouvrent à nouveau au P.S. ce vaste champ d'action dont il a besoin. C'est dans l'action qu'un parti éprouve et conforte son identité, et, s'il en est besoin, dissipe son « vague à l'âme ».

Un parti laboratoire d'idées

Mais pour un parti, pour un parti de gauche surtout, bâti autour d'un idéal, l'action, c'est en permanence le combat pour des idées, le débat d'idées.

L'effort idéologique est le pain quotidien de l'action d'un grand parti socialiste ; et le dessèchement idéologique est un signe mortel. La Droite n'était pas innocente lorsqu'à grands renforts de complicités médiatiques elle nous faisait honte de notre idéologie, au moment où elle-même ressourçait la sienne au club de l'Horloge, tandis que la Fondation Saint-Simon paraissait au Centre.

Ne soyons pas niais : quand on annonce « la mort de l'idéologie », c'est de l'idéologie de gauche qu'il s'agit. Car la Droite, elle, ne l'oublie jamais : les défaites de la Gauche, c'est sur le terrain des idées qu'elles commencent, c'est sur le terrain des idées qu'elles sont consacrées. La Droite proclame que les « valeurs » de la Gauche ne « valent » plus, qu'elles ont dé péri de l'usure du temps, mais, sous le drapeau de la « modernité », c'est contre ces valeurs-là qu'elle recommence, toujours, le même combat.

Le grand livre ouvert par notre Révolution d'il y a deux siècles serait définitivement refermé ? Mais on dénonce « la machine égalitaire » au moment où, justement, les inégalités, une fois de plus, se creusent !



Comme quoi le débat sur la commémoration, sur le bicentenaire, n'était pas neutre. Mais qui pouvait l'imaginer ? Il était comique d'entendre tel commentateur inspiré demander que la commémoration de 89 fût « dépolitisée ». Grandiose ! Comment « dépolitiser » la rencontre de la fin du XX^e siècle avec l'événement politique le plus considérable de notre histoire ?

Mais, là encore, la machine à « mauvaise conscience » a bien fonctionné : profil bas, côté Gauche socialiste. Ce qui a été fait d'important de ce côté-là l'a été à l'initiative du Pouvoir lui-même, et essentiellement du Président de la République. Pas seulement les grandes célébrations internationales et festivités populaires : le Président n'a pas craint, dans le style que lui impose sa fonction, de dire notamment qu'on ne pouvait renvoyer dos à dos la révolution et son contraire.

Sans doute, quelques individualités du Parti Socialiste sont montées au créneau, mais la question qui nous occupe ici est de savoir le rôle, l'intervention du Parti en tant que tel, parti majoritaire, assumant l'essentiel de la Gauche, dans une circonstance comme celle-là : en ce sens, cette occasion du Bicentenaire est malheureusement exemplaire.

A certains moments, écoutant le tintamarre à Droite et la discrétion à Gauche, on a pu se demander si l'occasion n'était pas celle d'une revanche sur la Révolution. Comment est-il possible qu'à aucun moment le Parti socialiste, oui le Parti, n'ait dit avec force que le point de départ de l'insurrection vendéenne fut le refus de se battre dans les armées de la République contre l'envahisseur étranger ? Etions-nous donc neutres dans ce débat ? Et dire cela ne légitimait pas les violences réciproques de cette horrible tragédie.

Le terrain où nous n'étions plus guère, d'autres, fortifiés de notre complaisance, l'ont occupé.

Et, pendant ce temps, on a pu entendre tel important responsable ironiser sur le « débat permanent » : irritation vraiment stupéfiante dans un parti socialiste, mais édifiante.

Mais comment donc ont fait ceux du Siècle des Lumières, dont le jaillissement idéologique, intellectuel, a rendu possible la révolution politique et sociale que nous commémorons en ce moment ? Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas l'effervescence idéologique, c'est la léthargie.

Quand ça bouge, il faut penser davantage. Nous aussi, nous vivons un temps de grands bouleversements, d'accélération de « l'accélération » de l'histoire, une charnière.

Ces temps d'aujourd'hui ne disqualifient pas nos « valeurs »... au contraire ! Mais leur champ d'application est bouleversé : ce sont ces conditions nouvelles, et leur constante évolution, qu'il faut analyser, comprendre, intégrer à notre stratégie.

Laïcité

Comment comprendre autrement que dans leur rapport avec les bouleversements des sociétés contemporaines — les « causes objectives » — le retour en force, partout, des intégrismes, du fondamentalisme, du fanatisme, de l'intolérance, la mise en cause — de facto — de la liberté de conscience, du pluralisme, c'est-à-dire un mouvement de sens contraire, justement, à celui du Siècle des Lumières ? Mais, pour les esprits libres, la prise en compte des « causes objectives » sera une chance de mieux assurer la riposte, non un prétexte à se taire et à laisser faire. L'intégrisme ne progresse que par la complicité des esprits libres, qui n'est au mieux que leur passivité, leur lâcheté. Le temps est revenu où l'on condamne à mort pour crime d'écriture, où l'on brûle les films, comme hier les livres — pour cause d'« agression » contre les croyances.

Des progrès que l'on aurait cru irréversibles, tels que le droit à l'avortement, sont aujourd'hui remis en cause, notamment aux Etats-Unis.

La banalisation de cette notion d'« agression » contre les croyances,

est une mise en question oblique, insidieuse, mais tout-à-fait explicite, de « la liberté de conscience » : car la garantie de la liberté pour toutes les croyances, c'est aussi la liberté de s'exprimer contre ces croyances.

Qui, à nouveau, en cette fin de XX^e siècle, a remis cette interrogation à l'ordre du jour ? En tout cas, elle l'est.

Et l'on sait bien que, chez nous, en France, à partir du faux pas provoqué par un mot d'ordre inapproprié, à propos du statut de l'enseignement privé, toute une contre-offensive s'est développée depuis 1984, qui, plus ou moins subtilement, remet en cause les fondements même de la tolérance, du respect des diversités.

On nous réclame le « droit à la différence » ? Mais il est notre règle. C'est le régime sous lequel nous vivons. C'est un des acquis juridiques et culturels essentiels, justement, de la Révolution. Mais alors que veut-on de plus ? Quand on a entendu certaines « explications », venues du côté de telle hiérarchie confessionnelle, à la « condamnation » prononcée contre Rushdie, ne peut-on se demander ce qui inspire cette tolérance à l'intolérance, en tout cas cette « compréhension » ? **Rêve-t-on d'un partage d'influences entre des intolérances rivales et complices ? Nous avons sous les yeux ce que peut être le bilan de ce démembrement entre confessions et sectes, lorsque l'Etat, garant du respect des différences, avant de sombrer, a renoncé : c'est le Liban.**

La garantie d'une société pluraliste, c'est non seulement la neutralité, mais la **totale** indépendance de l'Etat. La séparation des Eglises et de l'Etat est la condition de la liberté des consciences, de la libre expression des croyances... et des non-croyances : « La France est une République indivisible, **laïque**, démocratique et sociale » (article 2 de la Constitution).

Parti du pluralisme

Il nous faut le parti de toutes ces ambitions.

Il nous faut le parti de notre politique.

Les partis sont imparfaits, comme la démocratie elle-même, mais ils sont un moyen indispensable de la démocratie. Et les ennemis de la démocratie, quand ils confisquent le pouvoir, commencent toujours par régler leurs comptes aux partis.

Mais il y a un risque, avec les partis, c'est justement qu'ils s'écartent de leur fonction démocratique, c'est que, par nature, ils sont tentés de se substituer à leur finalité.

Nous voulons, nous, un parti subordonné à notre stratégie, un parti qui réponde à nos besoins d'aujourd'hui : un parti n'est pas une réalité immuable, imperméable aux temps qui changent ! Il faut **moderniser**.

La « modernisation », on en parle beaucoup, parce que c'est un « truc » qui marche toujours. Comme disent les bonimenteurs de la modernisation, c'est un « bon créneau ». Pour nous, la « modernisation », c'est tout simplement cela : adapter le parti à sa fonction de maintenant.

Puisque cette fonction est, d'abord, de rassemblement, à vocation majoritaire, l'épanouissement du pluralisme est son exigence première.

La vraie « modernisation », ce seront quelques actes nets, significatifs aux yeux de l'opinion, pour surmonter les lourdeurs de la tradition et des commodités qui sont celles de parti d'appareil, de la centralisation, du verrouillage.

Dans le respect des orientations décidées par les Congrès, les fédérations doivent faire vivre la démocratie. Un Parti « ouvert » et pluraliste ne saurait laisser sur le bord du chemin des militants dont l'engagement socialiste ne peut être discuté et dont l'exclusion a été essentiellement l'effet de positionnements personnels et d'appareils bureaucratiques. Ce qui est vrai aujourd'hui des Bouches-du-Rhône ou de l'Eure peut l'être demain dans d'autres fédérations.

Plus généralement, il est évident aux yeux de tous que la représen-



tation des fédérations dans nos Congrès doit reposer sur des bases claires et incontestables. Nous proposons donc que les mandats soient désormais calculés sur la seule base des adhérents présents lors des assemblées de section préparatoires au Congrès, c'est-à-dire en prenant en compte non plus l'achat de cartes mais la mobilisation réelle des militants.

Les architectes de la modernisation seront au pied du mur.

Le Congrès sera l'occasion de quelques premiers tests simples et forts.

Les règles d'organisation, en fait apparentées au centralisme, et les pratiques surtout — qui ne sont pas seulement apparentées — méritent d'être revues.

L'abaissement drastique des niveaux — en tout cas de bas d'échelle — des cotisations doit être le premier acte de ce déverrouillage.

Des réseaux associatifs divers devraient pouvoir être intéressés au plus près de la vie d'un parti aux dimensions et à la fonction de « mouvement ». De nouveaux circuits de réanimation des divers secteurs de la vie sociale et culturelle aideraient à prévenir l'engourdissement du « despotisme téléclairé ».

C'est dans cette perspective qu'il serait souhaitable d'associer les sympathisants à telle rencontre, tel groupe de travail, voire à la tenue de certaines assemblées de section : qu'il y ait osmose entre adhérents et électeurs socialistes.

La contrepartie d'une souplesse accueillante des structures est l'enrichissement de tous ce qui est information et éducation socialistes. Ce parti à vocation de « mouvement » a obligation de tenir sa fonction,

qu'il n'aurait jamais dû négliger, plus indispensable encore dans l'environnement socio-culturel contemporain : celui d'**auto-éducateur collectif**.

Deux initiatives principales devraient ici être prises en considération :

— la réalisation, enfin, d'un **bulletin quotidien** de diffusion rapide en direction de tous les relais d'opinion.

— La création d'un puissant **Centre de Réflexion et d'Etude**, auquel serait associé un Centre d'édition et de Diffusion, le tout doté de moyens beaucoup plus considérables que l'**ISER**, tel que l'ont fait vivre une poignée de camarades, autour de Colette Audry, avec, hier, Jean Pronteau.

Mais le premier test — et le plus significatif — d'un changement de méthode et d'état d'esprit sera tout simplement la préparation et le déroulement du Congrès lui-même.

Que soient surmontés tous les obstacles au libre échange d'idées : concrètement que tout signataire d'un texte soumis à délibération pour un Congrès ou une Convention puisse être entendu, à sa demande, par toute section. La délibération démocratique, c'est le dialogue, l'échange oral, pas seulement la compilation de papiers dont souvent la lecture rebute. La médiatisation moderne — qu'on le regrette ou non — passe moins par l'écrit. Ouvrons les vannes !

Rennes : un grand congrès :

- pour la justice sociale
- pour un Parti Socialiste majoritaire
- pour les nouveaux équilibres

8 octobre 1989

UN CONTRAT POUR LE PROGRES SOCIAL UN PARTI SOCIALISTE MAJORITAIRE ET PLURALISTE

— Distanciation de l'électorat.....	(p.83)	— L'emploi	(p.87)
— Alternance démocratique et consensus	(p.83)	— Les salaires	(p.87)
Pour un nouvel équilibre social	(p.84)	— Notre stratégie.....	(p.88)
— Notre projet	(p.84)	— La mondialisation.....	(p.88)
— La machine inégalitaire	(p.85)	— Homme — Nature — Profit	(p.89)
— La dégradation des règles sociales	(p.85)	Pour un Parti majoritaire	(p.89)
— Faire appliquer la loi	(p.86)	— Parti et Gouvernement	(p.90)
— Nouveau compromis social ou résignation	(p.86)	— Un Parti d'action	(p.90)
— Le contrat pour le progrès social	(p.87)	— Un Parti laboratoire d'idées	(p.90)
— La méthode de concertation	(p.87)	— Laïcité	(p.91)
		— Parti du pluralisme.....	(p.91)

Aude

Pour un juste équilibre du territoire

Vivre ensemble

Par l'application des lois de décentralisation, cette formidable révolution administrative que les socialistes, et Gaston DEFERRE en particulier, ont eu le courage d'initier, les collectivités locales ont manifesté, depuis 1983, un souffle de modernité et de dynamisme.

Des élus locaux, jusque là bridés, ont pu enfin laisser libre cours à leur esprit d'entreprise et, dans l'ensemble, c'est la France tout entière qui a bénéficié de cette réforme colossale qu'aucun gouvernement de droite n'avait osé entreprendre.

Mais, revers de la médaille, la compétition qui s'est accentuée entre les collectivités a eu pour résultat de creuser un peu plus le fossé existant déjà entre les régions riches et les plus pauvres, entre les zones peuplées et l'espace rural.

Au nom de la solidarité nationale, les socialistes ne peuvent laisser poursuivre plus longtemps le cours des choses. Car le phénomène risque encore de s'amplifier avec l'ouverture du marché européen.

Il s'agit donc d'affirmer une véritable politique d'Aménagement du Territoire qui affiche la volonté des socialistes de maintenir un juste équilibre entre le Nord et le Sud de l'Europe, entre régions françaises, entre les villes et le monde rural.

Des régions reconsidérées

Le rôle et la taille des régions devront être redéfinis. En concertation sur le terrain avec les élus, leur nombre devra être réduit afin de leur donner un poids suffisant face à leurs homologues européens. Leur compétence en matière économique et de planification sera confortée de sorte, qu'à l'avenir, elles se consacrent moins au saupoudrage politicien et plus à une répartition équilibrée des moyens financiers et à une meilleure mobilisation des ressources propres par des projets pluriannuels de développement global.

Pour la coopération intercommunale

Aussi bien autour des villes que dans le monde rural, la coopération intercommunale sera encouragée. Elle seule, tout en respectant les particularités de nos 36 000 communes et leur libre adhésion, peut permettre une vie moderne, attrayante dans les campagnes. Les services publics (postes, écoles, gendarmes, crèches, cantines, garderies...) seront maintenus, créés et redéfinis, en tenant compte de la notion d'espace et non plus en fonction du seul critère de population.

L'agriculture, une activité économique reconnue

L'agriculture reste une activité essentielle pour l'équilibre économique du pays. Sa participation à la balance des paiements est primordiale. Elle constitue encore le poumon de régions peu industrialisées. Cette seule fonction économique justifie sa prise en compte. Mais c'est un secteur en pleine évolution et nous

assistons à la disparition de nombreuses exploitations. C'est un problème de fond auquel il faut apporter les réponses qui nous permettront de maintenir et de développer cette activité.

Les productions agricoles, en particulier la viticulture, orientées vers des produits de qualité, doivent permettre d'accéder à un revenu décent. Conformément au Traité de Rome, l'Europe doit tout mettre en œuvre pour cela, en donnant à chacun l'égalité des chances et les moyens, par la mise en place pour chaque production de règlements identiques et respectés par tous les pays.

Une politique différenciée est nécessaire selon les régions. Dans les zones les plus fragiles, l'agriculture, tout en demeurant l'activité majeure, devra innover, se diversifier par des activités para-agricoles telles que le Tourisme de l'espace rural ; celles-ci seront favorisées et aidées.

La préservation de la nature est une priorité pour les socialistes et des contrats de maintenance seront mis en place avec les agriculteurs que l'on encouragera à la pluriactivité.

L'environnement : une priorité au quotidien

D'ailleurs, le maintien des cultures dans les zones rurales constitue, de fait, le meilleur moyen de préserver l'environnement.

Cependant, des moyens encore plus importants seront donnés pour prévenir les incendies de forêts. Des aides substantielles seront accordées aux collectivités pour l'élimination des déchets ainsi que pour le traitement des eaux usées. Plus généralement, l'environnement est proclamé comme l'une de nos priorités, tant au niveau des grands problèmes planétaires, qu'à celui plus matériel de notre vie quotidienne.

Contre la proportionnelle intégrale au Conseil général

La mise en œuvre d'une telle politique volontariste d'Aménagement du Territoire ne peut se concevoir sans une répartition plus équitable des élus locaux. Il est flagrant aujourd'hui, au niveau des Conseils généraux, que les grandes villes sont représentées par des élus non reconnus par la population. Là, une modification doit être envisagée en concertation avec les principaux intéressés. Mais, en aucun cas, une réforme électorale ne laissera pour compte cet espace rural qui a besoin d'hommes et de femmes qui le comprennent et le défendent. De ce point de vue, la situation actuelle ne doit pas être modifiée. L'éventualité d'une modification du mode de désignation des Conseillers généraux, notamment au scrutin proportionnel qui entraînerait une sur-représentation des villes, est en contradiction avec notre conception de l'Aménagement du Territoire. Pour répondre au danger de la désertification rurale, pour mettre en œuvre une politique de solidarité intercommunale librement consentie, de solidarité territoriale au plan départemental, on ne peut envisager de se priver des animateurs privilégiés du terrain que sont, dans chaque canton, les Conseillers généraux.



Des moyens conformes à l'esprit de la décentralisation

Pour donner à tous les élus les moyens d'être présents sur le terrain, d'impulser et d'accompagner le développement économique, un véritable statut de l'élu sera établi.

Pour rester dans l'esprit de la loi de décentralisation, il sera mis fin aux transferts de charges de l'Etat vers les Collectivités, sans que les compensations financières ne soient prévues.

Europe, Nord, Sud, villes, villages, campagnes, tous ont droit à accéder dans les meilleures conditions au 3^e millénaire. Les socialistes, au pouvoir maintenant, ont le devoir et la responsabilité d'y veiller, d'avoir une écoute attentive aux multiples initiatives trop souvent ignorées. Une nouvelle dynamique du Parti Socialiste réconciliera les Français avec l'action politique.

Contribution présentée par Jean-Baptiste CASTILLA — Raymond COURRIERE — Régis BARAILLA — Joseph VIDAL — Jacques CAMBOLIVE — Raymond COURTEAU — Achille VIDAL — Roger LACOSTE — Roger BERTRAND — André BAURET — Henri GROCELLE — Jacques MONTAGNE — Lucien FAURE — Michel VISNEACOV — Jean PALACANDE — Marcel RAYNAUD — Louis SOUCAILLE — Roger BELS — Eric ANDRIEU — Gaston CAZANAVE — Pierre BASTIE — Pierre AUTHIER — Paul DURAND — Michel BROUSSE — René MARTINEZ — Alain MOUNIE — Charles FERRIOL — Jacques HORTALA — Christian VIEULES — Paul BOUVIER — Daniel VIDAL — Gérard ARDHUIN — Jean-Claude PEREZ — Roger BELS — Gisèle JOURDA — Bernard NAUDY — Jean BIART — Georges BONNAFOUS — Jacques DELOS — Louis MADAULE — Lucien GLEIZES — Marie RODRIGUEZ — Pierre GABAS — Christian BELONRADE — Francis BELS — Monique SARRADET — Roger DUPUY — Patrick MAUGARD.

Aveyron

Dix recommandations pour un bon congrès

Un bon congrès c'est un moment privilégié de débat pour préparer au mieux l'avenir du socialisme. Or, aujourd'hui, nous sommes une force électorale importante dotée d'un parti, tout compte fait, assez fragile.

L'enjeu du congrès de Rennes est donc d'aider à déterminer ce que doit être le socialisme et le Parti Socialiste pour cette fin de siècle.

Notre réflexion doit donc porter d'abord sur un nouveau projet, une nouvelle stratégie, et sur l'organisation du Parti.

Voici quelques pistes de réflexion pour engager le débat ; il faut rechercher les meilleures voies pour :

- Eradiquer la précarité et éviter par tous les moyens que le chômage devienne endémique,
- Réduire l'éventail des revenus,
- Elargir la démocratie par des réformes institutionnelles,
- Mettre en place une politique économique écologique,

— Se doter d'un plan d'action contre l'aggravation des déséquilibres Nord-Sud,

— Construire l'Europe sociale par le développement de l'Eurogauche,

— Rassembler les forces de gauche autour de notre identité apte à séduire de nouvelles forces politiques et mettre l'accent entre autres valeurs sur celle de laïcité,

— Rénover le Parti afin qu'il devienne un Parti moderne de masse,

— Rationaliser les relations entre le Parti Socialiste et le pouvoir exécutif,

— Donner à notre Fédération d'élus la F.N.E.S.R. des moyens nouveaux aptes à renforcer son influence.

Ces propositions ont pour but de réaffirmer le choix d'une ligne de gauche, de permettre au parti de se rassembler autour de son axe mitterrandiste, de renforcer l'identité du socialisme et de donner un nouveau souffle à notre Parti. Elles sont fondées sur le fait que la fédération de l'Aveyron ne pourrait accepter qu'un congrès national puisse éviter de déterminer des positions claires sur chacune de ces questions.

Corse-du-Sud

La Corse est dans une situation grave comme en attestait naguère la violence politique qui y sévissait.

Ce caractère de gravité des problèmes se double d'un caractère de complexité. Raison de plus s'il en fallait pour que, d'une part, les relations entre les fédérations de la Corse et la direction du P.S. soient resserrées et continues et que d'autre part les fédérations puissent faire entendre au gouvernement la voix des socialistes de la Corse.

La solidarité reste une des valeurs essentielles du socialisme. Elle doit être organisée par les pouvoirs publics et principalement par l'Etat et elle doit s'exercer toujours de plus fort vers les plus faibles.

La solidarité envers les citoyens les plus démunis s'est concrétisée récemment par l'application du R.M.I.

La solidarité des pays riches vers les pays du tiers monde est un des objectifs des socialistes français et principalement du Président de la République.

Mais la solidarité doit s'exercer aussi en direction des régions les plus défavorisées, celles qui à cause de la mondialisation de l'économie, de la disparition de l'agriculture et de l'artisanat traditionnels ou des industries lourdes, de leur inaptitude à tirer profit des nouvelles technologies, se retrouvent exclues du développement.

La Corse, dans l'ensemble français est une de celles-ci :

- région périphérique de France, la moins peuplée ;
- île de la Méditerranée, partie pauvre de l'Europe ;
- zone essentiellement rurale ;
- P.I.B./ habitant inférieur à la moyenne nationale ;
- taux de chômage élevé ;
- faiblesse de la formation ;
- marché du travail réduit ;
- sous-développement économique, etc..



La solidarité pour les socialistes de Corse s'entend comme la mise en œuvre de politiques spécifiques d'Etat appliquées à ces régions pauvres en fonction de leurs besoins particuliers. Celles-ci doivent mettre les habitants de ces régions à égalité de chances avec les autres citoyens français.

Pour la Corse, par exemple, la solidarité doit se comprendre d'abord en fonction *des besoins* de notre île et le discours sur le plafond de solidarité qui prend, lui, en compte, les intérêts de l'Etat ne peut précéder **cette évaluation**.

De plus, l'Etat doit s'impliquer dans le développement de ces régions défavorisées.

La concertation doit présider la réalisation et la définition de politiques d'accompagnement.

C'est à travers des contrats et des engagements pluriannuels que doivent s'exercer **la responsabilité de la Région et la solidarité nationale**. Ces contrats résulteront de l'élaboration en commun de documents de référence comme un projet de développement pour la Corse et un Schéma d'Aménagement de la Région qui en est sa traduction spatiale.

Pour la Corse, à partir d'eux, et en fonction des objectifs, doivent être retenus :
 — un statut fiscal particulier. Son enveloppe en francs constants pourra dépasser de manière raisonnable, comme le prévoyait la lettre Delors, l'enveloppe actuelle.

Ce statut fiscal aura pour objectifs d'empêcher le décalage des prix par rapport à la moyenne nationale et de servir le développement notamment par l'aide à l'investissement pour les entreprises existantes ou nouvelles.

— une politique des transports : les transports conçus comme un service public seront effectués par les compagnies nationales et notamment la S.N.C.M. qui transférera, en Corse, son siège social et une partie de ses activités.

— plus généralement : — une politique de formation des hommes
 — la réalisation d'infrastructures (ex : réseau routier intérieur)
 — une politique de recherche, etc...

Cette solidarité économique et sociale doit être doublée d'un volet culturel en faveur de la langue et de la culture corses.

En effet, pour nous, le développement se conçoit à travers des dimensions sociales, écologiques et culturelles.

Certes, des efforts ont déjà été faits par l'Etat dans le domaine obligatoire de la langue corse, la reconnaissance officielle par l'habilitation des diplômes universitaires liés à cette langue, l'incitation à son utilisation progressive dans la vie administrative et publique.

L'affirmation, grâce à la solidarité de l'Etat de l'identité culturelle corse sera un facteur puissant du développement et raffermira les liens avec l'ensemble de la communauté française.

Cependant, si la Corse se trouve en état de sous-développement économique il ne faut pas oublier non plus que la situation politique y est très fragile.

La réélection de François MITTERRAND, en mai 1988, est venue à point pour redonner, à l'île, une deuxième chance. Une trêve des attentats en a résulté.

Mais, dans les mois suivants, bénéficiant de cette trêve, le plus vaste mouvement social que la Corse ait jamais connu s'est développé dans la fonction publique.

Les revendications des fonctionnaires s'appuyaient avec raison sur la perte de leur pouvoir d'achat, perte aggravée par la vie chère en Corse. Ce très long conflit, géré d'une manière insatisfaisante a laissé de l'amertume chez les fonctionnaires, créé des situations difficiles notamment chez les personnes

âgées tributaires d'une pension ou d'une retraite de la Sécurité Sociale et mis à nu les manques d'une économie artificielle et chancelante.

A la suite de ce conflit le gouvernement a organisé 4 tables rondes. Monsieur Prada qui en était le rapporteur vient de remettre ses conclusions au Premier Ministre. Une loi programme pour la Corse doit en résulter.

Notre fédération ne partage pas pour l'essentiel l'analyse et les propositions de Monsieur Prada.

Pour notre part, ce que nous préconisons s'inscrit dans l'esprit des politiques d'accompagnement évoquées plus haut.

Cependant ces mesures ne peuvent se séparer de l'action permanente de l'Etat en Corse.

Aujourd'hui, profitant des carences d'un certain nombre d'élus de droite, certains services techniques de l'Etat se mêlent de fixer les choix de développement pour la Corse tout en laissant, par passivité ou complicité, l'atteinte à la règle ou à la loi, devenir la norme.

Cela ne peut durer sans dommages.

L'Etat doit exercer à plein son rôle de contrôle de la légalité et veiller à la stricte application du droit.

Le respect de la législation sociale, des règles en matière d'urbanisme ou de distribution des aides en agriculture, par exemple, doivent être au cœur des actions de l'Etat.

Cette moralisation de la vie publique est une des conditions de la confiance retrouvée des Corses en leur Etat.

Cela passe aussi par l'établissement de listes électorales politiques ou professionnelles fiables et refondues, à partir du seul critère du domicile, critère qui doit être redéfini comme étant le lieu où l'on vit.

Dans le même esprit, pour favoriser l'expression de l'intérêt régional et réduire la pratique campaniliste dans l'attribution des subventions, la nouvelle Assemblée de Corse sera élue au scrutin régional.

Ces options ou orientations pour l'avenir de la Corse s'inscrivent bien entendu dans le cadre de choix nationaux.

Nous sommes pour un Parti Socialiste ancré à gauche, ouvert au débat, unitaire, rassembleur et tolérant.

Mais pour autant, nous ne confondons pas notre projet pour notre région, la Corse, avec celui de la Droite qui gère la région avec le Front National, qui s'est opposée fortement à l'instauration pour les riches Corses aussi de l'impôt de solidarité sur la fortune et s'ingénie à contourner la règle et la loi (loi sur le littoral par exemple) afin de mieux permettre l'exploitation sans frein de notre patrimoine naturel et des hommes de notre région.

D'abord porteurs des espoirs des salariés comme des plus démunis, nous voulons défendre les aspirations individuelles des citoyens à plus de liberté et de responsabilité et les intérêts collectifs du peuple corse entendu au sens de communauté qui vit en Corse, à l'affirmation de son identité culturelle, à toujours plus de savoir, à l'exercice du pouvoir régional et à la solidarité qui lui est due par la nation.

Nous sommes pour la transformation de la société conduite en tenant compte à la fois des contraintes économiques ou sociales imposées par la gestion de la France mais aussi des demandes populaires à un meilleur partage des fruits de la croissance, du savoir et du pouvoir.

C'est dans cet esprit que nous adressons cette contribution à l'ensemble des socialistes de notre pays.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti Socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :



PS info

organe officiel du Parti Socialiste
 Abonnement annuel ordinaire : 260 F

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti Socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un abonnement réduit de 60 % sur le montant de cet abonnement, soit 110 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 110 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».



Maine-et-Loire

Contributions adoptées par la Fédération

1. Agir pour un juste partage

Le problème posé à MULHOUSE nous concerne tous.

Quels système développer qui soit économiquement efficace et qui respecte les intérêts et la dignité de chacun ?

Le social est au cœur de la préoccupation des socialistes, alors même que « la transformation de la pensée socialiste vis-à-vis de l'entreprise est indéniable », comme l'a déclaré d'entrée de jeu Pierre MAUROY au colloque récent du P.S. sur les entreprises.

La France a retrouvé le chemin d'une croissance soutenue, peut-être 4% en 89, sans déséquilibre. Il y a de nouveau un solde positif de création d'emplois. Pour nous, socialistes, cela engage un des débats les plus importants de la période actuelle : le partage des fruits de la croissance.

Le gouvernement, pour sa part, a proposé un Pacte de croissance. Il a lancé un 2^e plan pour l'emploi. Il fournit des outils, un cadre pour l'action. Mais le débat concerne tout le Parti, y compris et d'abord dans la manière dont les militants, agissant sur le terrain, ressentent les problèmes et cherchent, avec d'autres, à les assumer.

La croissance est un élément fondamental du développement. Si celui-ci trouve son orientation dans la perspective de l'Europe, il n'aura de sens que si la communauté européenne sait à la fois répondre aux appels des pays du tiers monde et permettre à chacun ici même de vivre.

Le partage de la croissance doit s'appuyer sur une volonté politique, avec l'objectif permanent de lutte contre les exclusions, en s'appuyant sur le développement de la négociation sociale.

Cette démarche doit permettre aux socialistes d'être en phase avec l'attente d'une majorité de Français, particulièrement de ceux qui constituent la base sociale du PS. Deux points caractérisent aujourd'hui cette attente : la lutte contre le chômage et le problème du revenu et du pouvoir d'achat.

Ceci explique sans aucun doute qu'un large ensemble de Français soient satisfaits de l'idée d'un Pacte de croissance avancée par Michel ROCARD (61% dans un sondage SOFRES).

Dans un département comme le Maine et Loire, on peut aisément saisir la nécessité de ce partage des fruits de la croissance selon les 3 tiers concernés : la création d'emplois, la préparation de l'avenir — éducation, formation, recherche — et le pouvoir d'achat. Ce « nouvel équilibre », dans une économie encore fragile, doit mobiliser les acteurs sociaux, de la base au sommet.

L'emploi

Le Maine et Loire compte 10% de chômeurs, 14% dans l'arrondissement d'Angers, au-dessus de la moyenne nationale. Des secteurs entiers, en pleine restructuration, comme le textile ou l'habillement, suppriment de nombreux emplois. Les emplois précaires, l'intérim, les postes de travail à durée déterminée sont de plus en plus développés, en particulier en ce qui concerne les femmes, les jeunes sans qualification, les étrangers, créant souvent une dualité dans les catégories de salariés.

La baisse de l'investissement dans notre département est inquiétante. Les reconversions industrielles sont trop souvent accompagnées de délocalisation.

L'emploi dépend d'un certain nombre d'actions : modernisation des entreprises, formation, modification de l'organisation du temps de travail et des prises de décisions. Cela nécessite une cohérence industrielle et sociale, « allant, comme on a dit, de l'école à l'usine ». Cela suppose une réelle responsabilisation des partenaires sociaux : directions, syndicats. Redonner un rôle effectif aux organisations syndicales est une tâche d'intérêt général.

L'instauration du RMI est une réponse pour les plus défavorisés. Mais comment s'approprier les mesures, les décisions prises, dans notre action concrète ? L'insertion réclame des moyens qui, aujourd'hui, font défaut. Des moyens financiers, mais également des moyens de réflexion et d'action.

La préparation de l'avenir

Notre situation est fragile, par rapport à l'Europe. D'où la nécessité d'efforts tels le désenclavement (TGV, Aéroport, autoroute).

Le niveau de formation dans le département le plus jeune de France, nous classe parmi les derniers. L'effort est nécessaire, de l'Etat aux collectivités locales.

Pour permettre aux responsables d'utiliser au mieux les atouts locaux, il faut approfondir la décentralisation, la rendre plus efficace (il y a trop de niveaux décisionnels), et relancer une véritable politique d'aménagement du territoire.

Le pouvoir d'achat

Le niveau des salaires locaux est bas, selon l'INSEE, le revenu net moyen par foyer à Angers, le situe parmi les dernières des villes françaises de + de 100 000 habitants.

L'aspiration à mieux vivre, la nécessité du juste partage rendent légitime cet aspect strictement financier. Mais le développement d'une réelle démocratie salariale, s'appuyant sur la négociation, doit aussi de plus en plus intégrer, sous forme contractuelle, dans le public comme dans le privé, les conditions de travail, la lutte contre l'instabilité, le droit à la formation professionnelle.

Aujourd'hui, la responsabilité des socialistes est de mettre en action et de mobiliser les acteurs sociaux.

Le mouvement social ne peut attendre tout de l'Etat. Ceux qui agissent concrètement sur le terrain doivent être impliqués : les administrations locales, les communes, les associations diverses, les syndicats, les élus et aussi les militants socialistes.

Face à une société de plus en plus fragmentée, il faut chercher un nouvel équilibre social, où tous peuvent jouer leur rôle, dans un cadre de solidarité active.

Réduction ou partage du temps de travail ! Elargissement du temps de formation ! Répartition nouvelle des richesses !... Il n'y aura pas de recette magique, mais une réflexion et une action à développer constamment en fonction de l'évolution et de manière à ce qu'il n'y ait pas d'exclus, définitivement marginalisés.

Des socialistes, soucieux de cohérence, impliqués dans les mouvements de la société, doivent agir dans un parti renouvelé, susceptible de rassembler largement les couches sociales auxquelles il s'adresse.

2. Militier dans un parti socialiste renouvelé

Par la pratique, le fonctionnement de leur parti, la transparence, les socialistes doivent revaloriser l'image et le rôle des partis politiques dans la société.

Pour que le nombre d'adhérents, soit plus élevé, il faut rendre le parti attractif : par les débats qui s'y déroulent, par une écoute extérieure, une implication locale, une relation permanente avec les élus, une formation réelle des militants.

S'il se transforme en une course de leaders, le système des courants sclérose le fonctionnement du parti. La richesse du débat d'idées doit être revalorisée, mais la proportionnelle reste une garantie de la représentation.

Les sympathisants doivent être encore plus intégrés dans la communauté socialiste. La création d'une carte de sympathisant pourrait être le pas vers



l'adhésion. Ils participeraient à certains de nos débats voire à certaines désignations de candidats.

Le mode de désignation des candidats doit être revu. (Quelle est la représentativité réelle d'un camarade désigné par quelques militants sur un canton par exemple ?) Il doit permettre de revenir à un meilleur respect des décisions du Parti.

La multiplication des cas d'« indiscipline gagnante » est le signe d'un disfonctionnement important du parti. Il faut y remédier sans tarder par une meilleure application des statuts, mais aussi par une meilleure prise en compte des réalités et des décisions locales.

Il faut unifier le prix des cotisations dans la France entière. L'instauration du

système de financement prévu par le projet de loi, la mise en place d'un système de péréquation clair, pourront donner aux fédérations les moyens de vivre.

Toutes les fédérations doivent être représentées au Comité directeur.

Enfin, pour éviter tout trafic de mandats, il convient de s'orienter vers la comptabilisation unique des votes des présents, avec la possibilité éventuelle de procuration et la mise en place de moyens de contrôle effectif par les fédérations.

Des militants formés, responsables, présents sur le terrain, impliqués dans le mouvement social, cela doit participer à construire le grand parti de gauche que nous voulons capable de rassembler les forces de progrès, ouvert aux évolutions du monde et de la société, porteurs d'idées et de propositions permettant d'alimenter la politique gouvernementale.

3. Le problème de l'aménagement de la Loire

La Loire et les projets d'aménagement qui la concernent, constituent un dossier d'ampleur nationale. Les socialistes doivent être présentés dans les débats qui vont se développer dans les prochains mois.

Des régions entières, dix-huit départements Français sont concernés. L'établissement public, l'EPALA, qui a la responsabilité des projets, doit cesser d'être un organisme tout puissant. De plus en plus, les populations concernées demandent à être informées, consultées, parties prenantes aux décisions qui ont des incidences sur le cadre de vie et l'environnement. Or, des aménagements aussi importants que ceux de la Loire peuvent changer fondamentalement tout un éco-système unique en Europe.

Pour répondre aux interrogations légitimes, il faut tout remettre à plat : financements, nature des projets, objectifs recherchés, résultats escomptés,

études scientifiques complètes sur l'impact des projets, en particulier sur l'environnement. Tous les éléments doivent être pris en compte pour les choix d'aménagement, la protection contre les crues et l'alimentation en eau certes, mais aussi le patrimoine immense et unique que représente la Loire.

C'est un dossier majeur sur lequel il faut le débat, l'information, la clarté et la transparence des décisions.

En apportant des réponses claires sur de tels dossiers, les socialistes pourront mener un débat fructueux et concret avec les Verts et les Ecologistes, en dehors de toute arrière pensée politicienne. Par leurs actes, ils montreront que la préoccupation de l'environnement n'est pas seulement un enjeu électoral mais une préoccupation permanente qui correspond à l'attente de la majeure partie de la population.

4. A propos du stockage des déchets nucléaires

Depuis mars 1987, le projet de stockage des déchets nucléaires dans le Segréen mobilise la population. 24000 années de radio-activité dangereuse enfouie dans le sous-sol de façon définitive et irréversible. C'est inacceptable, compte-tenu des garanties de sécurité insuffisantes, à moyen et à long termes, connues aujourd'hui.

La région déjà pauvre économiquement subira des répercussions sur les demandes de marchés en produits agricoles ou d'éventuelles implantations d'entreprises. Conscients de l'existence de ces déchets, de leur nécessaire gestion, nous ne rejetons pas forcément l'idée du stockage souterrain, mais nous demandons que parmi les 83 recommandations du rapport de la Commission CASTAING créée en 1981, quatre particulièrement soient mises en œuvre, à savoir :

- la garantie que les études géologiques indispensables ne soient pas limitées dans le temps (à trois ans comme le veut l'ANDRA) ;
- n'ayant pas urgence à enfouir ces déchets, les recherches scientifiques pourraient permettre de découvrir des techniques ou des traitements satisfaisants pour au moins réduire la radio-activité et assurer la réversibilité du site ;
- la compétition entre plusieurs laboratoires, au moins deux sur les quatre sites ;
- qu'un cahier des charges soit établi, fixant de façon impérative les normes de sécurité auxquelles il faut atteindre.

Force est de constater que ces conditions ne sont pas réunies à l'heure actuelle. Tous les responsables concernés ne peuvent ignorer les inquiétudes et les demandes de la population de toute une région.

5. Pour une politique de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur doit être considéré au sein d'un grand projet de construction d'un système éducatif moderne comme un élément fondamental, il est nécessaire que les socialistes prennent plus amplement conscience de cela.

Un effort certain a déjà été fait mais malheureusement non suffisant pour combler un retard de quelques dizaines d'années. Une loi de programmation pour l'enseignement supérieur doit être adoptée pour quantifier les besoins et assurer au budget de l'enseignement supérieur les moyens de son développement sur une plus longue période.

Au-delà de cette grande idée, il est aujourd'hui primordial de donner à cette politique de l'enseignement supérieur quelques idées directrices, on peut ainsi en distinguer cinq :

Contractualisation et autonomie des universités

C'est sur la base du contrat entre l'Etat et l'université, et entre la région et l'université que doit être définie la politique de développement de chaque université. C'est une plus grande autonomie des universités au sein de la région qu'il s'agit d'instaurer.

Toutefois cette idée de plus grande souplesse de gestion et de pédagogie ne doit pas être sans limite : l'Etat doit rester responsable de la définition d'un projet national et doit maintenir et défendre les diplômes nationaux, les critères nationaux de recrutement des professeurs et personnels et la libre entrée à l'université.

L'Etat doit intervenir pour limiter toute transgression mais abandonnons l'idée d'un Etat tout puissant seul responsable de la politique universitaire.



Délocalisation

La délocalisation telle qu'elle est pratiquée actuellement nuit à la cohésion et au développement du monde universitaire. On constate en effet la création d'une université à plusieurs vitesses, ce qui se traduit souvent par l'apparition d'une situation préoccupante où les étudiants ne trouvent pas de bonnes conditions d'études et un environnement correct.

Enfin, soulignons le fait que la délocalisation n'est aujourd'hui dans la grande majorité des cas que le produit de luttes d'influence politique ou économique.

Toute création d'antenne universitaire doit être soumise à des règles très précises, l'idée de débouchés sur le marché du travail et d'adéquation avec les besoins locaux doit être retenue.

La professionnalisation, condition de la démocratisation

Offrons à chacun la possibilité de trouver un emploi : ouvrons plus largement les portes de l'enseignement supérieur en créant des diplômes et des filières adaptés à la demande sur le marché du travail et pouvant canaliser des bacheliers techniques de plus en plus nombreux.

Il est donc nécessaire de créer des filières professionnalisées, ceci passe par la définition de filières universitaires plus courtes et mieux ciblées.

Le développement des « passerelles » entre les filières

Il est nécessaire de reconnaître un droit à l'erreur et de favoriser la réorientation des étudiants.

Ceci passe par la multiplication des passerelles entre les différentes filières, ce qui obéit à la nécessité de limiter les situations d'échec à l'université.

Ouverture du monde universitaire

Pour se développer, l'université doit s'ouvrir plus largement sur le monde que qu'elle l'entoure.

Elle doit s'ouvrir sur l'Europe par la promotion du programme ERASMUS et la multiplication des jumelages entre les universités européennes.

Elle doit s'ouvrir sur son environnement local : pour augmenter ses moyens et assurer le lien entre l'université et le monde du travail. La coopération avec les associations, les collectivités locales et les entreprises doit être envisagée sans tabou tout en fixant certaines limites.

C'est en s'ouvrant plus largement que l'université deviendra un établissement public cohérent et performant.

Le développement du monde universitaire ne peut passer que par la définition d'horizons nouveaux et le refus de solutions toutes faites, l'évolution et le progrès viendront de la contractualisation, de la coopération et de la réflexion.

6. Pour un véritable congrès

Pierre MAUROY l'a appelé de ses vœux, le temps est venu de faire un grand Congrès sur l'identité socialiste. En effet, au moment où le communisme bureaucratique connaît la plus grave crise de son histoire — et à ce propos, les mots de Léon BLUM au Congrès de Tours en 1920 pour qui « sans démocratie à tous les niveaux, le socialisme n'existe pas » résonnent de toute leur puissance — le socialisme démocratique apparaît comme une idée neuve. Il se doit de proposer des références et des valeurs constituant pour la fin du vingtième siècle une alternative crédible aux forces du capitalisme porteuses d'inégalités et d'exclusions.

C'est-à-dire que nous ns être capables d'apporter une réponse aux questions essentielles qui se posent à nous comme :

- Comment la construction de l'Europe doit-elle faire une place aux valeurs de solidarité et d'intérêt collectif ?
- Comment infléchir le partage du revenu au profit des salariés et des non-actifs sans abandonner la priorité à l'emploi ?
- Comment repenser le financement de la protection sociale ?
- Comment, au-delà du RMI, remédier aux situations de précarité et de pauvreté dans une perspective de réinsertion sociale durable ?
- Comment rénover le service public ?
- Comment concevoir les prochaines étapes de la décentralisation ?
- Comment intégrer dans notre politique la protection de l'environnement ?
- Comment assurer le rayonnement de notre parti ?

Tel est l'objet de notre Congrès et nul autre.

Pour être fructueux, le débat que nous souhaitons devra éviter trois écueils :

- la naissance, entre nous de « nouveaux faux débats », couvrant de fausses querelles d'idées, mais de vrais enjeux de pouvoirs ;
- la méconnaissance de l'exigence de la solidarité gouvernementale alors que toutes les sensibilités de notre parti sont représentées au Gouvernement et que tous nos responsables ont exercé ou exercent des fonctions ministérielles ;
- le décalage entre nos discours de tribune et nos actes en responsabilité. Sans quoi, nous pourrions croire que certains de nos camarades préféreraient rester un parti d'opposition au lieu d'avoir l'ambition et la tâche nobles d'être un parti de Gouvernement et d'action.

Soutenant l'action du Président de la République et du Gouvernement conduit par Michel ROCARD, nous devons poursuivre sur la voie de la transformation sociale qui a guidé notre action depuis 1981 en faisant toute leur place aux valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Nous pensons enfin que le Congrès doit être l'occasion d'approfondir les conditions de développement du Parti comme Parti de rassemblement majoritaire des forces de progrès, associant plus largement l'ensemble de ses militants aux décisions. De même, la question de l'alliance avec le Centre doit être posée de façon claire, sans aucune ambiguïté, après l'expérience de l'ouverture qui a montré ses grandes limites dans la modestie du bénéfice électoral qu'elle nous a procuré et l'absence de soutien parlementaire.

Contributions diverses

● **7.** Des secteurs industriels sont en pleine restructuration et beaucoup recourent à des délocalisations (industrie de la mode en particulier). Nous demandons :

- la mise en place d'une politique de filières ;
- l'institution de quotas au niveau européen, par rapport aux importations de ces produits.

Les salariés sont devenus une part de plus en plus importante de notre société, mais la multiplication des contrats à durée déterminée amène à une précarité de l'emploi de plus en plus considérable et crée deux catégories de salariés.

Si le recours à titre exceptionnel de personnel temporaire doit rester autorisé, sa généralisation devrait être interdite. Une réflexion et des décisions doivent être prises en la matière, par exemple par des sanctions financières lourdes à l'encontre de l'employeur.

Nouvelle organisation du territoire : il existe trop de niveaux de décisions (communes, cantons, départements, régions, Etat). Il faudrait la mise en place de communautés urbaines et rurales.

L'économie sociale : des mesures sont prévues pour les entreprises (exonération des charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié). Il n'y a aucune mesure par rapport aux associations. Il faudrait réfléchir sur la place de l'économie sociale dans la société d'économie mixte (planifiée et de marché).



● **8. Représentations fédérales aux Congrès et Conventions Nationales :** le calcul des mandats fédéraux se fait sur la base de un mandat par votant en assemblée générale de section délibérant à l'occasion des Congrès nationaux et des Conventions.

— **Pour une fiscalité plus juste :** un principe doit guider les socialistes dans le domaine fiscal : établir un traitement plus favorable pour les revenus du travail que pour les autres.

— **Environnement :** un code de l'environnement est aujourd'hui nécessaire. Son objectif sera de partager, mais aussi de mettre en valeur notre cadre de vie. Dans ce cadre général, les instances régionales contrôleront et exécuteront les mesures appropriées.

● **9. Education :** la demande sociale vers le système éducatif s'accroît, surtout vers le supérieur. Il faut donc mettre en place rapidement des moyens pour doubler le nombre d'étudiants dans les Universités. Mais les moyens habituels (locaux, enseignants et non enseignants) ne seront pas suffisants. Il faut aussi rénover les structures, les méthodes, les contenus, afin de concilier un enseignement de masse et de qualité. De plus, les couches sociales défavorisées ne pourront pas accéder aux études longues sans une nouvelle politique d'aide aux familles.

Nous proposons :

— que les livres deviennent gratuits dans les lycées comme ils le sont déjà dans les Collèges ;

— qu'un revenu minimum soit assuré aux étudiants afin qu'ils puissent poursuivre avec efficacité leurs études.

● **10. Suivi judiciaire des rapports annuels de la Cour des Comptes :** il apparaît que des irrégularités, parfois fort graves, relevées annuellement par la Cour des Comptes, ne donnent lieu à aucune suite judiciaire à l'encontre des personnes physiques ou morales concernées. Il conviendrait que la loi fasse obligation à la justice de se saisir automatiquement des observations relevant du droit commun.

● **11.** De tous les côtés, dans le Parti, des voix s'élèvent pour demander à Jacques CALVET, patron de Peugeot, d'ouvrir des négociations avec les organisations syndicales de son entreprise. Depuis le mois de juin, un conflit oppose les agents des impôts à leur Ministre de Tutelle et membre du Parti Socialiste, Michel CHARASSE. Ce dernier, après avoir ignoré les revendications a, lors de la rencontre du 5 septembre, proposé une prime, unanimement refusée par les agents et leurs représentants. Depuis cette date, le conflit s'étend et est arrivé à un point tel qu'il ne pourra trouver sa solution que par une véritable négociation, jusqu'ici repoussée. **Le Parti Socialiste de Maine et Loire demande au Ministre des Finances et au Ministre du Budget de reprendre sans tarder les discussions.**

12. L'aménagement du territoire

Dans les années 50 est apparue une nouvelle notion, celle de l'aménagement du territoire. La politique de l'époque avait alors un double objectif : le premier était de contrôler le centralisme parisien, le second devait veiller à un développement harmonieux de l'ensemble du territoire national.

Dans cette période de prospérité, c'était aussi une façon de répartir équitablement les fruits de la croissance. L'Etat était alors le seul maître à bord. Près de quarante ans après, les données sont sensiblement identiques ; il faut panser les plaies profondes d'une période difficile et réfléchir à l'utilisation de la croissance retrouvée, fragile certes, mais retrouvée.

Depuis les lois de décentralisation, les acteurs susceptibles de peser sur les politiques d'aménagement sont plus nombreux. Des compétences ont été redistribuées sans que l'on décèle vraiment une véritable politique coordonnée de développement entre l'Etat, les régions, mais aussi la CEE, indispensable dimension à introduire lorsqu'on parle d'aménagement.

Plus que jamais, il est nécessaire d'avoir une véritable politique d'aménagement du territoire et notre département du Maine et Loire est particulièrement concerné par cela et pour différentes raisons :

— les projections européennes de développement nous placent en dehors de la mégapole de croissance. Nous ne voulons pas être les exclus du grand marché européen ;

— notre démographie forte place notre département dans une situation favorable, c'est un atout à utiliser face à des régions qui se dépeuplent ;

— enfin, des pans entiers de nos industries traditionnelles (la mode, par exemple), plus de 30% des salariés du secondaire du Maine et Loire, sont en pleine mutation avec des licenciements massifs. Une reconversion industrielle s'impose.

La politique d'aménagement du territoire passe par quatre objectifs :

- le retour à un véritable ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire ;
- le renforcement de la DATAR ;
- la reconnaissance de la région comme partenaire privilégié de développement ;
- l'intégration de la dimension européenne.

Un ministère du Plan et l'Aménagement du territoire

En matière d'aménagement et de développement, l'Etat a un rôle prépondérant à tenir. Par la réhabilitation de ce Ministère, c'est l'affirmation d'un Etat fort qui veille à ce que la France ne croisse à plusieurs vitesses. Cette affirmation doit se réaliser avec l'aide d'un instrument dont nous disposons : le plan. Le plan est une notion indispensable d'harmonie dans le temps. Il ne peut y avoir de politique de

développement sans une vision à moyen terme. Le dixième plan, établi pour quatre ans nous conduira jusqu'à l'Europe. Par l'intermédiaire des contrats de plan Etat-Régions, 52 milliards de francs ont été attribués au développement régional dont seulement deux milliards de francs pour les Pays de Loire.

Le Ministère doit être un véritable coordinateur des différents secteurs liés à l'aménagement du territoire et à cet égard, c'est de lui que dépendra le CIAT et non plus du Ministère de l'Equipement et du Logement. Il devra permettre que tous les acteurs du développement soient intégrés aux décisions, les élus, les professionnels et les décideurs socio-économiques. Enfin, il mettra à plat tout le système de primes d'aménagement basées sur des critères objectifs (problèmes graves de reconversion, PIB, pourcentage de chômage, évaluation démographique,...).

Le renforcement de la DATAR

La délégation à l'aménagement du Territoire doit retrouver son véritable rôle. Née en 1963, elle n'a plus aujourd'hui les moyens d'assurer sa mission d'outil indispensable de l'aménagement. Rattachée au ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire (et non plus au Premier Ministre), elle doit être un interlocuteur privilégié entre l'Etat et les Régions. Elle doit, à l'aide d'une structure décentralisée par régions, être proche de la réalité quotidienne mais aussi de l'Etat grâce à des relations permanentes et coordonnées avec le Ministre.

La reconnaissance de la région comme partenaire de développement

L'avenir de l'aménagement du territoire, c'est une participation plus active des régions fortes en collaboration avec l'Etat et la CEE. Pour cela, il est indispensable de poursuivre la décentralisation en permettant à la région de pouvoir réellement exercer ses initiatives en matière de développement économique, social et culturel. Cela passe par une clarification des compétences et de l'articulation de celles-ci avec l'Etat qui conservera un rôle régulateur. Ainsi, la poursuite de la décentralisation, mais aussi le renforcement des contrats de plan Etat-Régions qui, à l'avenir, devront être coordonnés dans le temps avec le plan national, pourront permettre à nos régions et plus particulièrement dans l'Ouest défavorisé, d'affronter les enjeux de demain. A noter également qu'une nécessaire coopération s'impose ainsi que les accords transfrontaliers tels qu'ils sont pratiqués dans l'Est de la France.

L'intégration de la dimension européenne

La France ne grandira pas seule et il va de soi qu'une réflexion au niveau d'un aménagement européen s'impose. En matière d'infrastructure de communication, d'environnement, de développement économique, social et culturel, mais



aussi dans notre volonté à devenir une force mondiale puissante, il est nécessaire qu'une harmonie s'établisse à Bruxelles par l'intermédiaire des FEDER, calculés sur des critères objectifs. La difficulté issue de l'articulation entre ces FEDER et les politiques nationales d'aménagement doit être absorbée grâce à la création d'une commission européenne d'aménagement du territoire. A l'heure actuelle, les investisseurs étrangers à l'Europe cherchent la façon de profiter au mieux du grand marché de 1993. C'est une occasion unique de proposer nos

régions fortes pour les accueillir. La bonne volonté et la compétence ne suffisent pas, l'exemple récent de l'usine SUBARU à Angers en est la preuve, il faut aussi créer un environnement favorable et marcher tous dans la même direction. L'Etat, par le biais d'une véritable politique d'aménagement du territoire doit se donner les moyens d'y parvenir et permettre un développement harmonieux de notre pays, car c'est aussi comme cela que l'on répartit les fruits de la croissance.

Mayenne

Justice et efficacité

Contribution présentée par Jean-Claude BLIN, Roger BRUNEAU, Jean-Claude CARE, André GODET, Serge HEGLY DELFOUR, Michel MARTEAU, André PRIMI, Alain PERS.

Nul doute qu'en cette année du Bicentenaire, ces mots reprennent toute leur valeur.

Notre prochain Congrès de Rennes, comme l'a rappelé Pierre MAUROY, le 1^{er} Secrétaire National, doit être un grand congrès idéologique et non la recherche d'un positionnement pour ou contre le Gouvernement. Celui-ci existe, dirigé par Michel ROCARD, à la demande et avec le soutien du **Président de la République**, il réunit **tous** les membres représentant la Majorité Présidentielle du 8 mai 1988 ; aussi, nous comprenons mal le fait que certains camarades puissent écrire aujourd'hui qu'il faut « travailler sans relâche à l'émergence parmi les socialistes d'une alternative à la logique rocardienne... » Vous avez bien lu : ce n'est ni le secrétaire Général du Parti Communiste, ni l'un des leaders d'un parti de Droite (et ils sont nombreux) qui écrivent ces lignes, mais des membres du Parti Socialiste, dans le n° 320 du 07/09/89 de « A Gauche » (dirigé par J.L. MELENCHON) qui signent « Les Barons Noirs ». (sic)

C'est vrai que « tout et tout de suite » n'est pas possible et nous en avons fait l'expérience dans les années 1981-83. L'Histoire sert quand elle nous montre les erreurs à ne pas commettre.

Notre Société est en mutation, certains d'entre nous emploieront le terme de crise, mais, quel que soit le qualificatif, nous avons aujourd'hui à trouver les moyens à appliquer pour répondre avec **efficacité** aux problèmes que pose cette mutation, tant au niveau économique et social, que dans les domaines de l'environnement, des Droits de l'Homme ou du tiers monde.

« L'idée du changement social que nous nous sommes forgée peu à peu collectivement nous rend aptes à le réussir dans une société démocratique. »

Cette formidable ambition qui nous guide et qui guide l'action de ceux que nous avons portés au pouvoir doit mobiliser **toutes nos forces**.

Notre difficulté à prendre conscience d'être un Parti de gouvernement ne doit pas nous faire oublier que nous devons être avant tout une force de proposition et non d'opposition à la réussite de ce gouvernement et encore moins ce parti « godillot » dans lequel nos **vrais** adversaires (la Droite) voudraient tant nous installer — ne leur offrons pas ces plaisirs et maintenons cette unité qui a toujours caractérisé notre Parti dans ces moments les plus forts et qui lui a permis d'accéder aux plus hautes responsabilités de l'Etat.

Responsabilités que nous avons su préserver, à LAVAL, en particulier, face à la division de la droite. Mais, nous le savons, cela n'est pas suffisant si au niveau du Parti Socialiste tout entier, des sections et de la fédération, nous nous contentons de gérer le quotidien.

Cette fédération doit vivre et doit prendre enfin **toute** sa place dans la vie politique de notre département, nous en avons les moyens :

1) en mobilisant et en multipliant leur nombre. Soutenus par un **projet fort et clair**, nous pourrions prendre cette place, nous serions tentés de dire, qui nous revient de droit quand nous connaissons notre impact électoral.

Ne laissons plus de sections entières à l'abandon sous des prétextes d'éloignement géographique ou de positionnement centralisateur. **La Mayenne** est un petit département : cela présente des inconvénients certains sur le plan des influences politiques, mais aussi des avantages que nous devons savoir exploiter sur le plan organisationnel, par exemple.

2) en mobilisant les militants sur un **projet fort et clair**, cela signifie aussi que ceux-ci ont plus besoin de vrais débats sur de grands projets nationaux ou locaux que de savoir qui de tel ou tel occupera tel ou tel poste et dans quelles conditions.

C'est vrai ! L'organisation interne est indispensable à un bon fonctionnement mais celle-ci doit-elle occulter et prendre le pas sur notre expérience politique même ?... Nous ne le croyons pas.

Depuis le projet socialiste pour la Mayenne de 1980, combien de débats fédéraux ont eu lieu sur les grands problèmes conjoncturels ?

Devenons enfin force de proposition !

Sans galvauder ces termes de **justice et d'efficacité**, mais aussi de **liberté** et de **solidarité**, nous avons notre mot à dire et la mise en place de ce **projet fort et clair** devra nous permettre de travailler dans le temps à l'instar de ceux que nous soutenons au gouvernement.

« Me battre dans mon Parti et devant l'opinion pour une France plus juste et plus efficace... »

(Michel ROCARD le 4/06/1985)



Meuse

La Commission Exécutive Fédérale qui s'est réunie le 27 septembre dernier à Verdun, a tenu à faire part au Comité Directeur, avant sa prochaine réunion, des points précis sur lesquels elle souhaite que notre prochain congrès ait à se prononcer.

1) **Reconnaître à l'instance régionale du Parti** un authentique pouvoir politique lui permettant comme à tout autre niveau du Parti, d'exercer son rôle de définition d'une politique régionale et de la contrôler.

2) Création du statut de l'élu

Il n'est plus possible de différer la mise en œuvre d'un statut de l'élu qui réponde à la demande pressante de nombreux camarades qui rencontrent tant de difficultés pour exercer leur mandat.

Comment, dans ce domaine d'un plus grand partage du pouvoir, continuer l'œuvre de décentralisation engagée depuis 1982, sans en avoir les moyens ?

3) **Remise en cause du mode de scrutin majoritaire** pour les Elections Sénatoriales et Départementales.

Un mode de scrutin d'une aussi grande injustice ne peut subsister. Dans notre département : 50% de voix de Gauche = 4 élus PS + 1 PC sur 31 au Conseil général.

Une autre base territoriale que les frontières administratives du canton doit corriger ce déni démocratique.

Sarthe

Vie Fédérale et démocratie interne

Les statuts du Parti Socialiste adoptés depuis le Congrès d'Epinau en 1971, ont permis de créer une organisation originale basée sur le pluralisme et la reconnaissance effective d'un droit à l'expression des divers courants de pensée.

La conception des socialistes en matière de démocratie interne, si elle donne parfois l'impression d'une certaine dispersion des points de vue, a tout de même réussi à éviter les travers bureaucratiques du centralisme « démocratique » des communistes et l'autoritarisme sinon le corporatisme des formations de droite comme le RPR.

Au Parti Socialiste, les responsables à tout niveau sont élus par les militants et non pas désignés par les instances nationales.

Les statuts auxquels s'ajoutent un modus-vivendi et des règles de bonne conduite entre les diverses sensibilités acquises de fédérations à une démocratie fédérale qui devrait être acceptable par tous.

Il semble que toutes les fédérations n'en sont pas au même stade, et il paraît nécessaire à l'occasion du congrès de RENNES, d'élever d'un cran le niveau de la démocratie interne au sein du PS par des mesures statutaires nouvelles et des ajouts significatifs à notre règlement Intérieur.

Dans cet esprit, il est proposé que les règles suivantes soient appliquées dans le Parti :

1) Le libre accès des locaux de la Fédération ainsi que la communication du courrier aux représentants des diverses sensibilités.

2) Absence d'exclusive en ce qui concerne le choix des personnalités politiques du Parti invitées par la Fédération ainsi qu'une juste répartition dans le choix des candidats aux divers scrutins de liste ou uninominaux.

3) L'invitation systématique de l'animateur du M.J.S., des secrétaires de sections aux C.E.F. et non pas seulement les secrétaires des sections non

représentées à la C.E.F. Les membres de la C.E.F. ne sont pas des représentants des sections mais des diverses motions exprimées par les courants de pensée au moment du congrès.

La même pratique doit être retenue également au niveau national en invitant toutes les Fédérations au Comité Directeur. Les parlementaires sont invités de droit, pourquoi pas les premiers secrétaires fédéraux.

4) Chaque sensibilité, à la demande, reçoit communication du listing des adhérents de la Fédération évidemment tenu à jour.

5) La Fédération assure également la fourniture des étiquettes auto-collantes comportant le nom et l'adresse des adhérents afin de faciliter l'envoi de courrier ou des convocations des réunions organisées par les courants. La Fédération répond également aux sollicitations exprimées au niveau des animateurs de contributions nationales.

6) Afin de faciliter le débat au moment du Congrès, la Fédération organise plusieurs réunions dans le département de la Sarthe afin de permettre l'expression de chaque sensibilité dans les meilleures conditions d'information souhaitées par les militants.

Ce fonctionnement assure un niveau de démocratie interne rendant moins aigus les clivages de courants parfois accentués par la compétition des hommes.

Afin d'une part de freiner les tentations de malthusianisme de certains sections pour des raisons d'équilibre politique et d'éviter, pour toute autre raison que des demandes d'adhésions restent sans lendemain, il est proposé de créer une commission de constat de radiations et de suivi de demandes d'adhésions, ouverte à toutes les sensibilités.

Il est enfin précisé que ces mêmes dispositions doivent s'appliquer à l'Union des Elus Socialistes et Républicains et au Mouvement des Jeunes Socialistes.

Vendée

La Commission Exécutive de la Fédération de Vendée du Parti Socialiste tient à s'exprimer sur un certain nombre de points qui ont souvent donné lieu à débat et à réflexion entre nous au cours de ces dernières années.

Si nous tenons à réaffirmer notre solidarité vis à vis de la politique conduite par le gouvernement de Michel ROCARD sous l'autorité du Président de la République François MITTERRAND nous entendons, sans démagogie, en prenant en compte les différentes contraintes qui pèsent sur notre pays, rappeler plusieurs principes qui fondent notre identité commune et saisir le parti de quelques unes de nos préoccupations.

La laïcité et l'école

De partout montent les fanatismes les plus exacerbés et naissent des replis idéologiques passésistes. Plus près de nous se constatent une campagne pour la réintroduction du catéchisme dans l'enseignement, la condamnation d'un film ou des entraves à la commercialisation d'un produit pharmaceutique. Il en est que plus nécessaire de garder l'ouverture d'esprit à laquelle tend la laïcité pour



éviter les exactions d'un état religieux comme en Iran, où les déviations et provocations dictées à un parti par un ordre confessionnel comme en Pologne.

En tant que statut de la République, garanti par la Constitution et régi par la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, la laïcité a donné à la France près d'un siècle de paix civile. La laïcité telle que nous la concevons, c'est la neutralité confessionnelle, l'indépendance et la tolérance, mais c'est aussi la participation de tous à la vie de l'Etat.

En tant qu'éthique, elle est indissociable des idéaux démocratiques et doit s'appliquer dans tous les secteurs, que ce soit la jeunesse, les mœurs, la science, la solidarité ou l'économie. Au sein d'une société de plus en plus pluri-ethnique et pluri-culturelle, elle est la condition d'une cohésion dans la diversité.

Nous ne saurions enfin faire l'impasse sur la laïcité de l'enseignement. Le dualisme scolaire tel qu'il existe en France est un non sens. Nous affirmons la priorité qui doit être donnée à l'enseignement public, seul garant de la laïcité.

Réduire les inégalités face au travail

La croissance économique enregistrée ces dernières années dans notre pays doit continuer. Elle est nécessaire pour satisfaire 3 priorités.

1) Refuser le scandale du chômage des femmes et des hommes. Aujourd'hui il n'y a pas de plus grande inégalité que celle qui existe entre celles et ceux qui travaillent et celles et ceux qui sont au chômage. 2 siècles après la Révolution de 1789, le droit au travail inscrit dans le préambule de la Constitution doit devenir une réalité pour tous et une préoccupation constante des Socialistes.

Lorsque l'on parle de partage c'est d'abord de celui du travail qu'il doit s'agir. La précarité de l'emploi doit être également combattue.

2) Moderniser le droit du travail :

Cela suppose de développer les libertés des salariés dans l'entreprise et de réactiver les lois Auroux.

Plus de droits doivent être reconnus aux salariés, citoyens dans leur entreprise, et à leurs représentants syndicaux pour contrôler : l'aménagement du temps de travail ; le problème des heures supplémentaires ; la protection des délégués syndicaux et la réduction du temps de travail, véritable moyen structurel avec la formation de réduire le chômage.

3) Réduire les inégalités de revenus :

Celles-ci se sont accrues dans les dernières années alors même que la Gauche a été et reste au pouvoir.

Les salariés doivent obtenir une plus juste répartition de leur travail. La taxation accrue du capital et du patrimoine doit permettre une plus juste redistribution.

Service public

La Fédération de Vendée demande au Gouvernement socialiste de prendre en considération les aspirations légitimes des Fonctionnaires et des Agents des Services Publics :

— en rénovant les rapports hiérarchiques souvent figés dans un caporalisme ou un formalisme d'un autre âge ;

— en assurant une meilleure communication interne et une plus grande transparence dans le système des rémunérations accessoires (primes, avantages en nature,...) ;

— en affectant les moyens en équipement et en personnel indispensables pour assurer en toute circonstance la qualité du Service Public et le traitement équitable de chaque catégorie de citoyens (ce qui notamment et pour prendre l'exemple du service des impôts, exige un effort accru de justice fiscale et nécessite des moyens nouveaux pour lutter contre la fraude) ;

— en assurant aux Personnels :

1) Le maintien intégral de leur pouvoir d'achat par la prise en compte de l'inflation réellement constatée et par l'exclusion totale du G.V.T. (Glissement Vieillesse Technicité) dans la masse salariale prise en considération ;

2) Une participation équitable aux bénéfices de la croissance de l'économie nationale, croissance à laquelle, tout autant que quiconque, ils ont contribué par leur activité quotidienne et par les sacrifices déjà consentis depuis plusieurs années.

Enfin, sans récuser l'exigence de moderniser le nombre de secteurs de l'Administration et d'assurer une réelle souplesse dans la gestion, nous estimons

justifié l'attachement des personnels à leur statut, qui ne saurait être remis en cause qu'avec la plus grande prudence et après une concertation effective et approfondie. Ce statut constitue, en effet, la charte à laquelle ils ont adhéré à leur entrée dans le Service Public.

Rejetant toute idée de privatisation, la Fédération rappelle que la finalité du Service Public n'est pas la rentabilité financière, mais la satisfaction des besoins essentiels des citoyens et de la nation.

Si des critères budgétaires sont indispensables, ils ne sont pas déterminants ; la finalité sociale doit toujours prédominer, ce que seul, le statut public peut garantir.

L'environnement

En 1972, notre programme s'intitulait « changer la vie ». L'environnement a toujours été dans les premiers rangs des préoccupations du Parti Socialiste. Il faut une Commission Nationale, nombreuse et représentative des régions et des principaux problèmes, dynamique et surtout pragmatique car, en Ecologie particulièrement, nous ne retiendrons l'attention de nos camarades militants et de la population, qu'avec des exemples concrets les concernant et ayant valeur d'exemples et de repères.

Tels que :

1) **la gestion de l'eau** : En raison de la pollution par nitrates, phosphates, pesticides, des risques de pollution des eaux marines (danger pour mytiliculture, ostréiculture et autres produits de la mer), toutes pollutions qui appellent, entre autres, la concertation délicate, mais peut-être aujourd'hui possible, entre agriculteurs et marins.

2) **le drainage en Sud-Vendée de dizaine de milliers d'hectares de prairie humides naturelles**. Délicate question, là aussi. Car quelle concertation ? Quelles enquêtes publiques ? Quels besoins de terres de culture ? Application de l'article 19 de la directive CEE.

3) **l'aménagement rural** : il faut, entre autres, rechercher des productions plus économes, respectueuses de l'environnement, maîtriser l'apport des éléments fertilisants, provoquer une rupture culturelle autant qu'économique commençant par l'enseignement professionnel.

4) **Protection du littoral, côtes et forêts domaniales**

Le développement économique s'il est nécessaire ne peut se faire au détriment des équilibres naturels fondamentaux.

Pour un renouveau de la démocratie locale

La fédération de Vendée du Parti Socialiste souhaite que le gouvernement donne un second souffle à la décentralisation mise en place par la Gauche en 1981 et qu'aujourd'hui plus personne ne conteste. Pour cela il convient de :

1) Actualiser les modes de scrutin :

— élection à la proportionnelle départementale des sénateurs dans tous les départements quelle que soit la population ;

— introduction de la proportionnelle pour les élections cantonales, la notion de cantons devient de plus en plus dépassée, notamment en milieu urbain.

2) Renforcer les compétences du conseil régional en matière économique notamment dans la perspective de 1992 avec un redécoupage des régions autour d'une dizaine de grandes métropoles régionales.

3) Regrouper les élections : les mandats des conseillers municipaux, généraux, régionaux étant de 6 ans, il paraît tout à fait logique d'envisager à terme le regroupement de ces élections.

4) Mettre enfin en place un statut pour les élus locaux. Une première mesure serait de permettre aux conseils municipaux de voter des vacances comme c'est déjà le cas pour les conseils généraux et régionaux.

En matière de fiscalité locale l'archaïsme du système nous commande d'agir rapidement dans deux directions.

— Tenir le plus grand compte des revenus dans le calcul de la taxe d'habitation dont il faut réviser la base ;

— Réformer la taxe professionnelle afin de ne pas pénaliser les entreprises employant une main-d'œuvre importante.

La France compte autant de commune que l'ensemble des autres pays de la CEE. Quelle que soit la structure retenue (Communauté Urbaine, District, Sivom,



Sivu) l'Etat doit favoriser la coopération intercommunale à travers une dotation spécifique (en investissement comme en fonctionnement) versée aux communes qui s'inscrivent dans cette démarche. De même on pourrait concevoir des taux d'emprunt privilégiés et de plus fortes participations des autres collectivités locales pour des investissements réalisés par des structures intercommunales.

Un parti fort, accueillant, démocratique et convivial

La Fédération de Vendée du Parti Socialiste tient à réaffirmer la nécessité des courants de pensée qui permettent d'organiser le débat d'idées, d'y associer un maximum de sensibilités et donc le plus grand nombre possible de militants. Nous construirons un véritable Parti de masse que si tous les militants sont associés au plus près aux décisions du Parti. Il faut donc permettre à chaque adhérent d'être formé par l'intermédiaire d'une véritable école de formation qui organiserait des stages décentralisés ouverts à tous. Il est nécessaire également de revoir le mode de désignation des candidats aux différentes élections politiques en particulier pour les élections européennes où la désignation doit se faire au niveau des régions. De même il doit être clair que ce sont les adhérents

et uniquement les adhérents qui déterminent la ligne politique du Parti et choisissent les candidats aux différentes élections. L'organisation autour de nous du réseau des sympathisants doit se faire à travers des colloques et des réunions ouvertes à tous les niveaux pour enrichir notre réflexion et leur permettre de participer à nos actions.

Le Comité Directeur doit devenir le véritable parlement du Parti qui prend en compte les aspirations de l'ensemble des militants. Il doit se réunir en sessions avec un ordre du jour précis, des rapports de commissions, et des interventions des Fédérations.

Le Parti Socialiste souffre d'un certain décalage par rapport à la jeunesse, il convient de moderniser le mouvement de la jeunesse socialiste en lui donnant une plus grande autonomie à travers une structuration plus souple accompagnée de moyens financiers plus importants.

En matière d'information des militants, la création de l'hebdomadaire «Vendredi» est un premier pas positif qu'il convient de poursuivre et d'améliorer au niveau du contenu.

Enfin si tout le monde s'accorde sur la nécessité de baisser le tarif des cotisations nous aurions tort de croire que cette seule mesure nous permettra de multiplier le nombre d'adhérents. En réalité il nous faudra trouver une réponse dynamique à la question : A quoi ça sert de militer au Parti Socialiste en cette fin de siècle ?

Yvelines

Transformer la société, renforcer le Parti

Le débat de notre Congrès va revêtir une importance particulière. Car, nous sommes dans une période nouvelle pour le socialisme. Dans le monde, l'épuisement du communisme et les dérèglements du capitalisme font que le socialisme démocratique peut apparaître comme une idée neuve. La construction européenne entre dans un moment crucial et nous avons peu de temps pour mettre en œuvre les mesures qui permettront d'unir le progrès économique et le progrès social. En France, la victoire électorale de 1988 nous a donné pour la deuxième fois les responsabilités majeures dans une société qui aspire à trouver un équilibre stable entre les exigences de l'économie et le désir de justice sociale.

Notre congrès doit donc permettre de définir des orientations qui prennent en compte toutes les dimensions de notre situation. Nous ne devons faire l'impasse sur aucun aspect de la réflexion. Pour affronter la nouveauté, il serait vain de vouloir remettre au goût du jour de vieux mots d'ordre, il serait tout aussi absurde de vouloir construire de toutes pièces une philosophie sociale coupée des racines socialistes. Ce dont nous avons besoin, ce sont de nouvelles synthèses hors du collectivisme stérile, hors du capitalisme sauvage, intégrant mieux que par le passé la réalité internationale.

Dans cette contribution, qui ne peut prétendre à l'exhaustivité, nous voulons présenter quelques analyses et propositions sur les sujets qui ont d'ores et déjà le plus retenu l'attention des militants, la question dite du «partage», pour reprendre l'expression consacrée par la presse, les formes de la solidarité, l'environnement et la vie quotidienne, l'organisation de notre parti enfin.

Trois remarques préalables s'imposent pour éclairer l'esprit dans lequel nous avançons nos idées :

1/ Il faut d'abord lever toute ambiguïté sur la notion de « culture de gouvernement ». Il est évident que le parti n'a pas les mêmes fonctions que le gouvernement. Il a toujours à trouver une juste mesure entre le soutien et la proposition. Mais, il faut que nous soyons attentifs à ce que représentent les années que nous venons de vivre. Le socialisme français jusqu'en 1981 n'avait pu que réformer par à-coups ou indirectement la société française. Il n'avait jamais été assez longtemps au pouvoir. Aujourd'hui, il n'en va plus de même. Nous sommes la force politique majeure de la vie politique française. Sans nous, il n'y a pas de possibilité de mener à bien une œuvre de transformation démocratique. Nous avons appris dans cette décennie que seule la durée permet d'enraciner les réformes. Acquérir une « culture de gouvernement » n'a pas d'autre sens que de prendre conscience de ces données simples. Cela ne nuit nullement au débat.

Il faut seulement veiller à ce qu'il soit mené avec un esprit de responsabilité pour définir des propositions répondant aux conditions de possibilité de la période. Il n'y a plus aucune raison pour que la tribune d'un congrès soit un lieu d'emphase consolatrice de défaites politiques. Parler désormais pour les socialistes, c'est aussi agir.

2/ De même, nous devons replacer en perspective notre débat sur le partage. Cette notion ne peut résumer à elle seule notre conception du changement social. Car il faut rappeler d'abord que l'on ne distribue que ce que l'on produit. Une réflexion sur la politique économique de la France est donc un préalable. Nous ne pouvons pas ignorer les conditions de la croissance. Ensuite, il nous faut considérer toutes les formes d'exclusions et d'inégalités, le partage doit s'entendre pour les revenus mais aussi pour l'éducation, la culture, le pouvoir. Nous ne devons pas oublier que si le Parti Socialiste veut représenter 40% de l'électorat, il ne peut être que le parti de l'ensemble des français. Notre conception du progrès social doit donc prendre toute cela en compte. Il nous faut en même temps voir que la solidarité aujourd'hui est la question la plus urgente de la société française. Si nous voulons éviter que s'installe durablement une « société des deux-tiers », excluant de manière diverse un tiers de citoyens, il faut voir que, tout nécessaire qu'elle soit, l'augmentation du pouvoir d'achat n'est pas la réponse à tout. La dimension humaine, surtout le besoin de trouver un interlocuteur, dans l'échec scolaire, dans la privation de travail, dans l'exclusion sociale, sont les dimensions indispensables. L'idée d'un pacte de croissance doit donc s'entendre dans un sens plus large. Il doit définir la forme opératoire d'une conception enrichie du progrès social.

3/ Dans notre réflexion, nous devons être attentifs aux procédures. Les grandes formules peuvent avoir un effet mobilisateur mais elles ne peuvent tenir lieu de programme. Ainsi, l'idée d'un grand compromis national tripartite peut paraître séduisante par sa simplicité. Mais, elle est très difficile à réaliser. Il faudrait pour cela qu'existent en France les structures de la sociale-démocratie (et encore ce n'est le cas que dans quelques pays !) où les forces syndicales et patronales, fortement représentatives, centralisées, disciplinées peuvent prendre des engagements contractuels. Il n'y a rien de tel en France. Il faut donc diversifier les approches et distinguer entre les formes de revenus, favoriser la démarche contractuelle et jouer de l'opinion. La démarche gouvernementale dans un pays comme le nôtre est nécessairement complexe. La tâche des socialistes est de la favoriser, de l'aider à se traduire concrètement, et non de produire des formules à ce point générales qu'elles entraînent la confusion en évitant que les vrais problèmes ne soient posés.



La conviction qui anime les signataires de cette contribution est qu'un véritable et durable ancrage à gauche du Parti Socialiste n'est possible que si nous savons ne pas séparer le progrès social du progrès d'ensemble de la société. Nos succès passés, avant comme après 1981, sont toujours venus quand le socialisme a pu incarner visiblement l'intérêt général.

Un pacte de croissance

La notion de partage a marqué le début de notre débat. Mais elle présente des ambiguïtés. Rappelons-nous les médiocres résultats du thème sur le « partage du travail » qui reposait cependant sur une idée juste, la réduction du temps de travail. L'opinion n'a pas compris qui devait partager quoi avec qui. Il est nécessaire que nous inscrivions notre volonté de justice sociale dans une stratégie d'ensemble, dans ce qu'est le progrès social aujourd'hui. Les mots de « partage », de « grand compromis » sont par trop réducteurs en ne privilégiant que quelques dimensions.

Un des enjeux de notre congrès est d'arriver à construire ensemble une démarche efficace. L'idée d'un pacte de croissance avancée par Michel Rocard peut y aider. Car, elle part d'un diagnostic : l'économie française a retrouvé la croissance, mais elle souffre toujours d'inadaptations sectorielles, il importe donc d'éviter toute reprise de l'inflation et de diminuer le déficit de notre commerce extérieur. Le Pacte de Croissance affirme une priorité : l'emploi, car le chômage est une exclusion inacceptable, il doit être la première préoccupation des socialistes. Il propose un objectif clair : les progrès de la croissance économique enregistrés doivent être répartis entre trois types de dépenses, un tiers pour la création d'emploi et la solidarité, un tiers pour la préparation de l'avenir, l'éducation, la formation, la recherche, l'investissement, un tiers pour le pouvoir d'achat et la politique des salaires. Il défend une méthode : la négociation contractuelle à tous les niveaux, tant l'intérêt économique et social est fort, pour les entreprises comme pour les salariés, pour l'Etat comme pour ses fonctionnaires, que la modernisation viennent d'une concertation approfondie.

Avant d'envisager les propositions nouvelles que le Parti Socialiste doit étudier pour l'avenir, il faut faire le point sur la logique du Pacte de Croissance. Faisons-nous, oui ou non le même diagnostic économique ? Pensons-nous qu'il y a une autre priorité que l'emploi ? Voyons-nous une autre répartition de la croissance ? Estimons-nous que la loi doit se substituer au contrat ? Bien entendu, les réponses n'ont pas à être blanches ou noires, il y a des marges de jeu. Mais, l'expérience nous a appris qu'une politique pour réussir a besoin de cohérence.

Beaucoup des actions entreprises par le gouvernement, tant pour la solidarité que pour l'emploi, tant pour le pouvoir d'achat que pour le logement s'inscrivent dans le cadre du Pacte de Croissance. Nous pensons que cette démarche doit être poursuivie.

Il nous semble que pour lui donner plus d'ampleur, il faut agir, simultanément, en faveur des fonctionnaires et en faveur des salariés des entreprises. Pour les premiers, il faut mener de front une revalorisation d'ensemble et un effort de rénovation des différents métiers. Les mesures générales sont nécessaires. Il ne s'agit pas de revenir à une indexation des salaires sur les prix, mais de tirer partie des résultats de la croissance. La réforme de la catégorie B, comme il a été récemment proposé mais aussi de l'ensemble de la grille est une priorité, pour permettre la requalification attendue. Des thèmes transversaux peuvent aussi nourrir la négociation, la mise en place des nouvelles technologies, l'aménagement du temps de travail, la représentation, la formation et la mobilité du personnel. L'approche par métier doit être poursuivie parallèlement. La plupart d'entre eux se trouvent face à d'importants changements, dans la nature du travail et dans l'environnement. La modernisation, qui se fera d'une manière ou d'une autre ne peut se faire qu'avec les fonctionnaires. Il faut donc définir par la négociation les perspectives de carrières, l'organisation du travail, le partage des responsabilités qui fonderont la motivation et l'intérêt des fonctionnaires. Tout en respectant l'autonomie des entreprises, les mêmes principes doivent trouver leur équivalent dans le secteur public.

L'Etat n'a pas la même influence dans les entreprises du secteur privé. Il peut évidemment suggérer au patronat de s'inspirer de la logique des trois tiers et de la politique contractuelle en matière salariale. Mais, il doit aussi faire preuve de volontarisme pour favoriser la réglementation du travail intérimaire, pour étendre le crédit-formation aux salariés, pour définir des formes d'intéressement, en mettant à l'étude la constitution de fonds salariaux, en réactivant les procédures définies dans les lois Auroux et en améliorant la législation du travail en matière de modernisation négociée pour que les entreprises utilisent davantage les possibilités internes offertes par la formation et la mobilité plutôt que d'avoir recours au travail précaire.

A ces conditions, le Pacte de Croissance peut avoir un sens pour l'ensemble de la population. Toutes les différentes dimensions du progrès social demandent un véritable travail de notre Parti. Pour notre part, nous voudrions approfondir deux aspects.

La solidarité

Si le Parti Socialiste est surtout un parti de salariés, il n'est pas que le parti du salariat. Il prend en compte aussi les intérêts de ceux qui sont en dehors du monde du travail, qui en sont exclus ou qui en sont sortis. N'oublions pas qu'un peu moins de la moitié de notre électorat est composé d'inactifs.

La notion de société duale est aujourd'hui largement dépassée et ne rend plus compte de la réalité : la fragmentation sociale s'est accentuée et les intérêts sont éclatés. Notre Parti doit veiller à ce que le tissu social ne se déchire pas plus et mette en œuvre les conditions de sa recombinaison.

Le socialisme démocratique n'a pas de sens pour nous si l'amélioration économique laisse subsister la misère physique et morale, l'isolement, le désespoir.

Le cœur de notre politique, c'est la lutte contre le chômage. Il montait sans cesse depuis 14 ans, il marque le pas et tend à régresser. C'est un début. La mobilisation pour l'emploi est renforcée par ces premiers résultats positifs.

D'autres formes d'exclusion existent qui souvent se cumulent.

L'instauration du Revenu Minimum d'Insertion, destiné à garantir à toutes personnes la couverture de ses besoins élémentaires afin d'assurer son insertion ou sa réinsertion dans la société, est réussie dans sa première phase. Le minimum pour se loger, se nourrir, se vêtir, être assuré contre la maladie est un acquis. Il reste à réaliser la véritable insertion. Des moyens ont été dégagés, les efforts des partenaires sur le terrain sont permanents. Cette politique doit se poursuivre.

Elle est complétée par d'autres :

— la formation des jeunes en situation d'échec scolaire : une politique active de formation pour ceux qui n'ont pas pu acquérir de diplôme et de qualification professionnelle est nécessaire. L'application de la réforme du crédit formation doit se poursuivre et s'amplifier. Donner à chaque individu une seconde chance dans l'accès à la connaissance, et donc à l'emploi, est une priorité.

— le soutien aux personnes âgées, aux handicapés et aux malades : une société se juge à la façon dont elle traite ceux qui ne sont plus au cœur du système productif à cause de leur âge ou de leur santé. Leur préserver une place de citoyen à part entière, assurer leur prise en charge quand ils ont besoin d'aide et de soins, éviter toute discrimination, autant d'objectifs qui doivent guider une politique socialiste en la matière.

— l'intégration des immigrés : la bonne insertion des étrangers relève de l'intérêt national. L'intégration c'est permettre une participation active des immigrés à notre vie sociale. Pour cela, il faut que notre société s'adapte mais sans renoncer à ses valeurs fondatrices de démocratie et de laïcité de l'Etat. Il faut que les immigrés bénéficient, au même titre que les autres des dispositifs de lutte contre les inégalités. Pour qu'ils entrent facilement dans les dispositifs de droit commun, il faut en faire des citoyens à part entière. Nous savons que le sentiment actuel de la population française ne permet pas au Gouvernement d'aller vite dans ce domaine, mais nous réaffirmons que le droit de vote des immigrés aux élections locales (sous certaines conditions indiquant une volonté d'intégration, durée de séjour en particulier) reste un objectif à atteindre à moyen terme.

— le maintien d'un niveau de protection sociale élevé est un élément de la cohésion de notre société. La Sécurité sociale a contribué à amortir les chocs économiques et sociaux.

Mais le coût de la santé augmente et le financement des retraites sera de plus en plus lourd.

Ce qui caractérise notre système de protection sociale, c'est qu'il est fondé sur la solidarité. Quoi donc de plus normal que cette solidarité s'esquisse encore plus dans le financement. Il est nécessaire que le poids ne repose pas uniquement sur les revenus salariaux mais sur l'ensemble des revenus, en particulier ceux du capital. C'est à la fois plus juste et plus efficace. C'est l'objet de la cotisation sociale de solidarité qui devrait être mise en place.

La réponse adaptée aux inégalités engendrées par la société passe en effet par l'utilisation des outils de la protection sociale et de la fiscalité.

L'amélioration du « partage » ne peut donc se résumer à un simple toujours plus. Elle doit permettre aussi à chaque homme, chaque femme de retrouver sa place, sa dignité dans la société. La cohésion sociale dont nous avons besoin n'existe pas sans sécurité collective.



Transformation sociale, transformation du quotidien

Les objectifs de transformation sociale, la lutte contre les inégalités concernent également la production et le quotidien. Ainsi, la dégradation du cadre de vie et de l'environnement touche d'abord les catégories sociales les plus fragiles.

Une politique de l'environnement

Ce n'est pas parce que la crise serait apaisée qu'il n'est plus opportun de prendre en considération des exigences qualitatives. Au contraire, nous commettrions une grave erreur.

Cette prospérité retrouvée ne sera guère comparable en durée et en intensité à la croissance des années 1950-70 où une fraction privilégiée de la planète crut pouvoir projeter à l'infini son mode de développement.

Désormais, de nombreuses contraintes pèsent. Les liens qu'entretiennent la conduite des affaires économiques et l'exigence du respect de l'environnement sont complexes. Toutefois, quelques certitudes doivent être intégrées à notre réflexion et infléchir sensiblement notre vision du progrès économique et social.

— Au vu des risques causés par de nombreux déséquilibres écologiques, nous devons nous féliciter qu'une prise de conscience s'accomplisse chez les dirigeants des principaux pays industrialisés. En effet, c'est à l'échelle de la planète que le raisonnement et les actions doivent être entrepris.

— La poursuite de notre mode de développement n'est pas viable sans une meilleure prise en compte de la problématique de l'environnement et de l'énergie. Or, grâce à une reprise de l'activité et à ses prix modérés, l'énergie semble cesser d'être un problème pour les gouvernements. Comme s'il n'était pas d'autre temps que celui des crises pour réfléchir à l'exploitation des ressources de la terre !

— Il n'y a pas de fatalité à ce que le développement économique soit freiné du fait des exigences d'environnement. L'économie doit au contraire profiter de cette occasion pour mieux croître. La rénovation de l'industrie allemande sur des critères écologiques aurait permis la création de 400 000 emplois dans le secteur de la dépollution. De même, les besoins en matière de renouvellement des sources d'énergie, de réhabilitation du cadre de vie et de protection du patrimoine naturel peuvent permettre la mise en place de nouvelles activités.

Cette intrusion brutale mais prévisible de l'environnement dans le débat politique doit naturellement amener à se poser la question des critères dont se sert une société pour évaluer son progrès. Peut-on continuer à établir le compte d'une nation, à calculer sa croissance sans intégrer dans ce bilan la dégradation de l'environnement, du cadre de vie et du quotidien en milieu urbain, sans prendre en compte un dégât social tel le chômage de masse et le gâchis humain qu'il représente ? L'écologie a moins besoin de discours que d'actes concrets. Nous devons apporter des réponses aux niveaux local, national, international. Il serait important qu'un grand Ministère de l'Environnement soit constitué.

Une politique de la ville

On ne peut dissocier transformation sociale et transformation du quotidien. Le changement ne se perçoit seulement que dans l'ordinaire. Une politique urbaine est donc le corollaire indispensable d'une rénovation économique, ne serait-ce que parce que l'organisation de la ville est étroitement calquée sur l'organisation du travail.

La ville est le lieu de cristallisation des problèmes de société (inégalités, marginalisation, etc...). Les inégalités entre les Français au niveau de l'habitat et du cadre de vie sont encore plus accusées que les disparités au niveau du revenu. Si on considère que le droit au logement est la condition déterminante de l'insertion, nous pouvons alors méditer sur le fait que 80% des gens les plus démunis ne font pas partie des locataires HLM actuels. Une aide significative en faveur du logement social et des familles défavorisées est, en conséquence, une des priorités d'une politique de solidarité. Les intentions du gouvernement vont donc dans le bon sens : maintien du pouvoir d'achat des aides, extension du nombre des bénéficiaires essentiellement en direction des populations jeunes, réhabilitation et extension sous les formes les plus diverses du parc locatif social.

Une politique de l'habitat doit aussi veiller à lutter contre les ségrégations spatiales et sociales à l'œuvre actuellement dans les villes importantes où les centres anciens ont tendance à perdre leur rôle traditionnel de brassage social. Si le dépeuplement de ces centres semble être une tendance lourde des sociétés urbaines, on peut en revanche éviter le choix social de cette dépopula-

tion et les cloisonnements. Une maîtrise foncière des sols, un effort sur le locatif sont les atouts nécessaires d'une reconquête sociale des villes.

Ces ségrégations se reproduisent en outre à l'échelle de la région parisienne. Le déséquilibre des activités, la flambée des loyers provoquent des inégalités géographiques, le rejet hors de Paris des plus modestes est une dégradation continue de la vie quotidienne d'un 1/5 de la population française (engorgement des trafics, allongement des distances travail-domicile, etc.)

L'enjeu de la réorganisation de la région Ile-de-France est incontestablement national et justifie la prise en mains de ce dossier par l'Etat. Parallèlement, le Parti porte aussi une grande responsabilité à condition d'être capable de définir une cohérence au niveau de la région par ses réflexions, ses anticipations et ses propositions.

Sur ce chantier, les méthodes utilisées pourront préfigurer les méthodes de recomposition de notre paysage urbain.

En effet, face à la dispersion des fonctions urbaines (habitat, travail, consommation) dans l'espace, deux logiques sont possibles :

La première est celle de la concurrence : chaque commune s'attache en priorité à se redensifier, à attirer les investisseurs par une politique d'image. Il s'agit en fait d'un jeu à somme nulle, ce que l'une gagne, l'autre le perd. Le mécanisme actuel des finances locales renforce ce scénario.

La seconde logique est celle de la coopération permettant de jouer sur les complémentarités et le partenariat. Les considérations géographiques et sectorielles doivent être dépassées.

S'agissant de la région parisienne, cette logique doit s'imposer obligeant d'une part à concevoir le rapport centre-périphérie (Paris-Banlieue) comme un ensemble global et nécessitant d'autre part une amélioration en profondeur de services publics (par exemple, intégration dans la logique commerciale de la SNCF d'éléments de stratégie urbaine).

Le parti de masse : mythes et vérités

400 000 adhérents ? 500 000 adhérents ?

Des chiffres sont d'ores et déjà lancés. Il apparaît qu'une part de notre congrès va se nouer autour des propositions appelant à la « modernisation », à la « rénovation », à la « démocratisation », etc... de notre Parti. Il est clair que son développement nous tient à cœur. Nous avons besoin d'un Parti mieux implanté dans la société. Mais, si des formules miracles existaient, nous n'aurions pas attendu aujourd'hui pour les appliquer. En cette question, tout particulièrement, il faut prendre les militants au sérieux. Les formules ronflantes et séduisantes doivent être attentivement examinées pour que toutes les conséquences soient bien perçues.

Les effectifs

Il est évident que le décalage entre le nombre de nos adhérents, qui fluctue entre 150 000 et 200 000, et l'importance de nos électeurs, environ 9 millions est préoccupant. Mais, les solutions qui sont avancées, sont partielles et certaines sont même démagogiques. Pour éclairer cette question, il faut analyser l'ensemble des causes qui seraient à l'origine de la faiblesse des effectifs.

Existe-t-il une barrière financière à l'adhésion ? Sans doute, encore que dans beaucoup de nos sections la souplesse prédomine en cette matière. Si nous voulons baisser les cotisations — et nous le pensons — les conséquences pour le fonctionnement des fédérations doivent retenir notre attention. Il va sans dire — mais mieux vaut le dire — qu'il faudrait se garder des facilités qui résulteraient d'un abaissement des cotisations pour accroître des mandats fictifs. Cela supposerait donc un contrôle strict et accepté. Mais, à notre sens, plus que des questions financières, les difficultés pour une adhésion durable tiennent à la qualité de l'accueil et du débat dans nos sections. Notre plus grand effort doit porter sur l'animation des sections. La formation des cadres revêt donc un caractère crucial. Il est également important de valoriser dans notre système institutionnel les militants qui exercent des responsabilités partisanes particulièrement au niveau des sections. En effet, un mandat électif exerce plus d'attraction qu'un mandat interne. Nous devons veiller à un rééquilibrage dans notre vie interne. Dans certains cas, il faut assurer une taille minimale pour qu'une vie militante puisse être intéressante. Il peut arriver aussi, que, pour des raisons d'équilibre politique interne, des sections refusent d'accepter de nouveaux adhérents. Pour pallier ce grave manquement, il faut prévoir une procédure rapide d'appel à la Fédération, voire à la Direction Nationale. A ces niveaux, il serait nécessaire de prévoir, dans les structures, un secrétariat aux adhésions.



La démocratie interne

Plusieurs contributions, sans mettre en cause le principe de la représentation proportionnelle à tous les niveaux du Parti, appellent à modifier les règles qui nous régissent depuis Epinay. La représentation proportionnelle figerait la vie du parti, les courants concourraient à la sclérose, il faudrait corriger la représentation proportionnelle par des procédures majoritaires.

Il convient d'être très attentif à cette thèse. Car, sans le système de représentation proportionnelle, le rassemblement de toutes les sensibilités du socialisme français n'aurait pu se faire. Rien n'est plus décourageant que la procédure qui permet à la majorité de désigner « ses » minoritaires. La SFIO a connu ce principe de 1945 à 1969, elle n'en est pas devenue pour autant un parti de masse...

Soyons donc clairs. Nous n'accepterons pas la mise en cause même partielle du système de fonctionnement qui a permis l'unité de notre Parti.

En revanche, il nous paraît intéressant que le nombre des mandats dont dispose une section pour un congrès ou une convention soit égal au nombre des présents dans la réunion où s'effectue le vote sur les textes et pour la désignation des délégués. Cependant, il faut prendre quelques précautions. Notre règlement intérieur doit prévoir toutes les règles qui doivent être respectées en matière de convocation des militants, de déroulement des opérations de vote et de limitation de la durée du scrutin.

Pour approfondir la démocratie interne, n'oublions pas qu'un moyen simple est le respect de nos règles qui doivent s'imposer à tous, dirigeants, élus, militants. Il n'y a ainsi aucune raison de ne pas respecter l'interdiction du cumul de fonctions de direction avec certains mandats électifs. Les majorités, nationales ou fédérales, doivent respecter le droit des minorités. Notre démocratie serait ainsi renforcée si tout militant ou groupe de militants pouvaient saisir une instance spécifique du Parti habilitée à traiter de tout manquement aux statuts et dont les décisions s'imposeraient à tous, si tous les courants minoritaires étaient associés à la gestion des fichiers, si les règles concernant la convocation des militants étaient mieux établies. Une minorité suffisamment représentative doit pouvoir obtenir la convocation d'une réunion de section dans les délais prévus dans nos règles.

Sympathisants

Les sympathisants ont toujours joué un rôle important entre les militants et les électeurs.

Faut-il les organiser ? Bien sûr. Mais, il serait illusoire de vouloir construire un deuxième parti. Des sympathisants peuvent adhérer — c'est le cas — mais des militants peuvent aussi devenir sympathisants. Il est normal qu'il y ait plusieurs « cercles » dans l'action politique. La question majeure est de les intéresser à la vie du Parti en dehors des périodes électorales. Il faut — c'est déjà le cas, mais cela doit devenir la règle — les associer en permanence au débat dans nos sections, dans nos municipalités. Ouvrons nos réunions, nos manifestations, consultons les, demandons leur de nous aider dans les associations.

Cette manière de voir nous amène à ne pas faire participer les sympathisants à la désignation des candidats aux élections. D'abord, parce qu'il faudrait en préciser les modalités. Ce qu'aucun des partisans de cette proposition ne fait. Surtout, il ne faut pas dépouiller les militants de leur droit fondamental. Ceci n'aiderait en rien la constitution d'un parti de masse, mais nous amènerait tout droit à une dilution du parti dans un ensemble de réseaux. C'est un choix que nous ne faisons pas. Seuls donc, les militants adhérents depuis plus de trois mois et à jour de leur cotisation doivent bénéficier de ce droit. Evidemment, plusieurs règles pourraient être assouplies, ainsi celle du 1/500e devrait passer au 1/400e, en portant sur le nombre des votants et non sur le nombre d'inscrits dans la section.

Les femmes

Avant de simplement porter plus haut le quota des femmes pour la composition des organes de direction comme pour la désignation des candidats du Parti aux élections, le constat doit être fait que le quota n'a pas résolu le problème de la représentation des femmes. Il convient donc de réfléchir sur la nécessité de compléter cette règle par un dispositif contraignant à l'égard des courants. Nous proposons que les courants soient pénalisés dans leur représentation proportionnelle dans tous les cas où ils ne respecteraient pas cette règle. Pour les élections au scrutin uninominal, nous proposons que le Parti arrête à l'avance les circonscriptions et les cantons qui seront réservés aux candidates femmes sur la base d'une circonscription ou d'un canton sur trois gagnables. Pour les élections au scrutin proportionnel, nous proposons que les listes de candidatures soient établies sur la base minimale d'une femme sur trois.

Les jeunes

Leur nombre est insuffisant dans notre parti pour assurer un réel rayonnement dans tous les secteurs de la jeunesse. Il faut, là, prendre exemple sur d'autres grands partis d'Europe. La seule solution est de donner une autonomie réelle au Mouvement de la Jeunesse Socialiste. Des tensions seront possibles. Mais, c'est le prix du renouvellement militant.

Les élus

Deux problèmes importants doivent être réglés. D'abord la mise en place d'un véritable statut de l'élu, vieille question, toujours évoquée, jamais résolue jusqu'à présent. Des projets existent, examinons les dans une Convention et décidons. Ensuite, le fonctionnement et l'action de la FNESER. Cette fédération doit absolument accroître son influence pour mieux prendre en compte la situation des élus municipaux et départementaux minoritaires.

Les conditions et les enjeux du débat

Le Congrès de Rennes peut donc et doit être au grand congrès. Le Parti Socialiste peut et doit en sortir renforcé, plus sûr de lui-même, plus uni dans sa diversité, plus clair sur ce qui rassemble les socialistes.

C'est possible

Pour la première fois depuis le Congrès d'Epinay en 1971, les conditions d'un débat serein et constructif sont réunies.

— L'absence d'élection présidentielle dans un proche avenir est de nature à favoriser le débat d'idées sans faire interférer les questions de personnes.

— La décennie passée a permis aux socialistes d'acquiescer pour la première fois de leur histoire une longue expérience du pouvoir.

— A gauche, le déclin de Parti Communiste et la suprématie enfin clairement conquise par le socialisme démocratique fait que nous sommes plus sûrs de nous, plus sereins pour définir de manière complètement autonome notre projet politique.

— La popularité du Président de la République et du Premier Ministre ajoutent à cette sérénité en traduisant la confiance exigeante que nous témoignons l'opinion publique.

Tous les courants du Parti sont représentés au gouvernement. Aucun ne peut être tenté par les analyses démagogiques. Chacun connaît la nature des difficultés rencontrées, ce qui doit permettre un débat fécond et constructif.

— Surtout, et c'est l'essentiel, les clivages anciens, en particulier ceux hérités du Congrès de Metz de 1979, ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui. Le bon fonctionnement et la popularité du tandem de l'exécutif formé par F. Mitterrand et M. Rocard illustrent leur caractère obsolète. Il existe désormais des convergences réelles entre toutes les sensibilités du Parti sur l'essentiel. Nous nous posons les mêmes questions, celles des modalités du partage de la croissance, celle du renforcement du Parti et de son efficacité, celle de l'adaptation de notre doctrine aux réalités d'aujourd'hui et aux évolutions de la société française. Notre conception commune du socialisme démocratique s'est clarifiée et enrichie. Nous savons tous qu'aujourd'hui, en France et dans le monde, la faillite du modèle communiste et celle du libéralisme sauvage ouvrent la voie d'un socialisme démocratique conquérant. Que lui seul peut apporter aux peuples de notre planète le bien être, la liberté, la sécurité, en un mot les conditions du bonheur. L'heure est venue d'avoir entre nous un débat sans complexes et sans facilités, mais aussi sans agressivité. Un débat qui doit déboucher sur une synthèse nouvelle du socialisme français.

C'est nécessaire

François Mitterrand l'a emporté au second tour de l'élection présidentielle en incarnant une gauche ouverte capable de rassembler une majorité de français. Le Parti Socialiste se doit de continuer dans cette voie s'il veut gagner les prochaines élections et en particulier les législatives de 1993.



La gauche n'est pas encore majoritaire lors des premiers tours d'élections. Toutes les consultations récentes l'ont montré. Seule sa capacité de rassembler bien au-delà de ses rangs peut permettre au Parti Socialiste de demeurer l'axe de toute majorité. Seule une gauche ouverte peut l'emporter.

Il faut éviter les faux débats qui n'ont que des objectifs tactiques internes. Le Parti Communiste ne veut plus de l'alliance. Le Parti Socialiste s'est prononcé pour le rejet des alliances avec le centre ou avec les écologistes. Il s'est fixé l'objectif d'atteindre 40% des suffrages et a appelé au rassemblement des français sur ses positions. Ceci suffit-il à régler nos problèmes dans l'avenir ?

Alors que le Parti a obtenu 24% des suffrages aux élections européennes, que la gauche y a obtenu à peine plus du tiers des voix et que les écologistes ont dépassé 10%, comment atteindre l'objectif ambitieux des 40% ?

D'abord, par une gauche ouverte sur la société

Le rapport des français à la politique s'est profondément modifié depuis une dizaine d'années. Ils n'attendent plus tout du politique. Il nous faut encourager nos concitoyens à prendre aussi en charge leurs problèmes à travers le mouvement associatif. Il faut respecter la volonté d'autonomie de la société par rapport à l'Etat.

« Le socialisme aujourd'hui, disait Michel Rocard, au Congrès de Toulouse, est celui qui sait, à la fois redéfinir le rôle de l'Etat pour lui assurer une plus grande efficacité, non comme producteur, mais comme régulateur de la vie économique et sociale, et favoriser l'autonomie et l'initiative des partenaires sociaux. Moins de règlements, plus de négociations, moins de lois, plus de contrats, moins de tutelle, plus de responsabilités, voilà l'équilibre qu'il faut trouver ».

Les français n'attendent de nous ni de belles promesses, ni un projet global de transformation de la société. Ils nous incitent à répondre à leurs préoccupations quotidiennes bref, à faire notre travail de responsables politiques. Le temps du Parti contre-société est révolu. Le Parti ne détient pas à lui seul la vérité. Il doit sans cesse être à l'écoute de la société, déceler les préoccupations nouvelles qui s'y développent, anticiper les problèmes qu'elle rencontrera.

Nous ne devons pas comprendre autour de nous comme simple ralliement à nos positions. Le travail de rassemblement exige de nous un comportement dynamique. Ce qui implique que nous soyons capables d'exprimer de manière offensive et efficace les demandes nouvelles de la société lorsqu'elles sont conformes à nos valeurs fondamentales.

Ainsi, par exemple, nous faut-il prendre mieux en charge les préoccupations en matière d'écologie, de biotique, d'insertion des immigrés dans la communauté nationale.

Ensuite, par une nouvelle synthèse politique

Chacun s'accorde dans le Parti sur la nécessité de modifier notre déclaration de principes.

La collectivisation des moyens de production n'est plus notre objectif.

L'accord unanime sur la notion d'économie mixte nous permet aujourd'hui de déplacer les clivages politiques en élargissant l'espace du socialisme démocratique. En obligeant tous les partis politiques à se prononcer clairement sur les valeurs fondamentales que représentent pour nous les exigences en matière de droits de l'homme, de tolérance, de solidarité, nous minorons l'influence et menaçons l'unité de la droite. La parole et l'action du Président de la République et du gouvernement ont, pour l'instant, empêché la droite de retrouver une unité et une crédibilité dans l'opinion. C'est ainsi qu'à l'Assemblée Nationale, malgré l'absence d'une majorité absolue, nous avons su faire passer nos projets sans faire de concessions contraires à nos principes et sans avoir à craindre le vote d'une motion de censure. Il nous faudra, dans l'avenir, continuer à aller dans cette direction.

Enfin, par une gauche ouverte sur le monde

Nous devons tirer toutes les conséquences de notre appartenance au courant du socialisme-démocratique. Ceci suppose d'abord de renforcer nos échanges avec les autres partis socialistes européens afin de contribuer à renforcer l'homogénéité, la créativité, l'efficacité du socialisme dans la construction européenne. L'enjeu est ici décisif. Le socialisme européen doit être l'acteur principal de cette construction et être capable de combattre avec succès les tentatives de ceux qui veulent laisser jouer totalement les lois du marché. Si le socialisme a un sens, c'est celui de revendiquer la maîtrise consciente de l'évolution des sociétés.

Plus généralement, le socialisme démocratique doit se donner pour objectif de contribuer à une meilleure organisation de la planète. La guerre, la faim, l'oppression, continuent d'y régner. Il est temps de donner un nouvel essor à l'internationalisme. L'Internationale Socialiste peut constituer un outil très efficace pour la diffusion des valeurs du socialisme démocratique dans le monde.

Nos débats devront aborder la question de renforcement de l'Internationale Socialiste et de la contribution que le parti français devrait lui apporter.

Voilà, chers camarades, les enjeux de notre prochain congrès. La tâche n'est pas mince. La gauche ouverte que nous représentons doit être à la hauteur de cette tâche. Faisons en sorte que notre parti s'en donne les moyens. Cela paraît à notre portée.

Yonne

La Fédération de l'Yonne souhaite que les problèmes de la démocratie et de la rénovation du Parti soient abordés concrètement. Un ensemble de propositions doit être fait pour un authentique débat au sein du PS sur les trois problèmes suivants :

— La représentativité sociale du Parti :

Certains camarades pensent que le PS, dans sa composition, doit refléter la société toute entière pour mieux la comprendre et mieux la changer. D'autres estiment qu'il est l'expression de forces sociales particulières (salarariat principalement) et que pour mener à bien sa vocation de transformation, il doit recruter prioritairement dans ces catégories. Des positions intermédiaires sont exprimées. Le Parti doit se donner deux objectifs : réduire l'exclusion de certaines catégories ; améliorer la formation et l'information des militants.

— Les relations entre les élus et les militants

La fédération estime que le Parti doit concilier ses fonctions de machine électorale, de laboratoire d'idées et d'agent de transformation sociale. Divers objectifs doivent être atteints : le contrôle raisonnable de l'action des élus, l'alimentation régulière de la réflexion de ceux-ci, le souci de conserver un champ d'action spécifique au Parti.

— Le rôle des instances dirigeantes

Le PS doit à la fois soutenir le « possible » mis en œuvre par le gouvernement, et le « souhaitable » exprimé par la société. Le Parti doit se donner deux principes : le respect de l'autonomie locale et la séparation des pouvoirs au niveau national.

Nous demandons que les diverses notions présentent leurs propositions sur ces thèmes sous la forme concrète de révisions statutaires, et qu'elles se prononcent pour la convocation proche d'un congrès statutaire spécifique.

L'assemblée générale des militants de la fédération de l'Yonne demande que :

« Le Parti Socialiste prenne concrètement des engagements dans les motions présentées aux militants et incite le gouvernement socialiste à une politique plus offensive pour :

— le vote des immigrés aux élections locales

— des mesures précises du ministre de l'intérieur pour que cessent les multiples vexations, lenteur, brimades... vis-à-vis de tous les étrangers que ce soit au niveau des obtentions ou renouvellements de cartes de séjour que pour l'ensemble des démarches administratives ou divers contrôles administratifs ou policiers ».



Territoire de Belfort

Aujourd'hui construisons le Parti Socialiste de l'avenir

Dix-neuf ans après Epinay, chacun ressent la nécessité d'une **rénovation** de notre Parti, d'une réforme. Nos structures ont vieilli, et dans bien des domaines, ne correspondent plus à la réalité. Le fossé s'est creusé entre nos principes et notre pratique quotidienne, entre nos moyens et nos tâches. Au demeurant, les partis doivent s'adapter à une société qui change : le parti de 1905 n'a pas duré plus de neuf ans, celui de 1920 s'est effondré en 1940. La SFIO de 1945 n'a vécu que vingt quatre ans... Les militants, les responsables éprouvent fortement ce besoin de renouveau tirant les enseignements de notre passé récent : dix ans de lutte pour conquérir le pouvoir, cinq années de gouvernement socialiste, deux ans de « cohabitation », avant la victoire de François MITTERRAND en 1988 et la formation d'un gouvernement « d'ouverture »... L'outil forgé en 1971 a rendu d'immenses services. Mais il faut maintenant construire un parti capable d'assumer de nouvelles responsabilités : celles qui nous attendent dans les vingt prochaines années.

Le Parti, porte-parole de la société

La première exigence est de savoir où nous nous situons, et quel le rôle du Parti, aujourd'hui, en 1989. Il faut partir d'idées simples, éviter de confondre, et tenir compte des institutions de notre pays, telles qu'elles sont. **Le parti n'est pas le gouvernement.** Le Conseil des ministres n'est pas le Bureau exécutif. Cette distinction, toujours utile, s'impose avec plus d'évidence encore lorsque la moitié des ministres ne sont pas socialistes. **Le gouvernement ne procède pas du Parti** : nous ne l'avons ni choisi, ni nommé. Il a sa politique, son style, sa méthode, son programme, ses objectifs. On oublie qu'il a fallu des circonstances exceptionnelles — un gouvernement socialiste homogène s'appuyant sur une majorité absolue de députés socialistes à l'Assemblée — pour que l'opinion identifie l'un à l'autre le Parti et le gouvernement. Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, le gouvernement ne s'identifie pas au Parti, et rien n'oblige le Parti à s'identifier au gouvernement. Ce sont deux réalités différentes. Le lieu du débat existe : c'est le Parlement, où le Parti s'exprime à travers nos groupes (Assemblée Nationale et Sénat) dans la discussion budgétaire et législative. Il est clair que le gouvernement de Michel ROCARD a le droit de compter sur le soutien de nos parlementaires : il l'a. Mais il est évident qu'on ne peut pas demander au Parti — aujourd'hui moins que jamais — d'être le porte parole du pouvoir en direction de la « société civile ». **Son véritable rôle, c'est d'être le porte parole de la Société — de ses exigences, de ses préoccupations, des problèmes réels tels qu'ils sont vécus par les gens** — en direction de ceux qui exercent le pouvoir. Le Parti n'est pas un rouage de l'Etat. Il est une des formes d'expression de la réalité sociale. C'est à dire qu'il doit reconquérir, et exercer sans complexes, sa pleine autonomie de penser et d'action. **C'est au Parti — et à lui seul — qu'il appartient de concevoir et de formuler un projet pour la France, de la traduire en propositions concrètes, de mener la bataille politique devant l'opinion, d'organiser l'expression** des forces sociales que la gauche représente. Ni godillot, ni trublion, le Parti doit être une force de proposition, de combat idéologique, qui éclaire l'avenir et sache convaincre les Français que ses valeurs, sa « culture », ses solutions — celles du socialisme démocratique — sont les meilleures pour notre pays.

Des courants qui pensent

La deuxième exigence est de savoir ce que nous voulons. Revenir à la SFIO, par la suppression des courants de pensée, de la représentation proportionnelle, en refaisant du Parti une fédération de fœdalités électorales ? Certains y pensent : les mauvais souvenirs se sont estompés, et le naturel revient au galop. Ce n'est pas la bonne solution. Nous orienter vers « un parti démocrate », où les militants se dissoudraient dans une nébuleuse de sympathisants et n'auraient d'autre rôle que départager, puis de soutenir les candidats à l'élection présidentielle ? Ce n'est pas notre conception. Nous proposons une formule nouvelle,

audacieuse, et qui surprendra : elle consiste à **appliquer nos statuts**, loyalement, dans leur lettre et dans leur esprit. La démocratie interne du PS repose, depuis 1971, sur **les courants de pensée**, c'est à dire sur l'organisation en réseaux permanents de ceux qui, en signant une motion pour le congrès, se sont engagés à défendre une ligne politique et idéologique. On vote pour des idées et on élit des hommes en fonction des idées qu'ils représentent. C'est cette règle qui préside à la constitution des organes de décision et délibération, de la CA de section au Bureau Exécutif, en passant par les CE fédérales et le Comité Directeur. Mais elle ne peut fonctionner qu'à quatre conditions :

I) **Que les courants soient effectivement des courants de pensée** défendant des propositions politiques qui leur soient propres et représentant des choix idéologiques identifiables par les militants. Si des groupes et des responsables qui n'ont rien de commun, qui sont en désaccord sur l'essentiel, se rassemblent sur un même texte dans le seul but d'être automatiquement majoritaires, le système est faussé, et la démocratie interne du Parti ne fonctionne plus : c'est l'origine du malaise actuel.

II) **Que les courants de pensée jouent pleinement leur rôle d'éducation, de formation, d'animation de débats à tous les niveaux.** La confrontation des idées, dans un parti démocratique, n'est pas une concession que l'on fait à regret : c'est un besoin vital. Si on s'ennuie dans les sections, ce n'est pas parce qu'il y a trop de débats, c'est parce qu'il n'y en a pas assez.

III) **Que les courants de pensée fonctionnent démocratiquement**, élisent et contrôlent leurs représentants, à tous les niveaux. Et que ceux-ci élisent librement les responsables. Notre règlement intérieur le prévoit : qui l'applique ? Là aussi, la volonté de contrôler à tous prix « l'appareil », les méthodes bureaucratiques aussi de désignation, provoquent la frustration des militants. Il faut en revenir au droit.

IV) **Qu'à tous les niveaux du Parti fonctionne la collégialité** et soit recherchée, en permanence, la **synthèse** : c'est le correctif nécessaire d'une démocratie fondée sur les courants. Cela suppose, dans nos rangs, l'esprit de tolérance, le respect des convictions de chacun, une solidarité sans faille dans l'action, face à nos adversaires, une discipline d'autant plus stricte qu'elle est librement consentie.

De ces principes, on peut tirer des conclusions simples et pratiques.

Des instances qui fonctionnent

a) Le Bureau Exécutif et le Comité Directeur ne doivent pas être élargis, mais réduits, pour être plus efficaces. Leurs membres, élus à la proportionnelle à l'occasion du Congrès, y siègent seuls. Le CD pourrait ainsi être réuni plus fréquemment. Les membres du CD se répartiraient en **commissions permanentes** correspondant aux grands secteurs d'activité du Parti, composées à la proportionnelle, qui assisteraient dans leur tâche les secrétaires nationaux.

b) La Convention Nationale (Le vrai « Parlement du Parti ») qui représente les fédérations, serait réunie, dans sa formation normale ou élargie, une fois par trimestre, pour un débat d'orientation et de politique générale. A cette occasion, chaque courant a la possibilité de soumettre un texte au vote des militants.

c) Des conventions extraordinaires, thématiques, peuvent être convoquées à la demande d'un tiers des membres du CD, sur la base de textes diffusés par le « Poing et la Rose » dans l'ensemble du Parti, et soumis au vote des sections.

d) La presse du Parti informera les militants sur les activités des courants (stages, colloques, publications) organisera leur libre expression (tribunes libres) et publiera, sous des formes à préciser, les textes issus des débats des sections et des fédérations.

e) Les activités des courants sont ouvertes à l'ensemble des militants du Parti. L'ensemble des instances du Parti sont ouvertes, sur leur simple demande, aux animateurs des courants de pensée.

f) Ces règles valent pour les structures spécialisées existantes ou à créer (élus, jeunes, étudiants, entreprises, femmes...) qui doivent disposer des moyens



nécessaires à leur fonctionnement et pouvoir agir de façon autonome et responsable avec l'appui du Parti.

Au delà, si nous voulons un profond renouveau de notre Parti, il faut créer les conditions d'un **nouvel élan**.

Des militants sur le terrain

Les effectifs du Parti sont trop faibles pour lui permettre de remplir son rôle. Le premier objectif est d'élargir notre recrutement. Cela passe par une baisse du niveau des cotisations, et par l'ouverture de nos sections à tous ceux qui souhaitent adhérer — même si cela met en péril les situations acquises. Nous proposons que soient organisées, avec les moyens que nous consacrerions à des campagnes électorales (affiches, meetings, tracts, etc.), **deux campagnes d'adhésion massive** (début 1990 et début 1991) avec comme objectif de doubler les effectifs de chaque section du Parti. En même temps, serait organisé le soutien financier des sympathisants, sur le modèle de ce qui existe dans d'autres pays (vente d'une vignette annuelle).

Dans le même esprit, il faut reprendre à zéro — dans un contexte social qui a changé depuis 1971 — l'organisation **des sections d'entreprise et des sections d'université**. Dans les deux cas, pour surmonter les blocages, il appartient au secrétariat national, par dérogation aux statuts, jusqu'au prochain congrès de susciter leur création et d'organiser leur développement. La réforme des statuts du MJS doit être appliquée sans réserves. **Une organisation spécifique d'étudiants** doit être construite dans les meilleurs délais, avec des règles de fonctionnement analogues à celles du MJS. Un « **centre d'études et de réflexions sur l'avenir du mouvement syndical** » sera mis en place, sous l'autorité de la direction du parti, pour permettre aux syndicalistes membres du Parti de confronter leurs idées et d'échanger leurs expériences.

Des crédits pour la démocratie

Il faut affronter franchement la question du financement des campagnes électorales et du fonctionnement des Partis. La situation actuelle est inacceptable, et ne doit pas se prolonger. Les propositions actuellement en discussion ne résoudront pas vraiment le problème. Mais là aussi, il faut avoir les idées claires : après vingt ans de gouvernements de droite et dix ans d'hégémonie de l'idéologie libérale, il est fondamental — si l'on croit aux valeurs de la République — de recréer les conditions matérielles d'une démocratie vivante, qui suppose des partis puissants et organisés. L'enjeu, c'est d'irriguer l'ensemble du pays par le débat démocratique, de faire en sorte que les Français ne soient pas des consommateurs de politique, mais les citoyens conscients, éduqués d'une République. Cela signifie que la vie démocratique doit disposer des mêmes moyens financiers que dans les grandes démocraties voisines : le budget doit y pourvoir, comme il le fait dans toute l'Europe. Nous proposons que le budget 1990 prévoie, pour le fonctionnement des partis représentés par un groupe à l'Assemblée Nationale, la somme de 500 millions de francs, ce qui est suffisant pour qu'ils disposent, comme en Allemagne ou en Italie, de permanents en nombre suffisants, d'une presse, de fondations à vocation internationale, d'écoles de formation, etc. Rappelons que cette somme représente 5 % des crédits de fonctionnement de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ou à l'aide de l'Etat à la construction d'un paquebot par les chantiers navals : la transparence et l'honnêteté de la vie politique, la repolitisation en profondeur de notre pays, valent bien ce petit effort des finances publiques. Que diront les contribuables ? C'est à nous de leur expliquer — nous ne le faisons pas assez — qu'ils sont, d'abord des citoyens, et que rien n'est plus important que la démocratie.

Des sympathisants associés

Associer étroitement les sympathisants, maintenir avec tous ceux qui sont proches de nous des liens réguliers, reste le meilleur moyen d'accroître et de consolider notre audience. Nous proposons — à l'image de ce que fait le Parti Communiste Italien — qu'à tous les niveaux, local, fédéral, national, nous organisons la famille socialiste. Dans ce but, les sections, les fédérations, le secrétariat national, établiront la liste des associations, mouvements, clubs qui peuvent et veulent travailler avec nous, tout en restant pleinement indépendants, et que nous considérons comme nos partenaires naturels. Leurs responsables sont invités de droit, en tant qu'auditeurs, à nos réunions ouvertes et à nos congrès. Une réunion annuelle de l'ensemble de leurs adhérents avec les

militants socialistes permet l'information réciproque et la convergence dans l'action. Dans le même esprit, il convient de stimuler méthodiquement la création d'associations de sympathisants, autour de centres d'intérêts particuliers, susceptibles de rassembler au delà de nos rangs ceux qui s'intéressent spécialement à telle ou telle question. Bref, il s'agit de constituer autour de nous un réseau très large, nécessaire à un ancrage réel dans toutes les couches de la société. C'est le complément indispensable à la participation active des militants socialistes à la vie associative, condition d'une bonne osmose entre l'engagement politique et la vie sociale.

Une formation organisée

La formation des militants doit devenir un objectif essentiel. Mais cela suppose au préalable un travail de clarification idéologique. Comment **former** — en réalité, faire œuvre **d'éducation** — les militants alors que nous sommes incapables de nous mettre d'accord sur ce qui fonde, aujourd'hui, l'**identité** des socialistes ? Nous proposons que le congrès de Rennes désigne à la proportionnelle une commission spéciale, qui rapportera devant le Comité Directeur, et sera chargée d'élaborer un manuel de **formation de base** précisant en termes simples nos valeurs, nos principes, notre doctrine, les règles de fonctionnement du Parti, etc. Il n'est pas déshonorant d'être radical, communiste, libéral, ou libertaire : mais il serait souhaitable que ceux qui rejoignent nos rangs sachent ce que c'est que le socialisme démocratique. La formation — l'éducation — est un antidote à toute bureaucratie. Parce que nous refusons la séparation entre une direction qui administre et une base réduite au rôle de spectateur — ou de main d'œuvre — nous voulons que la réflexion politique, qui suppose que nous disposions d'un langage commun, soit le ciment de notre cohésion. Un grand effort est nécessaire. Il doit être sérieux et organisé, et viser les différents niveaux de formation : celui des nouveaux adhérents, des responsables de section, des responsables fédéraux.

Il n'y a pas d'autonomie du parti, s'il n'y a pas autonomie de pensée de ses adhérents, par rapport au modèle dominant que nous propose le système médiatique actuel.

L'esprit critique et le libre examen sont une conquête et non un point de départ. Ils doivent être l'objectif d'une action globale de formation, d'éducation. C'est par cet effort que nous espérons émerger une nouvelle génération de responsables. Il est primordial si nous voulons que les femmes occupent toute leur place et à tous les niveaux dans le Parti. Il est également de notre responsabilité de favoriser très vite l'éclosion d'une génération de responsables socialistes issus de l'immigration.

La démocratie interne revivifiée

La démocratie interne au Parti socialiste fait notre unité. Ne nous voilons pas la face, elle est aujourd'hui en cause. Le système de la proportionnelle avait été conçu pour irriguer le Parti tout entier par le débat d'idées, pour faire en sorte que la libre discussion soit la règle à tous les niveaux. Il a été détourné pour constituer des blocs de pouvoir et instituer ainsi une sorte de direction immuable, recrutée par cooptation.

Il est temps de revivifier le débat interne, et d'en revenir aux sources. Le congrès de Rennes doit être l'occasion de faire des militants les seuls juges de nos discussions. Pour cela, affirmons tranquillement et simplement que la légitimité politique, dans notre Parti, passe par des textes de motions soumis au vote du congrès. Le vote viendra alors clarifier les choses et permettra de surmonter les jeux tactiques ou les positionnements.

Le débat politique sur les orientations et les choix, tel qu'il sera tranché par les militants, doit être notre seule référence.

Sans doute, toute direction instituée peut être tentée de se perpétuer en changeant la règle du jeu. Ce ne serait pas la première fois, mais on ne peut oublier que dans l'histoire du socialisme français, le rejet de la proportionnelle va de pair avec la bureaucratie, dans les phases de déclin politique. N'ayons pas peur de la vitalité de notre démocratie ; faisons-en une arme ! Encore faut-il que la volonté exprimée par les militants ne soit pas déformée. **Le système des mandats** tel qu'il fonctionne actuellement n'est pas satisfaisant. Il conduit à des dérives ou même à des caricatures. La manière dont la direction du Parti a traité la crise de la fédération des Bouches-du Rhône en est un triste exemple. L'assainissement est un préalable au renouveau. Réhabiliter le débat d'idées, construire un parti vivant, attractif, démocratique, suppose que l'on en finisse



avec des méthodes déplorables. Pour y contribuer, nous proposons que prévaille désormais la règle simple : « un militant **présent** = un mandat, un homme = une voix ».

Une capacité de réflexion

Ce renouveau de nos règles et de nos méthodes, cette mise au clair sont le point de passage obligé pour bâtir un **parti plus autonome**. Mais que signifie concrètement cet objectif ? Le parti que nous voulons doit être capable de penser par lui-même, et d'élaborer en son sein ses propositions, au lieu de s'en remettre soit aux compétences des cabinets ministériels, soit aux idées à la mode dont la vogue reste éphémère. Définir ce que doit être la politique des socialistes, ce n'est pas l'affaire des journalistes ou des « experts », c'est le rôle des militants.

L'investissement intellectuel nécessaire doit être l'affaire du Parti tout entier : il s'agit de vivifier **les commissions de réflexion**, d'associer les énergies et les talents, de multiplier **dans les fédérations** les groupes de travail et de propositions. Bref, de faire confiance à la capacité collective des socialistes à analyser le monde où nous sommes, pour être vraiment capables de le transformer.

La vie politique, dans une République, n'est pas un spectacle où défileraient sur la scène médiatique des personnages coupés du monde. C'est l'expression des classes et de leurs rapports. C'est le lien entre les citoyens et l'Etat. Ceux qui seraient tentés de l'oublier et d'oublier en même temps le rôle central du Parti, d'un parti puissant et combatif, se verraient bien vite rappelés à l'ordre par la réalité.

Le Parti Socialiste doit être un moyen de transformation sociale et un outil de la bataille politique. Cela suppose une organisation vertébrée, démocratique des liens directs avec les forces sociales (syndicats, associations, mouvements). Dès lors qu'on se fixe effectivement le changement social comme objectif, on a besoin d'un Parti solidement organisé et implanté, capable d'agréger à lui les forces vives du pays, d'assurer la formation de ses membres, l'information et la coordination de ses élus, de s'appuyer sur un réseau d'organisations proches. Cela suppose aussi que notre Parti propose au pays une perspective sur la longue durée, une cohérence, bref ce que l'on appelle un projet, et qu'il soit, pour l'opinion publique, identifié à ce projet.

Un projet à proposer au pays

Un Parti c'est un projet. Respecter la Démocratie, c'est présenter un vrai choix aux électeurs. La confusion, l'ambiguïté, la recherche systématique du

consensus, l'antienne selon laquelle il n'y aurait qu'une seule politique possible, conduisent au contraire à les priver de toute décision, aboutissent au désintéret et à l'abstention. De même, la République n'est pas l'addition de catégories, de corporatismes, d'égoïsmes, de revendications particulières, c'est d'abord l'affirmation d'un projet commun.

C'est en précisant son projet que le Parti Socialiste définira son identité. C'est en menant la bataille politique dans l'opinion pour le mettre en œuvre, qu'il assumera son rôle.

Au début de 1988, le Parti, amené à formuler des « propositions » à l'occasion des présidentielles à cru devoir sombrer dans une excessive discrétion... Il ne fallait pas « gêner le Président » ! Celui-ci a rédigé sa « Lettre à tous les Français », dans laquelle, en tant que le Président de la République, il s'adresse à tous les citoyens. Mais voilà, du même coup les socialistes eux-mêmes fort dépourvus, et privés en tous cas de tout projet d'ensemble, actuel et sérieux, qui leur soit propre. C'est une telle attitude qu'il faut abandonner.

La société française évolue profondément. Tous nos repères habituels se déplacent. Le moment est venu pour les socialistes de réfléchir ensemble à ce qui doit être leur projet pour la fin du siècle. Nous proposons que la période qui s'ouvrira après le Congrès de Rennes soit mise à profit pour que le Parti tout entier soit associé à l'élaboration du **projet** qui sera adopté par le Congrès suivant, et qui servira de base à **notre** campagne pour les prochaines élections législatives.

Alors, nous serons armés pour mener contre la Droite le combat de ceux qui sont porteurs de l'avenir du pays. Alors, nous pourrons déblayer le chemin, en avant du gouvernement, pour préparer les changements de cap nécessaires. Alors notre parti, au lieu d'hésiter entre le suivisme officiel ou les petites phrases assassines, jouera pleinement son rôle.

L'unité des socialistes naît du débat, de la libre confrontation des idées. Et ce débat doit se dérouler jusqu'au bout — jusqu'aux votes, jusqu'au Congrès — avec pour seule règle le respect des militants, à qui personne ne peut dicter leur choix. On ne voit pas pourquoi tel texte, plutôt que tel autre — plutôt que celui-ci — aurait vocation à être, avant même d'être rédigé, la base d'un « axe majoritaire ». De quel droit ? A quel titre ? Et s'il s'agit de garantir « la solidité du couple Président-Parti », c'est notre responsabilité commune. Le Président de la République n'appartient à personne.

Nous verrons bien quels sont les nouveaux courants qui existeront à Rennes, et quelle sera leur représentativité. Notre seul vœu, c'est qu'à chaque étape, et bien entendu au Congrès lui-même, tous recherchent loyalement, sérieusement, non pas ce qui nous divise, mais ce qui nous unit. Que tous recherchent loyalement une synthèse dont personne ne soit à priori exclu, dont pour notre part nous n'excluons personne. Si nous y parvenons, et nous y parviendrons, Rennes sera un grand Congrès d'unité des socialistes.

La Réunion

« Il ne faut pas craindre d'être responsable, il faut y aspirer »

François MITTERRAND
LA REUNION, FEVRIER 1988

La responsabilité de l'Outre-Mer ! Une chance pour les Réunionnais de développer leur région dans le cadre national, une chance pour la France et l'Europe de participer concrètement à l'établissement d'un ordre économique plus juste et plus équitable.

Les lois de décentralisation, la régionalisation, les contrats de plan Etat-Région, les nouveaux mécanismes d'interventions de la communauté Européenne, la coopération régionale décentralisée... ont depuis 1981, progressivement concrétisé, à travers le dialogue établi avec les élus locaux, cette aspiration à plus de responsabilités. Certes tout cela — ainsi que la déconcentration des services de l'Etat — doit être poursuivi, amélioré, consolidé... mais le cadre est

tracé où — pour reprendre une expression du Président de la République — « nous pourrions durablement inscrire de nouvelles actions, affirmer les identités et assurer le développement ».

De notre point de vue, les retards sont loin d'être comblés, tant au niveau économique qu'au plan de la réduction des inégalités sociales. L'organisation, dans le cadre de notre prochain Congrès, d'une journée nationale des DOM devrait susciter une nouvelle dynamique.

Cette nouvelle logique, née en 1981, répond à la fois à l'expression d'une volonté collective de notre population, et à celle des socialistes de faire de la démocratie à tous les niveaux la base de l'action politique.



Rien d'étonnant à ce qu'une telle évolution implique des modifications profondes des modes de fonctionnement et des relations entre notre fédération — et plus généralement les fédérations de l'outre-mer — avec les instances nationales. Pressentie dès 1985, affirmée à Lille en 1987, cette nécessité est aujourd'hui encore à concrétiser, selon des modalités qui ne sauraient être que propres à chaque fédération des DOM.

La nature même des problèmes économiques, sociaux, culturels rencontrés dans chaque DOM implique des analyses différentes. Les contraintes subies par nos sociétés, les références historiques et culturelles, l'environnement géographique régional... sont autres qu'en Métropole. Il en ressort des aspects particuliers pour la vie politique locale, comme l'existence à gauche de partis n'ayant aucun lien organique avec les grands nationaux.

C'est cette spécificité qui doit être mieux prise en compte dans les relations entre notre Fédération et les instances nationales. Il ne s'agit pas pour les socialistes de la Réunion de rompre avec le cadre national du Parti, mais de répondre à une triple exigence :

- Celle d'abord d'une autonomie programmatique véritable, car une politique de développement ne saurait être conçue et portée que par ses acteurs politiques,
- Celle ensuite d'une plus grande confiance des instances nationales à l'égard des représentants de la Réunion au niveau de l'élaboration des décisions, et de leur présence effective dans les instances qui concernent notre île : organismes dirigeants du Parti, Ministère des DOM/TOM, instances Européennes et instances Régionales de l'Etat,
- Celle enfin, d'une désignation des directions politiques locales sur la base, non seulement du débat national d'orientation, mais aussi du débat politique local. Les modalités d'une telle désignation seront définies par le règlement fédéral et entérinées par le règlement national.

A l'intérieur de notre organisation commune, la réponse de notre parti à cette triple exigence viendra conforter la logique voulue par le Président de la République, et assumée par les gouvernements de Pierre MAUROY, Laurent FABUS et Michel ROCARD : celle d'un développement économique, social et culturel de notre région, dans le respect de notre droit à la différence à l'intérieur du cadre national.

Français à l'étranger

Notre Fédération compte actuellement 1 100 adhérents répartis en 70 sections sur tous les continents. Elle est en progression régulière. Elle s'efforce de faire passer les idées et les propositions du Parti parmi les Français de l'étranger dont plus de la moitié réside en Europe. Tous les aspects de son fonctionnement, ses campagnes électorales, la simple information de ses adhérents posent des problèmes pratiques, juridiques, et financiers difficiles à résoudre. Elle a besoin de l'aide et de la compréhension du Parti pour cela.

Elle s'implique dans tous les débats du parti tout en travaillant particulièrement sur les droits des expatriés, la citoyenneté européenne, les rapports avec le Tiers Monde. La présence parmi ses adhérents de nombreux coopérants et de techniciens européens lui permet de se trouver aux deux bouts de la chaîne de la coopération. Ses membres sont les témoins du monde en crise et leur expérience, les analyses qu'ils produisent à partir de leurs constatations et de leur action propre, méritent toute l'attention du Parti. Une collaboration sérieuse s'est instaurée avec le secrétariat international, surtout avec la Commission Nord/sud ; mais la spécificité de notre Fédération et son rôle véritable dans le Parti restent à préciser.

Elle s'interroge sur sa place après le Congrès de Rennes. Saura-t-on mieux utiliser ses compétences ? Va-t-on l'associer à la fondation internationale envisagée ?

Elle souhaite vivement que nos ministres, nos dirigeants, nos parlementaires soient tous convaincus de l'utilité de prendre contact avec elle lors de leurs voyages à l'étranger, d'y rencontrer les sections dans l'intérêt des uns et des autres ; elle signale que ces mêmes sections peuvent être utilement consultées sur tous les sujets concernant leur pays d'accueil.

Enfin elle a contribué à de sérieux progrès dans notre électoralat à l'étranger ; François Mitterrand y a gagné 10% de voix entre 1981 et 1988, pour atteindre 40% lors du deuxième tour de sa réélection. Le dernier scrutin européen y a donné pour la liste socialiste un résultat très proche de celui de l'Hexagone. Cet électoralat n'est plus chasse gardée de la droite. Cela aussi mérite efforts et réflexions supplémentaires d'autant que son nombre dépasse largement, avec les votes par procuration, celui indiqué par les centres de vote à l'étranger, et que plus de 99% des citoyens du monde ne connaîtront de la France que l'image donnée par nos compatriotes expatriés. Il faut aider nos sections à se développer.

Arrêter la débâcle du tiers-monde

Dès 1982, François Mitterrand a clairement exposé les données du problème, qui reste tristement actuelles : un nombre croissant de femmes et d'hommes du Tiers Monde s'enfoncent dans la misère et le sous-développement. Cela est

moralement inacceptable, politiquement dangereux, économiquement absurde car «aider le Tiers Monde c'est aussi s'aider soi-même...»

La France doit travailler selon quelques principes très clairs qu'elle s'efforcera de faire adopter par la Communauté Européenne :

- renforcer la participation des populations intéressées à l'élaboration et la mise en place des projets de développement. L'implication des ONG, des villes ou des Régions, de l'ensemble des structures non gouvernementales, doit être encouragé, car elle permet de toucher plus directement ceux qui doivent être aidés.

Ces formes de coopération doivent toutefois être sérieusement coordonnées.

- faire évoluer les dispositions de la Convention de Lomé dans le sens d'un véritable partenariat, ce qui dépasse largement la notion d'aide.

- intervenir au sein des institutions financières mondiales pour que leur politique cess d'accentuer les déséquilibres internes de pays qui ne peuvent supporter leurs mesures trop violentes ou inadéquates.

- adapter les règles du grand marché intérieur de 1993 aux objectifs du partenariat avec les P.V.D.

C'est à ce prix seulement que la France, que l'Europe avec tous ses moyens pourront contribuer pour les pays en voie de développement :

- à une évolution des populations qui, sans renoncer en rien à leurs valeurs culturelles spécifiques, admettront quelles peuvent s'adapter pour davantage d'efficacité à des lois économiques qui auront cessé de les écraser.
- à la défense de leur environnement et de leurs ressources naturelles (eau, forêts, faune) menacées par une exploitation abusive.
- à des progrès vers la démocratie qui permettront l'émergence progressive d'états de droits sans lesquels aucun développement n'est possible.

On a bien compris qu'il s'agit d'éviter toute attitude de type néo-colonial ou jugée telle ; c'est donc dans les méthodes de la coopération et un choix clair venant des responsables des deux côtés que réside l'espoir de progrès.

Enfin, pour convaincre l'opinion française et européenne de la nécessité absolue de cette solidarité, il ne faut pas compter seulement sur le caractère tragique des situations, car on s'habitue aussi à cela. Il faut sans cesse répéter comme nous le faisons ici même que notre propre économie, notre propre environnement, notre propre démocratie, notre survie même sont indissolublement liés à la situation de l'ensemble du monde.

Notre parti doit parler plus fort de tout cela, notre gouvernement doit agir mieux. Il faut marteler ces vérités et les traduire en actes.

Nous proposons à ce sujet :

- une loi-cadre sur les nouvelles orientations de la politique de coopération incluant la création d'une agence interministérielle pour l'aide au développement
- une meilleure association des coopérants à la définition, au suivi et à l'évaluation des tâches qui leur sont confiées.



Donner des moyens à une francophonie offensive

La réussite dans ce domaine qui doit être le fruit d'un travail commun, exige de la France à la fois une grande modestie et une volonté sans faille de mieux connaître et de diffuser les cultures de tous les pays francophones.

- par une coopération internationale active : le récent projet du ministère de la francophonie d'abandonner TV5, pour imposer Antenne 2, doit être revu. TV5 est la seule télévision francophone par satellite ayant le mérite de présenter une image multiple de la francophonie (5 chaînes : 2 françaises, 1 canadienne, 1 Suisse, 1 Belge). Nous suggérons plutôt d'intensifier la collaboration entre ces chaînes pour améliorer la qualité de TV5. Remarquons que très peu de Français de l'Hexagone ont accès à cette chaîne, son évaluation ne peut donc être faite depuis la France :
- par le soutien des cultures non dominantes de la francophonie
- par l'ouverture sur les autres langues : en particulier ne pas négliger l'apprentissage de langues, qui peuvent être utilisées à divulguer les cultures francophones, et les techniques telles que le sous-titrage qui peuvent aider à la distribution des œuvres.
- la définition d'une stratégie de diffusion des cultures francophones,
- la mise en place de moyens pour favoriser la création, avec priorité à l'audio-visuel.
- une orientation nouvelle vers l'éducation et en particulier la diffusion des sciences et techniques (créer des émissions scientifiques à l'exemple de la BBC, de ARD, ZDF...).

Bâtir une Europe pour les citoyens

Nous ne voulons pas d'une Europe, où les différents pays se disputent les investissements japonais ou américains, où le chômage et la précarité de l'emploi marginalisent une large partie de la population, où les mesures restrictives à la circulation et à l'établissement des immigrés se multiplient

Les conditions nécessaires à l'indépendance de l'Europe et à l'épanouissement de ses citoyens exigent des choix et des décisions rapides.

Europe sociale :

- assouplissement des conditions d'obtention du permis de séjour pour sortir du cercle vicieux : pas d'emploi, pas de séjour,
- généralisation des mesures en faveur des handicapés (exemple des pays de Nord de l'Europe),
- simplification des procédures de reconnaissance des compétences professionnelles,
- reconnaissance sans équivoque du droit à la binationalité pour favoriser le brassage des populations,
- création d'un réseau de centres d'information sur les droits des citoyens européens dans les consulats, les mairies, les centres d'information CEE,
- renforcement progressif des pouvoirs du parlement européen, après une révision nécessaire du mode de représentation (en particulier), réserver des places éligibles aux migrants).
- mesures incitatives pour favoriser les associations de citoyens européens, de syndicats, des partis politiques et leur donner plus de poids (consultations systématiques, facilités de réunions, correspondance, etc.).
- développement de lycées européens plurilingues ouverts à tous (développement d'un système européen de bourses scolaires...), avec offre d'utiliser le réseau très étendu des lycées français comme une des bases de départ.
- intégration harmonieuse des immigrés dans la vie sociale en se conformant à la charte européenne proposée par « SOS Racisme » sur l'immigration (droit de vote aux municipales, accès possible à la nationalité du pays d'accueil au bout de cinq ans de séjour ininterrompu, justification nécessaire dans le cas de refus).
- programme d'éducation ouvert largement sur la découverte des autres cultures (Europe et hors Europe).
- principe du respect de la laïcité de l'état pour toutes les composantes des communautés résidant sur notre territoire.
- possibilité pour les jeunes d'un service civil « européen » en coopération.

Europe de la qualité de la vie

Les problèmes d'environnement se multiplient en Europe et dans le monde. La prise de conscience de leur importance et de l'urgence d'y porter remède a pris beaucoup de temps dans notre pays. C'est encore un des domaines où les Français peuvent transmettre l'expérience acquise dans la région du monde où ils résident.

- priorité à l'information objective : création d'une haute autorité européenne pour veiller à tous les aspects de la qualité de la vie en coordination avec de puissantes associations de consommateurs de taille européenne,
- généralisation de normes européennes : La qualité des aliments, de l'eau, l'hygiène très stricte nécessaire en particulier pour les grandes productions industrielles demandent la vigilance des pouvoirs publics par le respect de normes européennes très strictes.
- application systématique de sanctions pénales aux pollueurs.

S'appuyer sur les Français de l'étranger et favoriser l'expatriation

Malgré un dispositif culturel très important, la France est peu présente dans de vastes régions du monde (Amérique, Asie, pays de l'Est) ce qui nuit à ses échanges économiques et à son rôle international. Il faut donc favoriser l'expatriation et l'installation des Français de l'étranger et prendre un certain nombre de mesures en ce sens :

- développement de moyens d'information susceptibles d'atteindre le public : réglementation des cahiers de charges des médias, subventions aux publications destinées aux Français de l'étranger, informations administratives diffusées à tous les immatriculés, accès plus généralisé des Français de métropole aux dossiers d'aide à l'expatriation.
- création de services diversifiés adaptés aux besoins variés des différentes facettes de la communauté française à l'étranger, échéances de professionnels, aide à la recherche d'emploi, diffusion culturelle, protection sociale, accord sur les retraites, reconnaissance de la binationalité, négociation très ferme pour régler les problèmes spécifiques des femmes dans certains pays, réinsertion vraiment positive utilisant l'expérience de l'expatriation.
- juste représentation de l'ensemble des Français de l'étranger au Parlement Français, au Conseil Supérieur des Français de l'étranger, au Parlement Européen et dans toutes les instances de concertation susceptibles de traiter de questions les concernant.

Nouvelle loi électorale et nouveau statut du CSFE (Conseil Supérieur des Français de l'étranger), pour assurer une représentation plus équitable, pour garantir des moyens d'action aux élus, pour établir des moyens de communication simples et directs entre les élus et les électeurs de la circonscription.

Améliorer l'enseignement

Nous soutenons la proposition de création d'un établissement public, associant les représentants de l'administration, des usagers et personnels, capable de gérer efficacement les établissements scolaires et les personnels à l'étranger, ce qui permettrait aussi d'harmoniser la démarche culturelle de la France dans les Alliances et les Instituts culturels. Cet établissement culturel devrait être assez souple pour tenir compte des conditions locales très diverses.

— il est souhaité dans certains pays de donner une vocation bi-culturelle ou multiculturelle aux établissements, particulièrement en Europe, et dans tous les cas, d'intégrer à l'enseignement dispensé les spécificités de la culture locale.

Les membres de la Fédération des Français à l'étranger, à la fois acteurs dans leur pays d'accueil et témoins d'une certaine image de la France, possèdent ainsi une spécificité qui doit être utilisée par l'ensemble du Parti. Citoyens de deux mondes, ils peuvent enrichir notre réflexion et nos propositions, tirant la leçon des erreurs et des réussites d'une politique et de celle de leur expérience personnelle.